MICHAEL WEISS

HASSAN HASSAN

# EI

## AU CŒUR DE L'ARMÉE DE LA TERREUR

ÉTAT ISLAMIQUE

TRADUIT ET PRÉSENTÉ PAR ANNE GIUDICELLI

Hugo Doc

MICHAEL WEISS
& HASSAN HASSAN

# EI

## AU CŒUR DE L'ARMÉE DE LA TERREUR

ÉTAT ISLAMIQUE

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Anne Giudicelli

Hugo Doc

Édition originale aux États-Unis
2015 Regan Arts
65 Bleecker Street
New York, NY 10012
© 2015, Michael Weiss & Hassan Hassan

Tous droits réservés.
L'utilisation ou la reproduction par n'importe quel moyen du tout ou partie de ce livre est interdite sans la permission expresse et écrite de l'éditeur.

Photographie de couverture : © Abaca

Pour la présente édition :
Ouvrage dirigé par Mathieu Lauverjat
© 2015, Éditions Hugo & Cie
38, rue La Condamine
75017 Paris
www.hugoetcie.fr

ISBN : 9782755625257

*Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.*

À Amy et Ola
nos épouses qui ont dû composer
avec cet « État islamique »
(et nous-mêmes).

# SOMMAIRE

Titre

Copyright

Dédicace

AVANT-PROPOS

NOTE DE L’ÉDITEUR

ABRÉVIATIONS

INTRODUCTION

1 - LE PÈRE FONDATEUR - LE DJIHAD D’ABOU MOUSSAB AL-ZARQAOUI

*L’ENFANT DE ZARKA*

*LE MILIEU DE HAYATABAD*

*DU CLAUSEWITZ POUR TERRORISTES*

*RETOUR AU PAYS*

*« LA PRISON A ÉTÉ SON ÉCOLE »*

*LA RENCONTRE AVEC BEN LADEN*

*ENNEMIS, PROCHES ET LOINTAINS*

*TAWHID WAL-JIHAD*

*ANSAR AL-ISLAM*

*NOUR AL-DIN ET L’IRAK*

*PATRONAGE IRANIEN*

2 - LE CHEIKH DES ASSASSINS - AL-ZARQAOUI ET AL-QAÏDA EN IRAK

*LE FANTÔME DE SADDAM*

*AL-ZARQAOUI CONTRE L'AMÉRIQUE*

*TUER LES CHIITES*

*DÉCAPITATIONS MÉDIATISÉES*

*L'APPEL D'AL-ZARQAOUI*

*LE TRIANGLE SUNNITE*

*CHUTE(S) DE MOSSOUL*

3 - GESTION DE LA BARBARIE - NAISSANCE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK

*LE BOYCOTT DES SUNNITES*

*« DESERT PROTECTORS »*

4 - LES AGENTS DU CHAOS - L'IRAN ET AL-QAÏDA

*MILICES CHIITES ET FORCES SUPPLÉTIVES IRANIENNES*

*PLUS RICHE QUE BEN LADEN*

*LA MORT D'AL-ZARQAOUI*

*LA NOUVELLE STRATÉGIE DE GUERRE*

*DE NOUVEAUX VBIED*

5 - LE RÉVEIL - LES IRAKIENS SE RETOURNENT CONTRE L'EII

*SAHWA*

*« SURGE »*

*DIYALA, D'HIER À AUJOURD'HUI*

*CONTRE AQI*

*AQI DANS LES CORDES*

6 - LES SYMPTÔMES DU RETRAIT - L'EII ET AL-MALIKI ATTENDENT LA FIN DES ÉTATS-UNIS

*ENTRE LES MURS*

*AL-MALIKI VERSUS WASHINGTON*

*LE RÉVEIL ANESTHÉSIÉ*

*DÉSENGAGEMENT DIPLOMATIQUE*

*BRISER LES MURS*

7 - LES SUPPLÉTIFS D'ASSAD - LA SYRIE ET AL-QAÏDA

*L'ISLAMISME DE HAFEZ*

*« APPELEZ-NOUS »*

*ABOU AL-QAAQAA ET CHAKER AL-ABSI*

*L'ASSASSINAT D'ABOU GHADIYAH*

*TERMINÉ ?*

*L'ANTITERRORISME SELON ALI MAMLOUK*

8 - RENAISSANCE - L'EII D'ABOU BAKR AL-BAGHDADI

*MORT D'AL-MASRI ET D'AL-BAGHDADI*

*LE NOUVEAU AL-BAGHDADI*

*LES FANTÔMES DE SADDAM II*

*LES HOMMES DE L'ÉMIR*

*DE TBILISSI À ALEP*

*LE MANAGEMENT DE LA « HYPE »*

9 - LA RÉVOLUTION TRAHIE - LE DJIHAD ARRIVE EN SYRIE

*« LE PEUPLE VEUT LA CHUTE DU RÉGIME »*

*« ASSAD, OU NOUS METTONS LE PAYS À FEU ET À SANG »*

*LA GUERRE DE SOLEIMANI*

*LA SECONDE INTERVIEW DE BACHAR*

*L'AMNISTIE DES DJIHADISTES*

*COMMENT L'EII EST ARRIVÉ EN SYRIE*

10 - CONVERTIS ET « DJIHADISTES CINQ ÉTOILES » - PROFILS DE COMBATTANTS DE L'EIIL

*LE POUVOIR DE PERSUASION*

*LE NOVICE*

*LE KURDE*

*LES ULTRAS DE SEDNAYA*

*LES FLUCTUANTS*

*LES POLITICIENS*

*LES PRAGMATIQUES*

*LES OPPORTUNISTES*

*LES COMBATTANTS ÉTRANGERS*

*APRÈS MOSSOUL*

11 - DE TWITTER À DABIQ - LE RECRUTEMENT DE NOUVEAUX MOUDJAHIDIN

*TWEETER LE CALIFAT*

*LA FIN DES TEMPS*

*LE DJIHAD SUR PAPIER GLACÉ*

12 - DIVORCE - AL-QAÏDA SE SÉPARE DE L'EIIL

*AL-NOSTRA EN GUERRE EN SYRIE*

*L'EII POSSÈDE AL-NOSRA*

*AL-ZAWAHIRI, DÉFENSEUR DE SKYES-PICOT*

*L’INSTITUTRICE DE RAQQA*

*LE SAHWA SYRIEN*

*AL-NOSRA ET L’EIIL : LA SÉPARATION*

*LES RÉCRIMINATIONS DES DJIHADISTES*

13 - LE RACKET DES CHEIKS - L’EIIL COOPTE LES TRIBUS

*LA REVANCHE D’AL-RAFDAN*

*L’ARGENT FAIT LOI*

*DIVISER POUR RÉGNER*

*L’EIIL EN MÉDIATEUR*

14 - « AL-DAOULA » - LES CELLULES DORMANTES DE L’« ÉTAT » ISLAMIQUE

*L’EIIL PREND LE DESSUS SUR L’ASL*

*SOUS LA GOUVERNANCE DE L’EIIL*

*L’EIIL VERSUS ASSAD*

*MINBIJ*

*PARTOUT ET NULLE PART*

*TAKFIRINOMIE*

ÉPILOGUE

REMERCIEMENTS

# AVANT-PROPOS

Ce document n’est pas un livre *de plus* sur cette « armée de la terreur », érigée en ennemi numéro un du monde et du moment. Il est singulier. Ou plus exactement, comme les auteurs, le journaliste américain Michael Weiss et le chercheur syrien Hassan Hassan, le qualifient eux-mêmes : « personnel ». Non pas qu’il témoigne d’un épisode dramatique qu’ils auraient chacun vécu dans « l’enfer Da’ech », et dont le récit cathartique n’existerait que parce qu’ils y auraient survécu – il serait alors « individuel ».

Ce livre est personnel d’abord parce qu’il est le fruit de l’association de deux expériences de terrain, dans la Syrie et l’Irak « d’avant », puis tout au long de la montée en puissance de ce qui, à travers l’évolution de ses diverses formes, deviendra dix ans plus tard l’État islamique en Irak et au Levant. Personnel aussi parce qu’il raconte la grande histoire par la petite : celle de chacun des témoins et des acteurs – rencontrés notamment en Syrie, en Turquie, aux États-Unis – d’hier et d’aujourd’hui, et pour certains aussi de demain, qui subissent, adhèrent par conviction ou par défaut, font ou tentent de défaire, combattent ou construisent « l’État ».

Ici, les confidences de responsables de la CIA, toujours en activité, répondent aux confessions des espions, toujours plus actifs, des *amniyat* – les redoutables services de renseignement et de contrespionnage de l’EI, créés par d’anciens *moukhabarat* de Saddam Hussein. Les témoignages

d’anciens codétenus d’Abou Bakr al-Baghdadi à Bucca, la prison américaine de Basra et berceau de l’EI, recoupent et prolongent les constats des opérationnels de l’armée américaine sur zone d’alors, qui ne seront pas écoutés par les stratèges de la Maison-Blanche et du Pentagone, dans le processus de transfert de l’autorité américaine aux Irakiens jusqu’au retrait des forces finalisé en décembre 2011. Neuf mois plus tôt, un mouvement de protestation populaire avait déjà commencé à déferler dans les rues syriennes.

Ici encore, les aveux d’anciens officiels syriens recoupent les récits de membres de l’EI, qui viennent confirmer les accusations de l’opposition : le jeu du régime dans l’instrumentalisation du terrorisme, d’abord pour affaiblir le régime de Saddam Hussein, puis pour contrer la présence américaine à sa frontière, enfin pour entacher les objectifs de la révolution – quitte à organiser des attentats sur son propre sol, histoire de s’offrir en rempart contre le terrorisme aux « partenaires » américains. Ici, enfin, l’Iran reste le vrai maître du jeu et le grand gagnant de toutes les guerres sur le terrain, des luttes intestines, des leurres… et des erreurs.

Ce document ne laisse pas indemne. Pas parce qu’il décrit une barbarie à l’œuvre, appliquée aux terrains syriens et irakiens, et dont les victimes ne cessent d’être d’abord et encore ses populations ; pas seulement parce qu’il démonte une mécanique froide et sophistiquée d’emprise – territoriale, économique, morale, idéologique – qui puise dans la destruction sa puissance de construction et d’expansion ; ni aussi parce qu’après plus d’un an de lutte internationalisée dédiée contre Al-Daoula – militaire, sécuritaire, diplomatique – l’ennemi continue de gagner des territoires, mais aussi les cœurs et les esprits, là-bas et ici. Mais parce qu’il démontre, au fur et à mesure de cette plongée « au cœur » de la genèse et de la réalité de l’EI, que ce monstre, présenté au monde comme le mal absolu créé pour détruire nos valeurs et nos sociétés, est aussi notre créature.

L’EI absorbe les agendas de puissance – locaux, régionaux, internationaux – pour à son tour imposer le sien. Les erreurs stratégiques répétées et l’absence persistante de vision globale nourrissent son expansion. L’EI est aussi notre miroir. Avons-nous tiré les leçons des soulèvements dans les pays arabes ? Du soutien des puissances à des régimes qui ont entretenu la confusion entre lutte contre le terrorisme et chasse aux oppositions, jusqu’à faire émerger en seule force organisée les courants les plus extrémistes ? Les « printemps arabes » l’ont démontré : la guerre contre le terrorisme est un instrument à géopolitique variable. Une variable d’ajustement au grès des intérêts et des rapports de force du moment. Les alliés d’hier peuvent devenir les ennemis d’aujourd’hui, et les rebelles soutenus, financés, armés, des terroristes à abattre. Ou les successeurs du tyran déchu. Les interventions militaires étrangères font autant de dégâts que l’absence d’intervention. Et le sectarisme, cette fracture confessionnelle – sunnites versus chiites – imposée comme la nouvelle grille de lecture pour « comprendre » les crises dans le monde arabe et musulman – sorte de nouvelles frontières artificielles à l’image de celles tracées par l’accord de Sykes-Picot à la fin de la Première Guerre mondiale, un levier de contestation anti-occidental toujours aussi actif, comme le rappellent les auteurs – ne fait que servir le « projet » de l’EI.

Les auteurs de ce livre donnent à voir ces contradictions et leurs conséquences en se contentant de croiser les faits, les témoignages dans chaque camp, de la base au sommet, des opérationnels, militants de base, kamikazes à la vie courte, aux stratèges du Pentagone, diplomates internationaux, chef de tribus, transfuges de ce groupe ou du régime, établissant cette lecture globale et précise, « glocale », qui est la seule honnête pour appréhender une complexité trop facilement réduite à un phénomène exogène. Un recul salutaire qui permet de nous sortir de l’amnésie autant que des projections à courte vue qui contribuent à la répétition des toujours mêmes erreurs. Comme celle de croire que l’EI

pourrait être éradiqué militairement : dans les scénarios élaborés par les services de renseignement français, partie prenante de la coalition contre Da'ech, tout est prévu – sauf le cas d'une victoire de l'EI… À se demander ce qui est le plus inquiétant.

Quelle que soit l'évolution de cette crise, ce livre nous donne les clés critiques qui nous permettent de comprendre, évaluer, voire agir sur les décisions qui sont prises en notre nom. L'EI a de l'avenir, celui que nous contribuons aussi à lui laisser projeter.

ANNE GIUDICELLI

# NOTE DE L’ÉDITEUR

Les auteurs ont choisi d’utiliser tout au long de leur document l’appellation de l’État islamique en Irak et au Levant (EIIL) plutôt qu’État islamique (EI) – le dernier et désormais officiel nom que s’est choisi l’organisation d’Abou Bakr al-Baghdadi, figurant en titre du livre – ou l’acronyme Da’ech (pour « Daoula al-Islamiya fil Iraq oua Cham » en arabe) ou encore « Al-Daoula ». Ce choix est motivé par le souci de maintenir une certaine neutralité d’usage, le fait de désigner l’organisation par l’un ou l’autre de ces noms marquant un positionnement par rapport à elle. Ils s’y réfèrent néanmoins en restituant fidèlement des propos tenus par leurs interlocuteurs. L’appellation « État islamique en Irak » (EII) est également employée, en tant qu’une des formes antérieures de l’organisation.

Toutes les notes de bas de page suivantes et les références placées entre parenthèses dans le corps du texte sont de la traductrice.

# ABRÉVIATIONS

| | |
|---|---|
| APC : | Autorité provisoire de la coalition |
| AQI : | Al-Qaïda dans les pays des deux-fleuves, abrégé Al-Qaïda en Irak |
| ASL : | Armée syrienne libre |
| CIA : | *Central Intelligence Agency*, Agence centrale du renseignement (États-Unis) |
| COIN : | *Counter-Insurgency*, contre-insurrection |
| CSRII : | Conseil suprême de la révolution islamique en Irak |
| DGR : | Direction générale du renseignement (Jordanie) |
| DIA : | *Defense Intelligence Agency*, Agence du renseignement de la défense (États-Unis) |
| IED : | *Improvised Explosive Device*, engin explosif improvisé |
| EFP : | *Explosively Formed Penetrator*, pénétrateur à explosion |
| EII : | État islamique en Irak |
| EIIL : | État islamique en Irak et au Levant |
| FSI : | Forces de sécurité irakiennes |
| GRI-FQ : | Forces spéciales Al-Qods des Gardiens de la révolution islamique (Iran) |
| HBIED : | *House Born Improvised Explosive Device*, habitations piégées par des engins explosifs |
| IRGC : | Corps des Gardiens de la révolution islamique d'Iran, abrégé Gardiens de la révolution islamique (GRI) |
| JSOC : | *Joint Special Operations Command*, Commandement spécial américain du groupe opérationnel interarmées |
| MDHU : | *Modular Detainee Housing Units*, Unités modulaires de logement des détenus |
| NSA : | Agence nationale de sécurité (États-Unis) |
| OSS : | Organisation de sécurité spéciale |
| PKK : | Parti des travailleurs du Kurdistan. Sa branche syrienne, Parti de l'union démocratique (PYD) |
| SAS : | *Special Air Service*, unité de forces spéciales des forces armées britanniques |
| SOFA : | Convention sur le statut des forces |
| VBIED : | *Vehicle-Borne Improvised Explosive Device*, engin explosif improvisé monté sur véhicule |
| YPG : | Unités de protection du peuple, branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD, Kurdistan) |

# INTRODUCTION

À la fin de l'année 2011, Abdelaziz Kouwan contacte son oncle syrien pour qu'il l'introduise auprès de Riad al-Assad, colonel de l'armée de l'air syrienne et un des premiers officiers à avoir fait défection à la dictature de Bachar al-Assad. Abdelaziz est un adolescent de 16 ans originaire de Bahreïn, et veut rejoindre la rébellion armée en Syrie – en bravant l'interdiction de ses parents.

Début 2012, il s'envole pour Istanbul, d'où, tout comme tant d'autres combattants étrangers avant lui, il prend un bus qui le conduit treize heures plus tard à la ville de Reyhanli, en bordure de la frontière sud de la Turquie. De là, il rejoint la province d'Alep, la partie nord de la Syrie entièrement sous contrôle de la rébellion anti-Assad. Pendant plusieurs semaines, Abdelaziz combat au sein de différentes factions rebelles modérées. Jusqu'à finir par les trouver trop corrompues et pas assez efficaces.

Il passe ensuite d'une brigade islamiste à l'autre, d'abord dans les rangs d'Ahrar al-Sham puis dans ceux de Jabhat al-Nosra, qui s'est avéré plus tard être une franchise d'Al-Qaïda. S'étant forgé une réputation de combattant courageux et pieux, Abdelaziz se sent pourtant de plus en plus déçu par ses frères d'armes islamistes. Il subit en même temps la pression de sa famille qui exige son retour à Bahreïn. C'est ce qu'il fait fin 2012. À son arrivée, la mère d'Abdelaziz lui confisque aussitôt son passeport.

« Je marche dans les rues [de Bahreïn] et je me sens prisonnier, dit-il aux auteurs un an plus tard, toujours nostalgique de ses jours passés à combattre pour Dieu. Je me sens bloqué. C'est comme si quelqu'un m'observait en permanence. Ce monde ne signifie rien pour moi. Je veux être libre. Je veux repartir. Les gens là-bas font don de leur vie, voilà une vie honorable. »

La famille d'Abdelaziz avait émigré de Bahreïn vers l'est de la Syrie dans les années 1980. Ses parents lui avaient offert les conditions de mener une vie honorable… « Son père l'avait bien élevé, se rappelle un de ses proches. Il n'en avait pas fait quelqu'un de dépendant, et il voulait qu'il parvienne à un bon statut social. » Selon ce proche, Abdelaziz était quelqu'un de « calme », de « délicat », qui « se comportait toujours comme un homme ».

Abdelaziz reste encore trois mois à Bahreïn avant d'arriver à convaincre sa mère de lui rendre son passeport. Il part pour la Syrie trois jours plus tard. À son arrivée, il rejoint l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), qui commence alors à s'imposer comme l'un des groupes djihadistes parmi les plus disciplinés et les mieux organisés en Syrie. Abdelaziz dira plus tard qu'il a décidé de rejoindre l'EIIL après avoir parlé avec des « frères » en Syrie, *via* Skype, au cours des derniers mois passés à Bahreïn. Sa précédente expérience au sein de factions islamistes proches idéologiquement de l'EIIL était un atout pour le groupe qui comptait le plus de combattants étrangers. Abdelaziz monte dans les rangs de l'EIIL, d'abord comme coordinateur entre les émirs locaux et les autres groupes rebelles, puis comme représentant chargé de porter au nom de son chef les messages et les accords conclus. Quand l'EIIL s'empare au cours de l'été 2014 de vastes étendues de territoires en Syrie et en Irak, Abdelaziz est promu responsable de la sécurité de trois villes proches de la ville frontière syro-irakienne d'Albou Kamal, qui fut longtemps une porte d'entrée entre les deux pays pour des hommes comme lui.

En évoluant au sein de l'EIIL, Abdelaziz découvre des nouveaux aspects de lui-même. Il apprend ainsi qu'il est violent, brutal et sans pitié. Il décapite les ennemis. Il garde captive chez lui une jeune fille zaïdite pour en faire sa *sabiyya*, son esclave sexuelle. La récompense à sa participation aux combats contre les forces peshmergas du Kurdistan irakien et les autres milices kurdes à Sinjar en Irak, près de la frontière syrienne.

Selon le magazine de propagande de l'EIIL, *Dabiq*, un cinquième des esclaves sexuelles capturées à Sinjar ont été distribuées au commandement central de l'EIIL pour en faire ce que bon leur semblait ; les autres ont été réparties au sein de la base, comme pour Abdelaziz, au titre de butin de guerre. Abdelaziz nous a montré une photo de sa *sabiyya*. Elle était à la fin de son adolescence. Elle a « appartenu » à Abdelaziz environ un mois, avant d'être ensuite « confiée » à d'autres commandants de l'EIIL.

Le fait d'être un violeur n'apparaissait pas à ses yeux être en contradiction avec ce qu'il considère comme ses obligations morales de musulman pieux. L'un de ses frères d'armes a affirmé que pendant les journaux télévisés Abdelaziz recouvrait l'écran pour cacher les visages des présentatrices. Il citait avec ferveur le Coran et les hadiths, les paroles attribuées au prophète Mahomet, et parlait avec emphase d'Al-Daoula, « l'État », le terme utilisé par l'EIIL en référence à son projet.

À la question de savoir ce qu'il ferait si son père était membre de Jabhat al-Nosra et qu'ils se retrouvaient face à face au combat, Abdelaziz répond sans hésiter : « Je le tuerai. Abou Obeida [un des compagnons du Prophète] tua son père au combat. Quiconque porte la main sur Al-Daoula aura la main coupée. » Abdelaziz qualifie aussi ses proches appartenant à l'armée ou aux forces de sécurité bahreïnies d'« apostats », parce que l'armée de son pays a participé à la campagne de bombardement contre l'EIIL menée par la coalition internationale conduite par les États-Unis.

Avant de partir faire le djihad en Syrie, Abdelaziz était un néophyte en théologie qui n'avait accompli qu'une année d'études islamiques à

l’académie religieuse d’Arabie Saoudite. Il avait abandonné l’école secondaire de Bahreïn et s’était rendu dans la ville de Médine pour étudier la charia, la loi coranique. À l’école, selon l’un des membres de sa famille, il évitait les étudiants peu pratiquants, pour ne fréquenter que ceux qui adoptaient une ligne dure. Il s’est mis rapidement à recourir à la « rhétorique djihadiste », et à se référer systématiquement à la situation abominable des musulmans sunnites en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

Sa métamorphose se poursuit en Syrie, sur le champ de bataille. Il se fait appeler Abou al-Mou’tassim, en référence au huitième calife abbasside, Al-Mou’tassim Billah, célèbre pour avoir dressé une armée contre les soldats byzantins et vengé ainsi l’honneur bafoué d’une femme. Abdelaziz disait qu’il voulait s’inspirer du califat abbasside pour aider les musulmans sans défense en Syrie et en Irak. Bien qu’il occupât un poste de responsable de la sécurité, il était toujours à l’affût d’une occasion pour aller combattre sur les lignes de front. « Je ne peux pas rester sans rien faire, nous disait-il, je suis venu ici pour accomplir le martyre et je l’ai cherché partout. »

Abdelaziz finit par le trouver. Le 23 octobre 2014, il meurt sous les balles d’un sniper du régime syrien dans le quartier d’Al-Hawiqa à Deir Ezzor. Il est d’usage que les combattants écrivent leur testament quand ils intègrent un groupe, qui est ensuite remis à leur famille après leur mort. Abdelaziz l’a adressé à sa mère : « Comme tu sais, et comme tu le vois sur les chaînes de télévision, les infidèles et les *rafida* [un terme sectaire utilisé par les sunnites pour désigner les chiites] sont allés trop loin dans leur oppression, ils ont tué, torturé et violé l’honneur des musulmans. Par Dieu, je ne peux assister à la mort de mes sœurs et mes frères musulmans quand ils appellent à l’aide d’autres musulmans en vain, et rester les bras croisés. Je voulais être comme Al-Mou’tassim Billah. La principale raison, c’est que j’ai tant désiré le paradis, aux côtés du prophète Mahomet, que la paix soit avec lui, et je voulais demander le pardon pour toi dans l’au-delà. »

Quand l'EIIL prend d'assaut la ville de Mossoul, la capitale de la province irakienne de Ninive, mi-juin 2014, la réaction dans le monde balance entre le choc et la confusion. Voilà que des hommes semblables à Abdelaziz ont conquis une étendue de territoire au Moyen-Orient quasi équivalente à la superficie de la Grande- Bretagne. Un millier de ces hommes ont été capables de renverser une ville du centre de l'Irak, gardée par pas moins de 30 000 soldats et policiers irakiens formés par les États-Unis, qui se sont promptement volatilisés en abandonnant à l'EIIL des véhicules blindés Humvee et des tanks Abraham de fabrication américaine valant des dizaines de millions de dollars. Quel genre de terroristes conduisent des véhicules blindés et des tanks ? L'EIIL est-il une organisation, ou ne serait-il pas plutôt une armée ?

Cinq mois après la chute de Mossoul, dans une interview avec le journaliste David Remnick du *New Yorker*, le président Obama relègue malencontreusement l'EIIL au rang d'une « *jayvee squad* » – une équipe junior d'université – de terroristes. Le *jayvee squad* a aujourd'hui réduit en poussière la berme séparant les deux États-nations de Syrie et d'Irak, qui avait été érigée il y a près de cent ans. Cet acte physique et symbolique de rattachement, affirment-ils, met ainsi fin au pacte colonial franco-britannique qui a permis le dessin actuel de la carte de la région avant même la fin de la Première Guerre mondiale. Il n'y aura plus jamais de mainmise occidentale sur cette carte, selon l'EIIL, mais à la place, le califat. Plus encore, laisse entendre le chef de l'EIIL, Abou Bakr al-Baghdadi, si les musulmans savent se montrer forts, le califat pourra s'étendre à l'Espagne et même conquérir Rome.

Ce livre est personnel. L'un des auteurs est un Syrien originaire de la ville frontière d'Albou Kamal, qui fut longtemps un point de passage des djihadistes pour entrer en Irak, et aujourd'hui en sortir. L'autre a réalisé des reportages depuis la ville d'Al-Bab dans la banlieue d'Alep, quand y

existait encore une société civile prodémocratique et indépendante. Aujourd'hui, c'est devenu le fief abominable de l'EIIL régi par la charia.

Nous avons décidé de répondre à une simple question qui revenait en boucle sur les chaînes d'actualité pendant le cauchemar de l'été et de l'automne 2014 : « D'où vient l'EIIL et comment est-il parvenu à causer autant de dommages en un temps si court ? » La question était légitime, au vu des images et des vidéos qui circulaient alors dans le monde entier, dont celles des décapitations de propagande horribles de plusieurs otages occidentaux, qui avaient commencé par celle du journaliste américain James Foley. Mais cette question est également incongrue, parce que les États-Unis ont combattu l'EIIL pendant près d'une décennie sous ses différentes formes, d'abord Al-Qaïda en Irak (AQI), puis le Conseil consultatif des moudjahidin en Irak et ensuite l'État islamique d'Irak (EII). C'est comme si le Vietcong était revenu sous un nouveau label et avait assiégé un tiers de l'Asie du Sud-Est en 1985, pour se voir porter aux nues comme une nouvelle guérilla insurrectionnelle surgie de nulle part et inconnue de tous, de l'administration Reagan à CNN. S'il est un ennemi qui nous soit familier, c'est bien l'EIIL.

Et pourtant, bien des aspects de cet ennemi totalitaire et théocratique restent oubliés ou occultés, ou simplement peu étudiés. Les débats autour de son idéologie, de sa stratégie de guerre et de ses dynamiques internes ne tarissent pas dans tous les pays qui se sont engagés pour l'abattre. L'EIIL est-il supérieur ou inférieur à la somme de ses parties ? Est-il en train de gagner ou de perdre après un an d'une campagne aérienne multinationale concertée, soutenue par la fourniture d'armes pour sélectionner alliés et supplétifs ? Est-ce que les objectifs déclarés des États-Unis « d'affaiblir et à terme de détruire » l'EIIL ainsi énoncés par le président Obama sont réalistes au regard de l'actuelle politique américaine en Syrie et en Irak ? Cette dernière réplique de la guerre au Moyen-Orient va- t-elle durer trente ans, comme l'ancien secrétaire à la Défense, Leon Panetta, l'a récemment

suggéré, et s'étendre au Maghreb et sans doute jusque chez nous, comme cela semble être déjà le cas dans les attentats de Paris en janvier 2015 ?

Nous commençons ce livre en examinant l'EIIL à travers les évolutions et les adaptations au cours des dix dernières années, qui ont conduit à sa forme actuelle. Les premiers chapitres portent essentiellement sur l'histoire complexe des premières formes de l'EIIL, à partir d'une douzaine d'interviews originales réalisées auprès d'anciens responsables américains des services de renseignement militaire et de l'antiterrorisme, ainsi que de diplomates occidentaux qui ont traqué, combattu et emprisonné les membres d'Al-Qaïda en Irak. L'EIIL est en réalité le dernier front dans l'aboutissement sanglant d'un différend qui a longtemps divisé la sphère du djihadisme international. En l'occurrence, comment cette guerre sainte devrait-elle être menée et contre qui ? Est-ce que les chiites, les alaouites et les autres minorités religieuses et ethniques représentent des cibles pertinentes, ou devraient-ils plutôt être épargnés devant le mal le plus urgent à combattre, à savoir les Américains et leurs alliés « sionistes-croisés » ? Ce différend a opposé d'un côté le camp le plus fanatique, représenté par Abou Moussab al-Zarqaoui, le fondateur jordanien d'Al-Qaïda en Irak, et de l'autre le plus « modéré », représenté par son propre patron et supérieur nominal – Oussama Ben Laden. La récente scission entre Al-Qaïda et l'EIIL était inévitable, et ce, depuis le moment où Al-Zarqaoui et Ben Laden se sont rencontrés en Afghanistan, en 1999. Alliés, ils ont contribué à mettre l'Irak en pièces, provoqué des atrocités en retour des chiites, et infligé de lourdes pertes aux Américains et à leurs alliés. C'est cette histoire qui relie dix années de conflit avec les agendas des régimes iraniens et syriens, et qui permet de vraiment comprendre l'EIIL aujourd'hui. Bien qu'il soit impossible de savoir lequel des deux camps opposant la sphère djihadiste finira par vaincre, où même s'il y aura un vainqueur, le fait qu'Al-Qaïda ait été, au cours de la dernière année, au cœur d'un conflit fratricide avec son ancienne filiale va certainement

déterminer la façon dont les pays occidentaux continueront à les combattre l'un comme l'autre.

Nous nous penchons ensuite sur les origines de la révolution syrienne, en montrant comment le régime Assad, qui a longtemps facilité et manipulé Al-Qaïda chez son voisin, non seulement a tenté de se présenter lui-même comme une victime de son allié d'autrefois, mais a aussi paradoxalement créé les conditions propices à l'implantation de ce terrorisme en Syrie. Nous examinons enfin l'EIIL tel qu'il est aujourd'hui, sous le commandement d'Al- Baghdadi et de ses bourreaux volontaires, à partir d'entretiens menés auprès de militants de l'EIIL encore actifs ou décédés depuis, d'espions et d'agents « dormants », ainsi que de leurs victimes syriennes – au sein des tribus, des rebelles, des militants –, et aussi d'une enseignante de Raqqa, courageuse et déterminée, qui a dit « assez ! ».

L'un des principaux centres de recrutement et pivots organisationnels de l'EIIL, ce sont les prisons. À dessein ou non, les centres de détention au Moyen-Orient ont servi pendant des années d'académies virtuelles de la terreur, où des extrémistes réputés peuvent se réunir, comploter, organiser et développer leurs capacités de commandement « entre quatre murs » et, plus inquiétant encore, recruter la prochaine génération de combattants.

L'EIIL est une organisation terroriste mais pas *juste* une organisation terroriste. C'est aussi une mafia, rodée dans la pratique des marchés noirs, vieux de plusieurs décennies, des trafics du pétrole et des armes. C'est une armée conventionnelle, capable de mobiliser et de déployer des hommes au sol avec suffisamment de professionnalisme pour impressionner des militaires américains. C'est un système sophistiqué de collecte du renseignement, qui infiltre les organisations rivales et discrètement recrute dans leurs rangs jusqu'à en prendre le dessus, les mettre en déroute ou s'emparer de leur territoire. C'est une machine de propagande redoutablement efficace pour diffuser ses messages et mobiliser de nouvelles recrues par les médias sociaux. L'EIIL est aussi la survivance

d’un ennemi plus ancien encore qu’Al-Qaïda. La majorité de ses dirigeants a précédemment servi dans l’armée de Saddam Hussein ou dans ses services de sécurité. Dans un sens, le baathisme séculaire est revenu en Irak travesti en fondamentalisme islamique – ce qui n’est pas aussi contradictoire qu’il n’y paraît.

Le plus important encore, c’est que l’EIIL se présente lui-même comme une minorité sunnite combattue en Irak, et une majorité sunnite persécutée en Syrie, une ultime ligne de défense face à la multitude d’ennemis engagés contre lui – les Américains « infidèles », les pays du Golfe « apostats », la dictature alaouite « Nusayri » en Syrie et celle « rafida » en Iran, et la dernière satrapie à Bagdad. Là aussi, comme toujours dans les théories conspirationnistes, l’EIIL s’appuie sur des vérités biaisées et des incohérences géopolitiques pour mieux représenter l’entreprise satanique mondiale liguée contre lui. Les avions de guerre syriens volent désormais dans les mêmes espaces aériens que les avions américains, pour prétendument bombarder les mêmes objectifs dans l’Est syrien – quand le gouvernement américain martèle qu’Assad n’a plus d’avenir en Syrie. En Irak, les milices chiites créées par l’Iran, dont certaines sont classées par le gouvernement américain comme des organisations terroristes (parce qu’ils ont du sang américain sur les mains), servent désormais d’unités d’avant-garde aux forces de sécurité irakiennes pour mener la campagne terrestre visant à repousser l’EIIL, sous la supervision et avec les encouragements des Gardiens de la révolution islamique iraniens, autre entité désignée comme terroriste par les États-Unis. Ces milices s’adonnent au passage à des actes d’épuration ethnique dans les villages sunnites, gagnant la censure d’*Amnesty International* et de *Human Rights Watch* – en bénéficiant indirectement de la couverture aérienne fournie par les avions de guerre américains. Quelles que soient les intentions de Washington, sa connivence perçue avec les régimes meurtriers en Syrie et en Iran empêche les sunnites, qui haïssent autant qu’ils craignent l’EIIL, de se lancer dans une nouvelle

initiative communautaire (à l’image du précédent mouvement *Sahwa* [Réveil] en Irak) capable d’expulser les terroristes hors de leurs rangs. Ceux qui s’y sont essayés ont été abattus sans pitié ; d’autres ont été tout simplement enrôlés et ont juré fidélité à leurs bouchers.

À la fois surmédiatisé et sous-estimé, brutal et sophistiqué, l’EIIL a détruit les frontières des États-nations contemporains et s’est proclamé le restaurateur d’un Empire islamique perdu. Le vieil ennemi a pris les habits d’un nouveau, déterminé à prolonger une guerre qui a déjà trop duré.

1

# LE PÈRE FONDATEUR

# LE DJIHAD
# D’ABOU MOUSSAB AL-ZARQAOUI

« Accourez, ô musulmans, pour votre État. Oui, c’est votre État. Accourez, car la Syrie n’appartient pas aux Syriens, ni l’Irak aux Irakiens. » Le 28 juin 2014, premier jour du ramadan, Abou Bakr al-Baghdadi – alors intronisé calife Ibrahim – proclame la fin de l’EIIL et la naissance de l’État islamique. Il prêche du haut de la chaire de la Grande Mosquée Al-Nouri de Mossoul, une ville que ses unités ont conquise quelques jours plus tôt. Bien qu’originaire d’Irak, Al-Baghdadi a renoncé à toute forme de citoyenneté, dont la sienne. Selon lui, les nations du Croissant fertile, et ainsi du reste du monde, n’ont pas d’existence. Seul l’État islamique existe. L’humanité d’ailleurs est clairement divisée en deux « camps ». D’un côté, « le camp des musulmans et des moudjahidin [combattants de Dieu] partout dans le monde » ; de l’autre, « le camp des juifs, des croisés, et leurs alliés ». Debout, drapé de noir, Al-Baghdadi se présente lui-même à la fois comme l’héritier du califat médiéval des Abbassides, et la réincarnation de son héroïque prédécesseur, Abou Moussab al-Zarqaoui, qui s’était exprimé dans des termes révolutionnaires similaires, et qui avait voué vénération à la même mosquée où Abou Bakr al-Baghdadi vient de prêcher une vision ténébreuse du monde qui a mis onze ans à trouver son accomplissement.

# L’ENFANT DE ZARKA

La bourgade délabrée de Zarka est située à environ 40 kilomètres au nord-est d’Amman, la capitale jordanienne. Avant que son enfant le plus célèbre adopte le nom de ce qui fut son berceau pour en faire son nom de guerre, la ville de Zarka abritait deux principales associations : l’une liturgique, l’autre humanitaire. Zarka a été le théâtre de la fameuse lutte biblique de Jacob avec Dieu ; c’est aujourd’hui le lieu d’Al-Rousseifa, le plus ancien camp de réfugiés palestiniens de Jordanie. Ahmad Fadhil Nazzal al-Khalaylah, celui qu’Al-Zarqaoui est à sa naissance, ne vient pas d’un peuple sans nation mais de la tribu Bani Hassan, une confédération de Bédouins qui vivaient sur la rive orientale du Jourdain et étaient connus pour leur loyauté au royaume hachémite. Al-Zarqaoui était un *moukhtar*, un notable du village, chargé par la municipalité d’arbitrer les conflits entre les habitants – bien que son fils fût plus enclin à en créer. Al-Zarqaoui était un élève peu prometteur, écrivant l’arabe comme un semi-alphabète. Il quitte l’école en 1984, année de la mort de son père, pour se plonger immédiatement dans le monde de la criminalité. « Il n’avait pas vraiment la stature, mais il avait l’audace », a commenté ensuite l’un de ses cousins au *New York Times*. Il boit de l’alcool et en fait un trafic de contrebande. Ceux qui l’ont côtoyé affirment qu’il s’adonnait au proxénétisme. Il passe son premier séjour en prison pour possession de drogue et agression sexuelle.

Inquiète que son fils ne plonge davantage dans un monde interlope dont il ne pourrait jamais s'extraire, la mère d'Al-Zarqaoui, Oum Sayel, l'inscrit à des cours d'études coraniques à la mosquée Al-Hussein-ben-Ali d'Amman. L'expérience est transformatrice. La foi a l'effet prévu, celui d'offrir un ordre à son absence de règles, mais pas de la façon qu'Oum Sayel l'avait espéré.

C'est à la mosquée qu'Al-Zarqaoui découvre pour la première fois le salafisme, une doctrine qui, dans sa forme contemporaine, prône le retour à la pureté théologique et aux traditions du prophète Mahomet. Les salafistes estiment que la modernité et le système démocratique occidental non seulement sont fondamentalement incompatibles avec l'Islam, mais constituent aussi les principaux polluants de la civilisation arabe, qui, depuis la fin de la Première Guerre mondiale, n'a fait que stagner à cause des régimes illégitimes et « apostats » d'Égypte, de Jordanie, de Syrie et d'Irak. Aux confins de leur continuum, les salafistes sont aussi des adeptes du djihad, un terme qui désigne « combat » en arabe, et qui est aussi doté de multiples définitions. Lorsque les Soviétiques ont envahi l'Afghanistan en 1979, il a d'abord signifié « résistance armée ».

# LE *MILIEU* DE HAYATABAD

Hayatabad est une ville à la périphérie de Peshawar au Pakistan, au pied de la passe de Khyber, le point de passage stratégique pour les nombreux empires qui sont entrés, puis sortis, d'Afghanistan. À la fin des années 1980, la ville est devenue une sorte de Casablanca au cœur de la guerre soviéto-afghane, avant de s'éteindre. C'était une ville où l'on attendait et planifiait en permanence, où se croisaient soldats, espions, colporteurs, escrocs, seigneurs de guerre, passeurs, réfugiés, professionnels du marché noir, vétérans et aspirants à la guerre sainte. Elle était aussi le siège opérationnel d'Oussama Ben Laden, un des rejetons d'une famille d'industriels milliardaires d'Arabie Saoudite, occupé à préparer le terrain et à rassembler du personnel pour le compte de sa propre organisation naissante, Al-Qaïda. Le mentor de Ben Laden était alors l'un des principaux théoriciens de l'islamisme, un Palestinien appelé Abdullah Azzam, qui avait publié en 1984 un ouvrage devenu le manifeste de tous les moudjahidin afghans. Il y expliquait que les musulmans ont une obligation individuelle et collective d'expulser les armées conquérantes ou d'occupation de leurs terres sacrées.

Certainement galvanisé par l'occupation militaire israélienne de sa terre natale, Azzam a clairement fait de la campagne contre les Soviétiques la priorité de tous les croyants musulmans, et pas seulement afghans. Comme

le seront les exhortations d'Al-Baghdadi des décennies plus tard, celles d'Azzam étaient un appel global destiné aux moudjahidin du monde entier pour choisir leur camp et affronter l'autre. S'il ne milite pas vraiment en faveur d'un califat transnational, Azzam pense néanmoins que l'Afghanistan peut être le lieu où construire un État islamique viable sur les cendres de l'hégémonie communiste. Cette guerre, après tout, était encore pure, pas encore entachée par un mélange d'idéologies à la fois concurrentes et paradoxales, comme ce sera le cas plus tard pour la cause palestinienne avec le nationalisme séculaire de Yasser Arafat et le terrorisme léniniste jet-set de Carlos, « le chacal ».

Ainsi, quand Azzam s'établit à Peshawar, il forme avec Ben Laden une sorte de duo de chefs bicéphale, prenant sous leurs ailes protectrices le flot d'« Afghans-Arabes », l'appellation couramment utilisée pour désigner les moudjahidin étrangers, venus participer à la guerre sainte mais sans savoir où et comment la commencer.

Ensemble ils fondent le Maktab al-Khadamat ou le « Bureau des Services », établi dans une résidence qui appartient à Ben Laden. Si Azzam était Marx, le grand philosophe qui élabore le concept d'un nouveau combat révolutionnaire et mobilise les disciples nécessaires pour le réaliser, alors Ben Laden était son Engels, le riche rejeton qui paie les factures et gère les affaires courantes tandis que le maître trime sur des écrits qui vont changer le monde.

Près de 3000 Afghans-Arabes sont passés par ce centre d'orientation djihadiste, où ils étaient nourris, blanchis et logés, mais aussi acculturés par cet étrange espace hétérodoxe, ethnolinguistique, que constitue la frontière nord-ouest pakistanaise.

Des millions de dollars transitaient également par le Bureau des Services, une grosse part rassemblée par Ben Laden et Azzam, le reste acheminé par le gouvernement saoudien, avec qui Ben Laden – à travers l'empire bâti par sa famille dans le BTP – avait des liens étroits. Quelques

terroristes internationaux des plus notoires y ont ainsi acquis leur capital le plus précieux – les contacts – grâce au système de parrainage mis en place par Ben Laden et Azzam.

Azzam et son élève se sont finalement brouillés, en raison de la proximité de Ben Laden avec une autre étoile montante du firmament djihadiste : Ayman al-Zawahiri, un chirurgien égyptien qui avait dispensé des soins médicaux pendant les trois mois de l'été 1980 pour le Croissant-Rouge au Pakistan, et avait même effectué quelques escapades en Afghanistan, histoire d'observer par lui-même le déroulement de la guerre.

Vers la fin de la décennie, Al-Zawahiri avait acquis une notoriété mondiale parce qu'il avait figuré parmi les centaines de suspects emprisonnés et torturés au titre de sa complicité présumée dans l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate. Il avait été l'émir, ou le prince, des Djamaat al-Djihad, ou Djihad islamique, qui avait tenté un coup d'État au Caire pour y établir une théocratie islamique.

Après sa libération, Al-Zawahiri retourne à Peshawar en 1986 pour achever sa mission médicale à l'hôpital du Croissant-Rouge, et reconstituer son groupe. Son salafisme est alors devenu plus extrême ; il avait un temps flirté avec le concept de tafkirisme, l'excommunication d'autres musulmans sur la base de leur hérésie supposée, avec une injonction entraînant presque toujours la peine de mort. Aussi, quand Al-Zawahiri se lie d'amitié avec Ben Laden, rentre-t-il en conflit direct avec Abdullah Azzam, qui était opposé à ce que des musulmans tuent d'autres musulmans. Pour Azzam, la vraie cible du djihadisme, c'est l'Occident blasphématoire et dépravé, y compris, bien sûr, l'État d'Israël. Al-Zawahiri et Azzam se haïssaient et redoublaient chacun d'efforts pour susciter l'attention et s'attirer les bonnes grâces de Ben Laden. Par-dessus tout, ils rivalisaient pour son argent.

Fin novembre 1989, Azzam et deux de ses fils sont tués dans l'explosion de leur voiture par une bombe artisanale sur la route vers la mosquée. (Les théories sur les probables responsabilités derrière cette

explosion vont du KGB au renseignement saoudien en passant par la CIA, Ben Laden et/ou Al-Zawahiri.) Le mois suivant, un autre fils d'Azzam, Houtheifa Azzam, se rend à l'aéroport de Peshawar pour récupérer un groupe d'Afghans-Arabes essentiellement composé de Jordaniens – venus sur le tard combattre l'Armée rouge, deux mois après le retrait définitif d'Afghanistan. Parmi eux, figure Al-Zarqaoui.

# DU CLAUSEWITZ POUR TERRORISTES

Au printemps 1989, Abou Moussab al-Zarqaoui quitte Hayatabad et part pour la ville de Khost, en Afghanistan, juste à temps pour voir l'Armée rouge vaincue. Plutôt que de retourner en Jordanie après avoir raté la guerre sainte, il reste dans la province de la frontière nord-ouest jusqu'en 1993, où il se fait d'utiles contacts auprès de ceux qui travaillent à la suite à donner au sort de l'Afghanistan post-Soviet. Parmi ceux-là, figurent le frère de Khalid Sheikh Mohammed, le cerveau du 11 Septembre, et Mohammed Shobana, qui publiait alors un magazine djihadiste intitulé *Al-Bunyan al-Marsus* (*L'Édifice impénétrable*). En dépit de son niveau d'arabe, et sur la seule base de la recommandation fournie par un religieux respecté, Al-Zarqaoui est recruté comme correspondant du magazine. Il rencontre aussi son futur beau-frère, Salah al-Hami, un journaliste jordanien d'origine palestinienne associé au magazine *Al-Jihad* d'Abdullah Azzam, une publication interne du Bureau des Services. Al-Hami avait perdu une jambe dans l'explosion d'une mine à Khost. Il affirmera plus tard que c'est au cours de sa convalescence à l'hôpital, alors qu'il se plaignait de ne pouvoir jamais trouver à l'avenir d'épouse à cause de son handicap, qu'Al-Zarqaoui lui offrit l'une de ses sept sœurs en mariage. Celle-ci se rendit à Peshawar pour la réception, le seul événement filmé par Al-Zarqaoui avant avril 2006

– lorsque sa franchise irakienne d'Al-Qaïda diffusa une vidéo de propagande montrant son chef, vêtu de noir, mitraillant à l'arme automatique, tel Rambo.

Selon Al-Hami, le reportage d'Al-Zarqaoui contenait essentiellement des interviews de vétérans de la guerre soviéto-afghane, qu'il a vécue par procuration à travers eux. La nuit, il travaillait, dit-on, à mémoriser le Coran. Al-Hami retourne en Jordanie quelques mois plus tard avec sa nouvelle épouse, tandis que son beau-frère, lui, reste pour participer à ce qui n'est alors qu'une guerre civile naissante pour l'Afghanistan nouvellement libéré. Il se lie avec le chef de guerre pachtoune Gulbuddin Hekmatyar, qui occupe par intermittence le poste de Premier ministre à Kaboul avant que son administration ne soit finalement usurpée par les talibans, après quoi Hekmatyar décidera de fuir vers l'Iran. Le temps d'Al-Zarqaoui, chroniqueur des histoires belliqueuses des autres, arrive à son terme. Il veut écrire sa propre histoire.

Il suit une série de camps d'entraînement à la frontière afghano-pakistanaise, dont celui de Sada al-Malahim (l'Écho du combat) – l'équivalent du Camp Dix (centre d'entraînement américain dans le New Jersey) pour Al-Qaïda. Ce camp a formé les cerveaux des deux attaques distinctes (1993 et 2001) du World Trade Center, Ramzi Youssef et Khalid Cheikh Mohammed. Dans le livre de Loretta Napoleoni *Insurgent Iraq: Al-Zarqawi and the New Generation*, l'ancien garde du corps de Ben Laden, Nasir Ahmad Nasir Abdallah al-Bahari, décrit la vie du camp à Sada al-Malahim comme organisée en trois phases d'entraînement et d'endoctrinement distinctes. La première, qui comprend « les jours de tests », dure quinze jours pendant lesquels la recrue est placée dans un état d'« épuisement psychologique et moral » – et ce, évidemment, pour distinguer les petits joueurs des vrais combattants. La deuxième correspond à la « période de préparation militaire », et dure quarante-cinq jours pendant lesquels le stagiaire apprend d'abord à manier les armes légères, puis est

formé à utiliser des missiles sol-air tirés à l’épaule, ainsi qu’à la cartographie. La troisième et dernière phase porte sur « l’enseignement des tactiques de guérilla », dédiée aux théories militaires. Du Clausewitz pour les terroristes[1].

# RETOUR AU PAYS

En 1993, Al-Zarqaoui retourne en Jordanie, et se retrouve immédiatement placé sous la surveillance de la Direction générale du renseignement (DGR) du royaume, qui craignait alors que les Afghans-Arabes revenant du front ne se retournent contre l'ennemi une fois sur le territoire. La DGR ne se trompait pas. Leurs craintes ont été confirmées en 1993, lorsque les pourparlers de paix israélo-jordaniens ont exacerbé l'animosité des islamistes à l'encontre du royaume, et que ces combattants fraîchement revenus du front afghan ont commencé à créer leurs propres organisations djihadistes, telles que Jaysh Muhammad (l'Armée de Mahomet) et Al-Hashaykkah (les Afghans jordaniens).

Pour Al-Zarqaoui, le projet de retour à la vie civile tourne court. Il rend visite à Abou Mohammad al-Maqdissi, un salafiste jordanien d'origine palestinienne qu'il avait rencontré à Hayatabad et qui l'avait recommandé pour le poste de correspondant du magazine *Shobana*. Al-Maqdissi vient de publier un brûlot anti-occidental, *Démocratie : une religion*, dans lequel il dresse une ligne de démarcation entre la politique économique des « païens » et la loi divine d'Allah. Ensemble, comme dans un théâtre d'ombres levantines rejouant le duo Ben Laden-Azzam, Al-Zarqaoui et Al-Maqdissi se livrent au prosélytisme dans des salons de fortune, vouant aux

gémonies le réchauffement des relations entre leur gouvernement et Israël, ou encore l'ingérence des États-Unis et leur impérialisme dans la région.

Al-Maqdissi était un religieux pédant, se répandant toujours en invectives à l'égard de ce qu'il percevait comme étant les injustices des politiques contemporaines ; Al-Zarqaoui était charismatique, mais faible intellectuellement. « Je n'ai jamais été frappé par son intelligence », a avoué des années plus tard Mohammed al-Doueik, le futur avocat d'Al-Zarqaoui. Al-Maqdissi fonde sa propre cellule djihadiste, connue sous le nom de Beit al-Imam (la Maison de l'Islam) et recrute Al-Zarqaoui. Leur première incursion dans le domaine du terrorisme domestique s'apparente davantage à une comédie de bras cassés façon *Starsky et Hutch* qu'à une tragédie macabre. Les armes abandonnées par l'armée irakienne battant en retraite à la fin de la première guerre du Golfe avaient développé un marché florissant au Koweït. Al-Maqdissi, qui avait vécu un moment dans le golfe Persique et bénéficiait des bons contacts, s'était procuré des mines antipersonnel, des roquettes anti-char et des grenades à main, puis les avaient fait rentrer illégalement en Jordanie dans la perspective d'une future attaque terroriste contre le royaume. Il confia à Al-Zarqaoui le stock de contrebande à cacher, puis lui demanda de le lui restituer ; Al-Zarqaoui obtempéra, sauf pour deux bombes, dont il prétendra plus tard qu'elles devaient « servir à une opération suicide dans les territoires occupés par les sionistes ». Conscients que la DGR surveillait leurs mouvements et avait connaissance de leurs petites affaires, les deux terroristes tentèrent de fuir la Jordanie, avant d'être rattrapés. En mars 1994, tous deux sont arrêtés. Pour Al-Zarqaoui, après que la DGR a perquisitionné sa résidence et trouvé son stock d'armes. Surpris dans son lit, ce dernier essaie d'abord de tirer sur un officier, en vain, avant de tenter de retourner l'arme contre lui. Il n'y arrive pas non plus. Il est alors accusé et reconnu coupable de possession illégale d'armes et d'appartenance à une organisation terroriste interdite.

Lors de leur procès, Al-Zarqaoui et Al-Maqdissi décident de transformer le banc des accusés en tribune, tout comme Al-Zawahiri l'avait fait en Égypte. Ils dénoncent la cour, l'État et la monarchie pour violation des lois de Dieu et de l'islam. Selon le juge Hafez Amin, Beit al-Imam « a versé au dossier une lettre d'accusation dans laquelle ils affirmaient que nous agissions contre les enseignements du Saint Coran ». Amin s'est vu également chargé de transmettre un message au roi Hussein lui-même, l'accusant de sacrilège. Al-Zarqaoui était encore un novice par rapport à Al-Maqdissi, qui l'éclipsait par l'aisance éloquente avec laquelle il parvenait à transformer une procédure établie en propagande. Tous deux sont condamnés en 1994 à quinze ans de réclusion et transférés dans une prison de haute sécurité en plein désert, appelée Swaqa.

# « LA PRISON A ÉTÉ SON ÉCOLE »

Le temps passé en prison rend Al-Zarqaoui plus brutal et déterminé. En tant que membre de la tribu Bani Hassan, il jouit d'un statut supérieur à celui des autres détenus, y compris d'Al-Maqdissi, qui s'est néanmoins vu anobli par ses liens de camaraderie avec Al-Zarqaoui. En Jordanie, comme ailleurs, le « *gemeinschaft* » (l'esprit de communauté) d'une prison ne fait qu'accentuer les privilèges et les avantages dont jouissent les hors-la-loi à l'extérieur. Al-Zarqaoui profite de son influence auprès de gardes complaisants ou corrompus pour faire prospérer sa faction, composée de ses collègues détenus de Beit al-Imam. Il soustrait ses coreligionnaires au port obligatoire de l'uniforme et à l'appel du matin dans la cour de la prison. Un médecin du pénitencier se souvient « qu'il pouvait donner des ordres à ses subalternes par un simple clignement des yeux ».

Par la coercition ou la persuasion, Al-Zarqaoui s'emploie à personnaliser son interprétation de l'idéologie islamiste, en se donnant à lui-même le rôle de juge suprême. Il tabasse ceux qu'il n'aime pas, comme ce contributeur au magazine *Swaqa* qui a écrit des articles critiques à son égard.

Un autre détenu, Abou Doma, se rappelle qu'Al-Zarqaoui l'a surpris en train de lire *Crime et Châtiment*, le « livre d'un païen ». Al-Zarqaoui veille à s'assurer qu'Abou Doma renonce bien à son intérêt pour la littérature

russe, en lui adressant une lettre au ton menaçant, dans laquelle, au lieu de Dostoïevski, il écrit « Dossisfki »… (« La note était rédigée en mauvais arabe, comme un enfant le ferait », raconte Doma.)

À défaut de parvenir à développer ses arguments, Al-Zarqaoui développe son corps, en utilisant son cadre de lit et des bidons d'huile d'olive remplis de pierres comme poids. Pour autant, il n'en fait pas toujours qu'à sa tête avec les gardes. Quand il leur résiste, il est parfois battu, ce qui a pour effet d'impressionner encore plus ceux qui le voient comme un meneur d'hommes. Puis, un jour, il se retrouve placé en cellule d'isolement pour huit mois et demi.

C'est en prison qu'Al-Zarqaoui éclipse à son tour Al-Maqdissi et prend le titre d'émir, un échange de titre honorifique avec le consentement, selon Al-Zarqaoui, du porteur du titre. Le religieux-mentor aide le chef-protégé à développer son idéologie autant que ses muscles ; les deux hommes composent des fatwas, ou décrets religieux, mises en ligne ensuite sur Internet. Quelques-unes d'entre elles retiennent l'attention de Ben Laden, qui a suivi le procès des deux Jordaniens avec un grand intérêt depuis le Pakistan. Selon « Richard », un ancien haut responsable de la lutte antiterroriste au Pentagone, qui a demandé à être cité sous pseudonyme, l'expérience carcérale d'Al-Zarqaoui a ressemblé à celle du patron du crime organisé à Boston, Whitey Bulger : « Nous avions envoyé Bulger dans le Harvard des pénitentiaires américains. C'était un criminel rusé avec un faible QI, qui s'était fait un bon paquet d'argent. Il est sorti de prison avec une solide réputation, ce qui l'a aidé à former son propre gang, lequel a contrôlé Boston pendant quatre ou cinq ans. Tout comme Al-Zarqaoui. La prison était son école. » Vingt ans plus tard, on pourrait en dire autant d'Abou Bakr al-Baghdadi, tel qu'ont pu en témoigner les codétenus de l'EIIL sur ses capacités à gérer et à manipuler les gardes du camp Bucca, le centre de détention américain situé dans le sud de l'Irak.

Finalement, Al-Zarqaoui ne purge qu'une partie de sa peine, à la faveur d'une succession dynastique provoquée par la mort du roi Hussein de Jordanie qui installe son fils Abdallah II, un réformiste formé en Occident, qui initie une politique de réconciliation avec les Frères musulmans, le bloc d'opposition le plus important au Parlement jordanien. En mars 1999, le nouveau roi déclare une amnistie générale en faveur de quelque 3 000 prisonniers, à l'exception des auteurs des crimes les plus graves, comme les assassins, les violeurs et les traîtres. De nombreux islamistes, n'ayant de fait commis aucun acte de terrorisme contre la royauté, sont libérés, dont Al-Zarqaoui.

# LA RENCONTRE AVEC BEN LADEN

Al-Zarqaoui quitte la Jordanie au cours de l'été 1999, direction de nouveau le Pakistan pour reprendre ce qu'il avait dû laisser quelques années plus tôt. Al-Zarqaoui est brièvement arrêté à Peshawar où il passe huit jours en détention, manifestement pour une expiration de visa. Alors qu'on lui explique qu'il ne peut récupérer son passeport que pour rentrer en Jordanie sur-le-champ, il passe clandestinement en Afghanistan et rejoint une « pension » djihadiste, dans un village à l'ouest de Kaboul appartenant à une zone alors sous l'emprise de Gulbuddin Hekmatyar.

Sa première rencontre avec Oussama Ben Laden a lieu à Kandahar, capitale autoproclamée des talibans. Elle tourne plutôt mal. Ben Laden le suspecte, lui et sa clique de Jordaniens présents, d'être infiltrés par la DGR. Quand ce ne sont pas les nombreux tatouages d'ex-taulard qu'Al-Zarqaoui avait réalisés dans ses jours les moins pieux, et qu'il avait vainement tenté d'effacer avec de l'acide chlorhydrique en prison, qui incommodent le puritain Saoudien. Mais plus que tout, c'est l'arrogance et les conceptions « rigides » dont il fait preuve qui heurtent Ben Laden. Al-Zawahiri, présent à cette rencontre, est sur la même ligne : le Jordanien est loin d'être en tête des candidats susceptibles de faire partie d'Al-Qaïda.

# ENNEMIS, PROCHES ET LOINTAINS

En 1996, Ben Laden émet une fatwa, « Déclaration de djihad contre les Américains qui occupent le pays des deux lieux saints », ces deux lieux étant La Mecque et Médine en Arabie Saoudite, où les États-Unis et les forces de la coalition ont établi leurs bases après la première guerre du Golfe. Cette déclaration est en quelque sorte la fusion des exégèses combinées d'Azzam et d'Al-Zawahiri concernant la guerre sainte. Comme pour l'Afghanistan, Al-Qaïda affirme combattre un occupant infidèle de la terre musulmane, sauf que cette fois celui-ci « occupe » à l'invitation et pour le bonheur d'un gouvernement musulman, et qu'il n'est autre que l'ancien partenaire de Ben Laden contre les Russes.

Au début des années 1990, Al-Qaïda avait attaqué des soldats américains au Moyen-Orient et en Afrique, du Yémen à l'Arabie Saoudite en passant par le Kenya et la Tanzanie, plaçant résolument l'organisation dans le camp du djihad contre « l'ennemi lointain », mais avec cette restriction, qui interdit de tuer tout musulman collaborant avec la superpuissance démocratique. Or, en voulant importer le terrorisme en Jordanie, avec les musulmans comme cibles *exclusives*, Al-Zarqaoui se place quant à lui résolument dans le camp du djihad contre « l'ennemi proche ». Autrement dit, il s'inscrit dans la ligne qui était celle de son aîné

Al-Zawahiri dix ans plus tôt, marquant ainsi une divergence autant générationnelle qu'idéologique.

Al-Zarqaoui avait aussi une définition plus libre des *kouffar* (« incroyants »), qui incluait le chiite et tout autre sunnite qui ne se conformait pas aux règles stricts du salafisme. Ben Laden n'avait jamais envisagé auparavant ces catégories comme des cibles, certainement pour des raisons familiales : sa propre mère était syrienne de confession alaouite, une des branches du chiisme.

Sur la base de ces débuts peu prometteurs, un mariage d'intérêt est pourtant conclu entre les deux djihadistes. Saif al-Adel, le chef de la sécurité d'Al-Qaïda, semble en avoir été à l'origine, en raison de l'un des meilleurs leviers du terrorisme islamique : le fameux pragmatisme du « Rolodex ». Al-Zarqaoui disposait alors d'un important carnet d'adresses au Proche-Orient, et Al-Adel avait réussi à convaincre Ben Laden qu'il serait utile pour Al-Qaïda. Parmi ces contacts figurait Abou Mohammad al-Adnani, qui est aujourd'hui le porte-parole officiel de l'EIIL.

# TAWHID WAL-JIHAD

En 2000, Al-Zarqaoui est placé à la tête du camp d'entraînement de Hérat, la troisième plus grande ville d'Afghanistan, située à la frontière avec l'Iran. Le camp a été installé avec l'argent d'Al- Qaïda. L'ancien analyste de la CIA, Nada Bakos, évalue à 200 000 dollars le montant que Ben Laden a accordé à Al-Zarqaoui sous forme de « prêt » – une misère comparé à ce qu'Al-Qaïda était financièrement en capacité de décaisser. « Tout ce dont vous aviez besoin, c'est d'un bout de terrain, quelques barres de traction, et des types qui courent tout autour avec des AK-47, explique Richard, l'ancien représentant du Pentagone. Il ne s'agissait pas de formations très élaborées, pas même l'équivalent d'un entraînement de base pour marines. Les activités physiques à Hérat servaient surtout à identifier ceux qui avaient assez de tripes pour combattre. »

Al-Zarqaoui y recrute essentiellement des Palestiniens et des Jordaniens pour constituer un groupe qu'il appelle Jund al-Sham (Soldats du Levant), bien que la bannière figurant à l'entrée du camp porte le slogan de ce qui deviendra plus tard le nom de sa cellule terroriste en Irak : « Tawhid wal-Jihad » (« Monothéisme et Djihad »). Comme le nom l'indique, les Soldats du Levant étaient préparés pour de futures opérations terroristes en Israël/Palestine, en Jordanie et dans d'autres pays arabes, avec pour objectif ultime le changement de régime. Quelques-uns de ces éléments formés ont

pris part à des événements parmi les plus spectaculaires, comme l'assassinat en 2002 de Laurence Foley, un représentant de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) à Amman, ou encore, autre projet à avoir également fait grand bruit en 2004, la tentative avortée d'une attaque à la bombe chimique dans la capitale jordanienne contre les bureaux du Premier ministre, le siège de la DGR et de l'ambassade américaine. Les autorités jordaniennes ont affirmé que si cette attaque avait réussi, elle aurait tué au moins 80 000 personnes. Al-Zarqaoui avait reconnu sa responsabilité dans ce projet, mais démenti l'utilisation d'armes chimiques.

Jund al-Sham se développe de façon exponentielle, ce qui impressionne Al-Adel, qui visite chaque mois le camp pour faire rapport à Ben Laden des avancées réalisées par le bénéficiaire de sa subvention. L'appréciation de Ben Laden sur Al-Zarqaoui avait légèrement changé au cours de cette période. À plusieurs reprises entre 2000 et 2001, le chef d'Al-Qaïda demande à Al-Zarqaoui de retourner à Kandahar et de faire la *bayat* (de prêter allégeance), la condition *sine qua non* pour faire partie d'Al-Qaïda. Mais à plusieurs reprises, Al-Zarqaoui refuse. « Je ne l'ai jamais entendu faire l'éloge de quiconque, si ce n'est du Prophète, tel était Abou Moussab, très indépendant, ne faisant que ce qu'il pensait être juste de faire », se souvient un de ses anciens complices. Que ce soit en raison de son arrogance ou de sa divergence de vue avec son bienfaiteur, Al-Zarqaoui a maintenu, jusqu'en 2004, une certaine distance avec Al-Qaïda en jouant la carte de l'opportunisme.

# ANSAR AL-ISLAM

L’un des lieutenants d’Al-Zarqaoui à Hérat, un compatriote jordanien appelé Abou Abdel Rahman al-Shami, avait été chargé d’étendre le réseau dans le nord de l’Irak *via* l’Iran afin de créer un fief inspiré des talibans dans la région semi-autonome du Kurdistan – qui a ensuite été protégée contre l’armée et les forces aériennes par une zone internationale d’exclusion aérienne. Le groupe djihadiste formé par Al-Shami était connu sous le nom de Jund al-Islam. Il occupait une zone de 500 kilomètres carrés dans la région montagneuse du Nord, et s’est imposé sur quelque 200 000 personnes, brutalement interdites d’alcool, de musique et de télévision par satellite.

À la suite des attaques du 11 Septembre et de l’intervention américaine en Afghanistan, Jund al-Sham fusionne avec une autre cellule terroriste, et devient Ansar al-Islam. Les cibles de ce conglomérat sont doubles : le régime baathiste de Bagdad et l’Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal Talabani, qui deviendra le président de l’Irak post-Saddam.

Le 3 février 2003, quelques semaines avant le début de la guerre d’Irak, le secrétaire d’État américain Colin Powell prend la parole devant les Nations Unies et affirme que la cache d’Ansar al-Islam au nord de l’Irak a été identifiée par les services de renseignement kurdes, et qu’elle est la preuve des liens entre Al-Qaïda et le régime de Saddam.

De façon insistante, Powell martèle que le réseau d'Al-Zarqaoui fabrique des armes chimiques et de la ricine sur son territoire de 500 kilomètres carrés, alors qu'Al-Zarqaoui, que le diplomate cite comme étant palestinien, vient de passer plusieurs mois à se faire soigner à Bagdad, sous les auspices de l'État. Il aurait eu une jambe amputée à la suite d'une blessure grave provoquée par un raid aérien en Afghanistan, et se serait fait poser une prothèse.

La plupart des informations contenues dans le discours de Powell ont été démenties plus tard, après que les forces américaines ont envahi l'Irak, et récupéré des dizaines de dossiers des services de renseignement irakiens, puis interrogé plusieurs de leurs anciens responsables – quand bien même au sein de l'administration Bush, d'aucuns n'ont jamais adhéré aux arguments de Powell.

« Nous avons eu connaissance de Zarqaoui en 1998 ou 1999, et nous savions à qui nous avions affaire », selon Richard. « Il allait être ce type très brutal, après son évacuation d'Afghanistan, mais nous ne savions pas qu'il allait s'implanter en Irak. Nous pensions qu'il allait revenir en Jordanie. En ce qui concerne son "hébergement" en Irak, je ne crois pas cette histoire d'hôpital de Bagdad que raconte notre administration – elle relève davantage de "la capacité d'imagination de Dick Cheney" »…

Bien qu'Al-Zarqaoui ait envoyé Al-Shami et d'autres recrues de Hérat au Kurdistan, ses relations avec Ansar al-Islam étaient plus informelles que les États-Unis voulaient le faire croire. Elles étaient en fait animées par le même pragmatisme « Rolodex » qui fondait l'alliance entre Al-Zarqaoui et Ben Laden. « Les djihadistes gagnent en relations et réseaux de connaissance dès qu'ils apparaissent sur une liste qui les regroupe dans la même cellule terroriste, explique Richard. Regardez l'EIIL aujourd'hui et tous les groupes en Syrie, combien ils sont tous interchangeables ! Ceux d'Ansar al-Islam ont accueilli Zarqaoui au Kurdistan irakien parce qu'ils le connaissaient et qu'ils l'aimaient bien. Souvenez-vous, il a toujours été bon

pour se créer des liens avec toutes sortes de criminels et de groupes tribaux. »

Quand les Nations Unies et l'OTAN entrent en guerre contre l'Afghanistan, le camp d'Al-Zarqaoui à Hérat est assiégé par l'Alliance du Nord soutenue par les Occidentaux ; Al-Zarqaoui fuit à Kandahar, où il est légèrement blessé par une frappe aérienne de la coalition. Mais sa jambe n'était pas broyée, il n'avait que quelques côtes cassées, selon Iyad Tobeissi, une de ses anciennes recrues. Al-Zarqaoui et sa colonne de quelque 300 militants ont ensuite quitté le pays en direction de l'Iran, pour rester une semaine dans la ville de Zahedan avant de migrer à Téhéran sous la protection d'un vieil ami : Gulbuddin Hekmatyar, un autre contact utile qu'Al-Zarqaoui s'était fait au cours de son premier séjour à la frontière nord-ouest.

# NOUR AL-DIN ET L'IRAK

Selon un membre de l'entourage d'Al-Zarqaoui : « Abou Moussab voyait dans l'Irak une nouvelle arène pour son djihad, un large espace ; son objectif était d'y affronter les Américains une fois que la guerre en Afghanistan aurait pris fin, et Dieu tout-puissant lui a donné la force de devenir le nouveau chef djihadiste en Irak… Il y travaillait depuis longtemps. » Saif al-Adel, le chef de la sécurité d'Al-Qaïda, qui avait fait campagne pour maintenir des liens étroits entre Al-Zarqaoui et l'organisation, a affirmé plus tard que la décision du Jordanien d'aller en Irak s'inscrivait en réalité dans la continuité du passé glorieux de l'histoire islamique : « Je pense qu'[Al-Zarqaoui] a étudié Nour al-Din et la campagne qu'il a lancée à partir de Mossoul en Irak [pour libérer la mosquée d'Al- Aqsa aux mains des croisés] et que cela a influencé [sa] décision de choisir l'Irak après la chute de l'émirat islamique en Afghanistan. » Il aurait été ainsi, semble-t-il, inspiré par l'histoire de ce gouverneur du XII$^{e}$ siècle, Nour al-Din Mahmoud Zangi, qui régna à la fois sur Alep et Mossoul et fut célébré comme un héros de la deuxième croisade. Il détruisit les forces franques dans le sud de la Turquie et vainquit le prince chrétien Raymond de Poitiers à Antioche. Plus tard, Nour al-Din unifia la Syrie en épousant la fille de l'*atabeg* de Damas. Son vassal, le commandant militaire kurde Saladin, un homme que de nombreux

djihadistes contemporains invoquent encore, allait devenir le seigneur de Mossoul. Avant de partir pour rejoindre la deuxième croisade, Saladin prêchait à la Grande Mosquée d'Al-Nouri. Le lieu du sermon d'Al-Baghdadi, le 28 juin 2014, a donc été soigneusement choisi. Il ne rendait pas seulement hommage au père fondateur de l'EIIL, Al-Zarqaoui, mais il annonçait aussi implicitement la réunification d'Alep et de Mossoul sous la bannière noire du califat islamique restauré.

# PATRONAGE IRANIEN

Après son départ d'Afghanistan, Al-Zarqaoui reste environ un an en Iran et au nord de l'Irak, tout en voyageant dans l'ensemble de la région. Il visite un camp de réfugiés palestiniens au sud Liban, où il recrute de nouveaux éléments pour son réseau djihadiste en formation, et les communautés à majorité sunnite au centre et au nord de l'Irak. Shadi Abdallah, l'ancien garde du corps de Ben Laden, a dit plus tard aux autorités allemandes qu'au cours de cette période Al-Zarqaoui avait été brièvement arrêté puis libéré – une information confirmée par des responsables jordaniens. Al-Zarqaoui s'était également rendu en Syrie, où la DGR pense qu'il a planifié l'assassinat de Foley, en connivence avec les services de sécurité de Bachar al-Assad.

Le rapport du gouvernement Amman portant sur les États soutenant les activités terroristes d'Al-Zarqaoui avant la guerre en Irak se démarque clairement de ce que Powell avait présenté précédemment. Ce n'était pas du côté de Bagdad que les États-Unis devaient chercher, mais plutôt, comme l'on dit les Jordaniens, du côté de Téhéran. Une source haut placée de la DGR l'a relaté en 2006 au magazine *The Atlantic*[2] *:*

« Nous connaissons Zarqaoui mieux que lui-même. Et je peux vous assurer qu'il n'a jamais eu de liens avec Saddam. Pour l'Iran, c'est différent. La stratégie iranienne, c'est de contrôler l'Irak. Leur soutien à

Zarqaoui en fait partie, mais il est tactique, pas stratégique… Au début, lorsque Zarqaoui faisait partie d'Ansar al-Islam, les Iraniens lui ont fourni des armes automatiques, des uniformes et des équipements militaires. Aujourd'hui, ils ferment les yeux sur ses activités, comme sur celles d'Al-Qaïda en général. Les Iraniens voient l'Irak comme un champ de bataille contre les Américains, et, au final, ils se débarrasseront de Zarqaoui et de tous les siens quand les Américains seront vaincus. »

Cette observation contient trois ironies.

Premièrement, le règne de la terreur à venir d'Al-Zarqaoui en Irak avait pour objectif ciblé de tuer ou de martyriser les populations chiites majoritaires du pays ; il pensait que cela provoquerait une guerre civile, poussant les sunnites à se réapproprier leur pouvoir et leur prestige perdus à Bagdad, afin de restaurer la gloire de Nour al-Dine.

Deuxièmement, l'Iran a tenté plus tard de se « débarrasser » des disciples les plus redoutables d'Al-Zarqaoui, en menant les combats terrestres ouvertement et en fanfare, avec l'appui à la fois de ses propres Gardiens de la révolution et de ses supplétifs, les milices chiites irakiennes entraînées et lourdement armées. Les avions de combat iraniens auraient même bombardé des positions de l'EIIL en Irak.

Troisièmement, la contribution financière de la République islamique aux activités d'Al-Zarqaoui en 2001-2002 répond de façon plus appropriée à l'accusation portée par l'administration Bush contre le régime de Saddam sur le maintien d'une alliance tactique ou *entente cordiale* de Bagdad avec Al-Qaïda. Par une belle coïncidence, l'actuel porte-parole de l'EIIL, et comparse d'Al-Zarqaoui, Abou Mohammed al-Adnani, s'est même approprié cette réalité dans un message adressé à Ayman al-Zawahiri en mai 2014, des mois après qu'Al-Qaïda a officiellement annoncé sa rupture avec son ancienne franchise. Par égard pour Al-Zawahiri et les autres importantes figures djihadistes, Al-Adnani affirme que « l'EIIL n'a jamais attaqué les *rawãfid* [chiites] en Iran depuis que l'organisation existe… Elle

a rongé son frein toutes ces années, et supporté les accusations de collaboration avec son pire ennemi, l'Iran, pour empêcher qu'il soit attaqué et laisser les *rawãfid* vivre en sécurité, en agissant sous les ordres d'Al-Qaïda pour préserver ses intérêts et ses lignes d'approvisionnement en Iran. Faisons en sorte que l'Histoire retienne ce que l'Iran doit d'inestimable à Al-Qaïda. »

Al-Zarqaoui et Ben Laden ne se sont peut-être jamais fait confiance ni même appréciés, mais leur association partageait un objectif commun : piéger les États-Unis et leurs alliés en Irak. Dès octobre 2002, Al-Zawahiri avait anticipé la guerre, qui selon lui n'avait pas été préparée pour répandre la démocratie, mais pour éradiquer toute forme d'opposition armée à l'État d'Israël dans le monde arabe et musulman. Un an plus tard, Ben Laden écrivit une lettre au peuple d'Irak *via* un communiqué diffusé par Al-Jazira, lui demandant de se préparer à l'occupation d'une ancienne capitale islamique et à l'installation d'un régime fantoche qui « ouvrira la voie à la création du Grand Israël ». La Mésopotamie serait l'épicentre d'une conspiration croisée-juive qui engloutirait tout le Moyen-Orient. Pour y faire face, Ben Laden préconisait la guérilla urbaine et les « opérations martyrs », ou attentats-suicides, et lançait un appel mondial aux volontaires pour former une armée de moudjahidin d'une ampleur jamais atteinte depuis l'époque du Bureau des Services.

L'appel de Ben Laden comportait un curieux post-scriptum : les « socialistes infidèles » du régime baathiste de Saddam Hussein, selon lui, représentaient des associés précieux pour combattre les Américains. Pour nuire à « l'ennemi lointain », les djihadistes étaient donc encouragés à collaborer avec les restes de « l'ennemi proche » jusqu'à ce que la victoire islamique ultime soit remportée. Les conséquences de cet arrangement scellant l'alliance baathiste-islamiste seront mortelles et de longue durée.

1. Carl von Clausewitz était un officier et théoricien militaire prussien du début du XIX^e^ siècle. Il est l'auteur d'un grand classique de la stratégie militaire, intitulé *De la guerre*.

2. *The Atlantic* est un célèbre magazine littéraire américain, réputé pour son traitement des enjeux politiques internationaux.

2

# LE CHEIKH DES ASSASSINS

# AL-ZARQAOUI ET AL-QAÏDA EN IRAK

« Les régimes corrompus et les terroristes s'entretiennent mutuellement », affirme Emma Sky, une conseillère britannique auprès de l'armée américaine en Irak. « Ils sont en symbiose », ajoute-t-elle. De fait, l'EIIL peut toujours faire valoir une posture de force combattante imbattable ; l'organisation doit plus qu'elle ne veut bien l'admettre à ses – improbables – alliés et à leurs supplétifs. Quand les États-Unis ont envahi l'Irak, Al-Zarqaoui a trouvé parmi ses supporters les plus enthousiastes, les résidus de l'un de ses très « proches ennemis » contre lequel il s'était déclaré lui-même en opposition : le régime baathiste de Saddam Hussein. Aujourd'hui, l'avancée étonnante de l'EIIL au centre et au nord de l'Irak a bénéficié pour beaucoup d'arrangements similaires.

# LE FANTÔME DE SADDAM

L’appel de Ben Laden s’est pleinement réalisé dans les premiers mois de l’occupation de l’Irak, quand l’armée américaine a compris dans la douleur la nature hybride de l’insurrection à laquelle elle était confrontée. Si Saddam Hussein n’avait pas anticipé l’invasion de Bagdad, il avait en revanche très bien préparé son régime à faire face à un autre scénario catastrophe : une autre rébellion intérieure, issue soit de la majorité chiite irakienne, soit de sa minorité kurde. Encouragées par les États-Unis, ces deux communautés s’étaient soulevées à la fin de la première guerre du Golfe pour être finalement massacrées (avec l’approbation des États-Unis). Déterminé à ne plus être confronté à une nouvelle ferveur révolutionnaire, Saddam met en place au cours de la décennie suivante un dispositif secret contre- révolutionnaire et prend des dispositions pour renforcer ses moyens de dissuasion militaire conventionnelle. Il étoffe l’une de ses divisions prétoriennes, les fedayins de Saddam, et autorise la création d’un groupement de milices supplétives. Dans leur ouvrage magistral sur l’histoire de la deuxième guerre du Golfe, Michael Gordon et le général Bernard Trainor constatent que bien avant l’arrivée du premier soldat américain en Irak « des logements sécurisés et des caches d’armes pour les forces paramilitaires, comprenant des matériaux pour fabriquer des explosifs improvisés, étaient installés dans tout le pays… Il s’agissait en

effet d’une stratégie anti-insurrectionnelle pour contrer ce que Saddam considérait comme la menace la plus grave contre son régime. »

L’homme qui a décrypté cette stratégie, et compris que l’insurrection qui a suivi l’invasion était composée de résidus de l’ancien régime – et non de « groupes indépendants sans avenir » comme le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, les a nommés – est le colonel Derek Harvey, un officier du renseignement travaillant pour le Groupe 7 des forces interarmées multinationales, le quartier général des Américains en Irak. Harvey avait évalué qu’entre 65 000 et 95 000 membres appartenant à la fois à l’autre division prétorienne de Saddam, la Garde républicaine spéciale, les *moukhabarat* (l’expression générique englobant les directions du renseignement), les fedayins de Saddam et les miliciens financés par l’État, étaient tous devenus chômeurs par une simple signature de Paul Bremer, le responsable de l’Autorité provisoire de la coalition (APC) nommé et choisi par Bush pour démanteler l’armée irakienne. Nombre de ces officiers licenciés ont rejoint la campagne naissante pour expulser leurs expropriateurs. À ces hommes se sont ajoutés des Irakiens plus mécontents encore, victimes de la politique controversée de « débaathification » annoncée par Bremer dix jours après son atterrissage à Bagdad. Pour envenimer les choses, Saddam a autorisé l’existence d’un marché « gris » en Irak pour contourner les sanctions des Nations Unies – en réalité, un réseau de criminalité organisée, toléré par l’État, que dirigeait Izzat Ibrahim al-Douri, son vice-président. Membre de l’ordre soufi Naqshbandi, qui revendique une descendance directe avec le premier calife islamique, Abou Bakr al-Douri est né à Al-Daour, près de la ville natale de Saddam, Tikrit, dans la province de Salaheddine au nord de l’Irak. À ce titre, il s’est montré un acteur baathiste très adroit au sein du foyer sunnite du pays. Et comme vice-président, il a également servi à stocker l’armement des services de renseignement et de l’armée du régime, grâce ses compagnons soufis.

Après l'exécution de Saddam en 2006, ce favoritisme ethnique s'est retrouvé dans la création de l'armée des hommes de l'ordre Naqshbandi – l'un des groupes insurrectionnels les plus puissants en Irak, qui a aidé l'EIIL à prendre le contrôle de Mossoul en 2014.

Al-Douri était un spécialiste de la contrebande : il dirigeait un réseau lucratif de voitures volées qui importait des modèles luxueux d'Europe vers l'Irak *via* le port jordanien d'Aqaba. Selon Harvey, c'était un marché en intégration verticale, parce que Al-Douri avait aussi des ateliers de carrosserie automobile où les véhicules illégaux étaient modifiés, pour fournir à la fois les usines et des moyens de transport pour la construction d'engins explosifs improvisés montés sur véhicules (VBIED, *vehicle-borne improvised explosive device*), l'une des armes les plus meurtrières utilisées contre les troupes américaines en Irak.

Saddam a eu recours à d'autres mesures contre-révolutionnaires avant la guerre. On a tendance à évoquer son régime comme « laïque », ce qui n'est que partiellement vrai. Après la première guerre du Golfe, Saddam a cherché à renforcer son régime contre les opposants étrangers fondamentalistes, tels les mollahs en Iran, et les opposants intérieurs qui pouvaient défier son autorité pour des motifs islamistes rentrant dans le cadre de « l'ennemi proche ». Il entreprit donc d'islamiser son régime, en ajoutant l'expression « Allahou Akbar » (« Allah est grand ») au drapeau irakien et en introduisant une série de punitions draconiennes, la plupart fondées sur la charia : les voleurs auront les mains coupées, les conscrits réfractaires et les déserteurs de l'armée, les oreilles tranchées. Pour les distinguer des vétérans défigurés de la guerre Iran-Irak, les hommes de Saddam devront marquer le front des amputés d'une croix au fer rouge.

La mise en avant de la religiosité de l'État avait un objectif annexe : celui de détourner les critiques à l'encontre d'une économie dramatiquement mise à mal par les sanctions internationales. Le régime a donc interdit le travail des femmes, en espérant artificiellement réduire la

liste grandissante des demandeurs d'emploi dans le pays. Mais l'initiative la plus importante de Saddam a été le lancement de la Campagne pour la foi islamique, qui devait marier l'idéologie baathiste des élites du régime avec l'islamisme. Celui qui a été chargé de superviser ce programme de conversion n'était autre que le « parrain » de la contrebande de voitures, Al-Douri.

Sans surprise, la Campagne pour la foi était un patchwork à la D^r^ Frankenstein, assemblant prosélytisme et économie mafieuse. Certains des nouveaux fidèles irakiens ont accompli le hadj, ou le pèlerinage religieux annuel à La Mecque, aux frais de l'État, d'autres ont été soudoyés à coups d'immobilier, d'argent et – forcément – de coûteuses voitures. Le colonel Joel Rayburn, un autre officier des renseignements de l'armée américaine ayant servi en Irak et qui a publié sur l'histoire du pays, observe que l'une des conséquences inattendues de la Campagne pour la foi était aussi la plus prévisible : « Saddam pensait qu'il envoyait dans les écoles coraniques des baathistes engagés qui lui resteraient fidèles en s'implantant dans les mosquées d'où le régime pouvait ensuite surveiller ou manipuler le mouvement islamiste. C'est en réalité le contraire qui s'est produit. La plupart des officiers qui ont été envoyés dans les mosquées n'étaient pas si engagés que cela au service du baathisme, et, au contact des enseignements salafistes, beaucoup sont devenus plus fidèles au salafisme qu'ils ne l'étaient à Saddam. »

Selon Rayburn, un grand nombre de ceux qui ont suivi ce programme se sont rendu compte qu'ils avaient beaucoup de choses à confesser et à expier pour leurs actions passées ; ils se sont alors retournés contre la vraie idéologie que la Campagne pour la foi était censée leur inculquer, et contre le régime lui-même. Certains de ces « salafistes-baathistes » ont même continué à occuper des postes dans le nouveau gouvernement irakien soutenu par les États-Unis tout en menant une double vie de terroristes anti-américains. Khalaf al-Olayan était l'un d'entre eux. Ancien haut

fonctionnaire de l'armée de Saddam, il est devenu l'un des principaux dirigeants de Taouafouq, le bloc sunnite islamiste siégeant au Parlement irakien post-Saddam. Mahmoud al-Mashhadani a démontré l'ineptie de la Campagne pour la foi avant même l'invasion américaine : il était devenu un salafiste pur et dur et a ensuite été emprisonné pour avoir attaqué le régime entièrement responsable de la Campagne pour la foi. (Al-Mashhadani a continué à présider le Conseil irakien des représentants en 2006, soit un an avant qu'Al-Olayan et lui ne soient impliqués dans un attentat-suicide meurtrier – contre le parlement irakien). « La Campagne pour la foi ne consistait pas uniquement à envoyer des membres du parti Baath suivre des cours de religion une nuit par semaine, faire leur devoir ou autre, nous explique Harvey, plus de dix ans après ses premières analyses sur la composition de l'insurrection irakienne. Il s'agissait d'utiliser les services de renseignement pour pénétrer la communauté des religieux et travailler avec certaines de leurs personnalités, comme Harith al-Dari », un dignitaire religieux sunnite de la province d'Anbar et président de l'Association des oulémas musulmans.

« Même Abdoullah al-Janabi, ajoute Harvey, en référence à l'ancien chef des insurgés du Conseil consultatif des moudjahidin de Falloujah, était un agent des services irakiens, bien qu'il ne soit pas à l'origine un salafiste comme nous l'avions désigné, mais plutôt un soufi lié à Al-Douri et à l'ordre Naqshbandi. Nous n'avions pas reconnu la vraie nature d'Al-Janabi. Il n'était pas du tout un extrémiste religieux ; c'était un nationaliste arabe. Ce que tous ces gars-là partageaient était le ralliement autour de leur tribu, de leur clan, et d'eux-mêmes. C'est un principe d'unité. Cela renvoie à l'identité arabe sunnite, la recherche d'un pouvoir et d'un prestige perdus, qui motivait l'insurrection sunnite. Cet aspect échappe à beaucoup. Si vous parlez aux chiites, ils comprennent cela parfaitement. »

Après l'invasion américaine, Al-Douri et la plupart des membres de son réseau baathiste partent pour la Syrie, où le régime de Bachar al-Assad leur

offre refuge. Malgré l'inimitié ancrée depuis des dizaines d'années entre son père Hafez et Saddam, Al-Assad voyait dans ces fugitifs des agents de déstabilisation, sorte de réservistes de la terreur, utiles pour semer la panique dans l'expérience de la construction d'une nation voisine conduite par Bush. De son côté, Al-Douri voulait fusionner les partis Baath irakien et syrien dans un ensemble transnational, mais Al-Assad a refusé et a même tenté à un moment de lancer sa propre alternative, le parti Baath irakien, pour rivaliser avec Al-Douri (la Syrie, comme nous l'examinerons plus tard, est devenue l'un des principaux sponsors à la fois des baathistes et du terrorisme d'Al-Qaïda en Irak).

Ce que Saddam, Al-Assad, Al-Zaqaoui et Ben Laden avaient bien compris, et que les États-Unis ont découvert en payant le prix fort humain et financier, c'était que la menace la plus grave contre l'instauration d'un régime démocratique à Bagdad n'était pas forcément le djihadisme ou même un baathisme finissant : c'était l'esprit de revanche sunnite.

Les sunnites arabes constituent tout au plus 20 % de la population, alors que les chiites arabes en représentent 65 %. Le reste du pays est composé d'une diversité de Kurdes sunnites (17 %), à laquelle s'ajoute une part moindre de chrétiens, Assyriens, Yazidis et Turkmènes. Mais Saddam avait gouverné pendant des décennies sur un système de clientélisme communautaire, favorisant largement la minorité au détriment d'une majorité fortement appauvrie et indisciplinée. Cela explique pourquoi, lors de la première guerre du Golfe, George H. W. Bush n'ait jamais mené une politique de changement total du régime en Irak, mais seulement (par intermittence) une volonté de décapitation du régime, qui a échoué.

Bush père avait espéré qu'un coup d'État baathiste, encouragé par l'envoi des forces irakiennes au Koweït, mettrait fin à Saddam une fois pour toutes, et ouvrirait la voie à une dictature plus réformiste et plus conciliante avec l'Occident. L'instauration violente de la démocratie signifiait l'inversion démographique du pouvoir en Irak ; elle a détruit ce que

beaucoup de sunnites irakiens considéraient comme leur droit identitaire de naissance. Dans son ouvrage, Rayburn raconte ce que l'un d'entre eux lui a dit : « Au début, personne n'a combattu les Américains ; ni le Baath, ni les officiers de l'armée, ni les tribus. Mais quand les Américains ont créé le Conseil de gouvernement [en juillet 2003] composé de treize chiites et de seulement quelques sunnites, les gens ont commencé à dire "les Américains veulent livrer le pays aux chiites", alors ils se sont mis ensuite à combattre, et les tribus ont laissé Al-Qaïda rentrer dans la bataille. » Les partisans de Saddam, écartés, qui s'étaient repliés dans leurs villes d'origine et dans les villages au bord de l'Euphrate, étaient trop heureux d'accueillir les nouveaux arrivants, qu'ils voyaient comme des relais pour les aider à expulser les Américains et à retrouver leur place. Les djihadistes, en revanche, avaient d'autres ambitions pour l'Irak.

# AL-ZARQAOUI CONTRE L'AMÉRIQUE

Les débuts macabres d'Al-Zarqaoui commencent le 7 août 2003, lorsque les membres du groupe Tawhid wal-Djihad (« Monothéisme et Djihad »), le nouveau nom de son réseau inspiré de la bannière accrochée à l'entrée du camp d'entraînement de Hérat, attaquent à la bombe l'ambassade de Jordanie en Irak. (Il n'a jamais cessé de considérer le gouvernement de son pays de naissance comme une cible prioritaire.) Un peu plus d'une semaine plus tard, Al-Zarqaoui orchestre l'attaque contre le siège des Nations Unies dans la même ville. L'opération est réalisée par un Marocain de 36 ans, Abou Oussama al-Maghrebi, qui lance un véhicule piégé transportant un engin explosif improvisé (VBIED) contre le mur juste en dessous de la fenêtre de Sergio Vieira de Mello, le représentant spécial des Nations Unies en Irak, provoquant sa mort ainsi que celle de 21 autres personnes, et en blessant plus de 200. Al-Zarqaoui affirma avoir ciblé de Mello personnellement pour « "améliorer" l'image de l'Amérique, des croisés et des juifs ». Cette prétendue « amélioration » intégrait le rôle joué par le diplomate dans la surveillance du Timor oriental (chrétien) en lutte pour son indépendance avec l'Indonésie (musulmane) – un argument qui n'eut guère d'effet sur certains Occidentaux pour qui le terrorisme d'Al-Zarqaoui s'inscrivait dans une forme d'anti-impérialisme.

Al-Zarqaoui n'était pas seul. « Au début, les baathistes ont coopéré dans l'attaque des Nations Unies et dans une autre opération suicide en 2003, affirme Harvey. Les planques des terroristes étaient adjacentes aux locaux et aux résidences des officiers de l'Organisation de sécurité spéciale (OSS). » L'OSS était l'appareil sécuritaire le plus puissant en Irak avant la guerre, il supervisait la Garde spéciale républicaine et les forces spéciales. Selon Harvey, l'OSS fournissait aux hommes de Zarqaoui les voitures par la suite transformées en véhicules piégés (VBIED) – qui transportaient aussi des kamikazes. « Si nous connaissons bien cette histoire, c'est parce qu'un des kamikazes n'est pas mort, et que nous avons pu l'interroger pour remonter le fil. »

En octobre 2003, l'appel de Ben Laden à la mobilisation des moudjahidin étrangers trouve son plein écho, en partie grâce aux « socialistes infidèles ». Les partisans de Saddam avaient déjà mis en place des « filières d'exfiltration » – des passages dédiés aux combattants étrangers – pour acheminer vers l'Irak un grand nombre de cellules et d'organisations terroristes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. « Ces djihadistes ont maintenu des liens pendant au moins trois ans – plus longtemps dans certains cas – avec l'OSS et un général appelé Mohammed Khairi al-Barhaoui, explique Harvey. Barhaoui était responsable de leur entraînement. Cela partait du principe que si vous comprenez qui sont les terroristes et que vous les gardez proches de vous, vous vous assurez qu'ils ne vous attaqueront pas. »

Al-Barhaoui a été ensuite nommé chef de la police à Mossoul par le major général David Petraeus, qui dirigeait la 101$^{e}$ division aéroportée stationnée dans la même ville. Petraeus avait fait valoir que si Al-Barhaoui était passé du côté obscur, c'était davantage sous l'effet de la contrainte que de son propre fait. Harvey le réfute : « Barhaoui avait réussi à placer des relations familiales au sein d'Al-Qaïda lorsqu'il était chef de la police, puis au sein de la police de Mossoul, et encore au sein des conseils locaux du

« Réveil »[1] quand ils ont été mis en place. D’un point de vue tribal, c’était la bonne approche : cumuler les contacts dans le plus de cercles possible. »

# TUER LES CHIITES

Entre 2003 et 2005, les partisans de Zarqaoui étaient encore minoritaires dans la sphère terroriste irakienne. Selon une étude réalisée par la Fondation Jamestown, un *think tank* basé à Washington, seulement 14 % de ce que les États-Unis avaient qualifié de « forces arabes-sunnites du refus » appartenaient au réseau d'Al-Zarqaoui ». Pourtant, ce contingent-là était surreprésenté dans les médias à cause de l'importance donnée à Al-Zarqaoui par Colin Powell, et des 42 % d'attentats-suicides – le mode d'action violente occasionnant le plus de morts – à son actif sur l'ensemble de ceux perpétrés en Irak.

Au cours du même mois, Tawhid wal-Djihad a attaqué l'ambassade de Jordanie et les Nations Unies, mais a aussi assassiné l'ayatollah Mohammed Baqir al-Hakim, le chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) (une organisation politique chiite) avec un VBIED. C'est en fait le beau-père d'Al-Zarqaoui, Yassin Jarrad, qui a réalisé l'attaque suicide au VBIED contre la mosquée de l'imam Ali – un des lieux saints de l'islam chiite à l'extérieur de la ville de Najaf –, faisant une centaine de morts. Al-Zarqaoui ne cachait pas sa haine pathologique à l'égard de la majorité démographique de l'Irak. Une lettre qu'il aurait écrite et adressée à Ben Laden a été interceptée par les Kurdes en janvier 2004. Son contenu éclaire le complot machiavélique d'Al-Zarqaoui : ainsi, peut-on lire, les chiites

sont-ils « une pierre d'achoppement, un serpent à l'affût, un scorpion rusé et fourbe, un ennemis aux aguets, un poison mortel ». Il ajoute : « Quiconque observe attentivement et scrute profondément comprendra que le chiisme est un péril imminent et un réel défi », et ses fidèles, des idolâtres et des polythéistes qui pratiquent le culte des tombeaux.

Le discours génocidaire a été suivi d'un comportement géno- cidaire. Al-Zarqaoui a aussi exploité ce qui n'était alors qu'un phénomène naissant, mais bien réel, lié à l'évolution politique du pays – à savoir, la prise de contrôle insidieuse des institutions de l'État par des politiciens, chiites zélés, dont un grand nombre avaient été des espions ou des agents d'influence du Corps des Gardiens de la révolution islamique d'Iran (IRGC). L'une des bêtes noires d'Al-Zarqaoui était la brigade Badr, la branche armée du CSRII, un parti politique dont le nom réfère à ses origines khomeynistes. En isolant les éléments de Badr, qui ciblaient et maltraitaient les sunnites, Al-Zarqaoui a réussi à convertir un vrai mécontentement sociopolitique en une confrontation eschatologique. « La brigade Badr […] a ôté son costume chiite pour endosser l'uniforme de policier ou de soldat, écrit-il. Ils ont infiltré ses cadres dans ces institutions, et sous prétexte de défendre la patrie et les citoyens, ils se mettent à régler leurs comptes avec les sunnites. »

Al-Zarqaoui préconisait le déclenchement d'une guerre civile qui commencerait par « attaquer [les chiites] dans leur dimension religieuse, politique et militaire [pour] révéler leur rage envers les sunnites, ils [les chiites] montreront alors leurs crocs en dévoilant la haine secrète qui couve dans leur cœur. Si nous parvenons à les entraîner dans une guerre de religion, nous pourrons réveiller les sunnites endormis qui sentiront le danger latent et la mort cruelle dont les menacent ces sabaïtes [2]. »

L'EIIL a ainsi bâti sa campagne actuelle en Syrie et en Irak sur un même corpus religieux et existentiel, rappelant son approbation à la stratégie de guerre d'Al-Zarqaoui, dans sa propagande officielle. Et l'EIIL a

suivi ses traces en ciblant les chiites pour les inciter à réagir (et surréagir), et ainsi à tomber dans les bras protecteurs de l'EIIL. En juin 2014, après la mise à sac du camp Speicher, l'ancienne base militaire de Tikrit, les djihadistes d'Al-Baghdadi se sont vantés, par exemple, d'avoir exécuté 1 700 soldats chiites de l'armée irakienne. Ce chiffre a peut-être été exagéré, mais pas de beaucoup : l'ONG *Human Rights Watch* confirmera plus tard l'existence de sites d'exécution de masse de chiites, comptabilisant à 770 le nombre collectif de victimes. À Mossoul, le jour de la prise de la ville, l'EIIL prend d'assaut la prison de Badoush et en évacue quelque 1 500 détenus. Le groupe les conduit alors dans un désert des environs, où il sépare les sunnites et les chrétiens des chiites. Les membres des deux premières catégories sont transportés ailleurs ; les chiites sont d'abord maltraités et volés, puis placés en ligne et exécutés au-dessus d'un ravin après que chacun a été appelé par son numéro.

# DÉCAPITATIONS MÉDIATISÉES

Al-Zarqaoui s'est encore révélé être un effroyable pionnier dans un autre domaine : l'alliance de l'ultraviolence avec les médias de masse. Comme les chefs de l'EI aujourd'hui, il était amateur de décapitations et de l'attention qu'elles suscitaient en Occident. C'est très probablement lui, en personne, qui a décapité l'homme d'affaires Nicholas Berg en 2004 dans une vidéo mise en ligne qui a circulé dans le monde entier. La mise en scène de cette action répugnante avait aussi un sens particulier.

Comme James Foley, Steven Sotloff et Peter Kassig, les dernières victimes américaines de l'EIIL, Berg était vêtu de la combinaison orange des détenus de Guantanamo, contraint de s'agenouiller et de s'identifier. Ses ravisseurs ont ensuite récité une imprécation, avant de placer le couteau sous sa gorge – avec cette différence dans le montage : dans le cas de Berg, la totalité de la décapitation a été diffusée, alors que dans celles de l'EIIL, les images de boucherie ont été coupées au montage (certainement pour obtenir une plus large reprise des médias à l'étranger). Le corps de Berg avait par ailleurs été identifié et sa famille prévenue avant que la vidéo, digne d'un *snuff movie* (scènes réelles de meurtres filmés en direct), ne soit exhibée.

Dans son édition d'août-septembre 2004, *Saout al-Djihad* (*La Voix du Djihad*), un magazine publié par la branche saoudienne d'Al-Qaïda, valide

cette pratique à travers un article rédigé par Abd al-Rahman ben Salem al-Shamari, où il se réfère particulièrement à la décapitation d'un Égyptien par les hommes d'Al-Zarqaoui : « Ô cheikh des tueurs, Abou Moussab al-Zarqaoui, continuez de suivre le droit chemin, guidé par Allah ! Battez-vous avec les monothéistes contre les adorateurs d'idoles, avec les combattants du djihad contre les collaborateurs, les hypocrites et les rebelles… ne lui [au soldat des armées du roi saoudien] montrez aucune pitié ! » La marque de fabrique d'Al-Zarqaoui lui a valu le surnom de « Cheikh des Assassins ».

Al-Zarqaoui avait engagé, dit-on, une équipe de trois personnes pour ses activités multimédias, choisies pour leurs compétences en matière de logiciels de montage et des technologies internet alors relativement rudimentaires, mais l'EIIL a amélioré de façon spectaculaire le savoir-faire d'Al-Zarqaoui dans ce domaine, recourant à ses propres chaînes et réseaux sociaux pour diffuser l'information. Le spectacle de l'abject n'en a pas moins produit le même effet recherché dans les deux cas.

Les djihadistes n'ont pas tous approuvé le meurtre de musulmans, chiites ou pas, justifié par Al-Zarqaoui. Al-Maqdissi, son ancien mentor, l'a ouvertement critiqué. Dans une lettre à son ancien protégé, envoyée de sa cellule où il croupit encore, le religieux le réprimande : « Les mains purifiées des moudjahidin ne doivent pas se couvrir du sang des gens protégés [par Allah]. » Comme l'observe l'ancien analyste de la CIA, Bruce Riedel, ces sentiments ne sont peut-être pas aussi authentiques qu'ils en ont l'air : peu de temps après la publication de la lettre, la Jordanie laisse Al-Maqdissi sortir de prison et le place en résidence surveillée, ce qui a permis aux djihadistes d'affirmer que les propos critiques qu'il avait formulés à l'encontre d'Al-Zarqaoui avaient été en réalité inspirés et écrits par la DGR pour servir la guerre psychologique contre l'insurrection.

Bien qu'Al-Zarqaoui ait prétendu avoir été profondément blessé par les critiques de son ancien professeur (il en aurait pleuré), l'injonction d'Al-Maqdissi n'a eu aucun effet sur les actes de violence de Tawhid wal-Djihad

contre les musulmans. Al-Zarqaoui l'a conseillé de réfléchir à deux fois à l'avenir avant d'émettre des fatwas aussi restrictives. Aujourd'hui, Al-Maqdissi qualifie l'EIIL d'organisation « déviante » et critique ses atrocités médiatisées de même que son aliénation des communautés musulmanes et des groupes armés en Syrie.

L'EIIL ne s'est pas privé pour autant d'essayer de gagner les cœurs des fidèles d'Al-Maqdissi. Comme le chercheur Michael W. S. Ryan l'a noté, la première édition du magazine de propagande de l'EIIL, *Dabiq*, comprend une réflexion approfondie sur « Millat Ibrahim », ou le chemin d'Abraham – comme par hasard, le titre d'un pamphlet publié par Al-Maqdissi en 1984, qui avait incité un grand nombre de moudjahidin à partir en Afghanistan.

# L’APPEL D’AL-ZARQAOUI

Avant que la société Blackwater[3] ne devienne mondialement connue en 2007 pour l’assassinat de dix-sept Irakiens sur la place Nisour dans la région ouest de Bagdad, ses mercenaires avaient déjà fait la une trois ans plus tôt, quand quatre d’entre eux avaient eu leurs cadavres horriblement pendus par les pieds au-dessus d’un pont de chemin de fer dans la province irakienne d’Anbar. Depuis, et jusqu’à aujourd’hui, Falloujah est devenue le symbole de l’enfer sur terre pour beaucoup de soldats américains – et pour des dizaines de milliers de civils irakiens. Falloujah et Ramadi, la capitale de la province d’Anbar, étaient censées abriter une présence importante de troupes américaines après l’invasion de 2003. Mais la facilité avec laquelle l’armée avait coupé à travers le pays et directement dans Bagdad avait modifié les plans de l’armée. Du coup, ces villes, qui deviendront les points chauds du front du refus sunnite, s’avéreront être les moins investies par les Américains. Cet échec dans l’analyse prospective semble incroyable, car la vallée du fleuve de l’Euphrate ne représente pas seulement le cœur sunnite, comme Derck Harvey l’exprime, mais aussi le berceau du baathisme.

Les fils de Saddam, Oudaï et Qoussaï, ont fui vers la province d’Anbar au moment où le haut commandement de leur père quittait Bagdad, anticipant l’approche de l’armée américaine. Selon Wael Essam, un journaliste palestinien embarqué aux côtés des insurgés à Falloujah, de

nombreux anciens baathistes, d'agents des *moukhabarat* et des membres de la Garde républicaine qui avaient pris les armes pour combattre les forces de la coalition « ont tous affirmé qu'ils ne se battaient pas pour Saddam mais pour l'islam et les sunnites ». Selon les services de renseignement américains, la décapitation de Nicholas Berg aurait eu lieu à Jolan, dans un quartier du nord-ouest de Falloujah, où Tawhid wal-Djihad avait établi ses premières garnisons.

Une première tentative pour reprendre Falloujah à l'été 2004 – baptisée de façon quelque peu malheureuse Operation Vigilant Resolve (Fermeté vigilante) – s'est terminée en catastrophe. Le transfert rapide de souveraineté et de gouvernance aux Irakiens était un point indissociable du projet de reconstruction de l'Irak pour l'administration Bush. Ce processus impliquait une énorme responsabilité confiée à la sécurité nationale d'une nation encore plongée dans les affres de la guerre. Mais les Irakiens n'étaient guère prêts, disposés, ou en mesure d'assumer ce rôle, et les marines américains ont donc eu à payer le prix fort en combattant à leur place. Une tentative de contrer une brigade locale de Falloujah s'est soldée par un cuisant échec : la totalité de l'équipement a été détruit, et 70 % des soldats ont fini par rejoindre l'insurrection.

La principale arme américaine contre les partisans d'Al-Zarqaoui était le drone Predator et ses frappes aériennes déclenchées par le *Joint Special Operations Command* (JSOC, Commandement spécial américain du groupe opérationnel interarmées) installé sur la base aérienne de Balad au nord de Bagdad et dirigé par le major-général Stanley McChrystal. Le JSOC avait à son actif en 2004 l'exécution de six des quatorze « principaux opérationnels », dont le plus récent « conseiller spirituel » d'Al-Zarqaoui. Quoi qu'il en soit, la structure organisationnelle de Tawhid wal-Djihad est restée intacte malgré les intenses bombardements aériens ; pire, le groupe s'en est trouvé renforcé et a gagné en nombre et en popularité après la bataille – plus connue sous le nom de « première bataille de Falloujah », qui

a vu une coalition de groupes insurrectionnels, locaux et étrangers, littéralement saigner une superpuissance. Pour McChrystal, la menace représentée par le réseau d'Al-Zarqaoui était beaucoup plus importante que ce que l'armée avait réduit à des « éléments de l'ancien régime » – une analyse qui a été largement confirmée en octobre 2004, lorsque Al-Zarqaoui a finalement fait ce qu'il avait refusé de faire quatre ans plus tôt : prêter allégeance à Ben Laden.

Désormais rompu aux techniques de la guerre psychologique et de la propagande, Al-Zarqaoui décide de rendre publique son allégeance au chef d'Al-Qaïda, soit deux semaines avant les propos de Donald Rumsfeld, affirmant qu'il ne croyait pas qu'Al-Zarqaoui soit allié à Ben Laden (le contraire des allégations de Colin Powell avancées un an plus tôt aux Nations Unies).

L'assujettissement du Jordanien à Al-Qaïda a eu pour conséquence le changement de Tawhid wal-Djihad en Qaïdat al-Djihad fi Bilad al-Rafydaïn, ou « Al-Qaïda dans les pays des deux-fleuves », que Washington a abrégé en Al-Qaïda en Irak (AQI). De simple allié ou affilié à Al-Qaïda à son arrivée en Irak, Al-Zarqaoui s'est retrouvé, après un an de guerre, totalement intégré par l'organisation comme chef des opérations de Ben Laden. Ce serait l'entreprise du milliardaire saoudien, insistait-il, qui hériterait de la Mésopotamie. Un mois après avoir prêté allégeance, Al-Zarqaoui teste sa nouvelle mission dans la seconde bataille de Falloujah, déclenchée début novembre 2004. Éclipsant la première, l'opération a mobilisé dix bataillons de l'armée américaine, dont deux régiments de marines, et plusieurs centaines de soldats irakiens, la plupart d'entre eux servant d'éclaireurs pour identifier les cibles. Cette opération a aussi été soutenue par des avions de combat CF-18 Hornet, qui ont largué des bombes d'une tonne, sur différents sites autour de la ville.

Les marines ont alors réalisé ce que la franchise AQI avait obtenu de la solidarité communautaire à Falloujah. Outre un agenda des enregistrements

vidéo des décapitations, les soldats ont découvert que les victimes des enlèvements avaient leurs jambes arrachées. Au total, trois « salles de torture » ont été découvertes dans la ville, ainsi que des ateliers de fabrication d'explosifs, ce qui a permis aux forces américaines de remonter l'itinéraire emprunté par les combattants étrangers : un GPS retrouvé sur les lieux a établi que son propriétaire était entré dans le pays par l'ouest, *via* la Syrie. Dix mille habitations, soit un cinquième des logements de Falloujah, ont été détruites. Au lendemain, la ville n'était qu'un paysage lunaire cratérisé, inhabitable pour beaucoup – et pour le peu qu'il restait. Falloujah avait été largement évacuée et des centaines de milliers de réfugiés avaient fui avant le début des combats décisifs. À peu près un quart de l'ensemble des insurgés tués par les troupes américaines en 2004 – 2 175 sur 8 400 – l'ont été lors de la seconde bataille de Falloujah, mais pour un coût proportionnellement élevé : 70 marines sont morts et 651 autres blessés, en plus des autres pertes américaines.

En d'autres termes, une autre victoire tactique des États-Unis devenait stratégiquement négligeable en raison de la promotion de la propagande qu'elle livrait à l'insurrection. La seconde bataille de Falloujah s'apparente plus à celle de Dunkerque qu'à celle de Waterloo pour les djihadistes et les baathistes qui, quoi qu'il en soit, s'étaient dispersés sur d'autres zones du centre et du nord de l'Irak, notamment à Mossoul, où les marines pensaient qu'Al-Zarqaoui avait fui depuis le premier jour des combats majeurs. Ben Laden, aussi, s'en empare pour transformer le revers en avancée majeure, affirmant avoir été proche de quelques-uns des « martyrs » de la bataille, et accusant le président Bush d'être responsable de la destruction de Falloujah. L'Amérique a lancé « une guerre totale contre l'islam », déclare-t-il, et les partisans d'Al-Zarqaoui ont « écrit une nouvelle page glorieuse dans l'histoire de notre Oumma (communauté des croyants).

Ce qui au départ n'était pour Ben Laden qu'une collaboration prudente basée sur le seul intérêt de la carte « Rolodex », et pour Al-Zarqaoui le

besoin d'un capital pour démarrer, s'est métamorphosé en une alliance déclarée et célébrée. Les hésitations du chef d'Al-Qaïda quant à l'arrogance et au sectarisme de son responsable des opérations ont été sacrifiées sur l'autel des coups portés par ce dernier au moral du plus puissant « ennemi lointain » du monde. En décembre 2004, Ben Laden accepte avec bienveillance la demande d'allégeance d'Al-Zarqaoui, qu'il qualifie de « noble frère », et appelle à « l'unification des groupes djihadistes sous la bannière unique reconnaissant Al-Zarqaoui comme émir d'Al-Qaïda en Irak ».

Le titre était un peu trompeur, car en réalité Al-Zarqaoui s'est vu accorder un large champ opérationnel, allant bien au-delà du seul territoire irakien, jusqu'aux pays arabes voisins, Turquie comprise. Comme Bruce Riedel le rapporte, quelques idéologues d'Al-Qaïda ont adhéré à l'antichiisme fanatique d'Al-Zarqaoui, une ligne qui n'avait pas été validée (et même critiquée plus tard) par le commandement central d'Al-Qaïda. Un idéologue saoudien en particulier a salué la position du Jordanien qui place les chiites dans une longue et ininterrompue lignée de collaborateurs perfides, laquelle remonte à l'invasion mongole du Moyen-Orient – invasion qui a conduit à l'infâmante destruction de Bagdad au XIII^e^ siècle. Le théologien de l'islam du XIII^e^ siècle, Ibn Taymiyya – le père du salafisme – y est invoqué pour son commandement : « Méfiez-vous des chiites, combattez-les, ils mentent. » Replacé dans le contexte contemporain, les Mongols sont les occupants américains, et aussi les juifs, qui les soutiennent en Irak. Al-Zarqaoui y est vu comme le défenseur et le garant d'une tradition de résistance islamique vieille de 700 ans. Conformément à ce cadre, un musulman doit respecter trois critères de *tawhid* (unicité), ou monothéisme : adorer Dieu, n'adorer que Dieu, et avoir le droit de croire. Pendant la période médiévale, Ibn Taymiyya a utilisé ces critères du *tawhid* pour excommunier les chiites et les soufis sur la base que

leurs pratiques et croyances – dont la vénération des imams – compromettaient leur adoration du Dieu seul.

Comme Riedel le note encore, Al-Zarqaoui n'est pas seulement célébré comme un digne descendant de la pensée d'Ibn Taymiyya, mais aussi comme un piège stratégique contre les infidèles d'Occident. Il dépeint les États-Unis, leurs alliés européens, les Nations Unies et le gouvernement irakien à majorité chiite comme les co-conspirateurs d'un complot remontant à l'Antiquité, dont l'objectif est la violente exhérédation de 1,3 milliard de sunnites du monde musulman. Al-Zarqaoui avait, selon son admirateur saoudien, « des capacités que l'esprit ne peut imaginer. Il a commencé à préparer la lutte contre les Américains un an avant l'occupation américaine de l'Irak. Il a bâti des camps et des arsenaux » et il a recruté et enrôlé des éléments de tous les pays de la région – de la Palestine au Yémen.

L'EIIL aujourd'hui s'appuie sur un même discours triomphaliste à l'égard de la future confrontation civilisationnelle au Moyen-Orient. Chaque numéro de *Dabiq* commence par une citation d'Al-Zarqaoui : « L'étincelle a été allumée en Irak et [est devenue] un feu qui brûlera, par la volonté d'Allah, jusqu'à ce qu'ils aient consumé les armées de la Croix à Dabiq. » Dabiq fait référence à l'actuelle ville d'Alep, où l'EIIL a ancré une présence militaire en pleine expansion. « Cet endroit est mentionné dans un hadith, note *Dabiq* [le magazine], qui décrit certains événements du "Malahim" [souvent désigné par Armageddon en anglais]. L'une des plus grandes batailles entre les musulmans et les croisés aura lieu près de la ville de Dabiq. »

Autrement dit, le nouveau piège tendu à l'Amérique, comme Al-Zarqaoui l'avait originalement envisagé, se trouvait au nord de la Syrie.

# LE TRIANGLE SUNNITE

La dispersion des militants islamistes de Falloujah vers d'autres zones de l'Irak indiquait que « l'étincelle » de l'idéologie apocalyptique d'Al-Zarqaoui allait enflammer le reste du pays, en particulier là où le sentiment anti-américain était plus élevé – et là où les forces américaines avaient la présence la plus forte. L'un des bastions de l'insurrection était la rue Haïfa, une artère parallèle au fleuve Tigre, juste au nord de la porte des Assassins, l'entrée de la « Zone verte ». La rue Haïfa illustrait le désenchantement sunnite : les résidents des appartements luxueux bordant ces Champs-Élysées babyloniens avaient fait partie de cette élite favorisée et grassement payée par le régime de Saddam. Mais beaucoup d'entre eux se sont retrouvés sans emplois ou inemployables pendant la transition, du fait de la politique de débaathification, et ainsi poussés vers l'insurrection sous une forme ou une autre. Cela ne faisait guère de différence qu'Ayad Allaoui, le Premier ministre par intérim, soit un ancien baathiste devenu un ennemi du parti et un chiite laïque très respecté des sunnites. Gordon et Trainor racontent comment, en septembre 2004, sur un véhicule de combat américain Bradley hors d'usage laissé en bord de route, « des insurgés avaient accroché le drapeau noir de Tawhid wal-Djihad sur son canon automatique de 25 mm ; le bataillon chargé de contrôler le lieu, qui appartenait à la 1re division de cavalerie, s'est mis à surnommer Haïfa "la

petite Falloujah” et “Purple Heart Boulevard”, du nom de la médaille qui sera remise aux 160 soldats de l’unité, qui en comptait 800, à leur retour au pays début 2005. À Dora [autre quartier de Bagdad infiltré par les insurgés], un autre bataillon de la 1re division de cavalerie a vu apparaître un nouveau graffiti, alors que la seconde bataille de Falloujah enflammait la population et que les élections de janvier approchaient : “Non, non, Allaoui ; oui, oui, Zarqaoui !” »

# CHUTE(S) DE MOSSOUL

Mossoul, la deuxième plus grande ville d'Irak, apparaissait relativement stable aux premiers jours de l'occupation, alors sous la protection de la 101e division aéroportée de Petraeus. Mais le calme n'était qu'apparent. Al-Zarqaoui en avait fait sa base de repli, et à peine quelques jours après le début des importantes opérations de combat de la seconde bataille de Falloujah, Mossoul tombait aux mains des insurgés.

La capitale de la province de Ninive avait toujours été prédisposée au « front du refus » sunnite, du fait la présence mixte de partisans de Saddam et de salafistes. Le chômage à Mossoul avoisinait les 75 %, selon Sadi Ahmed Pire, le chef de la sécurité locale de l'Union patriotique du Kurdistan, et les habitants pouvaient donc être recrutés pour mener des opérations terroristes pour seulement 50 dollars. Comme lors des précédentes batailles, les forces de police et l'armée locales se sont volatilisées, et leurs casernes ont été soit prises d'assaut par des insurgés qui ne rencontraient que peu de résistance, soit incendiées. La facilité avec laquelle Mossoul s'est effondrée vient aussi valider la précédente analyse de Derek Harvey destinée à l'armée américaine : en l'occurrence, que le chef de la police locale nommé par les Américains, Mohamed Khairi al-Barhaoui avait discrètement joué double jeu.

Al-Barhaoui a certes constitué tout du long un atout pour le renseignement, mais les partisans d'Al-Zarqaoui n'ont pas laissé facilement les autres habitants de Mossoul coopérer avec les Américains. Ils étaient particulièrement brutaux à l'encontre de tout militaire ou policier irakien qui n'abandonnait pas ses fonctions. Dans un épisode notoirement connu, ils ont même pourchassé un officier blessé dans l'hôpital où il se faisait soigner et l'ont décapité sur place. Finalement, comme pour Falloujah, il a fallu un nouvel engagement massif de la puissance de feu et de la main-d'œuvre américaines – soutenue par un contingent, étonnement compétent, de commandos des forces spéciales irakiennes – pour reprendre le contrôle de Mossoul face à l'assaut d'éléments baathistes et d'Al-Qaïda combinés, armés de mitrailleuses lourdes et de lance-roquettes.

Dix ans plus tard, l'histoire s'est répétée : Mossoul est de nouveau tombée devant une insurrection hybride composée des disciples d'Al-Zarqaoui et des baathistes de l'armée Naqshbandi d'Al-Douri. Mais cette fois, l'armée américaine n'était pas là pour reprendre la ville. L'EIIL a mis à sac Mossoul en moins d'une semaine. Les djihadistes la contrôlent depuis lors.

---

1. Les conseils des *Sahwa* (« Réveil », en arabe) ont été créés, armés et rémunérés par les États-Unis pour les aider à combattre Al-Qaïda et les milices chiites. Cette force supplétive, hors du contrôle du gouvernement et de l'État irakiens, rassemblait des éléments tribaux sunnites qui, après avoir soutenu les djihadistes insurgés, ont accepté de coopérer avec les troupes américaines.

2. Sabaïtes : ceux qui ont suivi Abdullah ibn Saba', juif converti à l'islam ; pour les sunnites, précurseur du chiisme au VII$^{e}$ siècle et personnage controversé, parfois jugé fictionnel. Ici au sens de traîtres, impurs, sales.

3. Blackwater est une société militaire privée américaine (SMP), un des « contractors » les plus employés par l'armée américaine pour sous-traiter une partie de ses opérations sur ses théâtres d'intervention et la lutte contre Al-Qaïda. Les dérives de ses pratiques ont contribué à exacerber le sentiment anti-américain en Irak et dans la région. Malgré plusieurs condamnations par la justice à l'encontre de ses employés, l'entreprise a néanmoins perduré sous d'autres noms, en dépit de la décision du département d'État en 2009 de mettre fin au contrat qui les liait.

3

# GESTION DE LA BARBARIE

# NAISSANCE DE L'ÉTAT ISLAMIQUE EN IRAK

La sinistre stratégie d'Al-Zarqaoui s'inscrit dans la droite ligne d'un ouvrage intitulé *Idarat al-Tawahhoush*, ou *Gestion de la barbarie*, publié sur Internet en 2004, qui se présente à la fois comme un manuel opérationnel et un plaidoyer pour l'établissement d'un califat. Son auteur, Abou Bakr al-Naji, y élabore un plan de bataille pour affaiblir les États ennemis à travers ce qu'il appelle « le pouvoir de l'humiliation et de l'épuisement ». Entraîner les États-Unis dans une guerre ouverte au Moyen-Orient, à l'opposé d'une guerre par « supplétifs » interposés, en était le point principal, car Naji considérait qu'une fois que des soldats américains seraient tués par des moudjahidin sur le champ de bataille « l'auréole médiatique » qui entoure leur prétendue invincibilité s'éteindrait. Les musulmans seraient alors « émerveillés » de leur capacité à causer un tel préjudice à une superpuissance faible et moralement corrompue, autant que révoltés par l'occupation de leurs terres sacrées, ce qui les conduirait au djihad. Il leur recommande de concentrer ensuite leurs attaques sur des objectifs économiques et institutionnels (comme l'industrie des hydrocarbures) dépendant des régimes « apostats » alignés sur les États-Unis. « La population verra les troupes fuir, n'obéissant plus à rien, écrit Naji. Ce sera le temps de la barbarie et du chaos, et ces régions vont commencer à subir le fléau de l'insécurité. Sans compter l'état de total

épuisement [dû à] la poursuite des attaques contre les cibles restantes et contre les autorités. »

Naji évoque l'Égypte, l'exemple djihadiste consacré, mais il fait aussi référence implicitement à l'Irak, quand il appelle à consolider rapidement la victoire djihadiste par « la prise de contrôle des pays voisins ». Un religieux lié à l'EIIL nous a indiqué que le livre de Naji circulait largement chez les chefs provinciaux comme les combattants de base de l'EIIL, et servait à justifier la pratique des décapitations, non seulement autorisée religieusement, mais aussi recommandée par Dieu et son prophète. Pour l'EIIL, l'apport le plus grand de *Gestion de la barbarie* est la différenciation que l'ouvrage établit entre la signification du djihad et les autres aspects religieux. À un moment, Naji sermonne le lecteur, affirmant que l'apprentissage du djihad « sur le papier » par les jeunes moudjahidin leur rend plus difficile la compréhension du sens véritable de ce concept. « Celui qui s'est engagé vraiment dans le djihad sait que ce n'est rien d'autre que violence, cruauté, terrorisme, terreur [des autres] et massacres. Je parle du djihad et du combat, pas de l'islam, car il ne faut pas les confondre… [Le djihadiste] ne peut continuer à se battre et à progresser d'une étape à l'autre que si l'étape initiale passe par le massacre de l'ennemi et la privation de son foyer… »

# LE BOYCOTT DES SUNNITES

Pour réussir en Irak, Al-Zarqaoui avait besoin de massacrer et de déposséder l'ennemi (le chiite et les Américains), et aussi de maintenir les sunnites hors de toute participation dans ce qu'il voyait comme étant une conspiration : la création d'un gouvernement démocratique irakien. Baathistes et partisans d'Al-Zarqaoui ont battu campagne pour préparer le boycott des sunnites aux élections de janvier 2005. Et cela a marché. Moins de 1 % des sunnites ont voté dans l'une des provinces clés du centre irakien – Al-Anbar. Le résultat a été exactement conforme au scénario catastrophe prévu un an plus tôt par Al-Zarqaoui dans sa lettre : les partis chiites remportent les élections avec un score écrasant. Ibrahim al-Jaafari, le candidat du parti Dawa qui avait reçu des millions de l'Iran pour financer sa campagne, devient le Premier ministre d'un gouvernement chargé de rédiger la nouvelle Constitution et donc de déterminer le destin de l'après-guerre pour le pays. Le boycott a marqué l'apogée du « front du refus » sunnite, mais aussi, paradoxalement, le début de la fin de l'appel à l'insurrection populaire, parce qu'il a permis de transformer un courant jusqu'alors infime numériquement – AQI – en lame de fond.

Le déficit sunnite des urnes a coïncidé sans surprise avec une nette reprise des attaques contre des cibles « chiites », dont les institutions de l'État et les forces de sécurité irakiennes (FSI).

Le 28 février 2005, un attentat-suicide, ciblant des jeunes volontaires postulant aux FSI, fait plus de 120 morts à Hilla, une ville à majorité chiite au sud de Bagdad. À Tal Afar, la ville frontalière stratégique que les djihadistes utilisent comme passage pour les combattants étrangers en provenance de Syrie, AQI procède à un nettoyage ethnique des communautés mixtes, « s'en prenant aux aires de jeu, aux cours d'école et aux terrains de football », se souvient le colonel Herbert « H. R. » McMaster. Séquence d'horreur : deux handicapées mentales sont utilisées comme kamikazes – des fillettes de 3 et 13 ans – pour exploser au milieu d'une file d'attente de recrues pour la police.

# « DESERT PROTECTORS »

L’armée en Irak a commencé à marquer des points grâce aux militaires locaux qui ont compris très tôt que la guerre pour gagner « les cœurs et les esprits » serait perdue si l’on continuait d’appliquer la stratégie concoctée par des experts barricadés dans la Zone verte ou, dans certains cas, depuis les bureaux du Pentagone. Le succès de l’insurrection devait beaucoup à l’incapacité des Américains à engager à leurs côtés l’un des segments le plus important démographiquement de la communauté sunnite, les tribus. Celles-ci ont énormément souffert de la débaathification. Saddam avait compris l’importance de ces anciennes confédérations de familles et de clans, en leur accordant une place de choix dans son système de patronage : les tribus géraient des réseaux de contrebande ou des sociétés de négoce pour le marché « gris », le tout sous les auspices d’Al-Douri. Si les tribus ont échoué à persuader la coalition qu’elles étaient cette variable d’ajustement capable de mettre fin à l’insurrection, ce n’est pas faute d’avoir essayé. Un cheikh de la tribu influente d’Albou Nimr avait offert de travailler dès 2003 avec le Conseil du gouvernement irakien et l’APC en mettant en place un – indispensable – poste de garde-frontière, offre qui figurait dans une note remise aux chefs d’état-major interarmées en octobre de la même année. « Les dirigeants de ces tribus – dont un bon nombre occupe encore des postes clés au sein de l’autorité locale – semblent de plus

en plus désireux de coopérer avec la coalition pour restaurer ou maintenir leur influence dans l'Irak post-Saddam, indique la note. S'ils se rendent compte de l'échec de leur démarche, ils risquent d'engager d'autres actions, en l'occurrence de créer des institutions gouvernementales et sécuritaires alternatives, de travailler avec les forces anticoalition ou de prendre part à des activités criminelles pour garantir la prospérité et la sécurité de leur tribus. » Rien n'est ressorti de cette note. Al-Zarqaoui a encore prouvé qu'il était plus habile à naviguer dans la culture irakienne que l'APC ou l'armée américaine, au moins au début. « Zarqaoui, ou les Irakiens qui travaillaient pour lui, comprenait qui était qui dans les tribus et il en abusait, nous a expliqué Derek Harvey. C'est de cette façon qu'il contrôlait le terrain à Anbar et dans la vallée de l'Euphrate. »

Mais son erreur fatale a été d'avoir présumé de son pouvoir en transformant le racket de protection d'AQI en un mode de gouvernance djihadiste asphyxiant. Les tribus ont été très heurtées par la mise en application d'un Code civil remontant au VII$^{e}$ siècle dans les zones contrôlées par les fondamentalistes, dont beaucoup étaient nés à l'étranger et se comportaient exactement comme les usurpateurs coloniaux qu'ils étaient censés expulser. Les activités tribales ont été parasitées ou reprises par ceux qui voulaient s'accaparer le monopole de la contrebande, et AQI a protégé les intérêts qu'elle avait confisqués avec un zèle digne de voyous de la mafia. L'organisation justifiait les assassinats par les règles de concurrence sur le marché.

Quand AQI exécute un cheikh de la tribu Albou Nimr en 2005, le major Adam Such, qui commandait le détachement opérationnel Alpha 555 des forces spéciales de l'armée sous le commandement de la 1$^{re}$ division des marines, saisit l'occasion pour faire d'AQI un paria au sein de sa circonscription la plus importante. Il recrute des membres de tribus pour former une milice *ad hoc* chargée de surveiller les routes aux alentours de la ville de Hit dans la région d'Anbar – une autre ville stratégique dont l'EIIL

s’est emparée plus tard, en 2014. C’était une idée brillante, mais il lui manquait le soutien structurel nécessaire pour qu’elle prenne toute sa dimension. À cette époque, il n’y avait pas alors de présence permanente de l’armée américaine dans la zone pour convaincre les habitants que la traque d’AQI ne serait pas un feu de paille mais le prélude à une mission de police de contre-insurrection à long terme. Pour autant, le fait que les Irakiens soudainement *voulaient* que les États-Unis restent chez eux démontrait que les djihadistes avaient définitivement abusé de leur hospitalité.

Autre ville dans le même cas, Qa’im, dont Al-Zarqaoui avait d’ailleurs fait la capitale de son « émirat » à l’ouest de l’Euphrate, pour d’évidentes raisons stratégiques. Cette ville sunnite et bédouine, qui jouxte Albou Kamal à la frontière syrienne, est également située le long d’une route principale reliant l’Irak à la Jordanie. Elle recèle par ailleurs les mines de phosphate les plus importantes du Moyen-Orient, avec un système souterrain étendu de grottes qui est devenu un réseau clandestin utilisé par la guérilla pour acheminer hommes et matériels.

Les marines ont avancé pour prendre Qa’im en septembre 2005, avant d’opérer par la suite des sorties sur des bases secondaires d’AQI dans l’ouest de l’Euphrate. Ils y ont installé des avant-postes en béton fortifié pour marquer une présence durable et ainsi prévenir toute résurgence djihadiste. S’appuyant sur l’expérience d’Adam Such à Hit, ils ont également tendu la main aux tribus de Qa’im, dont certaines avaient été tellement horrifiées par les pratiques d’AQI qu’elles avaient déjà pris les armes contre les partisans d’Al-Zarqaoui. Avec le bataillon Hamza d’Albou Mahal, les marines ont découvert une armée de volontaires aussi engagée qu’eux pour écraser les insurgés.

En dehors de la corruption, la principale raison pour laquelle les FSI se sont montrées incapables ou simplement réticentes à en découdre avec AQI vient du fait que beaucoup de leurs recrues étaient chiites, et n’avaient logiquement aucun intérêt à combattre en territoire à majorité sunnite où

elles étaient perçues avec suspicion voire avec mépris. Les hommes des tribus sunnites n'avaient pas de tels états d'âme, ils étaient poussés par la défense de leurs intérêts pour débarrasser leurs zones de ce qui avait été salué au début comme une « résistance » anti-américaine mais avait dégénéré en gang de coupeurs de têtes obscurantistes. Les recrues du programme de Qa'im ont pris la forme d'un bataillon baptisé « Desert Protectors » (Défenseurs du désert), une appellation certes teintée d'un certain romantisme « Lawrencien » mais plutôt fidèle, dans la mesure où le bataillon a permis de sauvegarder les élections parlementaires de décembre 2005 d'un sabotage terroriste.

En 2006, les incidents liés à la sécurité à Qa'im avaient chuté. Pourtant, même avec ce succès, les forces américaines n'avaient toujours pas compris que les tribus ne se mobilisaient pas pour une cause aussi grandiose que le patriotisme ; elles voulaient seulement assurer la paix et la tranquillité pour leurs propres communautés, et non pour l'ensemble du pays. Un tiers des membres de Desert Protectors a quitté le bataillon après avoir appris qu'il constituait une force *nationale* de défense, et non une simple gendarmerie locale de Qa'im, qui de ce fait serait amenée à être déployée ailleurs en Irak.

Cela étant, les élections parlementaires nationales ont donné lieu à quelques heureuses surprises. Parmi elles, la conversion du Dr Mohammed Mahmoud Latif, un chef de l'insurrection recherché depuis longtemps, en allié des États-Unis. Écœuré par le boycott sunnite aux élections de janvier pour la désignation d'une assemblée constituante qui avait privé les sunnites de peser sur l'autodétermination de l'Irak, Latif avait compris que l'entreprise de délégitimation du nouveau gouvernement menée par Al-Zarqaoui se retournait contre lui. Il avait par ailleurs ses propres ambitions politiques. En amont du vote parlementaire, il réunit un groupe de cheikhs tribaux de Ramadi prêts à déclarer la guerre à AQI et, plus audacieusement, à travailler avec les États-Unis pour y parvenir, à une condition. Comme

pour Desert Protectors, les membres de la tribu de Ramadi voulaient la garantie que le portefeuille de la Sécurité pour la province d'Anbar leur revienne une fois AQI hors champ.

Assuré de la bonne foi des États-Unis sur ce point, le Conseil du peuple d'Anbar voit le jour. Sa première initiative a consisté à encourager les sunnites à rejoindre la police irakienne, qui s'apprêtait à lancer une campagne de recrutement dans une verrerie locale. La validation apportée par le conseil à cette mobilisation a drainé des centaines de nouveaux candidats, qui sont du coup devenus d'inévitables cibles pour les djihadistes d'Al-Zarqaoui. Au quatrième jour de la campagne à la verrerie, un kamikaze fait exploser son dispositif, tuant pas moins de soixante Irakiens et deux Américains. AQI a ensuite déclaré la guerre totale contre les cheikhs d'Anbar qui avaient rejoint le Conseil, les pourchassant chacun individuellement pendant des semaines après l'explosion. Latif fuit l'Irak pour éviter d'être pris dans les filets des terroristes. Encore trop vulnérable aux méthodes musclées d'Al-Zarqaoui, le Conseil est fermé quelques semaines plus tard.

Il a fallu encore deux ans à l'armée américaine pour donner un sens stratégique à ce qui se passait à Hit, à Qa'im et à Ramadi. Des poches de réactions violentes, spontanées et totalement imprévisibles des tribus contre la même organisation terroriste menée depuis l'étranger avaient fait sens dans le contexte de l'histoire tribale. Pendant des siècles, ces clans avaient survécu en nouant des ententes pragmatiques avec les puissances dominantes sur leurs territoires. Ils l'avaient fait avec Saddam, ils l'avaient encore fait avec Al-Zarqaoui, et ils étaient prêts à le faire avec les États-Unis. Et même s'ils se méfiaient des États-Unis, ils avaient vu dans leur armée un possible allié contre un plus grand ennemi commun.

« J'avais un capitaine du corps des marines, nous a relaté un haut responsable de l'armée américaine. C'était un malin. Il ne connaissait absolument rien d'Anbar ni de l'Irak. Il est parti là-bas, et il a

immédiatement compris. Les Irakiens s’en sont rendu compte, et ils l’ont aimé pour cela. »

Pour Derek Harvey, comprendre la façon dont les tribus irakiennes fonctionnent était la clé de compréhension de l’Irak dans son ensemble. « Il y avait beaucoup d’organisations du régime que nous n’arrivions pas à bien comprendre. La personne clé pouvait ne pas être le décisionnaire en titre, mais le deuxième ou le troisième couteau – et cette question de savoir qui mène la barque valait autant pour les partisans de Saddam que pour l’EIIL aujourd’hui. Les tribus ont des réseaux professionnels et, dans certains cas, religieux qui déterminent des hiérarchies informelles pour chaque chose dans le pays. Notre difficulté était de savoir qui faisait quoi. »

4

# LES AGENTS DU CHAOS

# L’IRAN ET AL-QAÏDA

À l’instar de l’armée américaine, les sunnites d’Irak ont dû faire le douloureux apprentissage de leurs erreurs. Après avoir dilapidé la quasi-totalité de leur capital politique avec le boycott désastreux des élections de janvier 2005, ils n’étaient pas prêts à répéter la même erreur en décembre 2005. Le retournement a été statistiquement stupéfiant. En décembre, à Ramadi, le taux de participation s’est élevé à 80 %, alors qu’il atteignait à peine 2 % en janvier. La déception a alors été proportionnelle à la défaite. Les blocs chiites ont de nouveau remporté la mise, certes de peu, mais suffisamment pour convaincre beaucoup de sunnites que la théorie du complot sur laquelle Al-Zarqaoui avait intelligemment capitalisé se trouvait soudainement réalisée : une alliance américano-iranienne venait résolument les priver de leur statut légitime de véritables maîtres et gardiens de Bagdad.

La participation sunnite aux élections de décembre a eu un autre effet secondaire déroutant : parce qu’un grand nombre d’insurgés parmi les plus nationalistes ou « modérés » avaient quitté le champ de bataille pour se présenter aux élections, le rôle d’AQI dans la sphère terroriste en Irak s’est fait plus concentré. De plus, on comptait parmi les insurgés les moins modérés ceux qui n’étaient pas avec AQI, comme les Brigades de la révolution de 1920 (en référence au soulèvement anticolonialiste contre les Britanniques la même année). Quant au groupe Jaïsh al-Islami (l’Armée

islamique), qui rivalisait avec les partisans d'Al-Zarqaoui pour le contrôle de Mossoul, il n'était pas encore prêt à renoncer au front du refus sunnite et à préférer la réconciliation. Les ambitions démesurées d'AQI en avaient aliéné plus d'un, mais Al-Zarqaoui avait encore la capacité d'exploiter les préoccupations démographiques, qui existaient bien avant la guerre.

Kanan Makiya, un spécialiste de l'Irak baathiste, a anticipé un scénario catastrophe pour l'État post-Baath dans son livre *Cruauté et Silence*, en 1993 : « Une fois Saddam parti, quand la vie des gens et de leurs proches semblera menacée, la crainte des sunnites des possibles actions que mèneront contre eux les chiites au nom de l'islam va devenir le moteur principal de la politique irakienne. Plus les chiites irakiens vont s'affirmer comme chiites, plus forte sera la tendance de la minorité sunnite irakienne à se battre jusqu'au bout pour empêcher que tout ce qui ressemble de près ou de loin à une République islamique soit instauré en Irak. Ils voyaient dans cette forme d'État – à tort ou à raison, là n'est pas la question – leur propre anéantissement. »

L'offre d'Al-Zarqaoui aux Irakiens sunnites revenait à choisir entre « ma barbarie ou la leur ». Pour pouvoir rendre son offre plus convaincante, il lui fallait lever l'un des principaux freins à la popularité d'AQI – celui d'être perçue comme une armée djihadiste étrangère. Il devait donc « irakiser » sa franchise. En janvier 2006, Al-Zarqaoui annonce la création du Majliss Shoura al-Moudjahidin fil'Irak (le Conseil consultatif des moudjahidin d'Irak). Au départ, ce consortium comprenait six groupes salafistes différents, dont cinq irakiens, avec AQI comme exception, mais qui gardait le contrôle central sur les opérations du conseil. Ce qui a prêté main forte à une nouvelle stratégie de marketing ou de marque pour le takfirisme était le comportement autoritaire et chauvin du nouveau gouvernement élu irakien.

# MILICES CHIITES ET FORCES SUPPLÉTIVES IRANIENNES

La focalisation internationale actuelle sur l'EIIL, et la campagne américaine en cours pour la combattre, permet plus facilement d'oublier qu'il y a dix ans l'armée américaine a considéré la menace terroriste, représentée par le démagogique et corpulent religieux chiite Moqtada al-Sadr, comme redoutable. Le fils du révéré Mohammad Sadiq al-Sadr, tué par les *moukhabarat* de Saddam en 1999, en tant que plus jeune Al-Sadr, aurait dû en principe rester confiné au rang le plus bas des responsables religieux chiites. Il régnait sur un ghetto pauvre et surpeuplé, connu sous le nom de Saddam City et rebaptisé Sadr City après l'invasion. Peu après la chute du régime, il créa sa propre organisation paramilitaire, Jaïsh al-Mahdi (l'Armée du Mahdi), qu'il voyait comme l'équivalent irakien du Hezbollah (le parti de Dieu), la milice supplétive de l'Iran au Liban, qui a toujours balancé entre le statut d'entité terroriste sanctionnée par les États-Unis et celui de parti politique internationalement légitimé, occupant des postes dans le gouvernement libanais et exerçant une influence furtive au sein des services de renseignement et des forces armées prétendument indépendants du pays. Le parti de Dieu s'est avéré être le modèle parfait pour concevoir un « État profond » terroriste similaire en Irak.

Comme tous les seigneurs de guerre, Al-Sadr voulait régner sur son fief sans contestation. Ignoré par les forces américaines, il a développé sa propre sphère d'influence avec l'aide des Iraniens. La théorie sunnite d'un complot fomenté par Washington et Téhéran pour détruire l'Irak n'a pu être accueillie qu'avec colère et perplexité par les GI, qui avaient expérimenté la méthode iranienne pour leur rendre la vie aussi sanglante et difficile que possible. La bataille de Najaf en août 2004 a essentiellement été une guerre par procuration, opposant les États-Unis et l'élite du renseignement extérieur et de l'appareil militaire iraniens, les forces spéciales Al-Qods des Gardiens de la révolution islamique (GRI-FQ), coordonnées côté irakien par un opérationnel iranien appelé Cheikh Ansari. Selon les renseignements américains, Ansari avait été embarqué au sein de l'Armée du Mahdi à Najaf pour aider celle-ci à mener les opérations de combat. Ansari travaillait pour le Département 1000, une branche des forces Al-Qods, en charge des opérations spéciales iraniennes en Irak.

L'hégémonie iranienne en Irak avait commencé bien avant le changement de régime. La guerre dévastatrice opposant l'Irak et l'Iran pendant huit ans avait fait de la République islamique un lieu de refuge pour des centaines de milliers d'Irakiens chiites qui avaient fui Saddam Hussein. Avec le départ de Saddam, beaucoup de ces exilés ont pu rentrer dans leur pays où les chiites, avec la démocratie naissante, s'étaient émancipés, et lancer des appareils à la fois politiques et paramilitaires sur une infrastructure qui avait été secrètement élaborée pendant des années sous le règne des baathistes.

Le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) était en fait une pure création du renseignement iranien et de Mohammed Baqir al-Hakim. La branche armée du CSRII, la brigade Badr, haïe par Al-Zarqaoui, agissait comme la cinquième colonne de Téhéran en Irak. « Les mollahs ont conduit une campagne très subversive contre Saddam bien avant que nous n'entrions dans le pays », affirme le colonel Jim Hickey, un ancien

commandant de la 4e division d'infanterie qui a capturé Saddam en décembre 2003 – une opération pour laquelle Hickey a joué un rôle décisif.

Quand les Américains sont arrivés, c'est principalement au brigadier général Qassem Soleimani des GRI-FQ – qui dépendait directement du Guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei – qu'est revenue la conduite de la campagne iranienne de sabotage et de terrorisme. Un ancien agent de la CIA, qui a depuis été promu major général, décrivait encore récemment Soleimani comme « l'agent le plus puissant aujourd'hui au Moyen-Orient, mais personne n'en a jamais entendu parler ».

Devenu général en chef américain en Irak, David Petraeus a appris à connaître Soleimani – qualifiant le maître espion de « créature diabolique » – et s'est alors demandé s'il fallait, ou non, dire à Bush que « l'Iran est en fait en train de faire la guerre contre les États-Unis en Irak, avec tout ce que cette révélation peut avoir comme conséquences pour l'opinion et le gouvernement américains ». Pour Petraeus, « les ambitions de Téhéran vont au-delà de la seule volonté d'étendre son influence sur l'Irak, car l'Iran pourrait créer des supplétifs pour nous combattre activement, de façon à nous maintenir occupés et à nous détourner de leurs objectifs le temps de fabriquer des armes de destruction massives et d'installer [l'Armée du Mahdi] pour agir comme le Hezbollah libanais en Irak ».

En 2007, cinq militaires américains sont tués à Kerbala dans une embuscade menée par des membres d'Asaïb Ahl al-Haq (Ligue des Justes), une milice dissidente de l'Armée du Mahdi mise en place avec Al-Sadr et l'aide de l'Iran. Non seulement l'officier de la force Al-Qods basé au consulat iranien à Kerbala avait quitté son poste juste avant l'embuscade, mais l'un des leaders d'Asa'ib Ahl al-Haq, Qais al-Khazali, a avoué que l'ensemble de l'opération avait été orchestrée par l'Iran.

Celui qui a aidé Soleimani à saigner les États-Unis s'appelle Abou Mahdi al-Mohandes, un ressortissant irakien ayant vécu en Iran, et qui a été

lié à l'attentat contre l'ambassade américaine au Koweït en 1983. Al-Mohandes est passé des brigades Badr à la force Al-Qods comme agent à part entière *avant* d'être élu au Parlement irakien. Il a par ailleurs établi un autre de ces fameux « Groupes spéciaux » – un euphémisme américain pour désigner les milices sadristes dissidentes – appelé les Kataeb (bataillons) Hezbollah, qui attaquait de façon similaire les forces américaines.

Soleimani avait passé une partie de sa carrière dans les années 1990 à stopper le flux de stupéfiants vers l'Iran en provenance de l'Afghanistan ; il a passé la décennie suivante à s'occuper des activités d'importation vers l'Irak. Al-Mohandes avait été choisi pour surveiller le trafic d'importation d'une des armes les plus mortelles jamais utilisées pendant la guerre en Irak : une bombe artisanale connue sous le nom de « Explosively Formed Penetrator » (pénétrateurs à explosion), ou EFP. Lorsque l'EFP explose, sa chaleur fait fondre le boîtier de cuivre de l'explosif, le transformant en projectile en fusion qui peut transpercer l'acier et une armure protectrice, y compris les parois d'un réservoir. Les militaires américains ont estimé que ces dispositifs étaient à l'origine de 18 % des pertes au combat pour l'ensemble de la coalition. Ils étaient fabriqués en Iran et passés en contrebande à travers la frontière par des agents iraniens travaillant avec les brigades Al-Badr, puis ont été utilisés par toutes sortes de milices chiites, ce qui leur a valu le surnom de « bombes persanes ». En juillet 2007, deux tiers des pertes américaines étaient dues aux actions de ces milices chiites, ce qui a conduit Petraeus à considérer l'Armée du Mahdi comme « un plus grand obstacle qu'AQI pour la sécurité à long terme de l'Irak » dans sa note au secrétaire d'État américain à la Défense, Robert Gates. Pour cette raison, beaucoup de militaires ont préconisé de bombarder des ateliers de fabrication d'EFP en Iran, quelles qu'en soient les retombées diplomatiques. Et quoi que Petraeus ait décidé de dire ou pas au président, les États-Unis *étaient bien* en guerre avec l'Iran en Irak. Fin 2006, le général McChrystal, à la tête du JSOC arrête Mohsen Chizari, le

responsable des opérations et de la formation de la force Al-Qods, ainsi que les chefs de station à Bagdad et à Dubaï d'Al-Qods – Chirazi sortait d'une réunion au CSRII et avait été repéré par un drone américain. Un autre raid du JSOC à Erbil, la capitale du gouvernement régional du Kurdistan, visait le brigadier général Mohammad Ali Jafari, l'un des chefs militaires de la force Al-Qods, mais ce sont finalement cinq officiers subalternes iraniens qui ont été capturés à sa place. « Lutter contre l'influence iranienne » en Irak a finalement été un tel travail à temps plein que le JSOC a dû répartir les missions de ses forces opérationnelles en fonction des ennemis : la Force 16 traquera AQI, pendant que la 17 pourchassera les agents de Soleimani et ses supplétifs dans les groupes spéciaux.

Les États-Unis ont découvert dans certains cas que ses deux ennemis collaboraient secrètement entre eux. Soleimani aidait par intermittence AQI simplement parce que tout agent du chaos et de la destruction pouvant contribuer à accélérer le départ des Américains d'Irak était toujours considéré comme un plus pour Téhéran. En 2011, le département américain du Trésor a annoncé des sanctions contre six membres d'Al-Qaïda basés en Iran pour le transfert de fonds, de messages et d'hommes vers et à partir de l'Afghanistan *via* l'Iran. « L'Iran est le principal État soutenant le terrorisme dans le monde aujourd'hui, affirmait alors le sous-secrétaire pour le terrorisme et le renseignement financier, David S. Cohen. En révélant l'accord secret entre l'Iran et Al-Qaïda, qui permet à ce dernier de faire transiter des fonds et des agents par le territoire iranien, nous mettons une fois de plus en lumière la façon dont l'Iran apporte un soutien sans égal au terrorisme. »

L'ancien ambassadeur américain en Irak, Ryan Crocker, a affirmé au *New Yorker* en 2013 que les renseignements américains avaient confirmé dix ans plus tôt la présence d'Al-Qaïda en Iran – ce qui n'était pas en soi une révélation, étant donné qu'Al-Zarqaoui avait fait de la République islamique sa base de repli un an après avoir fui Kandahar. (Selon *Asharq al-*

*Awsat,* le quotidien saoudien basé à Londres, Soleimani s'en était même vanté en 2004, en affirmant qu'Al-Zarqaoui et Ansar al-Islam étaient libres de circuler comme ils le voulaient à l'intérieur et hors de l'Iran *via* de multiples postes frontaliers – et qu'Al-Zarqaoui s'était même entraîné dans un camp des GRI à Mehran. Crocker a pourtant affirmé qu'Al-Qaïda en Iran planifiait de frapper en 2003 des cibles occidentales en Arabie Saoudite. Il bénéficiait d'un canal informel d'échanges plutôt conciliant avec les responsables iraniens, en raison de l'aide discrète que ceux-ci apportaient aux États-Unis dans la traque contre les talibans : une application typique de la logique « l'ennemi de mon ennemi » qui s'est avérée opportuniste et passagère. Quand Crocker s'est rendu à Genève, la même année que celle de l'invasion américaine, pour les convaincre de mettre un terme au terrorisme d'Al-Qaïda contre les États-Unis dans le Golfe, ceux-ci ont refusé. Le 12 mai 2003, trois complexes résidentiels sont réduits en cendre à la suite d'une opération combinant armes à feu et véhicules piégés (VBIED). L'attaque fait des dizaines de morts, dont neuf Américains. « Ils étaient là, sous la protection de l'Iran, en train de préparer des opérations », déclare au *New Yorker* l'ancien diplomate.

Pendant ce temps, l'État profondément sectaire du fantasque Al-Sadr, cauchemar des sunnites, était bien en train d'émerger avec la complicité du nouveau gouvernement irakien. Après décembre 2005, le CSRII a récupéré le portefeuille du ministère de l'Intérieur, et commande 16 000 troupes. Le ministre de l'Intérieur sortant, Falah Naqib, sunnite, avait bricolé avec son oncle Adnan Thabit les premières gendarmeries post-Saddam qui ont fait office de forces de police spéciales et de brigades de l'ordre public pour les États-Unis. Le fait que la cinquième colonne iranienne dirige la police nationale irakienne ne pouvait, pour Naqib, que créer des problèmes. « Soit on les en empêche, soit on livre l'Irak à l'Iran, aurait lancé Naqib à George Casey. C'est ainsi. »

Le successeur de Naqib, Bayan Jabr, était un fonctionnaire du CSRII considéré par les États-Unis comme moins extrémiste que d'autres membres du parti. Mais, de façon à limiter les dégâts que Thabit pouvait encore causer, ils se sont arrangés pour le laisser à la tête des forces armées du ministère de l'Intérieur. Jabr n'y voyait aucun inconvénient, dans la mesure où la solution alternative n'était pas d'avoir affaire ou pas à Thabit, mais tout simplement de remplacer les forces paramilitaires placées sous son commandement par les fidèles brigades Al-Badr et les miliciens de l'Armée du Mahdi. Une brigade équivalente en charge de l'ouest de Bagdad avait effectué des patrouilles menaçantes dans les rues, en diffusant à plein volume des chants chiites le 15 décembre 2005, au moment où les sunnites se rendaient à un scrutin qui était pour beaucoup leur première élection démocratique. Les membres actifs de ces escadrons de la mort chiites portaient l'uniforme du ministère de l'Intérieur qui leur conférait autorité et impunité.

Une unité des commandos de la police spéciale sous contrôle des Badr, mieux connue sous le nom de « Brigade des loups », a été l'une des pires en matière d'exactions. L'Organisation islamique pour les droits de l'homme, une ONG irakienne, avait établi la responsabilité du ministère de l'Intérieur dans une vingtaine de cas de mauvais traitements sur les détenus, dont six avaient conduit à la mort, la plupart commis par la Brigade des loups à Mossoul. Selon un télégramme de l'ambassade américaine à Bagdad adressé au département d'État, l'ONG « a décrit des pratiques telles que l'utilisation de pistolets paralysants, la suspension des suspects par les poignets avec les bras liés derrière le dos, le maintien des détenus dans des sous-sols au milieu de déchets humains, et les coups ».

D'autres institutions gouvernementales irakiennes sont aussi tombées sous l'emprise des chiites sectaires, telles que le ministère de la Santé, dont le vice-ministre, Hakim al-Zamili, appartenait à l'Armée du Mahdi. Les ambulances n'étaient pas utilisées pour transporter les malades et les

blessés, mais pour véhiculer les armes. Quant aux hôpitaux, ils ont été transformés en sites d'exécution pour sunnites, ce qui a obligé beaucoup de Bagdadis à sortir de la capitale pour se faire soigner.

Le Premier ministre irakien, Ibrahim al-Jaafari, a créé son propre service de renseignement avec le ministère d'État de la Sécurité nationale, dirigé par Sherwan al-Waeli, un homme qui avait transmis à l'Armée du Mahdi les renseignements sur les mouvements des troupes américaines et donné aux sadristes le contrôle pratique de l'essentiel de l'industrie du voyage irakienne – le secteur du transport aérien commercial en particulier. Au nez et à la barbe des autorités civiles et militaires américaines, l'Armée du Mahdi faisait à Bagdad ce que le Hezbollah avait fait à Beyrouth : prendre le contrôle du principal aéroport international et de ses installations attenantes. Elle a ainsi pris la direction des douanes, du programme « Sky Marshal » (agents de sécurité d'accompagnement à bord) et même des sociétés de nettoyage qui y étaient prestataires, dont les employés ont été assassinés par les sadristes qui ont ainsi récupéré les postes vacants. Elle importait des armes dissimulées dans les soutes des avions en provenance d'Iran. Elle avait aussi un accès facile aux allées et venues de ressortissants sunnites – des informations qui, sans surprise, ont conduit à de nombreux enlèvements et meurtres.

Pour les sunnites, rien ne caractérise mieux la nouvelle république de la peur construite sur les ruines de l'ancienne que le bunker Jadriya. Le bureau spécial en charge des interrogatoires du bunker, un centre de détention situé au sud de la Zone verte, était dirigé par Bachir Nasr al-Wandi, surnommé « l'ingénieur Ahmed ». Ancien agent des services de renseignement pour la brigade Badr, Ahmed l'ingénieur était, tout comme Hadi al-Amari, détaché auprès de la force Qods de Soleimani. Quand les soldats américains ont finalement ouvert le portail de ce donjon, ils y ont trouvé 168 prisonniers, les yeux bandés, tous détenus là depuis des mois, dans une pièce surpeuplée, jonchée d'excréments et d'urine.

La quasi-totalité des prisonniers étaient sunnites, et beaucoup portaient des marques de torture – certains avaient été si sauvagement battus qu'ils ont dû être transportés dans la Zone verte pour recevoir des soins. Comme cette affaire relevait des prérogatives du ministère de l'Intérieur, Bayan Jabr a été obligé de s'expliquer. Il a rétorqué n'avoir jamais visité la prison et rejeté les accusations de violation des droits de l'homme lors d'une conférence de presse. Seuls « les terroristes les plus criminels » étaient emprisonnés, dit Jabr, et, pour démontrer avec quel ménagement ils étaient traités, il précise qu'« aucun d'entre eux n'avait été ni décapité ni tué ». Témoignant de l'indéfectible coopération entre les ministères dirigés par les chiites dans l'Irak d'Al-Jaafari, le prédécesseur de Jabr, Falah Naqib, qui résidait à quelques pâtés de maison du bunker de Jadriya, a affirmé avoir vu des ambulances entrant et sortant du bâtiment, et a supposé que des prisonniers pouvaient y avoir été transportés. « La guerre d'Irak a bouleversé l'équilibre des forces dans la région en faveur de l'Iran, nous a expliqué Emma Sky, l'ancienne conseillère pour l'armée américaine. Il est fréquent dans le monde arabe d'entendre parler d'accords secrets entre l'Iran et les États-Unis, et de se lamenter sur le fait que les États-Unis aient "livré" l'Irak à l'Iran. » Selon Sky, cette perception géopolitique représente l'une des raisons principales expliquant l'attraction exercée par l'EIIL auprès des sunnites.

# PLUS RICHE QUE BEN LADEN

En 2006, le gouvernement américain a établi qu'AQI avec d'autres groupes d'insurrection sunnites pouvaient rassembler entre 70 et 200 millions US$ par an (entre environ 60 et 175 millions d'euros) pour leurs entreprises criminelles. Selon Laith al-Khoury, un expert d'Al-Qaïda au sein de la société d'intelligence stratégique Flashpoint Partners, le passé d'Al-Zarqaoui dans le « milieu » a clairement influencé sa carrière de seigneur de guerre terroriste : « AQI a eu recours à de nombreuses méthodes pour gagner de l'argent, du vol d'armes américaines, revendues à d'autres groupes insurrectionnels, au kidnapping, et la rançon qui va avec. Ses membres ont mené des raids sur les résidences de hauts gradés de l'armée irakienne, avant de les interroger dans leur propre maison. Ils leur ont dit : "Donnez-nous les noms, adresses et téléphones des autres hauts responsables de l'armée". Certaines des victimes étaient très riches, et les familles payaient. Si cela ne marchait pas, Al-Qaïda exécutait les officiers chez eux. »

De 2005 à 2010, les fonds en provenance de donateurs des États du Golfe et d'organisations « caritatives » douteuses du Moyen-Orient ne représentaient guère que 5 % du budget global d'AQI. La contrebande de pétrole de la raffinerie de Bayji, dans la province de Salaheddine, assurait en revanche au système d'Al-Zarqaoui la pleine abondance.

Une étude conduite par l'Agence de renseignement du département de la Défense américain (DIA) en 2006 a établi que « même l'estimation limitée des sources de revenus dont disposent l'insurrection montre clairement que les revenus dépassent de loin les dépenses ». À cette époque, les ressources d'AQI ont éclipsé celles de sa direction basée au Pakistan, plaçant Oussama Ben Laden dans l'embarrassante situation de se faire payer par un subordonné réticent.

Le statut formel de junior d'Al-Zarqaoui dans la hiérarchie d'Al-Qaïda ne le rendait pas davantage plus désireux de se plier aux instructions de ses supérieurs. En juillet 2005, Al-Zawahiri lui a envoyé une lettre, rédigée sous forme de conseils fraternels, mais le message était sans équivoque : il fallait mettre un terme au meurtre des chiites d'Irak. L'Égyptien considérait qu'AQI devait poursuivre une stratégie en trois phases. En premier lieu et avant tout, expulser l'occupant américain ; deuxièmement, établir un émirat islamique dans les régions sunnites d'Irak ; troisièmement, utiliser ce terrain pour préparer des attaques terroristes contre les autres régimes arabes. Al-Zawahiri recommandait à Al-Zarqaoui d'éviter de reproduire « les erreurs des talibans », qui, selon lui, devaient leur effondrement trop rapide au fait de n'avoir investi que sur leur base de soutien à Kandahar et dans les seules régions sud d'Afghanistan, au détriment du reste du pays. Al-Zawahiri jouait en fait sur une forme de nationalisme djihadiste, comme d'un instrument tactique pour empêcher une organisation parasitaire d'aliéner son propre pays hôte. Al-Zawahiri était le planificateur patient, quand Al-Zarqaoui était le guerrier téméraire convaincu de pouvoir battre tout le monde, envers et contre tout. Il n'y avait qu'un ennemi qu'Al-Zawahiri ne jugeait pas judicieux de combattre, du moins pas encore : l'Iran.

Craignant que la réponse de la République islamique à toute provocation d'AQI en Irak ne soit terrible (ce qui était déjà le cas en réponse à l'occupation américaine), Al-Zawahiri écrivit à Al-Zarqaoui les mots suivants : « nous et les Iraniens, avons besoin de cesser de nous porter

préjudice au moment où les Américains nous visent ». Dans cette lettre, rédigée en juillet 2005, les propos de l'Égyptien font écho à ce que le porte-parole de l'EIIL, Abou Mohammad al-Adnani a déclaré en mai 2014, rappelant « ce que l'Iran doit d'inestimable à Al-Qaïda ».

Cette lettre n'était pas censée être rendue publique ; autant que cela pouvait se savoir, la performance de l'émir de Mésopotamie ne suscitait pas un franc enthousiasme au sein du haut commandement d'Al-Qaïda. La CIA a fait fuiter la missive critique en partie pour agrandir la fracture grandissante entre le Cheikh des Assassins et ses maîtres en Asie centrale. Avec quels résultats…

Le 22 février 2006, quatre terroristes d'AQI, vêtus d'uniformes du ministère de l'Intérieur, font exploser plusieurs bombes à l'intérieur de la mosquée Al-Askari à Samarra, l'un des lieux saints de l'islam chiite et un mausolée pour deux des douze imams révérés de la secte.

La mosquée a été construite en 944 après J.-C. et rénovée au XIX^e^ siècle, bien que son célèbre dôme doré, qui a été détruit par l'explosion, n'ait été ajouté qu'au début du XX^e^ siècle. Le jour de l'attaque, le vice-président irakien, Adel Abdul Mahdi, chiite, l'a comparé au 11 Septembre 2001. Le grand Ayatollah Ali al-Sistani a appelé à des manifestations pacifiques, tout en laissant entendre que si les forces de sécurité irakiennes n'étaient pas capables de protéger d'autres sites sacrés, les milices chiites s'en chargeraient alors. L'une des ONG irakiennes a établi qu'après l'attaque plusieurs centaines de familles chiites terrifiées ont fui Bagdad, pendant que les forces américaines annonçaient le lancement d'une mission d'urgence, l'opération « Scales of justice » (balance de la justice) pour limiter la vague attendue d'actions de représailles contre les sunnites. L'attaque de la mosquée d'Al-Askari a accompli dans l'imaginaire de la communauté internationale ce qu'Al-Zarqaoui avait prévu, et ce que la plupart des Irakiens avaient déjà vécu au cours des trois dernières années – une guerre civile.

L’appel à la retenue d’Al-Sistani n’a pas été pris en compte par les sadristes et les groupes spéciaux pro-iraniens, qui avaient fait des perceuses et des câbles électriques leurs armes de prédilection contre les prisonniers sunnites. Les corps étaient jetés dans le fleuve Tigre. L’Armée du Mahdi avait également installé des postes de contrôle à Ghazaliya, une des villes stratégiques qui bordent une route principale reliant Bagdad et Anbar. Des policiers irakiens en uniforme ont été enrôlés pour arrêter les véhicules qui passaient et vérifier les papiers d’identité des passagers ; s’ils étaient sunnites, ils disparaissaient dans un simulacre de bureaucratie qui n’était qu’une forme, pour les sadristes, de nettoyage ethnique.

Les insurgés sunnites ont rendu aux chiites la monnaie de leur pièce. AQI et d’autres groupes islamistes, y compris ceux qui se retourneront finalement contre AQI, ont utilisé tous les moyens atroces à leur disposition pour faire partir les chiites d’Ameriya Falloujah, une ville à majorité sunnite à l’ouest de Bagdad qui avait été étranglée et partiellement affamée par les sadristes. L’armée et la police irakiennes, toutes deux responsables devant le nouveau Premier ministre, Nouri al-Maliki, un autre membre du parti Dawa, ont été considérées comme complices de la multiplication de meurtres et des enlèvements, qu’Al-Maliki semblait tolérer. Cette question a fait l’objet d’une note classifiée, rédigée par Stephen Hadley, conseiller pour la sécurité nationale à la Maison-Blanche en 2006 après sa visite à Badgdad et adressée au président Bush – qui a ensuite été divulguée :

« Des rapports selon lesquels certains services n’arrivent pas jusqu’aux zones sunnites, recense la note, l’intervention par le bureau du Premier ministre pour interrompre les actions militaires contre des cibles chiites et renforcer celles contre les sunnites, le remplacement de quelques-uns [par l’Armée du Mahdi], tout porte à croire à une campagne orchestrée par les meilleurs commandants sur des critères confessionnels et des actions pour assurer une majorité chiite dans tous les ministères – associées à l’escalade des assassinats pour consolider le pouvoir chiite à Bagdad. »

# LA MORT D’AL-ZARQAOUI

La localisation d’Al-Zarqaoui a été un mystère pour les forces de la coalition depuis la seconde bataille de Falloujah, si bien que, selon Bruce Riedel, il aurait en fait été capturé à plusieurs reprises par des Irakiens qui n’avaient aucune idée de l’identité de leur prisonnier. Il se serait même une fois échappé en catimini d’un lieu de détention sous garde américaine. Pour retrouver Al-Zarqaoui et ses exécutants, le JSOC et le *Special Air Service* britannique (SAS, l’unité de forces spéciales des forces armées britanniques) ont procédé à des coups de filets contre des membres de la base d’AQI au cours de l’été 2006. Dans un raid au cours duquel le chef du groupe pour la ville d’Abou Ghraib a été capturé, les commandos américains ont trouvé la vidéo de propagande non montée d’Al-Zarqaoui manipulant maladroitement une mitraillette. Ce détenu et un autre opérationnel de rang moyen capturé séparément ont décrit le réseau djihadiste en détail et donné aux Américains le nom du dernier conseiller religieux d’Al-Zarqaoui, Abd al-Rahman. Dès lors, il n’y avait plus qu’à procéder à la rétro-ingénierie du système de communication d’Al-Rahman avec Al-Zarqaoui, *via* une série de messageries. Les forces américaines ont alors découvert que leur cible était cachée depuis longtemps au vu de tous : la refuge d’Al-Zarqaoui était à Hibhib, une ville située au nord-est de

Bagdad et à 20 kilomètres de la base aérienne de Balad, le quartier général du JSOC.

Le 7 juin 2006, un drone américain a observé silencieusement Al-Rahman en train de prendre contact avec Al-Zarqaoui. En début de soirée, un F-16 a largué une bombe guidée par laser de 225 kilogrammes sur le site, suivie par une seconde, guidée par satellite. Les soldats irakiens ont été les premiers à trouver Al-Zarqaoui, encore en vie mais gravement blessé ; il est décédé au moment où les hommes de McChrystal sont arrivés sur les lieux. Les services de renseignement jordaniens, qui clamaient mieux connaître Al-Zarqaoui que lui-même, se sont partiellement attribués le mérite de sa découverte.

Le Cheikh des Assassins a eu droit à sa mort à un panégyrique de la direction centrale d'Al-Qaïda dont il avait été privé de son vivant. Il était un « chevalier, le lion du djihad », a déclaré Ben Laden dans une canonisation quelque peu révisionniste. Contrairement aux mises en garde précédentes, il venait soudainement de souscrire pleinement à la stratégie d'Al-Zarqaoui d'assassinats de masse des chiites irakiens, pour leur faire payer leur collaboration avec les « croisés ».

# LA NOUVELLE STRATÉGIE DE GUERRE

La mort d'Al-Zarqaoui ne signifiait pas pour autant la fin d'AQI. Le Conseil consultatif des moudjahidin, qu'il avait mis en place pour intégrer une franchise majoritairement composée d'expatriés, a nommé un autre émir non irakien : l'Égyptien Abou Ayyoub al-Masri, de son nom de guerre Abou Hamza al-Mouhajer.

Il connaissait Al-Zawahiri et Al-Zarqaoui personnellement. Al-Masri avait appartenu au groupe Al-Djihad dans les années 1980. Il a voyagé en Afghanistan la même année qu'Al-Zarqaoui, et fait sa connaissance dans camp d'entraînement d'Al-Qaïda. Quand Al-Zarqaoui est parti pour l'Irak en 2003, Al-Masri l'a accompagné.

La nomination d'Al-Masri a marqué à la fois une continuité et un désaveu de l'héritage d'Al-Zarqaoui. Sur un point, il a poursuivi la stratégie d'*irakisation* quand, en octobre 2006, il a déclaré que sa franchise faisait partie d'une mosaïque de mouvements islamiques de résistance locaux, qu'il a appelée l'État islamique d'Irak (EII). Son territoire couvrait les provinces de Ninive, d'Anbar et de Salaheddine, mais aussi des régions où les sunnites étaient numé- riquement faibles, comme Babel, Wasit, Diyala, Bagdad et Kirkouk, une ville riche en ressources pétrolières, qui fut un moment un centre cosmopolite avant d'être « arabisée » par Saddam dans

les années 1980 et que les Kurdes considèrent aujourd'hui comme leur « Jérusalem ». Le chef nommé à la tête de l'EII, fonction ajoutée par Al-Masri, Abou Omar al-Baghdadi, était irakien, et son choix avait été validé par le Conseil consultatif des moudjahidin – mais n'est jamais apparu dans des enregistrements vidéo ou audio, vraisemblablement pour des raisons de sécurité. Certains ont même douté qu'il ait jamais existé, jusqu'à ce que son cadavre le confirme. Mais Al-Masri avait une vision sur la question du terrorisme différente de celle de son prédécesseur. Après que la succession a été rendue publique, les forces américaines ont capturé l'émir en charge du sud-ouest de Bagdad, qui, pendant son interrogatoire, a comparé les deux chefs djihadistes. Selon lui, Al-Zarqaoui se voyait investi d'une mission messianique, en défenseur de la cause sunnite contre les chiites ; Al-Masri se voyait comme un recruteur et exportateur de terreur, pour qui l'Irak n'était qu'une base de lancement dans la lutte contre « l'idéologie occidentale dans le monde ». Sur ce point, Al-Masri avait en commun avec Al-Zarqaoui d'être un grand stratège. « Il venait de l'étranger, il était le type envoyé par Al-Zawahiri et Ben Laden pour être leur homme en Irak, nous a expliqué Joel Rayburn. Mais il a rejoint Al-Baghdadi, qui était un salafiste irakien, il y avait donc une sorte de partenariat complémentaire. Al-Baghdadi apportait la crédibilité de la rue aux opérations ; Al-Masri était l'autorité de contrôle combattante qui le soutenait. » AQI devenait donc plus aguerri dans l'art de naviguer dans les sphères du pouvoir politique irakiennes : celui qui occupe la fonction n'est pas forcément celui qui dirige.

Le duo Al-Masri/Al-Baghdadi servait aussi des objectifs pratiques. L'Égyptien était le point de contact d'un approvisionnement interrompu de combattants étrangers, alors que l'Irakien ne voulait pas officialiser son mariage avec Al-Qaïda, de peur de perdre le soutien sunnite parmi les insurgés, convaincus de se battre pour un djihad d'abord nationaliste. Les deux hommes voulaient établir un émirat islamique sur les cendres des

Américains et de leurs assistants chiites, mais leurs différences étaient trop importantes. La plupart des groupes sunnites qui avaient rejoint l'EII ont protesté, selon l'historien des affaires militaires Ahmed Hashim, sur le fonde-ment qu'« ils s'étaient engagés pour libérer l'Irak, pas pour créer un État islamique ».

De plus, l'EII concentrait ses attaques contre ce que Laith al-Khouri appelle des « cibles faciles » telles que des bases militaires et des responsables religieux chiites. « Il s'agissait d'une campagne de relations publiques pour maintenir les factions salafistes en dehors du giron d'Al-Qaïda, affirme Al-Khouri. Le message était : "Nous sommes le seul groupe à être considéré comme légitime par tous les groupes djihadistes dans le monde. Vos gars perdent des hommes chaque jour. Pourquoi ne pas nous rejoindre ?" Jaïsh al-Islami a refusé de les rejoindre, ce qui est le cas jusqu'à ce jour. Al-Masri et Al-Baghdadi ont alors augmenté leur politique de relations publiques. En fin de compte, ils se sont mis à tuer les djihadistes qui ne rejoignaient pas l'EII pour leur reprendre le territoire d'opération. C'était un peu comme une guerre de clans mafieux. »

En conformité avec son nom, l'État islamique d'Irak a aussi transformé les attributions du Conseil consultatif des moudjahidin en créant divers autres « ministères », tels que ceux de l'Agriculture, du Pétrole et de la Santé. C'était l'édification d'une nation, au moins en apparence. De façon plus controversée, Al-Masri, tout en réaffirmant son engagement à Ben Laden, a également prêté allégeance à Al-Baghdadi, ce qui plaçait hiérarchiquement AQI sous la tutelle de la nouvelle organisation. En termes djihadistes, cela revenait à prendre une maîtresse et à la présenter comme votre seconde épouse à votre première.

Al-Masri tentait en fait de jouer sur deux tableaux : rester l'émir d'AQI tout en caressant l'idée de faire sécession avec l'organisation pour mener sa propre action indépendante en Irak. Au moment où l'EII a décidé de rompre officiellement avec Al-Zawahiri, début 2014, le profond et irréparable fossé

creusé par les prétentions d'Al-Bagadadi à créer un État et la subordination de la faction d'Al-Masri à l'EIIL a finalement été révélé au grand jour – par Al-Zawahiri lui-même, très en colère. En mai 2014, il a publié une déclaration dans laquelle il cite un inconnu, qualifiant Al- Baghdadi et Al-Masri d'imbéciles « répugnants ». Si Al-Qaïda avait réservé une telle aversion à l'encontre d'Al-Zarqaoui, elle n'en avait jamais fait état publiquement.

## DE NOUVEAUX VBIED

La montée en puissance de l'EII a coïncidé avec l'augmentation de la fréquence et de la sophistication des attaques par VBIED. Selon Jessica Lewis McFate, une spécialiste de l'Irak au sein de l'*Institute for the Study of War* (Centre d'étude de la guerre), si l'EIIL affiche aujourd'hui une puissance militaire plus importante qu'il ne l'a en réalité, c'est notamment dû à son savoir-faire dans l'utilisation de ces dispositifs. Non seulement l'utilisation intensive de bombardements VBIED produit un carnage, mais cette arme joue aussi sur le plan psychologique pour sidérer l'ennemi avant chaque offensive militaire majeure. « On les voit le plus souvent à des check-points, dit Lewis. Nous voyions davantage les VBIED classiques ou en version suicide comme un moyen de catalyser une attaque ou de provoquer des tensions pour en déclencher. Par exemple, l'EIIL allait mener une attaque par VBIED quelque part à Bagdad ou le long des rives de l'Euphrate, pour évaluer comment les forces de sécurité irakiennes et les milices chiites allaient réagir à ces attaques. »

À partir de 2006, Al-Masri s'est spécialisé dans ce type d'attaque à Bagdad et dans ses environs ; des ateliers pour équiper des voitures et des camions en munitions ont été découverts dans la « ceinture » de Bagdad – les villes et villages qui entourent la capitale, où les États-Unis, jusqu'au déclenchement du « surge », n'avaient qu'une faible présence.

L’EII a divisé Bagdad et sa ceinture en six zones, dont cinq concentrées autour de la ville. Chaque zone était gouvernée par un émir. Un renseignement informatique obtenu sur l’EII lors d’un raid du JSOC a établi que l’un des émirs, Abou Ghazouan, qui régnait sur la ville de 3000 hommes de Tarmiyah, gérait plusieurs cellules d’AQI dans le nord de l’Irak, dont celles qui recrutaient les femmes et les enfants pour les missions suicide. Abou Ghazouan était également très bien informé de l’agenda des unités de patrouilles américaines et irakiennes, comment les éviter et comment leur tendre des pièges. Le *Wall Street Journal* a raconté qu’à la mi-février 2007 « un camion piégé a littéralement découpé la façade de la base militaire de Tarmiyah, projetant en l’air des morceaux de béton et de verre comme autant de poignards. Les soldats à l’avant-poste ont ensuite passé les quatre heures qui ont suivi à se battre contre une force composée de 70 à 80 insurgés. » (Plus récemment, l’EIIL a attaqué Tarmiyah avec des VBIED : en juin 2014, le groupe a fait exploser les résidences de hauts gradés des forces de sécurité irakiennes et un ancien responsable tribal du mouvement *Sahwa* (Réveil).

La description qu’Abou Ghazouan donne sur la façon dont son système fonctionnait suggère que l’EII n’utilisait pas seulement Tarmiyah comme une base pour ses opérations de terreur – le groupe construisait activement un mini-État. « Nous gérons la localité, les affaires publiques et les services administratifs, et nous avons des comités pour gérer le quartier dirigé par mon frère Abou Bakr », affirmait-il non sans une certaine autosatisfaction. L’occupation par AQI de Tarmiyah renvoie en effet à un certain type de fief islamique, comme celui des 500 kilomètres carrés du territoire géré par Ansar al-Islam dans le Kurdistan irakien ou celui de l’EIIL dans la province de Raqqa, à l’est de la Syrie. Abou Ghazouan avait même son propre service de transport municipal pour son émirat de Tarmiyah. Il conduisait un camion Nissan blanc qui avait été confisqué à la police irakienne et

réaffecté à l'EIIL. Il pilotait aussi un ferry récu- péré dans une station d'épuration d'eau en bordure du Tigre.

Le parcours d'Abou Ghazouan met en lumière un autre aspect préoccupant de la guerre de l'EIIL : la récidive. Il a été une fois détenu par la coalition, de même qu'un autre homme appelé Mazen Abou Abd al-Rahman, qui avait été récemment libéré du camp Bucca, l'un des plus importants centres de détention américains en Irak. Basé à Basra, le centre est baptisé du nom d'un capitaine des pompiers qui a péri dans les tours jumelles le 11 septembre 2001.

Comme pour la prison Swaqa d'Al-Zarqaoui, le camp Bucca s'est forgé la réputation méritée de servir autant d'académie pour terroristes que de centre de détention. Les islamistes y réaffirmaient leur foi authentique en prêchant à des convertis, mais en se livrant aussi au prosélytisme auprès des nouveaux détenus dont la plupart auraient pu finir leurs jours en prison en restant laïques, ou vaguement religieux. Mais ils en sont sortis fondamentalistes violents. À Bucca, Al-Rahman n'a pas seulement appris les subtilités de la charia, mais il s'est fait ami avec des fabricants de bombes de l'AQI ; à la fin de sa détention, il est devenu un expert dans la construction de VBIED. Un autre membre d'AQI a ultérieurement affirmé que, pendant sa période de détention, il s'était renseigné sur les contacts indispensables à avoir pour lancer sa propre cellule djihadiste dans la zone nord de Bagdad une fois qu'il serait libéré. « [Al-Rahman] et deux autres hommes mettaient deux jours pour préparer chaque voiture piégée dans la ferme de Tarmiyah qu'ils avaient transformée en atelier, relatent Michael Gordon et Bernard Trainor, utilisant des voitures volées entreposées dans un parking à Adhamiyah, et un mélange de plastic et d'explosifs artisanaux. Le soir avant une attaque, la voiture piégée fin prête devait être ramenée de Tarmiyah à Bagdad, où elle était entreposée la nuit entière dans un parking ou un garage, avant qu'un kamikaze la conduise à sa destination finale, et la fasse exploser. »

Le fondateur d’AQI a été trouvé et tué à une cinquantaine de kilomètres du quartier général du JSOC, dans la base aérienne de Balad. Une industrie artisanale de fabrication de voitures piégées florissait à quelque 60 kilomètres au nord du camp Victory.

5

# LE RÉVEIL

# LES IRAKIENS SE RETOURNENT CONTRE L'EII

« L'histoire du "Réveil d'Anbar" est particulièrement amère, nous a affirmé fin 2014 un ancien haut responsable irakien. Ceux qui ont combattu Al-Qaïda ont été ensuite abandonnés par leur gouvernement. Beaucoup ont aussi été exécutés par Al-Qaïda, et d'autres ont même été arrêtés par les forces irakiennes. Tant qu'il n'y aura pas de changement tangible dans la façon dont Bagdad conduit les affaires, je doute fort que les gens veuillent risquer leur vie et se lancer dans quelque chose de similaire contre l'EIIL. » L'avis qu'il exprime, qui fait écho à celui de nombreux sunnites irakiens que nous avons rencontrés, prend tout son sens en revenant aux origines du Réveil. Comme pour la plupart des découvertes bénéfiques, celle-ci est advenue par accident.

## *SAHWA*

Le programme Desert Protectors s'est avéré être un exercice de courte durée, mais utile au renforcement de l'alliance entre les Américains et les tribus de Ramadi. En 2006, la capitale de la province d'Anbar est pourtant retombée sous le contrôle d'Al-Qaïda en Irak (AQI).

Les djihadistes étaient tellement retranchés dans la ville qu'ils ont dû employer des techniques innovantes dignes du corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis pour poser des IED indétectables (*Improvised Explosive Device*, engin explosif improvisé) capables de dissuader ou de tuer les convois américains et irakiens. Avec des scies électriques, ils coupaient de larges morceaux d'asphalte sur les routes, remplissaient de munitions les cratères créés, puis reposaient un bitume apparemment intact. À l'œil nu, la route semblait normale – jusqu'à ce que la bombe explose, en abîmant ou en détruisant un véhicule de combat Bradley ou un char Abrams, et en tuant ou en mutilant ses occupants. Les trous laissés par ces pièges incrustés dans le sol ont également gravement endommagé les infrastructures, et causé la rupture des canalisations d'égouts de la ville, inondant les rues d'immondices.

Comme partout en Irak, le gouvernement provincial à Ramadi tenait deux registres, l'un consacré à ses fonctions officielles pour le compte de Bagdad, l'autre pour AQI, qui subornait et amadouait les responsables des

forces de sécurité et les fonctionnaires municipaux irakiens en utilisant son meilleur atout (avec le meurtre) : les revenus provenant de la contrebande du pétrole. Des barils de brut volé étaient importés de façon régulière vers Ramadi depuis la raffinerie de Baiji au nord, puis exportés pour être revendus sur le marché noir irakien. Un système mis en place entre les tribus et les partisans de Saddam depuis des années. Mais les nouveaux patrons se sont avérés plus durs en affaires.

Les populations se sont insurgées, pour commencer, contre la loi médiévale et en particulier lorsque l'une des prérogatives qu'AQI s'était attribuée a été la réponse de la charia au droit de cuissage : tout comme l'EI aujourd'hui, les djihadistes en 2006 violaient les femmes irakiennes à leur bon gré. Les chefs tribaux étaient quant à eux sujets au kidnapping ou au meurtre. Deux cheikhs des tribus de Albou Etha et Albou Diab avaient déjà été tués, et d'autres étaient sur la liste, dans cette compétition pour ce qui était devenu une économie de guerre florissante pour AQI.

La population de Ramadi s'est progressivement retournée contre le terrorisme. Des groupes d'autodéfense nocturnes avaient acquis suffisamment de soutien parmi les familles victimes du groupe, auxquelles se sont joints des policiers irakiens en mal de revanche, et même des insurgés rivaux qui en avaient assez des takfiris, jusqu'à ce qu'un authentique mouvement de résistance civile finisse par voir le jour, sous la bannière des Thouwar al-Anbar, les Révolutionnaires d'Anbar. Tel était l'embryon de ce qui a ensuite formé *Sahwa* – « Réveil ». Ces révolutionnaires locaux ont eu un tel succès à Ramadi qu'AQI a même tenté de négocier avec eux.

Si le cas de Ramadi est différent, c'est qu'après que les forces américaines et irakiennes ont repris la ville, la nouvelle stratégie de recrutement dans les rangs de la police a été autrement plus réfléchie : elle ne s'est pas déroulée dans le centre-ville, vulnérable, qui, comme dans le cas de la verrerie deux ans plus tôt, constituait une cible facile pour les

insurgés, mais dans les circonscriptions tribales environnantes. Contenir *Sahwa* aux territoires ruraux a encouragé le développement d'une insurrection en pleine croissance, qui a pu s'imposer au point d'être officiellement reconnue, grâce à la confiance mutuelle croissante entre les Américains et les tribus. L'un des personnages clés de l'alliance avec les tribus était le charismatique Abdul Sattar al-Rishaoui, dont la résidence avait été précédemment perquisitionnée à deux reprises par les forces américaines, qui le suspectaient d'affairisme avec les insurgés. Et puis soudainement, conformément à la logique d'intérêts et au pragmatisme qui fondaient cette alliance conjoncturelle, Al-Rishaoui a décidé de conclure un accord avec l'ennemi de son ennemi. « Nous prenions le thé avec ceux qui avaient des liens avec les insurgés », a déclaré un lieutenant américain au journaliste George Packer à propos d'une expérience similaire à Tal Afar en 2005, quand le colonel Henry McMaster avait obtenu le retournement temporaire de cette ville frontalière en s'appuyant sur la même logique. Al-Rishaoui s'est avéré être l'un des alliés les plus importants des États-Unis en Irak.

Les tentatives d'AQI de saper ses efforts ont échoué face au mécontentement des tribus qui s'était généralisé. Avec son frère, Al-Rishaoui forme le conseil d'urgence d'Al-Anbar, qui affirmait représenter dix-sept tribus d'Anbar, prêtes à s'associer avec les forces de la coalition contre AQI. Le conseil s'est rapidement développé et a été rebaptisée le « Réveil d'Anbar ». Al-Rishaoui a supervisé le recrutement de 400 hommes pour la police irakienne en octobre 2006, puis de 500 supplémentaires en novembre. Il était suffisamment lucide pour savoir que ces recrutements ne sauraient immédiatement apporter la sécurité : les recrues devaient d'abord être envoyées en Jordanie pour être formées, ce qui allait créer un vide qu'Al- Qaïda s'empresserait d'exploiter. Al-Rishaoui a donc convaincu Nouri al-Maliki d'autoriser la formation sur le tas de bataillons para-militaires pour servir à leur place. C'est ainsi que les unités d'inter- vention

d’urgence sont nées, conduites non pas par des néophytes corrompus ou incompétents, mais par des membres de tribu qui avaient servi dans l’ancienne armée irakienne et savaient se battre. Avant Noël 2007, ces unités comptaient un peu plus de 2 000 hommes.

Pour pouvoir pérenniser ces solutions *ad hoc*, les États-Unis ont eu la bonne idée d’installer de nouveaux postes de police dans toute la région de Ramadi, ce qui a contribué à renforcer la motivation des tribus – qui savaient que la loi et l’ordre imposés par les États-Unis, et assurés par les Irakiens, n’étaient pas près de changer – et à dissuader les insurgés. Le nombre d’attaques de VBIED perpétrées dans la périphérie de la ville a ainsi chuté. Fort de ce large succès, Al-Rishaoui a cédé à l’emphase et à l’excès de confiance, ce qui n’était alors pas pour déplaire aux Américains. « Je le jure devant Dieu, si nous avions de bonnes armes, de bons véhicules et un bon soutien, je pourrais combattre Al-Qaïda jusqu’en Afghanistan », a assuré le Cheikh au *New York Times*, et évidemment aussi au président Bush lors d’une visite à Bagdad en 2007. Au final, Al- Rishaoui ne pourra aller jusqu’au bout et voir Al-Qaïda chassé d’Irak. Il sera assassiné par les djihadistes quelques jours après sa rencontre avec le président.

Le processus décisionnel du Réveil d’Anbar partait de la base vers le haut plutôt que le contraire, et était ainsi conduit au niveau de la brigade par des commandants souples d’esprit et réactifs, qui n’avaient aucun problème à négocier avec ceux qui avaient la veille partagé le thé avec les insurgés. Les élections de décembre 2005 avaient déjà démontré que certains terroristes sunnites pouvaient être compatibles avec le système politique en Irak sans qu’il soit nécessaire de les capturer ni de les exécuter.

Le général de corps d’armée Graeme Lamb, l’adjoint du général Casey, a longtemps soutenu que ce n’était qu’une question de temps pour que la présence d’AQI apparaisse nuisible aux sunnites et aux alliés des djihadistes moins extrémistes, et qu’ils se tournent vers la coalition pour obtenir de l’aide. Restait à déterminer lesquels parmi eux étaient

fréquentables. Si les membres d'AQI étaient clairement exclus, qu'en était-il en revanche des organisations « affiliées » plus flexibles idéologiquement au sein de l'État islamique d'Irak. Lamb a rencontré un émir d'Ansar al-Sunna, une faction salafiste qui avait récemment manifesté des réserves à l'égard des méthodes de l'EII. L'émir lui a affirmé que si les occupants étrangers pouvaient et devaient être combattus, Ansar al-Sunna savait que le pire des maux pour l'Irak restait les coupeurs de tête et les violeurs obéissant à Al-Masri et Al-Baghdadi. « Nous vous avons observé à Anbar pendant trois ans et demi, dit-il à Lamb, et nous en avons conclu que ce n'est pas vous qui menacez notre foi ou notre façon de vivre, mais Al-Qaïda. »

## « SURGE »

La consolidation de la révolte populaire naissante contre AQI impliquait l'augmentation des capacités militaires conventionnelles en Irak. Beaucoup d'encre a coulé à propos de la stratégie du « surge » (« déferlante ») des forces américaines en Irak, qui a été lancé en 2007 dans un climat de controverse politique à Washington. Supervisée par Petraeus, la politique adoptée par le président prévoyait l'injection de cinq brigades de combat supplémentaires – soit jusqu'à 30 000 hommes de plus – et une révision complète de la stratégie de guerre. La nouvelle stratégie imposait d'affronter non seulement AQI, mais aussi le vaste réseau de milices chiites soutenu par l'Iran et leurs supplétifs qui représentaient tout autant une menace pour la sécurité des forces américaines que pour celle des civils sunnites, soudainement priés de contribuer à éradiquer le djihadisme. Ce n'est pas par hasard si l'architecte de cette stratégie a aussi été celui qui devait la mettre en œuvre.

Petraeus et le lieutenant-général des marines, James Mattis, ont coécrit un nouveau manuel de la contre-insurrection (COIN, pour *Counter-Insurgency*), un guide de 282 pages expliquant comment repousser une guérilla du type de celle pensée par Mao, c'est-à-dire en retournant contre elle les communautés en son sein qui coopèrent avec elle – ou pour reprendre une métaphore souvent utilisée par le Grand Timonier, « séparer

le poisson de l’eau ». Combinant opérations militaires et de maintien de l’ordre, le dosage magique du COIN, tel que codifié dans le manuel de Petraeus et Mattis, était établi à 20 ‰ – 20 soldats pour 1 000 habitants. (Ce calcul intégrait les policiers et les soldats de l’armée irakienne.)

Les tribus sunnites n’avaient pas besoin d’être convaincues que chasser Al-Qaïda était dans leur intérêt – elles le faisaient déjà avec plus de courage et de compétence que la plupart des militaires irakiens. Petraeus l’avait déjà constaté par lui-même. Il avait été en charge de la formation des forces de sécurité irakiennes, programme qui avait été confronté aux disfonctionnements et à la corruption. Beaucoup des stagiaires n’avaient pas les compétences ni la volonté de se battre. D’autres avaient dérobé des équipements et s’étaient empressés de les revendre – dans certains cas, au pire ennemi des États-Unis qui les avaient recrutés pour le combattre. En 2007, l’Office gouvernemental des comptes des États-Unis (l’équivalent de la Cour des comptes en France) publie un rapport établissant que près de 190 000 fusils d’assaut AK-47 et des armes de poing avaient disparu des stocks enregistrés. Ce qui signifiait que les armes achetées par les contribuables américains circulaient en Irak et tuaient des soldats américains.

Les deux premières brigades du « surge » ont été déployées à Bagdad, un nid de frelons pour AQI, qui s’est empressée de tout faire pour saboter la nouvelle stratégie de COIN. AQI était plus forte dans les ceintures autour de la capitale, où les avant-postes étaient attaqués par des assauts coordonnées au VBIED. En un seul jour en février, cinq opérations de ce type ont tué 500 personnes. Les conditions étaient particulièrement cauchemardesques dans les régions mixtes où cohabitaient populations sunnites et chiites ; les groupes spéciaux ont chacun kidnappé, torturé, tué et commis un nettoyage ethnique de l’autre. La solution militaire américaine a été la partition, avec la construction d’un immense mur en béton pour séparer chaque secte de sa rivale.

« La clé de Bagdad, c’est le territoire, en particulier le nord et le sud », nous a affirmé Jim Hickey. « Les tribus et familles sunnites étaient les bases du soutien utilisées par AQI en 2005 et 2007, poursuit-il. Nous avons finalement gagné la bataille de Bagdad, parce que nous avons vidé ses ceintures du soutien qu’ils avaient mis des années à bâtir. »

# DIYALA, D’HIER À AUJOURD’HUI

L’échec des États-Unis à éradiquer l’emprise d’AQI sur la capitale irakienne trouve en fait ses racines dans certains de leurs succès trompeurs. Quand Al-Zarqaoui a été tué à Hibhib en juin 2006, le JSOC a découvert une cache contenant des renseignements d’AQI et indiquant que les djihadistes prévoyaient la possibilité de perdre leur principal bastion, le fameux Triangle de la Mort au sud de Bagdad, au profit des Américains. Al-Zarqaoui envisageait de déplacer ses quartiers généraux juste avant d’être tué. Mais les avancées de la coalition étaient des victoires à la Pyrrhus parce qu’elles étaient tactiques, et non stratégiques. Est-ce que la défaite d’AQI sur une zone signifiait sa défaite sur l’ensemble du pays ? Sur ce point, les différents camps rivaux au sein de la défense américaine divergeaient. Une analyse du renseignement militaire, commandée par George Casey Jr, le prédécesseur de Petraeus, avait conclu que toutes les formes de violence qui constituaient la « marque » Zarqaoui – attentats-suicides, attaques de snipers, explosions d’IED – étaient nettement moins nombreuses, tout comme le nombre de djihadistes. De plus, l’essentiel de ces attaques ne concernait que quatre provinces sur les dix-huit que compte l’Irak ; et la moitié de la population vivait dans les douze restantes, qui, réunies, n’avaient connu que 6 % de ce type d’attaques. Ce qui voulait dire, selon Casey, qu’AQI avait sérieusement échoué sur l’ensemble de l’Irak.

L’appréciation positive de Casey été réfutée par Derek Harvey. Selon ce dernier, la méthodologie utilisée pour cette étude était erronée, et confondait des données à court terme et celles à long terme. Il a cité un sondage commandé par l’Agence du renseignement de la défense qui établissait que si les Irakiens n’avaient qu’une confiance limitée dans ses responsables de la défense, ils restaient pleins d’admiration pour la « résistance armée ». Considérant que le soutien populaire était son propre multiplicateur de force, cela ne présageait rien de bon, sinon de maintenir le pays dans une situation de grande instabilité. Harvey a également noté que la façon dont l’armée comptabilisait les attaques terroristes était extrêmement trompeuse, dans la mesure où seules celles qui avaient « réussi » avaient été prises en compte, c’est-à-dire celles qui avaient occasionné des pertes. Qu’en était-il des attaques *manquées* et des accidents ? Quand un IED déclenché ne parvient pas à exploser, ou s’il ne blesse ou ne tue personne, cela ne constitue-t-il pas aussi une attaque, et ainsi un indicateur de la capacité durable d’AQI à terroriser autant que ses moyens opérationnels pour y parvenir ?

L’analyse la plus pessimiste présentée par Harvey s’est avérée être la plus juste. Étant donné qu’AQI continuait à déplacer ses centres de commande de ville en ville, la stratégie strictement antiterroriste de Casey était une forme organisée du jeu de la taupe.

En 2007, AQI établit son nouveau quartier général à Baaqouba, la capitale de la province de Diyala. Comme ils l’avaient fait l’année précédente, les djihadistes s’emparent non seulement du centre-ville de Baaqouba, mais aussi des zones rurales voisines au sud, le long de la rivière de Diyala – qui leur apportaient une couverture verdoyante utile pour dissimuler leurs mouvements et leurs activités. La base de repli du groupe était localisée dans les environs de Bouhriz, une ancienne forteresse baathiste qui avait autrefois servi pour des exécutions publiques, des enlèvements d’habitants, quand ceux-ci n’étaient pas jetés hors de leur

maison. Dans le cas de la « gouvernance » d'AQI, il consistait à se saisir des boulangeries industrielles hors de la ville, et à rationner la nourriture pour s'attacher la fidélité de ceux qui n'avaient pas été dépossédés ni tués par le groupe. Bouhriz est ensuite devenu le site d'une des plus féroces batailles de toute la guerre d'Irak.

Cette bataille a commencé en mars 2007, quand un bataillon américain Stryker et un escadron de parachutistes ont débarqué pour prendre la ville, face à une pluie de lance-roquettes et de tirs embusqués. L'ennemi ciblait les forces américaines « en petit nombre », en recourant au « subterfuge », a affirmé au *Washington Post* le sergent 1re classe Benjamin Hanner. « Ils étaient sous contrôle, leur plan était bon, leurs réseaux de renseignement humain et d'alerte précoce performants. » Ils étaient aussi compétents dans l'utilisation des leurres. Ils ont placé vingt-sept pièges explosifs sur un kilomètre et demi de route, mais une sur trois ou quatre bombes étaient opérationnelles. « Je n'ai jamais vu, avant et depuis, une organisation comme cela », avait raconté Shawn McGuire, un sergent d'état-major, à Gordon et Trainor. « Ils étaient organisés. Très bien entraînés. Ils tiraient. Ils frappaient tout. Au lieu de se contenter de fouiner dans les coins, tirer et courir, ils vous sautaient dessus pour vous manœuvrer. C'était presque comme assister à un entraînement de soldats américains. » Les djihadistes ont également beaucoup recouru aux systèmes HBIED (*House Born Improvised Explosive Device*), qui consistait à piéger des habitations avec des engins explosifs ; ils étaient fabriqués dans les murs des résidences de Bouhriz pour exploser quand les soldats entraient. En 2013, l'EIIL a utilisé des HBIED dévastateurs – cette fois contre les soldats et les policiers irakiens à Ninive pour les contraindre à faire défection ou à déserter. Étant donné la facilité avec laquelle l'EIIL a pu mettre Mossoul à sac l'année suivante, ces attaques avaient clairement affaibli des autorités irakiennes déjà bien décevantes.

Bien après la fin de la bataille de Bouhriz, Diyala a été le théâtre d'une nouvelle guerre sectaire, avec des milices chiites rivalisant avec les nouveaux *Sahwa* sunnites engagés contre le gouvernement répressif d'Al-Maliki. Cette province représente également un champ de bataille d'importance pour l'EIIL. Abou Bakr al-Baghdadi appartient à la tribu Bobadri à Diyalah, où une nouvelle *wilayat* (province) sous contrôle de l'EIIL a été instaurée en décembre 2013. Le porte-parole de l'EIIL, Al-Adnani, a d'ailleurs déclaré que la guerre djihadiste contre les chiites d'Irak y serait particulièrement concentrée.

# CONTRE AQI

La bataille pour Bouhriz a également démontré le bien-fondé de l'initiative menée par Graeme Lamb de cooptation des insurgés sunnites les moins fanatiques pour les utiliser contre AQI. De tous les groupes potentiellement concernés, aucun n'a montré autant de ferveur à se retourner contre leurs anciens collègues djihadistes que l'Armée islamique.

Dans une interview accordée au *Washington Post* en 2004, peu après la deuxième bataille de Falloujah, le chef du groupe, Ishmael Jabouri, un membre d'une tribu sunnite, a soutenu que son armée était exclusivement composée d'Irakiens, avec des sunnites, des chiites et des kurdes, tous animés par l'unique objectif de chasser les occupants. Certes, mais l'Armée islamique était aussi le groupe d'insurgés salafistes-baathistes le plus important en Irak, et si las d'AQI qu'il en avait directement appelé à Ben Laden pour qu'il contienne la fuite en avant de sa franchise. Mais comme cela n'avait rien donné, ils en ont recouru aux Américains.

Abou Azzam, un commandant de l'Armée islamique, a offert d'aider l'armée américaine à reprendre le contrôle des ceintures de Bagdad – en particulier Abou Ghraib, prise en tenaille entre AQI et les milices chiites. Azzam a organisé une rencontre entre les forces américaines et les 3 000 Irakiens qui s'étaient portés volontaires pour former une gendarmerie du type « Réveil ». Parmi eux, se trouvait un membre des Brigades de la

révolution de 1920 appelé Abou Marouf, qui avait figuré à la septième place sur la liste des personnes les plus recherchées par la coalition pour Abou Ghraib. Réticents à l'idée de collaborer avec un terroriste de haut niveau – qui quelques semaines plus tôt traquait et tuait les leurs –, les Américains ont décidé de mettre à l'épreuve les ouvertures faites par Abou Marouf. Après leur avoir d'abord remis une liste des dix agents d'AQI les plus importants de Radouaniyah, Abou Marouf est revenu quelques jours plus tard avec une vidéo provenant d'un téléphone portable, qui montrait la capture et l'exécution de l'un d'entre eux.

Abou Marouf bénéficiait du soutien de la puissante tribu Zoba dans la région de Bagdad, avec laquelle il a mené d'audacieux raids contre AQI, confirmant ainsi sa fidélité. À Ameriyah, dans la banlieue ouest de Bagdad, un groupe de volontaires irakiens connu sous le nom de Forsan al-Rafidaïn (Chevaliers des deux-fleuves) a donné les coordonnées de cibles djihadistes pour permettre aux avions américains de les bombarder.

D'un ensemble d'actions civiques locales, *Sahwa* est finalement devenu une composante institutionnalisée de la stratégie « COIN » de Petraeus, avec des conseils régionaux du Réveil dépendant directement de l'armée américaine et des gouvernements provinciaux irakiens. Baptisé à l'origine « Citoyens locaux concernés », ce programme a rapidement pris le nom plus évocateur de « Fils d'Irak ». Probablement parce qu'il envisageait le risque d'une réplique de la débâcle du programme de formation et d'équipement des forces de sécurité irakiennes, Petraeus a tracé les volontaires du Réveil en recueillant leurs données biométriques, qui ont été conservées dans une base de données centralisée.

« Le "surge" a été mal compris, nous a affirmé Ali Khedery, le diplomate américain resté le plus longtemps en poste en Irak. Il s'agissait moins d'un "déferlement" de troupes que d'un "défer-lement" diplomatique, pour pousser les dirigeants nationaux irakiens à travailler ensemble et parvenir à un accord politique. Le but était de gagner du temps

pour permettre aux politiques de trouver un arrangement mutuel. Voilà pourquoi vous avez vu une baisse de 90 % des violences par rapport au pic qui a précédé le “surge” au moment des élections provinciales de 2009. »

Ce n’est pas par hasard si les élections dans les provinces sunnites furent largement gagnées par les figures tribales qui avaient cannibalisé AQI. Le frère d’Al-Rishaoui obtenait ainsi un siège au Conseil provincial d’Anbar. De la même manière, dans les provinces de Diyala et de Ninive, les coalitions sunnites remportèrent la mise.

# AQI DANS LES CORDES

Lors d'un point de presse du Pentagone en juin 2010, le général Odierno a affirmé qu'au cours des trois mois précédents les forces américaines avaient « soit attrapé, soit tué 34 des 42 principaux responsables d'Al-Qaïda en Irak ». Odierno poursuit, avançant qu'ils [AQI] « tentent évidemment de se réorganiser aujourd'hui. Ils ont un peu de mal… Ils ont perdu les canaux avec [le haut commandement d'Al-Qaïda] au Pakistan et en Afghanistan ».

AQI a été plombée par une combinaison d'attaques, du JSOC, des brigades américaines du « surge », des milices des Fils de l'Irak, et par leurs propres communications. Pendant des années, l'Agence nationale de sécurité (NSA) avait littéralement aspiré les conversations téléphoniques des djihadistes sur le terrain, et transmis les interceptions à la CIA et au JSOC, qui les ont ensuite localisés, arrêtés et éliminés.

« C'était du darwinisme, estimait Derek Harvey. Tous les types qui étaient assez stupides pour utiliser des téléphones portables à Bagdad étaient sans cesse frappés, frappés, et frappés encore. Une forme d'abattage de bétail, mais avec pour effet négatif de laisser en place les agents les plus intelligents et les plus puissants, ceux qui étaient bons en contre-espionnage interne, et de bloquer ainsi les accès aux responsables clés. L'opacité de

l’EIIL aujourd’hui est l’illustration de cette maîtrise des techniques de renseignement ».

Élément séparé du « surge » et du Réveil, mais tout aussi favorable, il y a eu le fait que dans l’esprit des Irakiens en 2007, le destin d’AQI commençait à décliner, alors qu’émergeaient dans le même temps les prémices d’une sorte d’identité nationale post-Saddam, transcendant le sectarisme et l’effusion de sang fratricide. En 2007, la chanteuse irakienne Shatha Hassoun gagne la « Star Academy », l’équivalent moyen-oriental de l’émission « Nouvelle Star », pour son interprétation déchirante de la chanson « Baghdad », qu’elle a chantée enveloppée dans le drapeau national. Plus tard la même année, l’Irak participait à la Coupe d’Asie de football, et battait l’Arabie Saoudite. L’aura d’AQI s’est évanouie dans sa composante démographique clé – les jeunes sunnites. Dans son livre *Iraq After America* (*L’Irak après l’Amérique*), Joel Rayburn reprend une anecdote que lui avait racontée un commandant de police à Habbaniyah, une des villes d’Anbar à cette époque :

« En sortant de chez lui le soir de Noël 2007, il s’était étonné de trouver des jeunes de son quartier en train de faire éclater des pétards, en compagnie de leurs petites amies, et de boire de l’alcool – autant d’activités purement “chrétiennes” qu’Al-Qaïda avait bannies. “Vous fêtez comme des chrétiens, mais l’an dernier vous étiez tous membres d’Al-Qaïda !” les taquine le policier, stupéfait. Les jeunes rirent, se rappela l’officier de police, et rétorquèrent, “Al-Qaïda ? C’était l’année dernière !” »

Que les takfiris puissent être réduits au niveau d’une mode passagère s’avérera être une précieuse leçon à apprendre en Irak pour le commandement central de l’armée américaine (Centcom), et une plus amère encore à se rappeler quand la mode est revenue en force cinq ans plus tard.

Si la réputation d’AQI à l’extérieur avait chuté, sa capacité décisionnaire interne semblait également traverser une crise. Le mollah

Nazem al-Jibouri était originaire de la ville de Dhoulouiyah, au nord de Bagdad, et avait siégé au conseil consultatif des moudjahidin d'Al-Zarqaoui. Il avait ensuite rejoint le Réveil avant de passer quelque temps en Jordanie, d'où une grande partie de la campagne de sensibilisation islamique des tribus était menée à distance. Al-Jibouri apparaissait fréquemment à la télévision nationale jordanienne, dénonçant AQI pour ses atrocités commises sur sa terre natale. Puis, au printemps 2011, il est revenu à Bagdad pour participer aux pourparlers avec le gouvernement d'Al-Maliki. Al-Jibouri donna une interview à une chaîne de télévision irakienne. Le jour suivant, il était assassiné par balles, tirées d'un véhicule dans la partie ouest de la capitale.

Plusieurs mois avant sa mort, il avait eu une discussion par Skype avec des militaires américains. Selon l'un des officiers qui participait à cette conversation, Al-Jibouri avait confirmé que la création de l'EII était bien la résultante d'un putsch d'AQI qui cherchait à travestir son propre djihadisme étranger en se drapant d'un nationalisme d'apparence. Mais les autres insurgés sunnites n'étaient pas dupes. L'EII créa une vive réaction au sein des nationalistes qui n'étaient pas partis se battre et mourir juste pour voir l'instauration d'un émirat zarqaouiste dans la Zone verte. De plus, beaucoup de ces insurgés n'avaient accepté AQI uniquement sur une base militaire *ad hoc*. « L'EII est une tentative d'Al-Qaïda de détourner le canal politique de l'insurrection irakienne », avait affirmé Al-Jibouri.

Tous les totalitarismes prospèrent sur des mythes qui transcendent ou effacent les frontières nationales, mêmes ceux qui émergent comme l'expression d'un nationalisme et qui doivent ensuite justifier rétroactivement leur inexorable *anschluss* du territoire étranger. AQI n'était pas différent. Au cours des premières années de la guerre, elle s'était forgé une puissante double perception d'elle-même, – la première, comme l'avant-garde d'une insurrection *irakienne* engagée à écraser et à expulser les occupants occidentaux, la seconde comme le gardien du patrimoine

sunnite spolié. Dans son extrémisme apocalyptique, elle a détruit les deux perceptions. L'armée de Petraeus avait administré un puissant sédatif anti-guerre contre-insurrectionnelle, qui a aidé l'Irak à détruire en retour, avec ses propres anticorps, un agent pathogène exogène et mortel.

Mais c'était avec la présence de près de 170 000 soldats américains en Irak. Aujourd'hui, le défi est largement plus difficile à relever, car les tribus ne font pas confiance à Bagdad et, à de rares exceptions près, ne sont pas près de collaborer avec les milices chiites contre l'EIIL. « Les gens ne croient plus au terme "Réveil'' parce que lorsque le gouvernement irakien n'a plus eu besoin des tribus, il s'est retourné contre les Fils de l'Irak, nous a affirmé le docteur Jaber al-Jaberi, conseiller politique de l'ancien vice-Premier ministre Rafi Al-Issaoui. Il ne leur a pas donné de droits, il n'a pas payé leurs salaires et il a emprisonné bon nombre d'entre eux. Je ne pense pas que les tribus réitéreront leur "Réveil''. Ce dont ils ont besoin, c'est d'une Garde nationale provinciale, qui peut être une composante des forces de sécurité irakiennes, mais constituée des gens des tribus, qui peuvent travailler non pas comme une armée ou une police, mais comme une milice. »

L'EIIL a déployé beaucoup d'efforts pour empêcher que quelque chose d'équivalent puisse se reproduire. *Sahwa* est fréquemment utilisé comme une référence péjorative dans sa propagande : l'organisation se vante de détruire les logements appartenant aux membres des tribus qui s'opposent à elle et d'autoriser d'anciens membres des milices du Réveil à « se repentir » et à rejoindre l'EIIL. « Personne ne m'a parlé d'un nouveau Réveil, ni de la formation d'une garde nationale », a déclaré le frère d'Al-Rishaoui, Cheikh Ahmed Abou Risha, au *Guardian* en octobre 2014. Le même mois, un charnier contenant 150 corps était découvert dans un fossé à Ramadi. Tous les cadavres appartenaient à la tribu Albou Nimr.

6

# LES SYMPTÔMES DU RETRAIT

# L’EII ET AL-MALIKI ATTENDENT LA FIN DES ÉTATS-UNIS

Le succès de *Sahwa* et de la stratégie de contre-insurrection ont eu pour effet qu’un plus grand nombre de djihadistes ont été tués sur le champ de bataille, mais aussi arrêtés comme ennemis combattants et emprisonnés dans des centres de détention gérés par les États-Unis en Irak. Le responsable actuel de l’EIIL et plusieurs de ses lieutenants ont tous été à un moment prisonniers des États-Unis ; ils ont été libérés soit parce que les États-Unis les avaient considérés comme une menace négligeable, soit parce que le gouvernement d’Al-Maliki avait d’autres priorités que les préoccupations de l’armée en matière de sécurité. Un grand nombre d’anciens responsables américains nous l’ont dit, l’échec des capacités d’anticipation était lié à la façon dont ces prisonniers étaient identifiés et catégorisés une fois incarcérés. « Des types identifiés, qui pourraient occuper telle ou telle place, dans telle organisation – on procédait de cette façon parce que c’était plus facile pour nous de les comprendre, nous a dit un ancien responsable de l’administration Bush. Donc, on disait, “OK, c’est l’émir”. C’est ça, c’est l’émir… Tu parles, c’est le cinquième type qui se planque derrière qui gère. »

# ENTRE LES MURS

AQI et l'EII ne faisaient pas qu'utiliser les prisons gérées par les États-Unis comme des « universités de djihadistes », selon le major général Doug Stone, ils tentaient activement d'*infiltrer* ces prisons pour développer leurs capacités de recrutement. En 2007, Stone prenait en charge l'ensemble des procédures de détention et d'interrogatoire en Irak, avec pour objectif de réhabiliter la réhabilitation. Non seulement le scandale rendu public et internationalement condamné de la torture des détenus d'Abou Ghraib avait laissé une tache indélébile sur l'occupation américaine et sa crédibilité dans la guerre, mais les lieux de détention avaient aussi servi à autre chose que le seul réseautage de djihadistes en congés payés. Le camp Bucca, basé au sud de la province de Basra, était particulièrement réputé. Selon une estimation de l'armée américaine, Bucca a abrité 1 350 terroristes takfiris extrémistes sur une population carcérale de 15 000 détenus, mais avec peu voire aucun contrôle sur qui était autorisé à s'intégrer avec qui. En raison de la montée en puissance des opérations militaires coïncidant avec le « surge », le nombre de détenus avait quasiment doublé pour culminer à 26 000 quand Stone a pris le commandement en 2007.

« L'intimidation, c'était toutes les semaines, les meurtres, tous les deux mois, a raconté Stone dans une interview. J'ai trouvé un endroit très dur, hors de contrôle, à mon arrivée. Ils utilisaient des cigarettes et des

allumettes pour brûler leurs tentes et leurs matelas, et quand nous tentions de remplacer les tentes, ils les brûlaient à nouveau. On pensait qu'ils allaient cramer cette foutue prison. »

Stone a introduit un programme de déradicalisation, comprenant des conférences données par des imams modérés qui utilisaient le Coran et les hadiths pour tenter de persuader les extrémistes que leur interprétation des textes donnait une vision déformée de l'islam. Il a commencé à compartimenter les détenus avec la mise en place de ce qui a été connu sous le nom des *Modular Detainee Housing Units* (MDHU, unité modulaire de logement des détenus). « Avant cela, nous avions des types qui étaient dans des blocs de plusieurs milliers d'hommes. Nous avons utilisé les MDHU pour séparer ceux qui avaient été intimidés ou battus de ceux qui avaient intimidé et battu. »

Au cours de son mandat de dix-huit mois, Stone a tour à tour conduit, supervisé et consulté plus de 800 000 interrogatoires de détenus, et en a tiré plusieurs « tendances » au sein de la population AQI. Dans une présentation PowerPoint préparée pour le Centcom, synthétisant ses conclusions, Stone a corroboré la plupart de ce que le mollah Najim Jibouri avait affirmé aux responsables militaires sur cette période, notamment que les combattants étrangers n'étaient pas vus d'un bon œil par « les Irakiens [qui tentaient] d'assumer à nouveau les rôles de leadership, tandis que les baathistes essayaient d'utiliser la bannière de l'EII pour reprendre le contrôle de plusieurs zones ». Les djihadistes se souciaient plus de leurs villes d'origine ou des zones locales que du terrorisme international ou régional. L'utilisation des femmes et des enfants comme kamikazes en avait « dégoûté » plus d'un. L'argent, et non l'idéologie, figurait en tête des motivations pour rejoindre AQI. Aussi, l'émir d'AQI, Abou Ayoub al-Masri, ne représentait-il pas « pour la majorité une personnalité influente… en revanche, les détenus les plus jeunes et les plus impressionnables »

étaient réceptifs à l'influence exercée par la personnalité de l'émir de l'EII, Abou Omar al-Baghdadi.

Dès le début de son mandat, Stone avait remarqué un étrange phénomène caractérisant exclusivement les détenus takfiris : quand ils entraient au camp Bucca, ils demandaient tous à rejoindre le bloc d'AQI, et connaissaient souvent à l'avance la façon dont la prison était organisée et comment les détenus étaient logés. « Parfois, les types se laissaient prendre. Ensuite, au moment de la procédure d'admission, ils demandaient d'être placés dans un quartier précis, celui où beaucoup des membres d'Al-Qaïda étaient logés. Les takfiris étaient extrêmement bien organisés à Bucca ; ils avaient mis en place un système où leurs hommes devaient dormir et être déplacés en fonction de leurs prières du vendredi soir. En fait, l'une des grandes aires de détention a été surnommé "camp califat". Plus j'en entendais parler, plus je commençais à me dire, "même s'ils peuvent pas le faire, ils sont ultra-convaincus qu'ils le feront". »

La culture carcérale en Irak était telle que tout individu appréhendé par les forces américaines qui n'était pas en possession de moyens d'identification, et qui donnait son nom, était ensuite soumis à la collecte de données biométriques. Scans de l'iris, empreintes et ADN étaient recueillis sur tous les détenus. Mais, souvent, les noms donnés au cours de l'admission étaient faux. « Certains d'entre eux avaient un nom différent pour chaque interrogatoire. Seul le travail biométrique nous a permis d'évaluer ensuite les taux de récidive », a ajouté Stone.

Dès le début, Stone est tombé sur un détenu enregistré sous le nom de Baghdadi. Il n'y avait là rien d'étonnant – les insurgés prennent souvent leur ville ou leur pays d'origine (ou la ville ou pays dont ils voudraient qu'on pense qu'ils proviennent) comme nom de guerre. Mais ce Baghdadi-là se démarquait des autres. « Son nom est apparu sur une liste d'individus que j'avais, a expliqué Stone. Il avait été répertorié comme quelqu'un ayant des liens sérieux avec Al-Qaïda. Les psychologues l'avaient caractérisé

comme un individu doté d'une forte tendance à se prendre pour un autre – non pas dans la catégorie sociopathe, mais comme un type dangereux avec un projet dangereux. Il se faisait appeler imam et se voyait non pas comme un descendant de Mahomet – nous en avions quelques-uns comme cela à Bucca – mais comme quelqu'un avec une très forte orientation religieuse. Il officiait au tribunal de la charia et prêchait à la prière du vendredi, de la chaire qui faisait de lui un imam. »

Ce Baghdadi-là privilégiait la réflexion et n'était pas du genre à jouer au trublion. « Nous en avions des centaines comme lui que nous rangions dans la catégorie des "dominateurs charismatiques", a poursuivi Stone. Nous avons fini par le classer comme "incompatible", quelqu'un pour qui les prêches des imams modérés n'avaient aucun impact. C'était le type tranquille, discret, avec un point de vue religieux très marqué, et qu'est-ce qu'il fait ? Il commence à rencontrer les "généraux". Ce que je veux dire, c'est que nous avions beaucoup de criminels et de types ayant appartenu à l'armée irakienne et qui se faisaient appeler "général", alors qu'ils n'étaient que des officiers subalternes dans l'armée de Saddam. » Tous les anciens hauts responsables de l'ancienne armée irakienne, et les plus durs baathistes, dont Saddam lui-même, avaient été placés au camp Cropper, un autre centre de détention contrôlé par les États-Unis et basé à l'aéroport international de Bagdad. Cropper était aussi le centre de traitement pour les détenus de Bucca. « Certains généraux partageaient le point de vue religieux de Baghdadi et ont rejoint les takfiris – les longues barbes et tout le reste », a ajouté Stone.

Stone pensait alors que cet homme n'était en fait qu'un « leurre » envoyé par l'EII pour se présenter comme l'insaisissable Abou Omar al-Baghdadi et infiltrer Bucca pour former de nouveaux combattants de Dieu. « Si vous cherchez à créer une armée, la prison est l'endroit parfait pour cela. Nous leur avons apporté les soins médicaux, dentaires, nous les avons nourris et, le plus important, nous les avons sauvés de la mort au combat.

Qui a besoin d'un lieu sûr à Anbar quand il y a une prison américaine à Basra ? » dit encore Stone.

Un ancien membre de l'EII interrogé par le *Guardian* a confirmé les propos de Stone. « Nous n'aurions jamais pu être ainsi tous réunis à Bagdad, ou nulle part ailleurs, a déclaré Abou Ahmed au quotidien. Cela aurait été extrêmement dangereux. Là-bas, nous étions non seulement en sécurité, mais à quelques centaines [de mètres] de l'ensemble des dirigeants d'Al-Qaïda. »

Abou Ahmed a raconté comment les détenus s'échangeaient les numéros de téléphone et le nom de leur ville d'origine en les inscrivant sur l'élastique de leur caleçon, se constituant ainsi un réseau prêt à servir à leur sortie. « Dès que nous sortions, nous appelions. Les coordonnées de tous ceux qui étaient importants pour moi étaient inscrites sur un élastique blanc. J'avais leur numéro de téléphone, leur village. En 2009, nous étions nombreux à rentrer pour faire ce que nous faisions avant d'être pris. Mais cette fois, nous faisions mieux. »

Qu'un « leurre » comme Al-Baghdadi ait été recruté dans les rangs des cadres subalternes de l'ancienne armée irakienne paraît évident pour Richard, l'ancien responsable du Pentagone. « On a tendance à considérer l'armée irakienne comme une blague, mais c'était un armée très professionnelle, une très grande armée, dit-il. Nous avons dédaigné ceux que nous considérions comme des officiers subalternes – les capitaines, commandants, adjudants. Nous n'avons pas accordé suffisamment d'intérêt à ces gars-là. Or, dans les armées arabes, ce sont habituellement ceux-là les vrais professionnels. Les types qui s'élèvent au-delà du rang de commandant, les vrais généraux dans l'armée de Saddam, avaient des liens avec les tribus, de l'argent pour leur famille. Ils achetaient leur réussite. Les gradés intermédiaires sont ceux qui comptent. Les mecs ont basculé. Comment faire pour rapporter de l'argent autrement ? Leurs familles ont faim, il leur faut rapporter de l'argent. Par tous les moyens : "Je vais monter

une embuscade de convoi, rassembler quelques pièces pour faire un IED, et ces types me paieront". Ils ont finalement très bien réussi et ont rejoint divers groupes d'insurrection, dont Al-Qaïda. »

Environ 70 % des détenus de Bucca en 2008 y étaient retenus depuis un an ou plus. « Ce que cela veut dire en réalité, avance Craig Whiteside – un enseignant au Collège de guerre de Newport à Rhode Island, qui a publié un article pour le site Internet *War on the Rocks* –, c'est que ces détenus-là étaient incarcérés pendant un ou deux ans avant d'être relâchés, bien qu'ils aient été impliqués dans des actes de violence assez graves contre la coalition ou le gouvernement irakien. Il y avait même des cas d'insurgés qui ont été envoyés à Bucca puis relâchés à plusieurs reprises – même s'ils s'étaient spécialisés dans la fabrication de bombes artisanales. »

# AL-MALIKI *VERSUS* WASHINGTON

Le camp Bucca a été fermé en 2009, conformément à la Convention sur le statut des forces (SOFA) signée entre Washington et Bagdad, qui disposait que les prisonniers retenus par les États-Unis devaient être soit libérés, soit transférés dans une prison irakienne, et que les troupes américaines se retireraient des villes irakiennes au 30 juin 2009 en transmettant à leurs homologues irakiens toutes les responsabilités en matière de sécurité. En décembre 2008, le président Bush et le Premier ministre Al-Maliki avaient signé l'accord SOFA à Bagdad au cours d'une cérémonie qui a plus marqué les mémoires pour l'épisode qui l'a perturbée – un membre de l'auditoire a jeté ses chaussures sur Bush – que pour son avancée diplomatique.

En réalité, dès la fin 2008, les soldats américains avaient été largement confinés à la périphérie des villes irakiennes, et servaient davantage de tampon provisoire au sectarisme qu'autre chose. Ils protégeaient les sunnites et les communautés mixtes des escadrons de la mort chiites, qui agissaient en toute impunité, et les communautés chiites des violences tout aussi brutales des résidus de l'insurrection sunnite.

SOFA a indéniablement été présenté comme une grande victoire par Al-Maliki sur les États-Unis plutôt que comme un pacte mutuellement consenti pour marquer la fin de la guerre. La date de sa mise en œuvre, le 30 juin

2009, a été transformée en fête nationale commémorant le « rejet de l'occupation étrangère ». Mais c'est ce que le Premier ministre a fait de son autorité recouvrée à emprisonner qui a eu les pires conséquences pour le pays. « La grande majorité des prisonniers ont juste été relâchés, même les sunnites les plus fous », affirme Joel Rayburn, qui a fait une étude approfondie du SOFA et de ses conséquences sur la sécurité en Irak. « Maliki pensait qu'en 2008 et 2009 ceux que nous avions capturés étaient des innocents pris dans des opérations de ratissage. Le gros problème, c'était que quand nous capturions un individu sur la base des renseignements – que ce soit *via* des interceptions ou *via* des sources terrain – nous n'étions pas ensuite capables de partager nos méthodes avec les Irakiens pour leur expliquer pourquoi le mec capturé était un mec mauvais. Si toutes vos sources étaient basées sur le travail du renseignement, alors les Irakiens disaient : "Basées sur les dires de qui ?" Ils le rejetaient. L'ensemble du système légal irakien est basé sur la légitimité du témoignage. Si vous avez deux personnes pour témoigner d'un fait, alors c'est inébranlable. »

Beaucoup de djihadistes irréductibles d'AQI ont également été libérés de prison après la fin du contrôle américain sur le système pénal irakien pendant le temps de la guerre, comme le défunt Anthony Shadid, alors correspondant pour le *Washington Post*, l'avait écrit en mars 2009. Ce mois-là, 106 prisonniers avaient été libérés, pour se rendre aussitôt à la mosquée d'Oum-al-Qoura de Bagdad – parmi eux, Mohamed Ali Mourad, l'ancien chauffeur d'Al-Zarqaoui. Malgré sa probable responsabilité dans deux attaques meurtrières aux VBIED contre un poste de police, Mourad avait été libéré du camp Bucca parce qu'il avait été suspecté d'avoir fondé une cellule composée de codétenus. Un haut responsable du renseignement au ministère irakien de l'Intérieur, cité par Shadid, avait estimé que 60 % des détenus libérés, qu'ils soient chiites ou sunnites, avaient repris leurs vieilles habitudes et rejoint des groupes actifs de l'insurrection ou les

groupes spéciaux. « Al-Qaïda se prépare pour le départ des Américains, avait affirmé ce responsable. Et ils veulent orchestrer une révolution. »

Quand Bagdad ne procédait pas automatiquement à leur libération, les djihadistes prenaient les choses en main et organisaient l'évasion de leurs complices incarcérés, souvent en récompensant ou en menaçant le personnel du ministère de l'Intérieur pour les y aider.

« C'était facile de capturer les gens d'Al-Qaïda, nous a déclaré Rayburn. On les attrapait par dizaines, mais ils avaient tout un système pour faire revenir leurs types : soit en s'assurant que leur affaire serait classée par la justice, soit par la corruption et ils seraient libérés avant, et, en dernier ressort, par une attaque physique de la prison. Ils ont même eu, à un moment en 2008 ou 2009, un "émir des détenus" – un type qui était responsable de faire évader les djihadistes de taule – tout comme ils avaient leur "émir des frontières" qui coordonnait les filières d'exfiltration de combattants étrangers de Syrie vers l'Irak. "Hé, le procès d'Ahmed est pour bientôt, voici la liste des témoins clés. Va faire un tour, fais en sorte qu'ils se rétractent ou se tirent, ou juste tue-les". Mossoul était le pire endroit du pays pour cela. Nous n'avons jamais pu prendre le contrôle sur les systèmes judiciaire et carcéral là-bas. »

# LE RÉVEIL ANESTHÉSIÉ

La définition d'Al-Maliki des menaces pesant sur l'Irak de l'après-phase américaine était basée sur une approche politique et sectaire biaisée. Les détenus dont le seul crime avait été de combattre les forces américaines n'étaient pas considérés comme des criminels qui devaient de nouveau être incarcérés. Les membres du mouvement du Réveil, en revanche, qui avaient auparavant combattu les forces de sécurité irakiennes ou les milices chiites, n'étaient pas traités avec la même magnanimité pour ce qui concernait la réhabilitation.

Des vieux dossiers contre les Fils de l'Irak ont été ressortis, même après que les suspects ont intégré les milices soutenues par l'État. N'étant désormais plus utiles à Al-Maliki, et avec une protection de plus en plus réduite des États-Unis, ils ont dès lors fait l'objet de harcèlement et d'intimidations par le gouvernement qu'ils avaient servi. Beaucoup d'entre eux ont été aussi arrêtés sur de fausses accusations de « terrorisme ». « Les sunnites parlent toujours de libérer les prisonniers qui ont été condamnés de façon illégale ou extrajudiciaire, nous a déclaré un ancien responsable gouvernemental irakien. Aujourd'hui, leur principale demande est le classement de ces affaires de terrorisme. »

Les conditions étaient particulièrement difficiles dans la province de Diyala, qui avait été pacifiée à grands frais les années précédentes avant de

replonger dans le chaos suite au « surge ». En août 2008, le Premier ministre avait dépêché les hommes des opérations spéciales irakiennes – une des rares unités antiterroristes efficaces au sein de l'appareil sécuritaire du pays – dans les bureaux du gouverneur de province de Diyala pour procéder à l'arrestation d'un sunnite, un conseiller municipal, également président de l'université de Diyala. L'opération a abouti à l'assassinat de l'attaché de presse du gouverneur.

Au cours de l'été 2009, la troisième brigade Stryker de la 2e division d'infanterie américaine est revenue à Diyala, pour y observer, pendant un an, la répression contre le camp politique sunnite. Ce n'était pas tout qu'AQI pourchasse les sunnites qui l'avaient répudiée ; quiconque ayant été affilié au Réveil était arrêté par l'État sur la base de preuves douteuses ou inexistantes. Une telle justice préjudiciable n'était pas appliquée aux prisonniers chiites, la plupart d'entre eux étaient relâchés dans la société sans poser de questions – ou presque, a affirmé le gouverneur de Diyala, qui avait quitté l'Irak en 2012 à l'issue d'une campagne systématique d'intimidation menée par des responsables désignés par Al-Maliki suite au meurtre de son attaché de presse. Fait plus inquiétant pour la brigade Stryker, le gouvernement central ne payait plus les salaires des membres du Réveil. Après un mois ou deux sans paie, ils risquaient fort de quitter le mouvement, voire de reprendre les armes aux côtés des insurgés qu'ils avaient précédemment désavoués. La situation à Anbar n'était pas meilleure. Shadid a interviewé le colonel Saad Abbas Mahmoud, le chef de la police d'Al-Karmah, au nord-est de Falloujah. Mahmoud lui a raconté qu'il avait failli être assassiné à vingt-cinq reprises, par des moyens aussi rudimentaires que créatifs. « Il s'est fait livrer un coran piégé avec des explosifs enfouis dans les pages entre les couvertures vertes, puis, deux ou trois semaines plus tard, rapporte Shadid, c'était son assiette de *doulaimiah*, un mélange de poulet, d'agneau, de graisse et de riz, qui était empoisonnée, ce qui l'a envoyé dix jours à l'hôpital. Quand il en est sorti, deux bombes

ont explosé près de sa résidence à Falloujah. » Mahmoud avait sous ses ordres 3 000 Fils d'Irak à Al-Karmah, qui gagnaient un salaire misérable de 130 $ (environ 115 €) par mois – ou plutôt étaient censés le gagner. Ils n'avaient pas été payés depuis trois mois.

À l'origine, le projet du Réveil était d'intégrer ces volontaires dans une forme plus officielle de service gouvernemental, comme leur ouvrir le recrutement dans les ministères, par exemple. L'agence irakienne chargée d'opérer leur reconversion s'appelait la Commission nationale de mise en œuvre et de suivi de la réconciliation nationale ; s'il est vrai qu'en 2010 près de 30 000 volontaires étaient passés du statut de gardes volontaires à celui de candidats certifiés pour le recrutement dans l'administration, ils étaient toujours en compétition pour les emplois de fonctionnaires, dont beaucoup étaient de niveaux très inférieurs. Al-Maliki avait montré peu d'intérêt dans la poursuite d'un programme qui avait à l'origine été élaboré et encouragé par les États-Unis.

Avant d'être assassiné, le mollah Nadim Jibouri avait affirmé qu'à la mi-2010 40 % d'AQI était composé de Fils de l'Irak qui avait déserté ou fait défection. Cette évaluation paraît exagérée, mais elle a été largement crédibilisée par deux événements majeurs, cette année-là, qui ont contribué à approfondir le fossé qui s'était de nouveau creusé entre les tribus et le gouvernement central.

Le premier a été l'élection législative, qu'Al-Maliki n'a pas gagné aussi facilement qu'il le prévoyait, et qu'il n'a techniquement pas gagné du tout d'ailleurs. L'évaluation américaine quant à ses tendances de dictateur était telle que, avant même le début du scrutin, Odierno craignait qu'une défaite du candidat sortant ne conduise à un putsch ou à l'annulation du processus démocratique pour qu'il reste au pouvoir. Beaucoup d'Irakiens disent que c'est exactement ce qui s'est passé de toute façon. Même avant les élections, la commission irakienne pour la responsabilité et la justice – le prolongement bureaucratique de la Commission pour la débaathification de

l’APC – avait interdit plus de 500 candidats qui briguaient un poste de député à cause de leurs liens avec le parti Baath. Évidemment, la majorité d’entre eux étaient sunnites et faisaient partie du front Al-Iraqiya conduit par la faction de l’ancien Premier ministre intérimaire Iyad Allaoui. (Bien que chiite, Allaoui était perçu comme le meilleur espoir au sein de l’électorat sunnite pour reprendre l’exécutif.) Avec raison, Odierno avait vu derrière cette vaste campagne de délégitimation la main iranienne de la force Al-Qods.

Malgré les manœuvres au cours de la phase préélectorale, le scrutin du 7 mars 2010 s’est bien déroulé, avec un taux de participation de 60 % et une relative accalmie sur le front des violences dans le pays. Le seul pour qui en revanche le vote ne s’est pas si bien passé est en l’occurrence Al-Maliki.

Al-Iraqiya, le bloc d’Allaoui, a gagné deux sièges de plus que la coalition de l’État de droit (d’Al-Maliki), avec une marge de 91 sur 89. Al-Iraqiya a même réussi une belle performance dans le Sud chiite avec 200 000 votes en sa faveur. Le nombre de sièges parlementaires s’est vu augmenter de 50 supplémentaires, de 275 à 325 au total, mais l’ajout de législateurs masquait mal le coup de balai sans équivoque que l’élection avait représenté. 262 sièges sont revenus aux candidats qui se présentaient pour la première fois, ce qui signifiait que presque l’équivalent de la législature précédente avait été limogé. Al-Maliki était clairement loin du compte. Pour former un gouvernement, il devait faire alliance avec l’un ou l’autre bloc. La défaite a débridé sa paranoïa d’une belle manière.

Bien que les élections aient été considérées comme équitables par les observateurs des Nations Unies, Al-Maliki a accusé l’institution de conspiration avec la commission électorale irakienne pour l’évincer. Il s’agissait ni plus ni moins d’un complot néo-baathiste, encouragé par les États-Unis, et il fallait impérativement procéder au recomptage des voix.

Al-Maliki a utilisé tous les moyens à sa disposition – y compris de nouvelles interprétations juridiques de la Constitution – pour faire en sorte

que les élections conduisent son gouvernement au pouvoir.

En vain. La commission électorale a bien validé la victoire d'Al-Iraqiya. Le jour suivant, le président irakien, Jalal Talabani, s'envolait à Téhéran pour mener des négociations entre la coalition de l'État de droit et l'Alliance nationale irakienne. Al-Iraqiya devait être à tout prix évincé, même si cela impliquait que les partis chiites rivaux travaillent ensemble sous la supervision et avec la bénédiction de leur sponsor étranger, l'Iran. Pour finir, le nouveau gouvernement a été décidé par le biais de ces pourparlers, mais aussi d'autres manœuvres juridiques. Al-Maliki a finalement formé un gouvernement d'union nationale incluant également les Kurdes et Al-Iraqiya – mais avec le candidat sortant redevenu Premier ministre.

Odierno a, pour sa part, perçu comment la manipulation flagrante et l'ingérence iranienne dans des élections d'un État souverain seraient perçues par les sunnites irakiens. De même pour Ali Khedery, l'ancien ambassadeur américain arrivé dans la Zone verte dans la foulée de l'invasion de 2003, qui avait servi d'assistant de Ryan Crocker pendant la période du « surge » et du Réveil. Khedery soutient aujourd'hui que la façon dont les États-Unis ont géré les élections de 2009 n'a fait qu'exacerber les griefs des sunnites en Irak, et d'en convaincre un bon nombre qu'ils étaient à dessein écartés du pouvoir. L'épisode de la période postélectorale n'a guère contribué à remettre en cause cette assertion. L'ambassadeur Hill a comparé une victoire d'Al-Iraqiya au retour des Afrikaners en Afrique du Sud. Le vice-président Joseph Biden, que le président Obama avait chargé de la politique irakienne de l'administration, aurait par ailleurs déclaré que « Maliki détest[ait] ces maudits sunnites », mais avait néanmoins souscrit au retour du sectaire candidat sortant. « Je connais un gars, un Irakien parmi les plus pacifiques, le plus modéré que vous puissiez imaginer, nous a expliqué Khedery. Il a été un baathiste de rang inférieur, un des mécaniciens de Saddam. Voilà ce qu'il dit :

“Regardez, je n’ai jamais été sectaire avant. Je n’ai jamais aimé l’Iran, nous avons mené une guerre contre eux. J’aime mon pays, je suis un nationaliste. Mais je suis aujourd’hui devenu sectaire parce ce qu’on ne peut être rien d’autre que cela quand on est modéré ou laïque. Nous sommes les perdants. Je suis devenu sectaire comme ceux que je détestais.” »

# DÉSENGAGEMENT DIPLOMATIQUE

Si les conséquences du « surge » ont fait l'objet de débats dans les cercles politiques américains, il en a été de même concernant le bien-fondé (ou son absence) de la décision du retrait d'Irak en 2011. Avait-il facilité la reconstitution de l'EII ? Est-ce que cela aurait pu être évité par le choix d'une diplomatie plus pressante et plus énergique de l'administration Obama, qui avait tenté de renouveler et de prolonger l'accord SOFA, mais ne s'était mise à la table des négociations que tardivement, en donnant l'impression d'être moins intéressée par le maintien d'une garnison américaine dans la phase d'après-guerre que par la prétendue difficile négociation avec Al-Maliki ?

Il n'y avait en réalité que peu de débat au sein de l'armée tant américaine qu'irakienne sur la nécessité de prolonger ou pas SOFA. Le chef de l'état-major interarmées d'Obama, l'amiral Mike Mullen, avait préconisé de maintenir un minimum de 16 000 troupes, un chiffre considéré comme trop élevé par l'équipe du Conseil national de sécurité de la Maison-Blanche. « Je parierai ma vice-présidence que Maliki prolongera la SOFA », avait déclaré Biden. Mais Al-Maliki ne l'a pas fait, à cause du nombre dérisoire de troupes pour lequel Obama avait finalement tranché – soit un personnel de 3 500 Américains stationnés de façon permanente en Irak, et une rotation de 1 500 autres à intervalles réguliers pour former les

forces irakiennes et conduire des opérations antiterroristes –, histoire de ne pas avoir à batailler avec son propre Parlement, très divisé, auquel devait être soumis tout accord bilatéral.

Ce que le débat sur le désengagement militaire masquait de fait, c'est que les États-Unis s'étaient déjà retirés *politiquement* d'Irak et indubitablement avec des conséquences plus durables pour la stabilité future du pays.

Le colonel Rick Welch a dirigé le programme national des chefs tribaux pour l'armée américaine pendant la période du Réveil et a contribué au transfert de la responsabilité pour la poursuite de la sensibilisation des tribus chiites et sunnites vers le département d'État. Il a trouvé un service diplomatique américain bien mal équipé pour pouvoir garantir que les Fils de l'Irak restent dans le bon camp. Voilà ce qu'il raconte :

« La blague du jour à l'ambassade, c'était : "Si vous voulez savoir ce que l'ambassade est en train de faire, allez jeudi à [l'intendance] et regardez combien de bouteilles d'alcool il y a sur les étagères et comparez avec combien il y en avait le samedi." C'était comme si l'Irak n'était pas une zone de conflit ou de guerre. Là où il fallait les meilleurs cerveaux pour comprendre le pays, c'était au moment de la phase préélectorale et à la période immédiatement après les élections, parce que Maliki a manœuvré avec la Cour suprême. Et les Fils de l'Irak, les chefs tribaux, se sont plaints de ce qu'il faisait. Ils ont appelé cela, la "purge". Pourtant, le sujet de discussion du département d'État restait, "nous sommes vraiment désolés d'entendre cela, mais l'Irak est un pays souverain. Nous ne pouvons pas interférer." »

« Je me souviens de ce chef tribal modéré, et de l'expression d'incrédulité sur son visage. "Vous ne pouvez pas interférer ?" a-t-il demandé. "Non, nous ne pouvons pas interférer". " N'ai-je pas vu le président Obama autoriser le bombardement de la Libye ? N'est-ce pas un pays souverain ? N'ai-je pas entendu que le président Obama interférait

dans les affaires égyptiennes en disant que Moubarak devait partir ? N'ai-je pas encore cru entendre que le président interférait en Syrie en disant qu'Assad devait se retirer ? N'avez-vous pas appliqué des sanctions contre l'Iran, autre pays souverain ? N'avez-vous pas envahi notre pays et n'y êtes-vous pas restés ? Ce n'est pas que vous ne pouvez pas intervenir – nous vous avons vu le faire dans notre région pour écarter des dictateurs de longue date. Ce que nous vous entendons dire, c'est que vous n'interviendrez pas pour arrêter un dictateur en pleine ascension ici même et rétablir la démocratie que vous nous avez apportée." »

En démenti au pronostic idyllique d'Obama selon lequel l'Irak serait un succès démocratique, Salah al-Moutlaq, le vice-Premier ministre d'Al-Maliki, s'est rendu sur CNN pour déclarer que l'Irak était en train de sombrer dans la « dictature ». « C'est le spectacle d'un parti et d'un homme. Oui, Al-Maliki est le pire dictateur que nous ayons jamais eu dans notre histoire », a affirmé Al-Moutlaq sans la moindre référence ironique au dictateur renversé en 2003. Les États-Unis, a-t-il accusé, ont été aveugles et stupides de penser qu'il avait l'influence à Bagdad qu'ils croyaient. « L'ensemble du pouvoir, du président au Premier ministre, a été choisi par l'Iran », dit-il.

Pour contrer les critiques de son propre cabinet, Al-Maliki a ordonné le déploiement de tanks pour encercler les résidences d'Al-Moutlaq, de Rafi al-Issaoui, son ministre des Finances, et de son vice-président, Tared al-Hashimi. Le 18 décembre, Al-Hashimi s'est enfui au Kurdistan irakien après que les forces de sécurité d'Al-Maliki ont retenu son avion sur le tarmac de l'aéroport international de Bagdad alors qu'il s'apprêtait à partir. Al-Hashimi a été autorisé à décoller, mais trois de ses gardes du corps ont été arrêtés pour « activités terroristes présumées » (l'un d'entre eux est décédé en prison). Le jour suivant, un mandat d'arrêt a été émis contre Al-Hashimi lui-même. Il est resté exilé dans le Kurdistan irakien, puis s'est rendu en Turquie. En 2012, il a été condamné par contumace à la pendaison

par un système judiciaire largement perçu comme obéissant aux instructions personnelles d'Al-Maliki.

Cet épisode et les autres mesures répressives à l'encontre des hommes politiques sunnites ont déclenché des mouvements de protestations dans les rues sunnites, similaires à celles du « printemps arabe », dans l'ensemble du pays – et la réponse en retour d'Al- Maliki, qui n'a contribué qu'à les aggraver encore.

Le 23 avril 2013, trois jours après la tenue des élections provinciales, les forces de sécurité irakiennes intervenaient sur un campement de manifestants à Haouija, près de Kirkouk. Elles affirmaient rechercher le meurtrier d'un soldat irakien sur le site, et bien que les versions divergent sur ce qui s'est passé ensuite, les conséquences étaient bien là : vingt soldats ont été tués et plus d'une centaine d'autres blessés. Les violences de Haouija ont conduit à des violences des sunnites dans tout le pays, visant des postes de police et des barrages de l'armée. Le président du Parlement irakien, Oussama al-Noujaifi, a appelé à la démission d'Al-Maliki en réponse au carnage. Les affrontements se sont propagés à Mossoul et à Bagdad, où les mosquées sunnites ont été détruites et les responsables des forces de sécurité irakiennes arrachés de leur véhicule et assassinés, puis dans les villes chiites, théâtre d'attaques terroristes à la façon d'AQI. Les sunnites se sont mis à appeler au soulèvement national armé, et à réclamer l'armée Naqshbandi d'Al-Douri et les milices *Sahwa*.

# BRISER LES MURS

Cela n’a guère aidé la stabilité de l’ensemble du pays durant cette période noire, qu’AQI ait choisi de lancer entre 2012 et 2013 sa campagne du nom de « Briser les murs », marquée par huit assauts sur des prisons irakiennes, tous destinés à faire évader d’anciens membres et à reconstituer les rangs de l’organisation.

Jessica Lewis McFate, de l’*Institute for the Study of War*, distingue quatre phases dans la campagne de l’EIIL. La première a correspondu à quatre attaques de prisons, notamment celle de Tasfirat à Tikrit en septembre 2012, qui avait permis de libérer cent détenus, dont près de la moitié étaient considérés comme des membres d’Al-Qaïda, qui attendaient leur exécution. La deuxième phase visait des cibles le long de la Ligne verte – le point de démarcation entre l’Irak et le gouvernement de la région semi-autonome du Kurdistan –, sans doute pour capitaliser sur les vives tensions politiques et économiques entre Erbil et Bagdad. La troisième phase a correspondu au retour des VBIED à Bagdad et sa périphérie, et ciblait les forces de sécurité irakiennes et les zones civiles chiites. Ici, les djihadistes ont cherché à exploiter une autre fracture qui grandissait dans la société irakienne : celle entre le gouvernement d’Al-Maliki et les manifestants sunnites, qui, inspirés par le « printemps arabe », mais surtout en raison des troubles intérieurs, étaient dans les rues de Falloujah et d’ailleurs. La

quatrième et dernière phase a démarré à la mi-mai 2013, et visait à terroriser les chiites, clairement pour déclencher une nouvelle guerre civile sectaire, et avec elle, le retour des milices chiites. Selon Lewis McFate, près de la moitié des vagues d'attaque au VBIED durant la campagne « Briser les murs » ont eu lieu au cours de cette dernière phase, simultanément aux manifestations sunnites, et se sont achevées avec l'évasion la plus réussie de l'ensemble de la campagne : celle de cinq détenus de la prison d'Abou Ghraib en juillet 2013. Selon l'administration Obama, alors qu'il y avait une moyenne de cinq à dix attentats-suicides par mois en Irak dans les années 2011 et 2012, ce chiffre était passé à trente par mois au cours de la période autour des trois derniers mois de « Briser les murs ».

À la fin de l'été, plus de 700 Irakiens étaient tués chaque mois, et toutes les conditions pour que le front du refus sunnite ne se convertisse en un extrémisme djihadiste revigoré étaient de nouveau réunies. À la fin décembre, en réaction aux massacres de l'EIIL, Al-Maliki déployait les forces de sécurité à Ramadi pour mettre un terme aux manifestations antigouvernementales. Elles se sont repliées face à la résistance tribale. L'EIIL a ensuite mis Falloujah à sac au Nouvel An 2014, et annoncé qu'il devenait un « État islamique » engagé dans la défense des sunnites contre Al-Maliki.

« Maliki a tellement poussé les sunnites à bout, qu'ils ne pouvaient que se soulever, a affirmé Rick Welch. Ils ont essayé d'obtenir des réformes, mais ils n'y sont pas parvenus. L'honneur tribal était en jeu, et l'esprit de revanche aussi. Maliki a créé cette crise. »

7

# LES SUPPLÉTIFS D’ASSAD

# LA SYRIE ET AL-QAÏDA

La résurgence de l'EIIL en Irak a coïncidé avec sa prise de contrôle d'une large portion du territoire voisin de la Syrie – une avancée que le régime de Bachar al-Assad a tenté d'exploiter pour se présenter comme une victime du terrorisme international. Cette affirmation absurde du régime Assad a été démentie par la découverte de la preuve indéniable que la Syrie avait aidé AQI à perdurer, avant le retrait américain d'Irak. Al-Rishaoui, chef du mouvement du Réveil, a affirmé au *New York Times* avant d'être assassiné par AQI : « C'est le fait de la Syrie. La Syrie joue un mauvais jeu. »

En effet, Al-Assad a réussi à rassembler contre lui une large cohorte d'accusateurs – de l'armée américaine aux Fils de l'Irak en passant par ses propres anciens diplomates et responsables de la sécurité, d'innombrables rebelles syriens et même par le gouvernement d'Al-Maliki – pour condamner le soutien de son régime au « zarqaouisme ». La prolifération de l'EIIL en Irak comme en Syrie ne peut être comprise sans examiner la longue collaboration de Damas avec l'organisation qui l'a précédée.

# L’ISLAMISME DE HAFEZ

Nous avons vu comment le baathisme irakien laïque, au cours du siècle passé, avait su s’accommoder de l’islamisme pour mieux préempter son potentiel révolutionnaire. Son homologue syrien n’a pas fait différemment.

Le soulèvement des Frères musulmans en Syrie, qui a débuté en 1976 avant d’être brutalement réprimé en 1982 par les forces loyales à Hafez al-Assad, a occulté la stratégie d’alliance du régime avec une multitude de partis et de milices paramilitaires sunnites islamistes, une alliance fondée sur des intérêts géopolitiques mutuellement profitables : en l’occurrence, la confrontation avec les États-Unis et Israël. Comme le chercheur Eval Zisser l’a analysé, Hafez al-Assad, au milieu des années 1990, n’était plus l’ennemi redouté de ceux qui cherchaient à marier mosquée et État, parce que « Damas commençait à envisager les islamistes comme le seul moyen de renforcer sa stature régionale, de gagner en influence sur les pays voisins, et d’apporter la paix intérieure en Syrie ».

Lorsque l’aîné des Al-Assad est mort en 2000, et que son fils ophtalmologiste, formé à Londres, a accédé à la présidence, cet arrangement s’est encore renforcé. Jusqu’à récemment, par exemple, malgré une loi syrienne récente interdisant aux Frères musulmans de se constituer en parti ou en organisation, Damas n’a eu aucun état d’âme à recevoir Khaled Meshaal, le président du bureau politique du Hamas. Aujourd’hui,

le régime s’appuie massivement sur les capacités paramilitaires du Hezbollah et des Gardiens de la révolution iraniens – deux entités désignées comme terroristes par les États-Unis – pour poursuivre son épuisante guerre d’usure contre une légion d’insurgés de l’intérieur et d’autres soutenus par l’étranger. Ils sont bien sûr composés de rebelles islamistes et djihadistes, dont certains sont soit d’anciens prisonniers du régime, soit d’anciens complices de ce même régime en Irak.

Même avant que les États-Unis n’aient renversé Saddam, Al- Assad avait commencé à faciliter le flux des combattants étrangers vers l’Irak pour déstabiliser la phase d’occupation. Un bureau situé en face de l’ambassade américaine à Damas servait même d’agence pour aider les volontaires à réserver leur voyage en bus à la frontière syro-irakienne. En 2007, le Centcom a annoncé avoir capturé « un responsable des fedayins de Saddam impliqué dans l’organisation d’un camp d’entraînement en Syrie pour les combattants irakiens et étrangers », sans préciser le nom de cet individu.

La même année, les forces américaines ont tué Mouthanna, un homme désigné comme l’émir d’Al-Qaïda pour la région frontalière syro-irakienne, dans la ville de Sinjar. Selon le général de division Kevin Bergner, le porte-parole des forces de la coalition, Mouthanna était « un facilitateur clé de la circulation des terroristes étrangers » d’un pays à l’autre. Comme d’autres cibles de haut niveau, Mouthanna était en possession d’une cache renfermant des renseignements précieux, devenus connus sous le nom de « Sinjar Records » (les registres de Sinjar). Une étude publiée en 2008 par le *Combating Terrorism Center* (CTC) de West Point (un centre de recherche dépendant de la prestigieuse académie militaire américaine de West Point, dans l’État de New York) a analysé ces fichiers et établi que plus de la moitié des 376 combattants étrangers en Irak avaient indiqué occuper la fonction de « kamikazes », ce qui témoignait encore du peu de valeur qu’AQI accordait aux djihadistes non irakiens, et expliquait également pourquoi Damas n’avait pas vu dans l’envoi à la mort de cette

sorte de chair à canon le risque d'un retour de bâton. Les registres de Sinja ont par ailleurs confirmé que les combattants étrangers passaient en Irak à partir de la province syrienne de Deir Ezzor, généralement *via* la ville frontalière d'Albou Kamal, adjacente à la ville irakienne d'Al-Qaïm – où Al-Zarqaoui avait établi son quartier général après avoir fui Falloujah en 2004 et où un proto-Réveil allait s'établir l'année suivante. Le flux, selon l'analyse du CTC, a déferlé en trois « vagues » distinctes.

La première a démarré peu avant l'invasion, quand Saddam a exhorté les Arabes de toute la région à rejoindre l'imminente insurrection en Irak. Elle a mobilisé les Bédouins des tribus de Deir Ezzor et Hassaké, ainsi que des djihadistes encouragés par le cheikh Ahmed Kaftaro, le mufti de Syrie, qui s'était empressé de donner son blanc-seing aux sermons incendiaires embrasant les mosquées et les medersas du pays. « Dans les villes et les villages à la frontière, note l'étude du CTC, les maisons étaient mises à la disposition des volontaires pour les héberger, pendant que les notables locaux – des personnalités religieuses et tribales – organisaient leur transport et leur logement en Irak. Selon des sources locales, des centaines de combattants sont passés par Albou Kamal et [Hassaké] juste avant l'invasion américaine, ce qui a conduit à l'augmentation rapide des prix du logement, de la nourriture et des armes – ce dont les locaux ont largement bénéficié. Les autorités syriennes ont surveillé le flux, mais n'ont rien fait pour l'arrêter. »

La deuxième vague est arrivée dans la foulée de la première bataille de Falloujah, quand la volonté affichée par le régime d'Al- Assad de stopper les filières d'exfiltration a été érodée par la corruption endémique : les officiers des *moukhabarat* recevaient de toute façon des pots-de-vin pour laisser les Syriens traverser la frontière.

Quant à la troisième vague, elle a suivi la révolution du Cèdre qui a mis fin à l'occupation militaire syrienne au Liban, et a été provoquée par la répulsion de la population à l'assassinat de l'ancien Premier ministre

libanais, Rafiq Hariri, pour lequel un tribunal international a inculpé des membres du Hezbollah, l’allié terroriste d’Al-Assad.

# « APPELEZ-NOUS »

Al-Assad a bien sûr toujours nié avoir de quelque façon orchestré ou coordonné les activités djihadistes en Irak, et a même fait valoir une supposée coopération avec Washington dans la guerre contre le terrorisme. Plusieurs anciens responsables de son régime affirment pourtant aujourd'hui que son soutien à AQI était un secret de polichinelle et qu'il était très clairement fondé sur deux objectifs distincts mais liés. Le dictateur avait espéré que cela constituerait une sévère mise en garde pour l'administration Bush après l'Irak, et comme l'a démontré Jason Burke dans son livre *The 9/11 Wars* (*Les Guerres du 11 Septembre*), il voulait également détourner l'attention des islamistes du régime en les maintenant mobilisés contre le voisin.

« Pour Assad, le problème était beaucoup plus important que celui des États-Unis envahissant des pays arabes pour en changer le régime », nous a expliqué Bassam Barabandi, un ancien diplomate de l'ambassade de Syrie à Washington DC. Après le soulèvement en 2011, Barabandi a secrètement aidé des centaines d'opposants et de militants à obtenir des passeports pour leurs proches qui tentaient de fuir un pays ravagé par la guerre. « Assad a compris qu'un des aspects de la stratégie de Bush en Irak était de mettre fin à la gouvernance d'une minorité sunnite imposant son pouvoir sur une majorité chiite. Il craignait qu'il soit le prochain. Dès lors, il a commencé à

manœuvrer avec les moudjahidin. Il a tout fait pour convaincre les Américains, en d'autres termes : « Ne me cherchez pas, sinon j'enverrai plus de terroristes chez le voisin pour tuer vos soldats. »

Pendant environ cinq ans, la réponse des États-Unis à cet ultimatum a surtout été de nature diplomatique. Al-Assad a parfois accédé aux demandes de Washington, en donnant l'impression qu'il démantelait des réseaux djihadistes sur son sol. Ce n'était qu'une feinte, selon Barabandi, qui faisait partie de sa stratégie consistant à utiliser la contribution de la Syrie au terrorisme comme monnaie d'échange. L'ancien diplomate nous a décrit comment Sabaoui Imbrahim al-Hassan al-Tikriti, le demi-frère de Saddam – recherché à la fois par les Américains et les Irakiens – qui se cachait en Syrie, leur avait été finalement livré. « Les Américains sont venus voir Assad en 2005 en lui demandant son aide pour capturer Sabaoui, affirme Barabandi. Il était à la frontière de la Syrie et de l'Irak, et il était à la tête des baathistes terroristes. Bachar l'avait bien sûr accueilli. Les Américains et les Irakiens ont demandé son aide, en substance : "Nous nous efforcerons en retour d'améliorer nos relations avec vous." Assad a accepté. Imad Moustapha [l'ambassadeur syrien auprès des États-Unis à cette époque] était en entretien à Damas avec le sous-secrétaire d'État américain, où le sujet fut discuté et tranché. Imad nous a raconté l'épisode. En fait, il l'a raconté à tout le monde. Deux jours après, Assef Chaoukat [le propre beau-frère d'Al-Assad et haut responsable des services de renseignement] a contacté Imad pour lui demander de dire à ses amis américains que Sabaoui serait à tel endroit en Irak. Ils ont informé les Américains de sa localisation exacte, et ils l'ont capturé. »

Spécialiste de la Syrie à la *Foundation for the Defense of Democracies* (Fondation pour la défense des démocraties), Tony Badran a analysé le soutien d'Al-Assad à Al-Qaïda comme une façon d'attirer l'attention. « Cela relève de la conception du régime à l'égard de son rôle et de sa place dans la région, a déclaré Badran. Le régime considère que sa longévité

repose sur le fait d'être perçu comme une puissance régionale incontournable, et donc sa politique extérieure à l'égard de l'Occident revient à : "Vous devez parler avec nous. Il suffit de prendre le téléphone et de nous parler ; le sujet de la discussion importe peu, nous voulons juste vous entendre." Pour Assad, pouvoir se targuer d'avoir les États-Unis comme interlocuteur est une question d'affirmation de puissance. Cela lui permet de prétendre qu'il est la clef de voûte de la paix israélo-arabe, ou une véritable force pour la lutte contre le terrorisme. Il crée des problèmes qu'il propose ensuite dans un geste de grande magnanimité de résoudre. »

# ABOU AL-QAAQAA ET CHAKER AL-ABSI

Badran a mentionné, à titre d'exemple, la curieuse affaire d'un religieux kurde, le cheikh Mahmoud Ghoul Aghassi, plus communément appelé Abou al-Qaaqaa. Pour avoir appelé à « égorger comme du bétail » les soldats américains en Irak, Al-Qaaqaa a été autorisé à prêcher ouvertement à Alep – après avoir été arrêté par le régime dans la foulée des attentats du 11 Septembre – malgré son bruyant soutien pour la transformation de la Syrie en un État islamique conforme à la charia. Comme l'a rapporté le journaliste Nicholas Blanford, qui a interviewé le religieux en 2003, Al-Qaaqaa organisait des « rassemblements festifs contre [les États-Unis] et les juifs. La présence de responsables officiels syriens à ces événements a éveillé la suspicion de certains des fidèles d'Al-Qaaqaa. Ces soupçons se sont encore renforcés quand il est apparu qu'Al-Qaaqaa avait livré à la Sécurité d'État une liste de wahhabites basés en Syrie. Al-Qaaqaa, jouait-il un double jeu, prêchant le djihad d'un côté et livrant des djihadistes aux autorités de l'autre ? »

Blanford soutient avec pertinence qu'Al-Qaaqaa restait toléré par le régime tant qu'il se cantonnait à exporter le terrorisme ; renoncer aux attaques sur le territoire était le prix à payer pour pouvoir diriger des

djihadistes. C’est pourquoi, sur le mur de la mosquée d’Al-Qaaqaa à Alep, avait été apposé un panneau avec « une bombe barrée d’une ligne rouge ».

Les relations entre les *moukhabarat* et ce démagogue n’étaient pas le secret le mieux gardé de la Syrie. « Abou al-Qaaqaa était un curieux phénomène », selon Mohammad Habash, un ancien député syrien qui, en 2008, avait dirigé le programme de déradicalisation à la prison de Saidnaya à Damas. « Il prêchait le djihad dans une mosquée située dans l’un des quartiers les plus surpeuplés d’Alep. À la mosquée Sakhour, il ne faisait pas que prêcher le djihad, il y organisait des entraînements militaires pour des jeunes en partance pour l’Irak. Avec un sermon de ce genre, un imam devrait passer le reste de sa vie en prison, avec sa famille et ses proches, ainsi qu’avec tous ceux qui ont assisté audit prêche. »

Habash nous a dit avoir rencontré Al-Qaaqaa pour la première fois en 2006. Il raconte :

« Alors que je donnais une conférence au Centre de recherche islamique, quelqu’un s’est levé pour prendre la parole. Il parlait en dégageant un tel charisme que je lui ai proposé de le rencontrer plus tard dans mon bureau. Je lui ai dit : “J’aimerais vous connaître, vous avez une telle présence quand vous vous exprimez.” Il était accompagné par deux jeunes gens qui écoutaient attentivement ce qu’il disait, et il les a intégrés dans la conversation. Il paraissait avoir un fort leadership. Je lui ai parlé de mes projets à Alep, qui avait été désignée comme la nouvelle capitale de la culture islamique cette année-là. J’avais un projet de réforme islamique, et je cherchais l’aide de quelqu’un comme lui à Alep. Nous avons tous deux convenu qu’il y avait de la place pour une action militante de cette sorte sous ce régime. Quand il est parti, quelqu’un est venu me dire que c’était Abou al-Qaaqaa, et m’a demandé pourquoi je lui avais parlé. Je n’en suis pas revenu. Il portait un costume et une cravate, et une barbe bien taillée. Sa façon d’être ne laissait pas du tout apparaître son infâme côté violent. »

À la suite de cette première rencontre, Habash a régulièrement revu Al-Qaaqaa. « Il me parlait avec fierté du rôle qu'il jouait pour empêcher les Américains d'entrer en Syrie. Il était un instrument du régime, et à la fin, il s'est fait abattre. »

Il y a eu un autre cas connu, celui de Chaker al-Absi, le chef palestinien d'un groupe lié à Al-Qaïda, appelé Fatah al-Islam, qui avait préparé avec Al-Zarqaoui l'assassinat du travailleur humanitaire de l'USAID, Laurence Foley, en 2002. « Chaker al-Absi était le cerveau de l'assassinat de Foley, qui a été conçu à Damas », affirme David Schenker, ancien conseiller politique du Pentagone pour les pays du Levant et aujourd'hui directeur du programme des politiques arabes au *Washington Institute for Near East Policy*. « Je suis sûr à 100 % qu'il a été préparé en Syrie avec l'autorisation, la bienveillance, le soutien et la participation d'Assad. En fait, je ne pense pas qu'il y ait encore un débat là-dessus. Le responsable direct n'est pas Al-Zarqoui, c'est Al-Absi qui était en Syrie, et qui s'est rendu ensuite en Jordanie pour superviser l'assassinat. »

Les autorités jordaniennes ont à la fois condamné à mort par contumace Al-Zarqaoui et Al-Absi, et exigé l'extradition de ce dernier de Damas. Al-Assad a refusé et a prétendu avoir emprisonné Al-Absi. « Selon la presse arabe, il a ensuite été libéré et a fini par diriger un camp d'entraînement pour des membres d'Al-Qaïda en partance pour l'Irak à partir du territoire syrien », a déclaré Schenker. Indépendamment de ce qui lui est arrivé en Syrie, il a été visiblement libre de quitter le pays en 2007, vu qu'il menait le soulèvement armé du Fatah al-Islam contre les forces armées libanaises (FAL) dans le camp de réfugiés palestiniens de Nahr al-Bared. Bien que les FAL aient pu mater la rébellion, Al-Absi n'a jamais été appréhendé. Fatah al-Islam a mis en ligne quelque temps plus tard sur son site internet qu'il était retourné en Syrie, où il pourrait avoir été tué par les services de sécurité. Selon Schenker, il a été en fait « exporté » au Liban en 2007 où il a maintenu des liens avec les *moukhabarat* durant le siège de Nahr al-Bared.

« Comment le savons-nous ? Il y avait un religieux libanais [pro-Assad] appelé Fathi Yakan originaire de la région de Tripoli, qui est venu à plusieurs reprises dans le camp pour servir d'intermédiaire pour Absi. Environ une semaine plus tard, il est apparu sur des photos avec Assad à Damas. »

# L’ASSASSINAT D’ABOU GHADIYAH

La plupart des insurgés acheminés de la Syrie vers l’Irak ont été accueillis sous les auspices du propre beau-frère d’Al-Assad, Assef Chaoukat, mort dans un spectaculaire assassinat à Damas en 2012 qui a anéanti la « cellule de gestion de crise » du régime, le comité de sécurité *ad hoc* chargé d’écraser la révolution. Si cet assassinat a été considéré au départ comme l’œuvre des rebelles syriens qui avaient infiltré la cellule, de nouveaux éléments ont révélé une origine interne, en l’occurrence la ligne dure anti-Chaoukat soutenue par l’Iran, qui militait pour un dialogue avec l’opposition anti-Al-Assad.

Le parcours de Chaoukat n’indique en rien qu’il soit un tendre. Un de ses sbires djihadistes était un homme connu sous le nom de Badran Turki Hishan al-Mazidih, ou Abou Ghadiyah, un Irakien originaire de Mossoul que le département du Trésor américain avait désigné comme terroriste en février 2008. Selon le Trésor, Abou Ghadiyah avait été chargé en 2004 de la logistique d’AQI par Al-Zarqaoui et avait ensuite pris ses ordres d’Abou Ayoub al-Masri après la mort du Jordanien. « Au printemps 2007, Abou Ghadiyah avait facilité le passage des membres d’AQI en Irak *via* la frontière syrienne », note l’administration, qui liste et sanctionne également le reste du réseau d’Abou Ghadiyah en Syrie. Selon un télégramme du département d’État, diffusé ensuite par Wikileaks, « Bachar al- Assad était

parfaitement conscient que son beau-frère […] avait une connaissance précise des activités de l'intermédiaire d'AQI, Abou Ghadiyah ».

Abou Ghadiyah faisait de toute évidence partie d'une entreprise familiale. Son « bras droit » était aussi son cousin, Chazi Fezzaa Hishan, également connu sous le nom d'Abou Fayçal, qui résidait à Zabadani, une ville au nord-est de Damas réputée pour abriter un important trafic d'armes de la Syrie vers le Liban. En septembre 2006, selon le Trésor, Abou Ghadiyah et Abou Fayçal ont tous deux « prévu d'utiliser des roquettes pour attaquer plusieurs avant-postes des forces de la coalition et des postes de police irakiens, dans l'optique d'aider AQI à prendre le contrôle de l'Ouest irakien ».

Autre membre de ce réseau, le frère d'Abou Ghadiyah, Akram Turki Hishan al-Mazidih, ou Abou Jarrah, également basé à Zabadani et chargé du trafic d'armes. Comme le gouvernement américain l'a indiqué, il s'occupait également d'« ordonner l'exécution de ceux qui travaillaient avec le gouvernement irakien et les forces américaines ».

Il y avait enfin un autre cousin, Saddah Jalout al-Marsoumi, également appelé Saddah. Il était l'un des financiers d'Al-Qaïda qui contribuait à l'acheminement de kamikazes de la Syrie vers l'Irak géré par son entreprenant clan. Le prédécesseur d'Abou Ghadiyah, le Syrien Souleiman Khalid Darwish (également connu sous le même nom d'Abou Ghadiyah, ce qui a pu porter à confusion), a été tué par le JSOC à Qaïm en 2005. La valeur stratégique de cette ville tient au fait qu'elle se trouve juste en face de la ville frontalière d'Albou Kamal, et fonctionne un peu comme El Paso pour Juárez[1] : un portail transnational par lequel les hommes comme l'argent peuvent transiter dans les deux sens.

En 2008, les nombreuses tentatives diplomatiques américaines pour stopper les filières d'acheminement d'Abou Ghadiyah avaient échoué. Petraeus avait même demandé l'autorisation à l'administration Bush de

négocier directement avec Al-Assad à Damas, dans l'espoir qu'un arrangement similaire à celui de Sabaoui puisse être trouvé. La Maison-Blanche avait dit non. Une autre tentative de convaincre Al-Assad *via* le Conseil de sécurité des Nations Unies a aussi échoué. En octobre 2008, le temps de la persuasion a pris fin. Le JSOC de Stanley McChrystal, supervisé par la CIA, a été autorisé à mener un raid transfrontalier clandestin sur Albou Kamal pour exécuter Abou Ghadiyah, ce qui s'est produit le 26 octobre, dans une opération spéciale similaire à l'assassinat d'Oussama ben Laden à Abbottabad en 2011.

Malgré le caractère irréfutable de la preuve, Al-Assad a continué à nier toute participation à l'envoi de terroristes en Irak. Des semaines après le raid, le ministre britannique des Affaires étrangères, David Miliband, se rendait à Damas et tentait encore une fois de négocier. La demande qu'il a présentée à Al-Assad de mettre un terme à ses activités nuisibles n'a eu pour réponse que des proclamations d'ignorance et d'innocence. Maura Connelly, chargée d'affaires à l'ambassade des États-Unis à Damas, relate la rencontre dans un télégramme du département d'État :

« Bachar se serait plaint de l'opération militaire américaine du 26 octobre à Albou Kamal. Miliband lui a répondu que les États-Unis avaient frappé [le combattant étranger] Abou Ghadiyah. La Syrie devait coopérer avec les États-Unis et l'Occident. Miliband a demandé pourquoi la Syrie n'avait pas agi contre Abou Ghadiyah alors que les États-Unis lui avaient fourni toutes les informations sur sa présence en Syrie. "Même si Abou Ghadiyah était là (à Albou Kamal), l'attaque américaine n'était pas la façon de traiter la question", a répondu Al-Assad. »

Peut-être avait-elle en tête cet épisode, quand l'année suivante, Connelly a rendu compte de son impression générale quant à la façon de traiter avec un régime dont « les représentants officiels, à tous les niveaux, mentent ». Selon ses mots, « ils persistent dans le mensonge même face à

l’évidence du contraire. Ils ne sont pas embarrassés d’être pris en train de mentir. »

Bien que cette affaire n’ait que peu attiré l’attention des médias à cette époque, la dénonciation la plus accablante de l’alliance d’Al-Assad avec les djihadistes est venue sous la forme d’un jugement civil de la Cour fédérale américaine émis en 2008, qui a établi la responsabilité de Damas dans l’enlèvement et le meurtre d’Olin Eugene « Jack » Amstrong et de Jack Hensley, deux entrepreneurs américains qui ont été décapités selon le mode opératoire macabre caractéristique par des membres d’AQI.

Les familles d’Armstrong et de Hensley avaient initialement déposé plainte non seulement contre le régime, mais aussi contre ses services de renseignement militaire, jusqu’à assigner Al-Assad et Chaoukat personnellement. Mais la Cour, se basant sur le *Foreign Sovereign Immunities Act* (FSIA, loi américaine relative à « l’immunité souveraine ») – qui impose des limites sur les procès intentés aux États-Unis contre les États étrangers – et sur le fait qu’Al-Assad et Chaoukat n’avaient jamais été cités à comparaître, n’a retenu que la Syrie comme seule accusée. Le jugement, délivré par le juge Rosemary Collyer, les a tous cités – Chaker al-Absi, Abou al-Qaaqaa, le premier Abou Ghadiyah et l’assassinat de Foley – et a conclu que « la Syrie a[vait] fourni une aide substantielle à Zarqaoui et à Al-Qaïda en Irak, ce qui a[vait] conduit à la mort par décapitation de Jack Armstrong et de Jack Hensley », et, poursuivant, que « la Syrie n’avait pu fournir de ressources et un soutien matériel sans l’accord et la supervision du président Assad et du général Chaoukat, agissant dans le cadre de leurs fonctions officielles ». Le régime a fait appel de cette décision. Il a été débouté.

# TERMINÉ ?

Dans la lecture dominante des cercles de l'antiterrorisme américain, l'alliance entre Al-Assad et AQI aurait été défaite autour de 2008, après la mort d'Abou Ghadiyah, parce que le régime en avait « terminé » avec ses réseaux djihadistes dans l'est de la Syrie et arrêté les combattants étrangers qui revenaient. De nouvelles preuves, pourtant, relativisent cette estimation.

En décembre 2014, le journaliste Martin Chulov du *Guardian* a publié une description très détaillée de l'EIIL, confirmant ce qui avait été longtemps une accusation portée par le gouvernement d'Al-Maliki – selon laquelle Al-Assad était complice d'une série d'attaques dévastatrices contre des institutions irakiennes le 19 août 2009. Plusieurs opérations successives au VBIED avaient visé les ministères irakiens des Finances et des Affaires étrangères, ainsi qu'un convoi de police à Bagdad. Plus d'une centaine de personnes avaient été tuées, y compris des employés et des journalistes, et environ 600 autres avaient été blessées.

Al-Maliki avait immédiatement accusé les baathistes d'être derrière ces événements, et affirmé que l'attaque d'Al-Rashid était destinée à l'assassiner, car il aurait dû assister à un événement qui se tenait à cet hôtel le même jour. En novembre 2009, son gouvernement diffusait à la télévision ce qui était présenté comme les aveux des trois baathistes impliqués dans les explosions d'août.

Dans un premier temps, Bagdad a hésité à désigner directement le régime Al-Assad, se contentant d'affirmer que ces attaques avaient été conçues en Syrie. Mais Bagdad a néanmoins rappelé l'ambassadeur d'Irak à Damas après que le régime a échoué à lui remettre deux fugitifs baathistes. Al-Assad a riposté en retirant son propre diplomate de Bagdad. L'un des deux hommes qu'il avait refusé de remettre était Mohammed Younès al-Ahmed, avançant qu'il avait, a-t-il assuré, déjà été expulsé de son territoire. Durant une brève période, Al-Assad avait tenté de faire d'Al-Ahmed le responsable sous contrôle syrien d'un groupe d'insurrection baathiste irakienne, pour rivaliser avec l'armée Naqshbandi, mieux établi et autofinancé, dirigé par Al-Douri, qui avait également été accueilli sur le sol syrien.

À mesure que l'année 2009 s'écoulait, les accusations de Bagdad contre son voisin sont devenues plus graves. Le ministre des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, a déclaré à des journalistes à Bahreïn que « les renseignements confirm[ai]ent que les baathistes de Saddam œuvr[ai]ent à partir de Damas et bénéfici[ai]ent du soutien des services de renseignement [syriens] ». Le général de division Hussein Ali Kamal, le directeur du renseignement au ministère irakien de l'Intérieur, en était totalement convaincu. Respecté des diplomates américains et des responsables de l'armée pour son professionnalisme, Kamal, qui est mort d'un cancer en juin 2014, a affirmé à Chulov qu'il avait obtenu la preuve tangible que la Syrie avait accueilli et supervisé « deux réunions secrètes » entre des membres d'Al-Qaïda et des baathistes irakiens en 2009. Toutes deux s'étaient tenues à Zabadani. Chulov a publié la reconstitution faite par Kamal de ces rencontres : « Il a présenté ses preuves, en s'appuyant sur les cartes dessinant le tracé des routes qu'ils utilisaient pour entrer par l'ouest de l'Irak, et les aveux qui reliaient leur voyage aux officiers de niveau intermédiaire des unités de renseignement militaire syriens. »

Apparemment, Kamal avait une source qui portait un micro à l'une des réunions de Zabadabi, menée selon lui par les baathistes. « C'était la source la plus sensible que nous ayons jamais eues, a-t-il confié à Chulov. Pour autant que nous le sachions, c'est la première fois que se tenait une réunion à ce niveau stratégique entre tous ces groupes. Cela marque un nouveau tournant. »

Les forces américaines étaient encore stationnées en Irak à ce moment-là, mais l'objectif commun des renseignements syriens, des baathistes et d'Al-Qaïda était plutôt celui de déstabiliser le gouvernement d'Al-Maliki. Kamal a indiqué à Chulov qu'une source en Syrie lui avait dit que les comploteurs avaient remarqué un renforcement de la sécurité irakienne autour des cibles originelles, ce qui les avait conduit à en envisager d'autres. Le général irakien s'est dépensé pendant des mois afin de tenter d'identifier quelles pourraient être les nouvelles cibles. En vain, jusqu'à ce que les terribles attaques d'août l'en informent.

# L’ANTITERRORISME SELON ALI MAMLOUK

Personne n’a mieux expliqué à la fois les motivations et la nature de la collaboration de la Syrie avec le djihadisme sunnite qu’Ali Mamlouk al-Assad, le directeur de la Sûreté générale. En février 2010, Mamlouk surprend les diplomates américains à Damas en s’invitant à une réunion entre le coordinateur de l’antiterrorisme au département d’État, Daniel Benjamin, et le vice-ministre des Affaires étrangères, Fayçal al-Miqdad. Mamlouk est venu, comme il l’a expliqué, sur les instructions d’Al-Assad, qui a prétendu vouloir améliorer les relations syro-américaines dans le cadre de la nouvelle présidence américaine. Obama est arrivé au pouvoir avec la promesse de mettre en œuvre une nouvelle politique d’engagement avec Damas, et Mamlouk, manifestement pour capitaliser sur l’opportunité que la stratégie de déstabilisation du régime avait créée, a expliqué que la lutte contre le terrorisme serait subordonnée à ce que cette politique d’engagement conduise à quelque chose approchant une normalisation totale des relations bilatérales.

Comme l’a évoqué le télégramme de département d’État à propos de la rencontre, Mamlouk et Al-Assad ont cherché à obtenir de Washington trois garanties, toutes confirmant l’explication de Tony Badran sur les raisons de la mauvaise conduite du régime : « (1) la Syrie doit être en mesure de

prendre l'initiative dans toutes les actions régionales ; (2) les questions politiques font partie intégrante de la lutte contre le terrorisme, et un "cadre politique" organisant des relations bilatérales syro-américaines améliorées devrait faciliter la coopération contre le terrorisme ; (3) afin de convaincre le peuple syrien que la coopération avec les États-Unis lui est bénéfique, des avancées doivent être réalisées sur les questions relatives aux sanctions économiques contre la Syrie, y compris les pièces de rechange pour les avions et un avion pour le président [Assad]. »

Mamlouk a ensuite fait un aveu intéressant. Il a expliqué sa méthode particulière de traiter avec les djihadistes, « pratique et non théorique… ». En principe, a-t-il dit, « nous ne les attaquons ni ne les tuons immédiatement. À la place, nous nous intégrons à eux et c'est seulement au moment opportun que nous agissons. » Mais la signification du « moment opportun » pour la Syrie n'était pas forcément la même pour les États-Unis, ce que les dix années précédentes avaient amplement démontré.

Quant à cette reconnaissance de l'infiltration par l'État des cellules djihadistes, était-elle simplement édifiante, ou contenait-elle une menace implicite ? La réponse à cette question se trouve dans la suite que Mamlouk a donnée au point soulevé par Daniel Benjamin, lorsqu'il a rappelé au diplomate américain que les combattants étrangers s'infiltraient toujours en Irak *via* la Syrie – environ seize mois venaient de s'écouler depuis l'assassinat d'Abou Ghadiyah et sept mois depuis la dernière série d'attaques aux VBIED qui avait secoué Bagdad. Pourtant, poursuivit Mamlouk, le régime sévissait, et « nous continuerons par tous les moyens à le faire, mais si nous commençons à coopérer avec vous, cela conduira à de meilleurs résultats et nous pouvons mieux défendre nos intérêts ».

Le régime syrien a été comparé par d'autres diplomates américains à une famille mafieuse criminelle. Mamlouk a fait à la nouvelle Maison-Blanche une offre qu'elle ne pouvait refuser.

1. 1. El Paso (États-Unis) et Juárez (Mexique) sont deux villes séparées par le río Bravo qui sert de frontière. D’un côté de la frontière, El Paso, réputée pour son calme et sa prospérité, de l’autre, l’enfer de la criminalité.

8

# RENAISSANCE

# L’EII D’ABOU BAKR AL-BAGHDADI

L’histoire de l’EIIL, telle que revisitée par *Dabiq*, a été une quête utopique de onze ans transcendée par la souffrance, et qui s’est achevée en 2014 par l’instauration du califat. Abou Omar al-Baghdadi a établi le « premier État des temps “modernes” bâti par les seuls moudjahidin – les participants actifs au djihad – au cœur du monde musulman, à un jet de pierre » de La Mecque, Médine et Jérusalem. Et cela, en dépit des coups, de *Sahwa*, du « surge » et de l’élimination de son commandement que l’État a enduré, avant de se replier « essentiellement dans les zones désertiques d’Al-Anbar, où ses soldats se sont regroupés, organisés et entraînés ».

# MORT D’AL-MASRI ET D’AL-BAGHDADI

Stanley McChrystal a été remplacé en juin 2008 à la tête du JSOC par le vice-amiral William McRaven, un Navy SEAL (la principale force spéciale de la marine des États-Unis) qui a ensuite coordonné l’opération « Neptune Spear » (Trident de Neptune) du nom du raid d’Abbottabad au Pakistan aboutissant à la mort de Ben Laden en 2011. Bien qu’en 2010 la majorité des opérations du JSOC étaient concentrées sur le théâtre AfPak (afghano-pakistanais) – conformément à l’engagement de l’administration Obama de réduire la voilure en Irak et de gagner la « bonne guerre » contre le noyau dur d’Al-Qaïda et des talibans en Afghanistan –, l’équipe de McRaven a porté un nombre important de coups réussis contre la franchise de Mésopotamie.

Le premier a tué Abou Khalaf, un parent d’Abou Ghadiyah qui avait brièvement pris en charge son réseau de soutien basé en Syrie après la mort de ce dernier en octobre. Un responsable américain a dit plus tard que « Khalaf était probablement le facilitateur d’AQI le plus dangereux d’Irak » et que sa mort avait laissé un « vide dans la hiérarchie d’AQI ».

Le second est venu à la suite de l’arrestation par les forces irakiennes de Manaf Abd al-Rahim al-Raoui, l’émir d’Al-Qaïda en Irak, surnommé « le dictateur » par ses subordonnés. Al-Raoui avait collaboré avec les

baathistes et les renseignements syriens pour mener la série d'attaques dévastatrices à Bagdad en 2009, qui visaient surtout le gouvernement d'Al-Maliki et moins l'armée américaine. Les Irakiens ont gardé, au départ, son arrestation secrète. C'est seulement après que les Américains ont capturé son frère jumeau qu'ils ont obligé Al-Maliki à les laisser interroger le dictateur, qui leur a fourni des informations sur son réseau. Al-Raoui a donné le nom de deux messagers, que le JSOC a localisé en avril 2010 dans la région du Tharthar, le long de la frontière de Salaheddine avec Anbar.

Le refuge du messager n'abritait personne, sauf Abou Ayyoub al-Masri, dissimulé dans un sous-sol secret seulement accessible par une porte sous l'évier de la cuisine. Son compagnon était un homme dont certains avaient même douté de son existence : Abou Omar al-Baghdadi.

« Leur mort a illustré la faiblesse de l'EII », selon Laith Alkhouri, spécialiste de l'antiterrorisme. « Masri avait préconisé aux musulmans la vigilance au niveau opérationnel, comment ils devaient sécuriser leurs communications pour éviter d'être la cible des Américains. Le pouvoir qu'il avait comme chef d'AQI s'exerçait davantage sur le terrain des relations publiques. Il avait diffusé un document aux partisans [qui] leur expliquait étape par étape comment s'y prendre pour redorer l'image du djihad mondial. Ils voulaient que ses recrues soient capables de hacker des sites Internet et de concilier les progrès de la science avec l'idéologie islamiste. »

Mais ce focus sur l'aspect le plus « Don Draperien[1] » du takfirisme a coïncidé avec une popularité et des performances de l'EIIL tombées au plus bas, dues à l'incompétence tactique de ses chefs, la pire depuis le début de la guerre ; 80 % du commandement a été tué avec eux. Quant à l'« irakité » de l'organisation que la nomination d'Al-Baghdadi comme émir était censée prouver et incarner, elle n'agissait plus non plus. Al-Baghdadi lui-même avait des prétentions pour occuper des fonctions autrement plus élevées que le rôle symbolique de *capo* de l'insurrection sunnite, du moins à en juger au statut qu'il s'est lui-même attribué – « émir des croyants » –,

un titre habituellement réservé aux postes les plus élevés dans la gouvernance islamique. (Mollah Omar, le responsable taliban en fuite, est ainsi désigné.) Le choix de ce titre, selon Laith Alkhouri, « a soulevé de grandes interrogations chez les djihadistes sur l'identité réelle de la direction de l'EII ». La réponse a été apportée par le successeur d'Al-Baghdadi, Ibrahim Awad al-Badri.

# LE NOUVEAU AL-BAGHDADI

Al-Badri, qui a pris le nom de guerre d'Abou Bakr al-Baghdadi, a été en effet nommé par le Conseil consultatif de l'EII en remplacement à lui tout seul de deux commandants morts au combat. Il a en apparence surgi de nulle part. Ce que l'on sait sur lui, à la fois en Irak et dans les sphères du renseignement américain, est apparu après que l'EIIL règne en maître sur deux pays et que les médias dès lors se précipitent pour déterminer l'identité de cette nouvelle personnalité ténébreuse. De ce fait, une grande partie de la biographie du second Al-Baghdadi ne dépasse pas le niveau de la rumeur ou de la spéculation, dont certaines ont été alimentées par la concurrence – des propagandistes djihadistes résolus à créer le scandale ou à délégitimer le calife, présenté comme plus autoritaire qu'Ayman al-Zawahiri. Mais ce clivage entre pro et anti a pris du temps. « Personne ne pensait qu'il voulait rivaliser avec Al-Qaïda, a affirmé Alkhoury. Dans une communication secrète, il a, non seulement prêté allégeance à Al-Zawahiri, mais il a demandé si cette allégeance devait être rendue publique. Al-Zawahiri lui a répondu qu'il devait la garder secrète pour éviter des complications et davantage de pressions sur l'EII. »

Né en 1971 près de la ville de Samarra, Al-Baghdadi a suivi des études islamiques, pour lesquelles il a obtenu une maîtrise ainsi qu'un doctorat à l'université des sciences islamiques d'Adhamiya, dans la banlieue de

Bagdad. Il aurait vécu dans un quartier modeste rattaché à une mosquée locale de Tobchi, dans la zone ouest de Bagdad où la mixité entre résidents chiites et sunnites était respectée. Comme pour la plupart des tueurs de masse décrits par ceux qui les ont connus dans leur prime jeunesse, ses amis et connaissances affirment qu'il était ce type calme et réservé qui ne ressemblait en rien au dangereux fanatique appartenant à l'imaginaire du moment (« Les voisins des tueurs en série se souviennent d'eux comme des tueurs en série », un titre de une qui semble exclusivement réservé aux articles satiriques de *The Onion*[2]). Al-Baghdadi portait des lunettes, excellait au football, et se comportait conformément à son statut d'érudit.

Le docteur Hisham al-Hashimi, un spécialiste de l'EIIL et conseiller du gouvernement irakien, a rencontré Al-Baghdadi à la fin des années 1990. « Il n'avait pas le charisme d'un chef, nous a-t-il affirmé. Quand je l'ai rencontré, il était très timide et parlait peu. Il se consacrait aux enseignements religieux, et son centre d'intérêt était le Coran. Il venait d'une famille rurale pauvre, et n'enviait pas les gens des villes, comme c'est souvent le cas pour d'autres. Son ambition se limitait à obtenir un poste dans le gouvernement au sein du ministère des Dotations islamiques. »

Selon un de ses voisins, Abou Ali, qui s'est exprimé dans le *Daily Telegraph*, Al-Baghdadi est arrivé à Tobchi quand il avait 18 ans : « La mosquée avait son propre imam. Quand celui-ci s'absentait, les étudiants en théologie le remplaçaient. [Al-Baghdadi] pouvait parfois diriger les prières mais pas prêcher. » Avec le temps, il est devenu plus rigoriste, s'est souvenu Abou Ali, rappelant la réaction d'Al- Baghdadi à un mariage à Tobchi où hommes et femmes dansaient dans la même salle. Il passait dans la rue et a vu cette scène. Il s'est mis à crier : « "Comment les hommes et les femmes peuvent-ils danser ensemble comme ça ? C'est impie !". Et il a fait arrêter la fête. »

Wael Essam, un journaliste palestinien qui a une longue expérience du terrain irakien, a parlé à de nombreux sunnites qui étaient d'anciens camarades d'études d'Al-Baghdadi à l'université des sciences islamiques. Selon eux, Al-Baghdadi a été membre des Frères musulmans ou d'une de ses mouvances affiliées quand il s'est inscrit. Ses penchants salafistes sont arrivés après, tard dans son cursus. « Al-Baghdadi était proche de Mohammed Hardan, l'un des responsables de la Fraternité [des Frères musulmans], a expliqué Essam. Hardan était parti combattre aux côtés des moudjahidin en Afghanistan, et à son retour, dans les années 1990, il avait adopté une idéologie clairement salafiste. Al-Baghdadi s'est rallié au groupe de Hardan, en contribuant sur les plans à la fois organisationnel et idéologique. Il a également brièvement fait partie de Jaïsh al-Moudjahidin [l'Armée des moudjahidin, un groupe militant sunnite]. »

Vers l'année 2000, Al-Baghdadi avait un doctorat, une femme et un fils. En 2003, quand les États-Unis ont occupé l'Irak, le futur chef de l'EIIL n'était pas encore un insurgé. Abou Ali a dit au *Telegraph* qu'Al-Baghdadi n'avait aucun grief visible à ce moment-là contre les forces américaines : « Il n'était pas du genre sang chaud. C'était plutôt un planificateur paisible. »

Si paisible qu'à la fin 2003 il avait créé sa propre faction islamiste, Jaïsh Ahl al-Sunnah oua al-Jama'a (l'Armée du peuple appartenant à la communauté sunnite) ; un an plus tard, il a été inscrit dans une autre sorte d'université – le camp Bucca.

Contrairement aux nombreuses informations de la presse occidentale affirmant qu'Al-Baghdadi avait été libéré de Bucca en 2009, quand le camp a été fermé, il n'y a en réalité passé qu'un an, en 2004. « Il est allé visiter un de ses amis à Falloujah, appelé Nessayif Nou'man Nessayif, nous a confié Al-Hashimi. Il était avec un autre homme, Abdoul Wahed al-Semayyir. Les renseignements militaires américains les ont tous arrêtés. L'objectif n'était pas Baghdadi, mais Nessayif. Il a été arrêté le 31 janvier 2004, puis libéré le

6 décembre 2004. Il n'a jamais été arrêté à nouveau par la suite. Affirmer le contraire est faux. »

Abou Ahmed, l'ancien membre de haut rang de l'EIIL qui a connu Al-Baghdadi à Bucca, a affirmé au *Guardian* que les administrateurs de la prison ont au départ envisagé Al-Baghdadi comme quelqu'un capable de régler des problèmes. Son doctorat en études islamiques lui conférait une autorité jurisprudentielle à laquelle ses trublions de codétenus semblaient accepter de se soumettre. Aussi les Américains l'ont-ils laissé passer de blocs en blocs à Bucca, pour prétendument trouver des solutions aux problèmes ; à la place, Al-Baghdadi a utilisé cette opportune bienveillance pour recruter encore plus de soldats. Dans le même temps, selon Abou Ahmed, il a commencé à créer des tensions dans la prison, recourant à une « politique visant à diviser pour régner, afin d'obtenir ce qu'il voulait, en l'occurrence un prestige. Et ça a marché. »

Quand Al-Baghdadi a été libéré fin 2004, sur la base d'une évaluation américaine selon laquelle il ne représentait qu'un risque faible pour la coalition et les institutions irakiennes, il a alors pris une orientation encore plus extrémiste, selon Essam. En 2007, il a rejoint le Conseil consultatif des moudjahidin, qu'Al-Zarqaoui avait créé pour nationaliser l'insurrection. Mais son puritanisme et sa versatilité dans le choix des alliances montraient qu'il n'était pas vraiment intéressé à travailler avec un consortium fait de divers groupes d'insurgés, même si, sur ce point, Al-Qaïda avait été *primus inter pares.* Un commandant d'AQI de Falloujah a affirmé à Essam qu'Al-Baghdadi finissait par se retourner contre chaque faction qu'il rejoignait. « Il a quitté les Frères musulmans et les a ensuite décrétés apostats et à la solde de [l'ancien ambassadeur américain en Irak, Zalmay] Khalilzad. Il a également quitté le groupe Jaïsh al-Moudjahidin, avant d'engager les hostilités contre eux, en particulier à Al-Karmah [une ville située au nord-est de Falloujah]. Al-Baghdadi a toujours été très constant dans sa position à l'égard des groupes sunnites militants qui n'appartenaient pas à son

organisation. Il disait : “Les combattre est une priorité plus importante que combattre les Américains”. »

Son insistance permanente sur la nécessité d’une guerre fratricide – ou *fitna* entre sunnites – reste une marque de fabrique du commandement d’Al-Baghdadi jusqu’à l’expansion de l’EIIL en Syrie et en Irak. Essam soutient également que, contrairement à l’idée préconçue selon laquelle Al-Baghdadi serait venu de nulle part, il était en réalité bien connu des Irakiens comme des Américains. « Son oncle, Ismail al-Badri, était membre de l’Association musulmane des oulémas d’Irak, que son neveu considérait comme une organisation apostate. La belle-sœur d’Al-Baghdadi s’est par ailleurs mariée à un chef du Parti islamique irakien, le relais en Irak de la Fraternité. Avant le retrait des Américains, il avait été arrêté à plusieurs reprises à cause de ses liens familiaux avec Abou Bakr. »

De plus, selon Al-Hashimi, l’accession d’Al-Baghdadi au statut d’émir de l’EII a été largement validée, en l’occurrence par neuf des onze membres du Conseil consultatif. Trois raisons ont favorisé ce choix. La première, c’est son appartenance à la confédération tribale des Quraish, considérée comme la plus honorable au Moyen-Orient, en raison de sa proximité avec le prophète Mahomet. (Abou Omar al-Baghdadi serait également originaire de cette tribu, le réservoir de tous les califes islamiques.) La deuxième, c’est qu’Al-Baghdadi a lui-même été un membre du Conseil consultatif de l’EII et proche d’Abou Omar. Enfin, il a été choisi pour son âge : il était d’une génération plus jeune que d’autres candidats éligibles pour la fonction d’émir et était perçu comme plus à même de conduire durablement l’EII hors du marasme une fois les forces américaines boutées hors d’Irak. Aujourd’hui, l’EIIL le révère comme un « messager ». « Si quiconque vient vers vous alors que vous vous êtes rangés derrière un seul homme, et qu’il cherche à briser votre solidarité ou à perturber votre unité, alors tuez-le », a proclamé *Dabiq*, exhortant tous les musulmans à prêter allégeance à Al-Baghdadi.

# LES FANTÔMES DE SADDAM II

L’ascension d’Al-Baghdadi a conduit à une autre évolution de l’EII, ou plutôt à sa régression, vers une période antérieure de l’histoire insurrectionnelle sunnite. Il y avait visiblement beaucoup plus d’anciens baathistes dans la haute hiérarchie, sans doute en raison de la poursuite de la stratégie d’irakisation de l’organisation. Comme le général Odierno l’a remarqué dans son point de presse au Pentagone en juin 2010, le commandant d’AQI avait été anéanti dans un très court laps de temps – 34 de 42 de ses cadres avaient été retirés du champ de bataille d’une façon ou d’une autre – et la franchise avait perdu sa capacité à se coordonner avec la direction d’Al-Qaïda au Pakistan. Ce vide créé au sommet signifiait qu’avant qu’Al- Zawahiri et Ben Laden puissent nommer à distance un émir, la branche irakienne de l’EIIL était capable de décider de son propre chef que ce serait Abou Bakr.

Selon les responsables américains, c’était la version interne rapportée des années plus tard par deux membres d’Al-Qaïda mécontents. Ils étaient mécontents parce qu’ils percevaient l’ascension d’Al-Baghdadi, en dépit de son niveau d’éducation, comme la prise de contrôle du mouvement salafiste-djihadiste au sein de l’EII sur des personnes dépourvues de solides références salafistes-djihadistes – les baathistes.

Qu'Al-Baghdadi soit un vrai croyant takfiriste ne fait pas débat chez les analystes ni chez ceux qui l'ont connu. Mais comme nous l'avons déjà vu, même les terroristes purs et durs tirent profit de leur propre pedigree, constitué essentiellement de liens filiaux ou tribaux, qui leur permet de faire valoir un droit accordé par les sociétés ou les régimes mêmes qu'ils cherchent à détruire. Al-Baghdadi aurait-il tiré profit de ses liens avec les baathistes ? Au vu de ce qui est connu de sa biographie et de sa formation, la probabilité est forte.

Selon Derek Harvey, « il n'est clairement pas Zarqaoui. Mais l'ampleur et la taille de l'organisation, et ce qu'elle détient, des entreprises financières à gérer, la direction de huit commandements régionaux, son partenariat tactique avec l'armée Naqshbandi, et jusqu'à son soutien tribal – je n'y vois qu'une marque baathiste. Et je sais que l'un des mentors de Baghdadi à l'université des sciences islamiques était proche d'Ezzat Al-Douri[3]. Al-Douri a toujours opéré à partir de la région de Raqqa et [du] nord-est de la Syrie au début de l'émergence de l'EIIL en Syrie. »

Al-Hashimi a mentionné que le jeune Al-Baghdadi avait au départ cherché à faire carrière au ministère des Dotations islamiques sous Saddam. « J'ai eu une conversation avec un ancien haut fonctionnaire irakien qui a été un responsable de haut niveau dans le régime de Saddam et sous Al-Maliki, nous a déclaré un responsable de l'armée américaine en activité. Je l'ai interrogé précisément sur Al-Baghdadi. "Savez-vous qui il est ?" Pas spécialement, mais il connaissait le background et le large réseau d'où il venait. Au temps de Saddam, la région dont ce gars et sa famille étaient originaires était très clairement un bastion saddamiste-baathiste. Les gens qui venaient de Samarra étaient très liés au régime. Al-Baghdadi est entré à l'université islamique exactement au moment où démarrait la Campagne pour la foi islamique de Saddam – autrement dit, au moment où le parti Baath contrôlait les admissions. Vous ne pouviez pas à cette époque rentrer à l'université islamique sans que votre candidature soit examinée et

approuvée par le parti, et celle-ci ne pouvait être examinée et approuvée par le parti que lorsque vous bénéficiiez d'un réseau familial étendu, d'oncles, de cousins, etc., appartenant au régime, pour l'appuyer. Alors, oui, Al-Baghdadi n'a peut-être pas été baathiste lui-même, mais je peux vous garantir qu'il a eu beaucoup de baathistes dans sa famille à l'avoir fait rentrer à l'université islamique. »

Comme nous l'avons examiné, l'insurrection anti-américaine a puisé sa force dans la volonté de revanche des sunnites. Cette façon de voir le baathisme historiquement est l'une des spécificités parmi d'autres du pouvoir politique sunnite. Il a rivalisé à son apogée avec le nationalisme panarabe, dans la version incarnée par le président égyptien Gamal Abdel Nasser, avec l'islamisme de la Fraternité de Sayed Qotb, et avec le salafisme-djihadiste de Ben Laden. La Campagne pour la foi islamique avait en réalité pour objet de prendre les devants sur une usurpation du baathisme par le salafisme. Aujourd'hui, l'idéologie socialiste laïque est dans un état difficile de coexistence et de compétition avec le tafkirisme érigé en califat de l'EIIL. Amatzia Baram et Pesach Malovany, tous deux chercheurs sur l'Irak contemporain, poussent cette thèse encore plus loin en exposant d'intéressants arguments qui présentent Al-Baghdadi comme l'héritier direct de Saddam Hussein. Déjà, selon eux, même s'il est originaire de Samarra, le nom de guerre qu'il s'est choisi, Al-Baghdadi, place la capitale irakienne comme le centre de gravité de l'EIIL, comme du temps du califat abbasside, lequel a représenté une référence islamique importante pour le défunt dictateur irakien. « Saddam ne s'est jamais déclaré calife, écrivent Baram et Malovany, mais son rapprochement conceptuel avec le califat abbasside, centralisé à Bagdad, était profond. L'un de ses surnoms était « Al- Mansour », qui veut dire "victorieux par la grâce de Dieu", mais c'était aussi le nom de l'un des plus importants califes abbassides… Saddam a également donné à plusieurs unités militaires qu'il a créées des noms tirés de l'histoire abbasside… Donc, en ce qui concerne

le rôle central de l’Irak et celui de Bagdad, Abou Bakr al-Baghdadi est le disciple de Saddam. »

« La brutalité, les capacités de renseignement, comment l’EIIL se comporte sur le champ de bataille et en dehors, il n’y a vraiment pas de différence de mon point de vue, avec les saddamistes », affirme Derek Harvey, qui sait de quoi il parle. Il existe aussi un sinistre parallèle entre la haine de Saddam et celle d’Al-Baghdadi à l’encontre des chiites. Les baathistes ont massacré 150 000 d’entre eux durant les trente ans de règne de Saddam, le plus notoirement lors de la répression du soulèvement chiite et kurde en mars 1991, à la fin de la première guerre du Golfe. Quand les chars ont roulé dans Najaf en 1991, ils portaient ce slogan, « La Chi’a ba’d al-yaoum » (Pas de chiites après ce jour), peint sur les côtés.

S’il devait y avoir une différence dans l’idéologie meurtrière du sectarisme, ce serait en termes d’échelle. Avec toute sa sauvagerie, Saddam n’a pas pour autant érigé en politique d’État l’anéantissement des chiites, et n’aurait pas pu le faire – ils sont restés tolérés aux échelons supérieurs de l’armée irakienne et dans le parti Baath, même après les massacres de 1991. En revanche, Al-Baghdadi n’a montré jusque-là que des intentions d’annihilation, en droite ligne avec la sombre tradition pathologique d’Al-Zarqaoui. Pour l’EIIL, les chiites sont religieusement vides, trompeurs et seulement désignés pour mourir.

# LES HOMMES DE L'ÉMIR

L'analyse de Harvey convainc d'autant plus que le haut commandement de l'EIIL est composé d'anciens ou de convalescents saddamistes, qui ont occupé des postes d'élite dans l'armée irakienne ou dans les *moukhabarat*. Al-Hashimi attribue à deux hommes en particulier l'aide dont a bénéficié Al-Baghdadi dans son ascension au sein de l'EII.

Le premier est Abou Abdel Rahman al-Bilaoui (de son vrai nom Adnan Ismail Najm), qui a été tué lors du siège de l'EIIL de Mossoul en juin 2014. Il avait rejoint AQI à l'époque d'Al-Zarqaoui et a été le chef du Conseil militaire de l'EIIL sous Al-Baghdadi, qui avait compétence sur dix-huit des provinces irakiennes. Originaire d'Al-Khalidiya à Anbar, Bilaoui a été ensuite un capitaine de l'armée de Saddam. Il a, lui aussi, été détenu au camp Bucca, mais un an environ après l'incarcération d'Al-Baghdadi.

Le second à avoir eu de l'influence, selon Al-Hashimi, est Abou Ali al-Anbari, originaire de Mossoul, et l'homme de l'EIIL en charge des opérations en Syrie. Avant de devenir un djihadiste, Al-Anbari a également été un officier de l'armée de Saddam. Entre les deux, il a été à un moment affilié à Ansar al-Islam, selon le *Wall Street Journal*, avant d'en être chassé à la suite d'accusations de corruption. Des militants syriens et irakiens pensent qu'Al-Anbari a été choisi pour occuper la fonction d'adjoint d'Al-Baghdadi pour le Levant en raison de son pragmatisme politique ; sa

« connaissance des lois de la charia n'était pas considérée comme aussi précise que celle des autres cadres dirigeants », selon le *Journal*.

Abou Ayman al-Iraki, un autre membre du Conseil militaire de l'EIIL, a été lieutenant-colonel dans les services de renseignement de l'armée de l'air, selon des documents internes récupérés par les forces irakiennes. Autre ancien détenu des prisons américaines, il portait un autre nom de guerre sous le règne des baathistes, celui d'Abou Mohanad al-Souwaidaoui. Al-Iraki était si enraciné dans sa terre natale qu'il lui a fallu de l'aide pour migrer de l'autre côté de la frontière, nous a raconté Laith Alkhoury. « Dans la période où l'EIIL s'est développé en Syrie, Al-Iraki est arrivé. Il ne serait en aucun cas venu de son propre chef en Syrie. Il était incapable de se repérer seul. Il a conduit l'EIIL à Alep et à Lattaquié, et il doit être le haut responsable pour l'organisation de la sécurité à Deir Ezzor. Il conduit une part importante des efforts actuels de l'EIIL contre les autres factions rebelles syriennes. »

Autre « ancien » à la fois de Bucca et du régime Baath, Fadel Ahmed Abdoullah al-Hiyali (connu également sous les noms d'Abou Muslim al-Turkmeni ou Haji Mottaz). En décembre 2014, le général Martin Dempsey, le chef d'état-major interarmées a affirmé qu'Al-Turkmeni avait été tué par des raids aériens américains – bien que les djihadistes l'aient daté en novembre. Avant cela, Al-Turkmeni aurait probablement occupé une position équivalente à celle d'Al-Anbari dans la hiérarchie de l'EIIL. Ancien lieutenant-colonel des forces spéciales irakiennes, il a apparemment été l'une des nombreuses victimes du démantèlement de l'armée irakienne en 2003 par Paul Bremer, l'émissaire américain qui a dirigé l'Irak après la guerre. Al-Turkmeni s'était rallié à un autre groupe d'insurgés sunnites avant de rejoindre AQI.

Bagdad aurait sélectionné avec soin Al-Suwaidaoui et Al- Turkmeni lors de leur détention au camp Bucca. Dans certains cas, les rebuts du diable sont aussi ceux de Bremer et d'Al-Maliki. Le *New York Times* a affirmé en

août 2014 qu'après la chute de Mossoul un ancien général de l'armée de Saddam avait proposé d'intégrer les forces de sécurité irakiennes. Sa candidature a été refusée. Aujourd'hui membre de l'EIIL, il aurait dit à l'armée qui n'a pas voulu de lui, « nous allons bientôt vous attraper, et je vous couperai en morceaux ». « Les baathistes ont dit à l'origine que leur retour au pouvoir serait fondé sur l'islam, nous explique Harvey. C'est ce qu'indiquent les écrits et la ligne de Saddam. » Pour Michael Pregent, un ancien responsable des services de renseignement militaire américains qui a conseillé les peshmergas kurdes en Irak, le fait que l'EIIL ait tenté de masquer ou d'effacer le curriculum vitae de ses principaux responsables fait partie de sa stratégie de guerre. « Ils ne peuvent pas utiliser leur ancienne appartenance comme un levier de recrutement pour convaincre les gens de les rejoindre et de combattre. Un retour au baathisme n'est pas très vendeur, surtout quand vous prétendez être engagé à faire échouer le baathisme en Syrie. Ce serait comme si chaque ranger de l'armée ou chaque soldat des forces spéciales devenait soudainement davidien[4]. »

# DE TBILISSI À ALEP

Il existe une exception notable à la préférence d'Al-Baghdadi pour les Irakiens sur les moudjahidin étrangers pour ce qui concerne les postes d'influence au sein de l'EIIL. Connu internationalement comme le « djihadiste à la barbe rousse », Abou Omar al-Chichani, ou Tarkhan Batirachvili à sa naissance, est un Tchétchène, proche de la trentaine, originaire de la vallée du Pankissi en Géorgie, qui a servi dans l'armée géorgienne formée par les États-Unis comme officier du renseignement militaire. Il a pris part à la guerre russo- géorgienne en 2008, mais diagnostiqué tuberculeux, selon son père Teimuraz, il a été réformé.

Si les hommes Batirachvili sont tous des chrétiens, les fils de Teimuraz sont quant à eux tous devenus des musulmans radicaux. Al-Chichani a même raccroché le téléphone quand il a appris que son père ne s'était pas converti à l'islam.

Il a été arrêté pour possession d'armes et a purgé sa peine dans une prison géorgienne, où a probablement eu lieu son évolution vers un salafisme pur et dur. Libéré en 2010 dans le cadre de l'amnistie générale des prisonniers décidée par la Géorgie, Al-Chichani s'est rendu peu de temps après en Turquie, avec de rejoindre la Syrie. « Il dit aujourd'hui qu'il est parti pour vivre sa foi, mais je sais qu'il l'a fait parce que nous étions dans le besoin », a déclaré Teimuraz à la BBC.

Le Tchétchène a d'abord émergé en Syrie en 2013, comme le chef de sa propre cellule djihadiste inspirée d'Al-Qaïda, Jaïch al-Mouhajirin wal-Ansar (l'Armée des émigrants et des partisans), essentiellement composée de musulmans de l'ancien bloc soviétique. Le service de sécurité intérieure de la Russie, le FSB, a évalué à cinq cents le nombre de Russes combattant en Syrie, et à cent de plus les ressortissants des autres anciennes républiques soviétiques – des chiffres qui ne peuvent pas être confirmés de façon indépendante. Il convient néanmoins de souligner que la Russie occupe une place de choix dans la propagande de l'EIIL en tant que nation ennemie, sans doute en raison de ses valeureux guerriers du Caucase et de la volonté d'en recruter davantage.

Al-Chichani a formellement rejoint, lui et son Armée des émigrants et des partisans, les rangs de l'EIIL en décembre 2013, après avoir prêté allégeance à Al-Baghdadi. Il a depuis été régulièrement déclaré mort au combat – en général, tué par les milices kurdes – et a même fait l'objet d'une attention spéciale de la part de Ramzan Kadyrov, le chef de guerre-président de la Tchétchénie choisi par Vladimir Poutine. En novembre 2014, Kadyrov a annoncé sur sa plateforme préférée, Instagram, une autre des nombreuses prétendues morts d'Al-Chichani, l'« ennemi de l'islam », avant de supprimer le message. Cela a néanmoins fait naître la suspicion que le Tchétchène avait été effectivement tué en Syrie et que le billet nécrologique de Kadyrov était le moyen pour le FSB de confirmer la nouvelle. Quoi qu'il en soit, la fonction principale du Géorgien pour l'EIIL semble être celle du célèbre Patton[5] des *mouhajirin*.

Les Tchétchènes, en règle générale, sont considérés par les autres djihadistes de l'EIIL comme de redoutables guerriers, en raison de leur expérience longue de plusieurs décennies dans une lutte insurrectionnelle acharnée contre l'armée russe. « Chichani est le commandant le plus en vue, alors même que le commandement et le contrôle de l'EIIL sont toujours dans les mains de Baghdadi et d'anciens baathistes, selon Chris

Harmer, un analyste de l'*Institute for the Study of War*. Les Tchétchènes se démarquent des autres djihadistes étrangers. Si je fais partie du Conseil militaire de l'EIIL, je ne vais pas choisir un type qui a l'expérience du combat contre les Russes pour en faire un kamikaze. Je vais en faire un commandant de divisions. »

Pendant plus d'un an, le génie d'Al-Chichani comme stratège militaire a été présenté et considéré comme une vérité établie par les observateurs du conflit syrien après que l'Armée des émigrants et des partisans a joué un rôle décisif dans la destruction de la base aérienne de Menagh à Alep, une installation qui a été assiégée pendant des mois par des rebelles de toutes sortes, dont l'EIIL. Certains d'entre eux avaient même réussi d'impressionnantes incursions à l'intérieur de la base, avant d'être ensuite repoussés par les soldats syriens. Menagh est finalement tombé après qu'Al-Chichani a envoyé deux kamikazes (dont l'un aurait été saoudien) qui ont fait explosé un VBIED dans une voiture blindée qu'ils ont conduite jusqu'au centre de commandement de la base.

Créant un large effet bénéfique sur le moral des troupes anti-Assad, l'opération a été généreusement qualifiée par les autres rebelles de victoire majeure de l'EIIL contre le régime (négligeant qu'Al-Chichani et son Armée des émigrants et des partisans n'ont été pleinement intégrés à l'EIIL que six mois plus tard).

Plus tard, ce portrait héroïque a fait l'objet d'une révision critique de la part d'anciens compagnons d'Al-Chichani qui ont combattu à ses côtés, pour qui sa légende relève de la broderie de tabloïd. Selon un autre djihadiste tchétchène appelé Khaled Chichani et cité par *Radio Free Europe/Radio Liberty* en novembre 2014, son homonyme serait en réalité un très mauvais commandant sur le terrain. « Omar Chichani est quelqu'un qui ne sert à rien sur le plan militaire, a déclaré Khaled dans un communiqué publié sur les forums djihadistes russes. Il ne connaît pas les tactiques militaires – et je suis généreux. Vous remarquerez que ce sont

uniquement les médias infidèles (c’est-à-dire occidentaux) qui ont parlé du génie militaire d’Omar Chichani. Ils ont largement surestimé son identité et l’ont présenté comme un spécialiste militaire de génie, ce qui est l’exact contraire de la réalité. Cette personne sait seulement comment envoyer des moudjahidin à la boucherie, et c’est tout. » Même si cela peut être attribué à de la rancœur ou à des brouilles internes, il faut reconnaître que la réputation d’Al-Chichani a été mieux servie par le *Daily Mail* que par des salafistes-djihadistes avertis. D’après Alkhouri, il est la cible d’innombrables railleries sur les forums djihadistes à cause de sa connaissance « à chier » de l’Islam, et celle, pire encore, de la langue arabe.

# LE MANAGEMENT DE LA « HYPE »

La transformation des nombreux combattants étrangers en Saladin contemporains est un élément central du recrutement djihadiste, qui remonte à l'époque d'Al-Zarqaoui. Après tout, même le fondateur d'AQI est parti comme Gomer Pyle (Grosse Baleine, un des personnages du film *Full Metal Jacket*) avec un fusil d'assaut, jusqu'à ce que son équipe technique transforme chaque parcelle de lui pour en faire un émir. « Regardez ce que sont ces combattants étrangers, avant tout, dit Richard, l'ancien de l'antiterrorisme. Dans la plupart des cas, ce sont des aventuriers qui n'ont pas un pot où pisser de retour chez eux, que ce soit la Belgique, Manchester, l'Algérie, le Yémen ou, OK !, la Géorgie. Ils ont été dopés par les réseaux sociaux ou le prosélytisme à l'extérieur des mosquées et ils sont partis combattre pour le djihad. Ce sont les mêmes types sur lesquels les militaires du monde entier comptent éternellement pour être soldats ou fantassins. Ce sont des crétins de 19 ans qui cherchent à faire quelque chose de leur vie parce qu'ils n'ont rien à foutre en rentrant en Belgique. »

Le sensationnalisme occidental a perversement contribué à la fascination glamour exercée par l'EI autant qu'à sa macabre attraction auprès des jeunes et des désabusés. Les cas de jolies adolescentes appartenant à la classe moyenne autrichienne, parties combattre et se marier avec des takfiris – et celles qui s'en inspirent mais qui sont stoppées en

route avant de pouvoir rejoindre la Syrie – continuent de faire les unes, tout autant que le dernier projet de mariage de Charles Manson[6]. L'opinion est fascinée par le spectacle psychopathique de l'EIIL, et tout spécialement par ceux qui les considèrent « comme eux » et qui sont tellement tirés dans leur direction qu'ils sont apparemment prêts à abandonner des vies confortables en Occident pour vivre le djihadisme. Scott Atran, anthropologiste à l'université du Michigan, a mené une étude approfondie sur les motivations psychologiques et sociales du djihadisme et soutient que l'EIIL n'est pas vraiment différent des mouvements romantico-révolutionnaires qui se sont avérés être des bains de sang dans l'Histoire. « Vous ne pouvez pas pousser des gens à tuer des gens et porter préjudice à d'autres sans vertu morale, nous a-t-il dit. C'est un peu comme pour la Révolution française. Quand Robespierre a introduit la Terreur comme un outil au service de démocratie, ils en étaient très fiers. » Qui rejoindrait l'EI ? En 1940, George Orwell a écrit un essai dans lequel il posait une question similaire à un autre livre prônant ce qu'il résumait comme « un horrible empire lobotomisé, dans lequel il ne se passe rien si ce n'est l'entraînement de jeunes gens à la guerre et la reproduction continuelle de nouvelles chairs à canon ». Comment, s'interrogeait-il, un tel « projet monstrueux » pouvait-il trouver place alors que la démocratie libérale était censée avoir mis fin à un tel barbarisme ? Comment pouvait-il y avoir une nation qui se jette aux pieds d'un homme offrant « la lutte, le danger et la mort » quand d'autres formes de gouvernement offraient « le bien-être » ? Orwell avait revisité *Mein Kampf*.

---

1. De Don Draper, personnage fictif de la série *Mad Men*. Draper est un self-made-man séduisant et charismatique. Il incarne, d'apparence, le rêve américain.

2. *The Onion* est un célèbre journal américain satirique de fausses informations.

3. Dernier proche collaborateur de Saddam Hussein, numéro 2 sous la dictature baathiste, Ezzat Ibrahim al-Douri, « roi de trèfle du Pentagone », a été tué lors d'une opération militaire en avril 2015.

4. Membre de la secte américaine chrétienne et millénariste Branch Davidian, affiliée à des milices d'extrême droite.

5. George Patton était un général américain « quatre étoiles » de l'armée de terre américaine, célèbre pour son commandement d'opérations lors de la Seconde Guerre mondiale.

6. Le criminel le plus célèbre des États-Unis, condamné à perpétuité, voulait se remarier à 80 ans avec une jeune Américaine depuis sa prison californienne.

9

# LA RÉVOLUTION TRAHIE

# LE DJIHAD ARRIVE EN SYRIE

Le 31 janvier 2011, Bachar al-Assad donne une interview au *Wall Street Journal*. Évoquant les révolutions emportant la Tunisie, l'Égypte et la Libye, il balaie avec dédain la possibilité qu'un bouleversement similaire puisse atteindre son propre pays. « La Syrie est stable, déclare-t-il. Pourquoi ? Parce que nous partageons toujours, étroitement, les convictions du peuple. C'est la question essentielle. » Al-Assad avait raison : *c'était* la question essentielle.

Trois jours avant que cet entretien ait eu lieu, les soldats de son régime avaient dispersé une veillée aux chandelles organisée en solidarité avec les manifestants égyptiens à Bab Touma, un quartier chrétien dans la vieille ville de Damas. Puis, le 17 février, un mouvement spontané éclatait dans le marché d'Al-Hariqa du vieux Damas après qu'un policier eut insulté le fils d'un commerçant. Bien que la protestation n'ait été dirigée que pour dénoncer le comportement du policier, le slogan a cristallisé un seul crime : « Le peuple syrien ne se laissera pas humilier. » Le mouvement a pris fin à l'arrivée sur les lieux du ministre de l'Intérieur venu répondre à la foule en colère et présenter des excuses. C'était trop tard. D'autres manifestations ont éclaté et se sont répandues contre les atrocités commises par Kadhafi en Libye, et, implicitement, contre le dictateur dynastique chez eux qui venait juste de décrire son règne comme inattaquable.

# « LE PEUPLE VEUT LA CHUTE DU RÉGIME »

Un mouvement appelant aux réformes est devenu une révolution à part entière à la suite d'un événement déterminant dans la ville de Deraa. Quinze écoliers, dont certains n'avaient que 10 ans, ont été arrêtés par les forces de sécurité du régime supervisées par le cousin d'Al-Assad, le général Atef Najib, pour avoir écrit sur les murs de leur école des slogans prodémocratiques. Certains d'entre eux reprenaient ceux que les chaînes de télévision avaient relayés à propos d'autres pays, sauf une formule plus créative, qui rime en arabe, « Ton tour arrive, docteur » (*« Jay alek ad-dor, ya doctor »*), en référence au diplôme en médecine ophtalmologique d'Al-Assad. Une anecdote récurrente nous apprend que les familles des détenus ont rétorqué à Najib que ceux-ci n'étaient que des enfants et ce dernier leur aurait répondu : « Envoyez-nous vos femmes, et nous vous ferons d'autres enfants. »

Des manifestations similaires ont bientôt éclaté à Damas, à Homs, à Baniyas, puis dans toute la Syrie. La réponse a été la violence d'État généralisée. Un grand nombre de manifestants et de militants pacifistes ont été tués par l'armée, la police anti-émeute, les *moukhabarat* et les milices pro-Assad. D'autres ont été arrêtés et jetés dans les innombrables prisons de sécurité de l'État. Selon les documents rassemblés par *Human Rights*

*Watch*, la police secrète a eu recours à un large éventail de tortures sur ses détenus, passage à tabac avec des tuyaux, coups de fouets, électrocution, brûlure à l'acide, arrachement d'ongles, *falaka* (bastonnade/torture des pieds), et simulacre d'exécution. Des prisonniers des deux sexes et de tous les âges ont été violés. Une femme détenue au centre de la branche palestinienne des services de renseignement militaire à Damas, l'une des prisons des *moukhabarat* les plus redoutées, a raconté à la BBC ce qui était arrivé à une autre détenue. « Il lui a inséré un rat dans le vagin. Elle criait. Après, nous avons vu du sang sur le sol. Il lui a dit : "Tu en as eu assez ?" Ils se moquaient d'elle. C'était évident qu'elle était en train d'agoniser. Ça sautait aux yeux. Et, d'un coup, elle a cessé de bouger. »

La menace du général Najib n'est pas restée lettre morte : le viol a été systématiquement utilisé par le régime Al-Assad dès les premiers jours du soulèvement. Selon Farha Barazi, une militante des droits de l'homme basée en Virginie, beaucoup de viols ont abouti à des grossesses non désirées, et des gynécologues syriens ont même eu en consultation des victimes âgées d'à peine 11 ans. Barazi a raconté aux auteurs du rapport en avril 2012 l'histoire de « Salma », une jeune fille de Baba Amr, un quartier de la ville de Homs, dont le logement avait été pris d'assaut par les *chabiha*, des bandes de mercenaires à la solde d'Al-Assad. « Elle leur a dit : "S'il vous plaît, s'il vous plaît ! Vous n'avez pas de sœurs ? Vous n'avez pas de mère ? Laissez-moi, s'il vous plaît, pas devant mon père." » Ils ont attaché le père de Salma sur une chaise dans sa propre maison et l'ont forcé à regarder trois ou quatre hommes violer sa fille. « Ils l'ont obligé à garder les yeux ouverts et à regarder la scène », dit Barazi. « Nous avons documenté onze cas jusqu'à présent de femmes qui avaient besoin d'avorter à la suite d'un viol. Nous avons dû toutes les déplacer de Baba Amr ou Idleb vers Alep, qui était plus sûre pour procéder à l'intervention. Elles sont toutes en sécurité aujourd'hui, mais quand j'ai appelé certaines d'entre elles, elles étaient totalement hystériques. Toutes ont subi un grave traumatisme

psychologique dû à qu’elles ont vécu. » Depuis l’entretien avec Barazi, il y a près de trois ans, ces cas documentés ont monté en flèche. Près de 200 000 personnes ont été tuées en Syrie, et 150 000 autres sont toujours détenues dans les prisons du régime, selon « César », le nom de code du photographe de la police militaire syrienne qui a fait défection et a fait sortir clandestinement du pays quelque 50 000 clichés montrant les horribles atrocités commises sur les détenus. « Ce qui se passe en Syrie est un génocide et un massacre, dirigé par le pire de tous les terroristes, Bachar al-Assad », a témoigné César dans une audition devant le Congrès américain en juillet 2014. Stephen Rapp, l’ambassadeur itinérant des États-Unis pour les crimes de guerre, a déclaré que ses révélations constituaient « de solides preuves d’un type de machinerie de la mort que nous n’avions franchement pas connue depuis les nazis ».

# « ASSAD, OU NOUS METTONS LE PAYS À FEU ET À SANG »

Dans son poème épique « Enfant d'Europe » qui traite, à travers une série de couplets ironiques, de la dépravation morale et intellectuelle du totalitarisme, Czeslaw Milosz lance cette apostrophe aux descendants du XX$^{e}$ siècle : « Apprenez à prédire l'incendie avec une précision sans faille/ Puis incendiez la maison pour accomplir l'oracle. » Al-Assad a appliqué la même logique face à des mois de manifestations appelant à son éviction.

Dès le départ, il a qualifié ses opposants, même ceux qui ne réclamaient que de modestes réformes économiques, de terroristes d'Al- Qaïda, de mercenaires à la solde des États-Unis, de l'Arabie Saoudite, du Qatar et d'Israël – certainement l'une des « coalitions de volontaires » les plus complexes dans l'histoire moderne. Le but de cette apparemment absurde mais cohérente propagande de désinformation était simple. Comme nous l'avons vu, Al-Assad a toujours eu besoin de l'attention et de la coopération de l'Occident, tout en soudoyant le terrorisme contre celui-ci. Confronté à la révolution, et accusant l'Occident des mêmes crimes qu'il commettait lui-même depuis longtemps, il s'est efforcé d'assurer sa longévité politique par la prophétie autoréalisatrice. Son régime a pris plusieurs initiatives pour rapatrier l'islamisme violent en Syrie. Ce n'est pas une coïncidence si l'un des slogans favoris de ses fidèles est « Assad, ou nous brûlons le pays ».

Qusai Zakaria est un refugié palestinien qui a vécu à Moadamiyah, dans la banlieue de Damas, et qui a survécu à la fois aux attaques à l'arme chimique d'août 2013 et à la famine imposée sur sa ville pendant des mois avant de pouvoir quitter la Syrie dans des conditions difficiles. « Dès le départ, si vous êtes sunnite, et en particulier palestinien, vous êtes traité comme des sous-hommes par les forces de Bachar, nous a raconté Zakaria. "Il n'y a de Dieu que Bachar", comme diraient les *chabiha*, en battant à coups de pied les manifestants ou en les tirant par les cheveux ou par leur barbe. C'était tout à fait délibéré. Et cela relevait aussi du vrai génie. »

Ce que veut dire Zakaria, c'est que la violence verbale, psychologique et physique qui s'est abattue sur les sunnites a été employée à dessein pour les radicaliser et les pousser à des actes d'extrémisme. « Assad s'est beaucoup appuyé sur les forces alaouites pour réprimer l'opposition dans les zones clés », analyse Chiraz Maher, un spécialiste de la radicalisation (et lui-même ancien islamiste) au King's College de Londres. « La torture physique était accompagnée d'une campagne pour tourner en dérision des fondamentaux de la croyance sunnite. C'est ce qui a attiré l'attention et provoqué la colère dans le monde entier, au-delà de ce qui peut pousser un individu lambda du Midwest à s'intéresser à ce qui se passe en Syrie. Assad a enflammé le monde sunnite musulman. C'est pourquoi le phénomène des combattants étrangers est parti du Golfe et de l'Afrique du Nord. » Allumer la mèche s'est avéré particulièrement aisé après des décennies de mauvaise gouvernance dictatoriale.

Le sectarisme en Syrie, comme en Irak, existait bien avant la guerre civile, et a été tout autant le sous-produit d'une secte minoritaire imposant sa domination sur une majorité récalcitrante, comme au temps du conflit entre musulmans sur la descendance du Prophète, au VII$^{e}$ siècle. Dans le cas présent, il s'agit de la minorité alaouite, une branche surtout culturelle des chiites, qui représente entre 8 et 15 % de la population en Syrie, laquelle gouverne sur les sunnites, qui en constituent près de 75 %. Comme dans

l'Irak de Saddam, la secte majoritaire était bien représentée à tous les niveaux du gouvernement ; par exemple, la femme d'Al-Assad, Asma al-Assad, est sunnite, comme l'ont été plusieurs hauts responsables sécuritaires et militaires du régime. Et bien que les minorités aient toujours été représentées au début dans les manifestations, la démographie en Syrie a démontré un destin révolutionnaire : les sunnites ont été vus comme, et ont été le plus souvent, ceux qui tenaient tête en nombre au régime. La perspective d'une telle éventualité avait engendré une république de la peur et de la paranoïa dans la Syrie assadiste. En 2010, Nibras Kazimi a publié une étude incroyablement prémonitoire, intitulée *Syria Through Jihadist Eyes : A Perfect Enemy* (*La Syrie, vue par les djihadistes : un ennemi idéal*), qui comprend de nombreux portraits, tirés de ses multiples entretiens réalisés dans le pays avec des Syriens de diverses origines religieuses, ethniques et socio-économiques. Kazimi a par exemple rencontré un « chirurgien esthétique né à Damas », dont le père était un officier alaouite de haut rang dans l'armée syrienne arabe et un ami personnel de Hafez al-Assad. Le chirurgien posait sur une photographie aux côtés de Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah libanais. Appartenant aux bénéficiaires du régime, cet homme aurait dû être, écrit Kazimi, « le portrait type d'un [alaouite] de classe moyenne supérieure bien intégré, sûr de sa position dans la société syrienne. Mais il ne l'était pas. Quand il conduit sa Volvo dernier modèle, il garde une mitraillette à portée de main sur le siège du passager. "Savez-vous que les sunnites ont un dicton, *mal'oun baba Hassan* (maudit soit Baba Hassan) ? Savez-vous qui est Baba Hassan ? C'est Ali ibn Abi Talib, le fils de Hassan et le premier des douze imams chiites. Ils nous haïssent. Voilà qui ils sont… Si on leur en donne l'occasion, ils nous massacreront. » De ce dysfonctionnement social, une stratégie contre-révolutionnaire est née. « Le sectarisme a été soigneusement fabriqué par Al-Assad depuis le début pour servir d'instrument à sa répression », selon Maher. « "Il ne s'agit pas d'un mouvement pacifique, mais sectaire, les

sunnites se soulèvent et vont tuer toutes les minorités.” Telle en a été la ligne originelle, avec pour objectif de produire deux effets. Le premier, de séparer le reste de la Syrie des sunnites qui se rebellaient, pour empêcher que des dissidents alaouites ou chrétiens ne rejoignent le soulèvement, même si certains l’ont fait. Le second, de provoquer l’inquiétude de la communauté internationale sur ce qui était en train de se passer – c’est-à-dire que des minorités allaient toutes se faire massacrer par des terroristes. »

Les *chabiha* ont été les principaux ouvriers de cet agenda. Appelés « fantômes » comme le modèle des voitures Mercedes Chabah (« fantôme », en arabe) dont ils se servaient pour faire tout passer en contrebande, des cigarettes aux médicaments en passant par la nourriture et les armes sur le marché gris de l’économie syrienne, des années avant la révolution, ces voyous baraqués, la plupart alaouites, étaient chargés par Damas de commettre les pires crimes contre l’humanité. Selon l’un d’entre eux, qui a été détenu par les rebelles en 2012, chaque *chabih* était payé 460 $ par mois (environ 420 €), plus un bonus de 150 $ pour chaque personne tuée ou capturée. « Nous aimons Assad parce le régime nous a donné tous les pouvoirs – si je voulais prendre quelque chose, tuer quelqu’un ou violer une femme, je le pouvais », s’est-il vanté. Dans la région de Houla à Homs, en mai 2012, les *chabiha* ont été embarqués avec les soldats de l’armée régulière syrienne, et sont allés d’habitation en habitation dans la ville de Taldou, dans la foulée des bombardements soutenus de l’artillerie, égorgeant plus de cent personnes. La plupart étaient des femmes et des enfants. (Les *chabiha* étaient facilement reconnaissables, selon le témoignage des habitants, par leurs baskets blanches ; les soldats syriens portaient des bottes noires.) Al-Assad a accusé Al-Qaïda d’être responsable du massacre. Une enquête des Nations Unies a pourtant établi l’existence « de motifs raisonnables permettant de croire que les coupables […] étaient liés au gouvernement ».

Dans une première prise de conscience de ce qui deviendra plus tard la principale stratégie de guerre d'Al-Assad, le porte-parole du département d'État Victoria Nuland a accusé l'Iran d'être complice du massacre. « Les Iraniens ont clairement fourni le soutien, la formation et des conseils à l'armée syrienne, mais cette force criminelle des *chabiha* rappelle le même type de force que les Iraniens utilisent, a déclaré Nuland. Les *bassidji* [une force paramilitaire composée de volontaires créée à l'origine par les Gardiens de la révolution pour soutenir le pays dans la guerre Iran-Irak] et les *chabiha* sont de la même pâte et usent de tactiques et de techniques similaires, celles dont use l'Iran pour sa propre suppression des droits civils. » Nuland a remarqué qu'au cours de ce week-end de massacre, le commandant en second de la force Al-Qods, Esmaïl Ghani, reconnaissait que son unité jouait un rôle « physique et non physique » dans la guerre en Syrie.

# LA GUERRE DE SOLEIMANI

Ce rôle ne fera qu'augmenter l'année suivante quand la preuve est apparue que la force Al-Qods et le Hezbollah libanais formaient également une guérilla armée plus professionnelle encore que les *bassidji*, appelée les forces de défense nationale, et déployée à la fois en Syrie et en Iran. Avec quelque 100 000 recrues, ces forces irrégulières sont ensuite devenues un des principaux bastions du régime au vu des échecs successifs de l'armée syrienne à repousser les rebelles et à reprendre leurs territoires. Encore une fois, l'héritage de l'assadisme pèse sur la guerre civile actuelle : beaucoup de soldats de base sont des sunnites qui ont fait défection, ont déserté, ou même ont été confinés dans des baraquements parce que leur hiérarchie (alaouite) craignait qu'ils puissent le faire. D'autres fantassins ont été tués par des rebelles après trois ans de guerre d'usure.

« L'armée syrienne ne pouvait pas gérer une crise de trois années, n'importe quelle armée aurait été épuisée », a déclaré l'agent des GRI pour expliquer la genèse et la nécessité de cette force de défense nationale. « L'Iran est venu et a dit "pourquoi ne formeriez-vous pas un soutien populaire en votre faveur, en demandant à votre peuple de l'aide…" Nos gars sont venus dans une des plus grandes régions alaouites. Ils ont dit au chef de l'une des principales tribus d'appeler ses jeunes à prendre les armes et aider le régime. » Chaque brigade des forces de défense nationale est

supervisée par un officier des GRI qui opère comme un commissaire embarqué pour garantir la bonne application de la discipline idéologique.

Reuters a mené des interviews avec plusieurs cadets de ce programme des GRI en avril 2013. Tous venaient de Homs, et la plupart étaient alaouites, même si certains étaient originaires d'autres minorités. Une des personnes interviewées, Samer, est l'un des rares chrétiens à avoir reçu une formation en Iran. Il a déclaré à l'agence de presse : « Les Iraniens nous répétaient que cette guerre n'était pas contre les sunnites mais dans l'intérêt de la Syrie. Or, les alaouites qui participaient à la formation ne cessaient de dire qu'ils voulaient tuer les sunnites et violer leurs femmes en représailles. »

Le camp dans lequel Samer a été entraîné, appelé Amir al-Moumenin (commandeur des fidèles), est situé à environ 25 kilomètres de Téhéran – là où les missiles balistiques de la force Al-Qods sont stockés. Selon un officier de l'armée iranienne interrogé par le *Wall Street Journal* en septembre 2013, « on disait aux stagiaires que la guerre en Syrie était comparable à une guerre épique pour l'islam chiite, et que, s'ils mouraient, ils seraient élevés au plus haut rang des martyrs ».

Sans surprise, les brigades de la force de défense nationale ont été impliquées dans des pogroms antisunnites, dont l'un a eu lieu dans la ville d'Al-Baïda et dans quelques quartiers de la ville de Baniyas, dans la province côtière de Tartous. En mai 2013, des témoins oculaires interrogés par *Human Rights Watch* ont déclaré : « Le gouvernement et les forces progouvernementales sont entrés dans les maisons, ont séparé les hommes des femmes, et des jeunes enfants, puis rassemblé les hommes de chacun des quartiers en un seul endroit, et les ont abattus à bout portant… Dans de nombreux cas, les forces progouvernementales ont brûlé les corps de ceux qui venaient juste d'être exécutés. »

Bien qu'Al-Baïda et Baniyas soient des terres de la minorité chrétienne, tous les témoins chrétiens qui ont parlé à l'ONG ont dit que les forces

prorégime « ont seulement tué des sunnites et brûlé des maisons sunnites ». Le régime a quant à lui prétendu qu'il avait tué des « terroristes ». L'implication de l'Iran en Syrie ressemble en tout point à celle qui était la sienne dans l'Irak occupé par les États-Unis, avec cette exception frappante et ironique : c'est aujourd'hui l'Iran qui apparaît comme la force d'occupation militaire, s'efforçant désespéramment de maintenir la cohésion d'une armée nationale désorganisée et indisciplinée. Les milices de Soleimani ont pris de plus en plus de responsabilités militaires pour pallier la détérioration des forces conventionnelles d'Al-Assad dont les éléments avaient été tués, ou avaient fui. Cela a eu pour conséquences la mort d'Iraniens de haut rang, dont celle notoire d'un des chefs militaires de la force Al-Qods, Hassan Chater, qui a été tué sur une route reliant Damas à Beyrouth. Téhéran s'est essentiellement appuyé sur des agents de la branche de renseignement extérieur du GRI pour « assister et entraîner » l'armée conventionnelle d'Al-Assad, mais aussi sur les membres des forces terrestres du GRI, des hommes expérimentés dans la répression des insurrections ethniques, notamment au sein des communautés azerbaïdjanaises dans la province iranienne de l'Azerbaïdjan occidental. Plusieurs membres des forces terrestres du GRI, dont un commandant de brigade, ont fait partie des quarante-huit Iraniens capturés par des rebelles syriens puis libérés en janvier 2013 dans le cadre d'un échange de prisonniers.

Un rapport publié par l'*Institute for the Study of War* a remarqué un aspect intéressant : les tactiques contre-insurrectionnelles de l'Iran pourraient être une réplique consciente de celles employées par les États-Unis en Irak. À Homs, la ville connue comme « le berceau de la révolution » et que l'armée syrienne a assiégée sans pitié en 2012, le régime a érigé, une fois les rebelles expulsés, un mur en béton de trois mètres, rappelant celui que les forces américaines avaient construit autour de Sadr City en 2008. « Les observateurs iraniens qui ont travaillé avec les

supplétifs à Sadr City à cette époque ont pu directement constater l'efficacité de cette initiative et conseiller le régime Assad d'adopter une approche similaire », conclut le rapport.

« La Syrie est occupée par le régime iranien », a déclaré l'ex-Premier ministre syrien Riyad Hijab après sa défection en août 2012. « Celui qui conduit le pays n'est pas Bachar al-Assad mais Qassem Soleimani, le chef de la force Al-Qods du régime iranien. »

Dès le mois de mai 2011, Soleimani et son adjoint, Mohsen Chirazi – les mêmes opérationnels qui avaient été détenus par le JSOC en 2006 après avoir assisté à une réunion au siège du CSII –, se sont vu sanctionner par le gouvernement américain pour leur « complicité […] dans la violation des droits de l'homme et la répression du peuple syrien ». Soleimani, plus spécifiquement, a été désigné comme ayant joué le rôle d'« intermédiaire pour le soutien matériel apporté par l'Iran » à la Direction générale du renseignement de la Syrie. Comme cela a été ensuite confirmé, ce soutien comprenait le trafic d'armes, de munitions et le transport d'hommes de la force Al-Qods sur des avions civils et militaires de l'Irak vers Damas, déclenchant plusieurs démarches à partir de Washington vers Bagdad ; tout cela a reçu un ferme démenti du gouvernement d'Al-Maliki, qui a rejeté l'existence d'un tel corridor aérien. (En 2012, quand les Irakiens ont cessé de le nier, ils ont prétendu qu'il s'agissait d'« aide humanitaire » et que les États-Unis n'avaient pas pu prouver que des armes aient été transportées.) Selon les renseignements américains, le relais de Soleimani pour la contrebande d'hommes et d'armes vers la Syrie *via* l'Irak n'est autre que Hadi al-Amiri, le chef de la brigade Badr, dont Al-Zarqaoui s'était servi pour mobiliser et recruter des éléments sunnites pour AQI en 2004. En 2013, Al-Amiri a été le ministre irakien du Transport.

Cela peut expliquer pourquoi l'effet de « contagion » de la guerre dans un pays sur un autre ne s'est pas limité au seul mouvement de djihadistes sunnites. En janvier 2014, le *Meir Amit Intelligence and Terrorist*

*Information Center*, basé en Israël, a établi que le nombre de combattants chiites mobilisés pour aider Assad était supérieur à celui des combattants étrangers sunnites pour le renverser.

Jaafar Athab, un membre d'Asaïb Ahl al-Haq, le groupe responsable de la mort de cinq militaires américains à Kerbala en 2007, a été tué en Syrie en 2012, puis son corps a été ramené à Bagdad où des funérailles ont eu lieu sur la place Tahrir sous le contrôle des forces irakiennes de sécurité. La milice chiite Kata'ib Hezbollah a également perdu des hommes en Syrie. Idem pour l'armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr, qui a formé un groupe spécial chiite-alaouite composé de « [cinq cents] Irakiens, Syriens et […] d'autres nationalités » appelé la brigade Abou al-Fadhel al- Abbas. Phillip Smyth, un spécialiste des Groupes spéciaux, a étudié la page Facebook de la brigade Badr qui annonçait la présence de 1 500 de ses hommes en Syrie et les funérailles publiques pour ses membres tués en Irak. La plupart de ces combattants ont formulé leur engagement dans la guerre d'Al-Assad en terme exclusivement défensif ; ils partaient, disaient-ils, pour « protéger les lieux saints ». Bien qu'il soit avéré que beaucoup de militants chiites-alaouites aient été déployés sur des sites religieux, notamment à Saïda Zeinab dans la banlieue de Damas, la protection des lieux sacrés est devenu un euphémisme sectaire ou une sorte de code pour ce qui était, en fait, un guerre sainte chiite – ou une contre-insurrection à la Soleimani.

L'Iran a même envoyé des milliers de réfugiés afghans se battre pour Al-Assad, en leur offrant la résidence et quelque 500 $ par mois. D'autres seraient des anciens combattants talibans, devenus des mercenaires iraniens combattant « contre ceux qui sont soutenus par les Américains en Syrie ».

Aucune branche dirigée par les GRI n'a été plus entièrement dédiée à la survie d'Al-Assad que le Hezbollah libanais, qui a été pratiquement le seul responsable de l'expulsion des rebelles syriens de la ville d'Al-Qousseir, située le long d'un corridor stratégique d'approvisionnement syro-libanais. « Le Hezbollah conduit les opérations à Qousseir, a confié un des membres

du parti de Dieu à *Now Lebanon*. L'armée syrienne n'a joué qu'un rôle secondaire, elle ne s'est déployée qu'après que la zone a été complètement "nettoyée" et sécurisée. »

Bien sûr, quand il parle de « nettoyage » de la zone, il faut entendre nettoyage ethnique. « Il y a eu plusieurs cas confirmés correspondant à un nettoyage confessionnel dans différentes régions à Homs », a déclaré un militant syrien du nom d'Abou Rami au *Guardian* en juillet 2013. « Cela fait […] partie d'un projet majeur des chiites iraniens, qui apparaît clairement avec l'implication du Hezbollah et des milices iraniennes. Et cela fait aussi partie du projet personnel d'Al-Assad pour l'État alaouite. » Le projet évoque la création supposée d'un « État croupion » sur la côte syrienne. Pour un temps, quand il subissait encore des pertes territoriales, il a subtilement fait savoir que cela serait son plan de secours si Damas tombait, une façon d'envoyer un message à l'Occident qu'il resterait comme une minorité alaouite vulnérable face à ce qui a été à l'origine et de façon constante présenté comme la cause des rebelles : un plan d'extermination au profit de la suprématie sunnite.

# LA SECONDE INTERVIEW DE BACHAR

Contrastant avec le ton serein de son entretien avec le *Wall Street Journal* en 2011, la première interview d'Al-Assad post-soulèvement à un journal occidental annonçait l'Armageddon. « La Syrie est un élément central désormais dans la région, a-t-il déclaré au *Sunday Telegraph*. Il existe une ligne de faille et si vous jouez avec la Terre vous risquez de provoquer un séisme… Voulez-vous connaître un nouvel Afghanistan ou même des dizaines d'Afghanistan ? La Syrie n'hésitera pas à embraser toute la région. » La métaphore du feu, de nouveau. Bien sûr, dans cette prévision apocalyptique, aucune indication n'était donnée sur le pyromane originel. Mais cela a eu peu d'importance, parce que cela a marché. Non seulement l'OTAN et Washington ont exclu d'intervenir militairement en Syrie, sous la forme d'une zone d'exclusion aérienne ou l'établissement de « zones tampons » dans le pays, mais ils se sont également montrés méfiants et dédaigneux à l'égard des ennemis d'Al-Assad, ce qui n'a pu que réjouir ce dernier. Quand Hillary Clinton a quitté le gouvernement, elle a reproché au président Obama de ne pas avoir coopéré plus tôt avec les rebelles laïques – une erreur politique à l'origine selon elle de la montée en puissance de l'EIIL. Mais en février 2012, alors qu'elle était encore secrétaire d'État, elle a déclaré à la chaîne CBS : « Nous connaissons Al-Qaïda – Zawahiri

soutient l’opposition en Syrie. Est-ce que nous soutenons Al-Qaïda en Syrie ? Le Hamas soutient aujourd’hui l’opposition. Est-ce que nous soutenons le Hamas en Syrie ? » Ne pas connaître qui était ou ce qu’était l’opposition restera ensuite la posture officielle de la Maison-Blanche pendant des années, jusqu’à ce qu’elle lève le voile et prétende ne pas être impressionnée par sa découverte. « L’idée que nous pourrions fournir des armes légères ou même des armes plus sophistiquées à une opposition essentiellement formée d’anciens médecins, fermiers, pharmaciens, etc., et qu’ils allaient être capables de se battre contre un État non seulement bien armé mais aussi soutenu par la Russie, l’Iran et un Hezbollah rompu au combat, cette idée n’a jamais été vraiment envisagée », a déclaré le président Obama au *New York Times* fin août 2014, même après que la CIA a commencé à armer et à entraîner un petit nombre de rebelles.

L’appréciation du président posait néanmoins deux problèmes. D’abord, la typologie des rebelles était fausse. Le Centre de documentation des violations, une source de l’opposition syrienne, mais reconnue pour son objectivité, a mené une étude sur les rebelles morts à la guerre et établi que les médecins ne représentent qu’une part statiquement négligeable de 1 %, et même moindre pour les professeurs et les fermiers. Les soldats, en revanche, constituent la majorité des décès, avec 62 %. Comme l’ambassadeur Frederic Hof, l’ancien conseiller spécial d’Obama sur la Syrie au département d’État l’a rappelé au président, la Syrie a une armée de conscription, ce qui veut dire que la plupart des adultes mâles ont une certaine expérience militaire préalable. En nous basant sur nos propres reportages à Antakya, en Turquie, nous pouvons témoigner qu’un seul camp de réfugiés abrite des milliers de militaires de base ou de rang intermédiaire ayant fait défection à l’armée syrienne.

De plus, prévoir que les rebelles syriens ne pourraient pas vaincre une armée syrienne abattue et épuisée, même soutenue par des supplétifs iraniens et des équipements russes, apparaît incohérent au regard de la

politique finalement adoptée par Obama de les former pour battre l'EIIL – les héritiers d'une insurrection qui a frappé l'armée la plus puissante sur terre en Irak depuis près de dix ans. Sachant que la raison d'être de ces rebelles est de combattre le régime, et non l'EIIL, la contre-insurrection des supplétifs des États-Unis – les Syriens libres du JSOC, essentiellement – allait forcément provoquer du ressentiment et le mécontentement. « Les Américains utilisent des mensonges pour obtenir des informations [sur les djihadistes], a déclaré un rebelle à l'hebdomadaire *Newsweek* en février 2013. Si vous demandez en ce moment à n'importe quel rebelle en Syrie, il vous dira que les États-Unis sont nos ennemis. » C'était exagéré, mais ça l'est devenu beaucoup moins après les attaques au gaz sarin d'Al-Assad contre les rebelles et les civils à Damas en août 2013. Quand ils ont vu que les États-Unis ne réagissaient pas militairement, malgré la propre « ligne rouge » définie par Obama, beaucoup ont eu leur dose de promesses creuses ou non tenues. Peu de temps après la signature de l'accord entre Obama et Vladimir Poutine sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien, des dizaines de rebelles soutenus par les pays occidentaux ont quitté le front, se sont mutinés, quand ils n'ont pas invité l'EIIL à aller piller leurs entrepôts syriens remplis de provisions et de fournitures que leur avaient envoyées les États-Unis.

# L’AMNISTIE DES DJIHADISTES

Pendant que la désillusion des rebelles à l’égard des États-Unis et de leurs véritables objectifs en Syrie commençait à s’installer, Al- Assad n’avait quant à lui pas perdu de temps pour s’assurer que les extrémistes domineraient l’insurrection. Le 31 mai 2011, à peine quelques mois après le début du soulèvement, il déclarait une amnistie générale dans le cadre de son train de « réformes », des gestes essentiellement symboliques visant à apaiser le mouvement protestataire. En réalité, l’amnistie a été plus un piège qu’un baume miracle. Bien qu’elle fût censée libérer tous les « prisonniers politiques » en Syrie, elle a été appliquée de façon sélective – beaucoup de manifestants et de militants ont été maintenus en prison, pendant qu’un nombre incalculable de salafistes-djihadistes sortaient. Parmi eux, un bon nombre venaient à peine d’utiliser les filières pour l’Irak, avant de se voir ramenés en Syrie, capturés et enfermés par les mêmes *moukhabarat* qui les avaient d’abord envoyés là-bas. Mohammed Habash, l’ancien député syrien, a affirmé que le régime ne pouvait avoir ignoré qu’au moins quelques islamistes qu’il libérait reprendraient les armes contre l’État. Trois hommes l’ont fait : Zahran Alloush, Hassan Abboud et Ahmed Issa al-Cheikh, les actuels ou anciens chefs salafistes des brigades rebelles les mieux organisées en Syrie. Il existe une photographie célèbre d’eux, debout sur une rangée, tout sourire, peu de temps après avoir été décrétés hommes

libres par Al-Assad. De futurs membres de l'EIIL ont été également amnistiés, dont Aouad al-Makhlaf, qui est aujourd'hui un émir local à Raqqa et Abou al-Ahrir al-Absi, qui a purgé une peine dans la prison de Sednaya en 2007 pour appartenance à Al-Qaïda. En août 2012, après que son frère Firas a été tué près de la frontière turque, Al-Absi a repris la direction du Conseil consultatif des moudjahidin, un groupe lancé par Firas. À la mi-juillet 2014, d'après le département d'État américain, Al-Absi était devenu le chef provincial pour Homs, dans la région d'Alep.

Habash, mentionné plus tôt, a été responsable du programme de déradicalisation à Sednaya en 2008, après s'être proposé lui-même pour occuper ce poste au sein du bureau de la Sécurité nationale syrienne. « Le salafisme aurait pu être contrôlé ou redressé, nous a-t-il confié. Le régime a conduit les salafistes et les soufis à la violence. L'idéologie en était l'une des raisons, mais je peux vous le dire : si Gandhi avant passé trois mois en Syrie, il serait devenu un djihadiste extrémiste. »

Les prisons en Syrie sont synonymes d'universités pour l'islamisation et le terrorisme au cœur du Moyen-Orient, même si la faculté encourage souvent ses étudiants à apprendre. Une anecdote révélatrice a été racontée aux auteurs par Faouaz Tello, un dissident syrien de longue date arrêté par le régime le 11 septembre 2001, quand l'attention internationale était, de fait, focalisée ailleurs. Il a été un militant associé à la déclaration de Damas, un mouvement appelant aux réformes politiques, qui a connu un – bref – âge d'or dans les premiers jours de la présidence « réformiste » du dauphin, avant d'être sommairement écrasé par la suite. Tello a été envoyé à la prison d'Adra, au nord-est de Damas, où il a fait la connaissance de Nadim Balouch. « C'était un jeune de Lattaquié, a dit Tello. Il avait été en Turquie, et quand il est revenu en Syrie, les renseignements turcs en ont informé les *moukhabarat*, et ils l'ont arrêté. Il a passé plus d'un an à Adra. » Balouch était dans une cellule voisine de celle de Tello et durant cette période les deux hommes discutaient la nuit, « criant » à travers les portes. « Je n'avais

rien en commun avec cet homme. Il avait des idées très extrémistes. Mais il parlait aussi avec d'autres islamistes des autres cellules et il répandait son idéologie. Ce n'était pas un membre d'Al-Qaïda, et il n'avait jamais été dans un camp d'entraînement militaire. Il était juste salafiste, mais non violent. Beaucoup de gens étaient comme lui dans la prison. Pendant leur séjour en tôle, c'était comme s'ils faisaient partie d'un collège djihadiste, y compris pour Balouch. » Après la libération de Tello, Balouch a été transféré à Sednaya où, en 2008, il est devenu l'un des six meneurs d'une mutinerie tristement célèbre, un événement dont les circonstances sont restées obscures, si ce n'est qu'au moins vingt-cinq personnes ont trouvé la mort et quatre-vingt-dix autres ont été blessées. « Dès qu'il a repris avec d'autres le contrôle de la prison, ils ont exécuté une poignée de détenus, raconte Tello, prétendant qu'ils étaient des informateurs du régime. Balouch a été directement responsable de l'exécution de l'un de ces détenus. Sa victime n'était pas un informateur, il était juste en désaccord avec l'idéologie de Balouch. »

Quand le régime a finalement repris le contrôle de Sednaya, les six meneurs ont été exécutés – sauf Nadim Balouch. « Il n'a pas été condamné à mort et a été libéré en 2010, bien avant d'avoir accompli sa sentence d'origine, qui était supposée durer jusqu'en 2015. Il est retourné à Lattaquié et a ouvert un magasin. »

Dans les premiers jours du soulèvement syrien, Balouch a rejoint les manifestations pacifiques à Lattaquié, la province côtière où la famille Al-Assad revendique son origine ancestrale. Mais il a été exclu par les autres militants à cause de ses slogans violemment sectaires contre les alaouites – et cela, au cœur de la Syrie alaouite. « Ils ne l'ont pas accepté. Moins d'un an plus tard, peut-être neuf mois, certains rebelles ont pris les armes contre le régime à Lattaquié. Ils ont fui dans les montagnes, et ont créé des bataillons. Balouch était l'un d'entre eux. Personne ne le suivait, alors il a rejoint les montagnes et a créé son propre bataillon. Son bataillon a ensuite

rejoint Jabhat al-Nosra », a dit Tello, en référence à la franchise d'Al-Qaïda en Syrie.

Bien qu'Al-Balouch ait été libéré de Sednaya avant le début du mouvement protestataire, son histoire s'inscrit dans un contexte que les responsables étrangers et syriens décrivent comme étant celui d'un pays dissimulant un bourgeonnement de cellules terroristes. Par exemple, en janvier 2014, le major général Fayez Douairi, un ancien officier des renseignements militaires jordaniens, qui a contribué à gérer le dossier de la crise syrienne pour le royaume, a déclaré au quotidien basé à Abou Dhabi que « beaucoup de ceux qui ont fondé Jabhat al-Nosra ont été capturés par le régime en 2008 et se trouvent en prison. Quand la révolution a commencé, ils ont été libérés sur les conseils des officiers des renseignements syriens, qui ont dit à Assad : " Ils vont travailler pour nous. Il y a beaucoup d'inconvénients à les laisser sortir, mais il y a plus d'avantages car nous allons pouvoir convaincre le monde que nous sommes confrontés au terrorisme islamique". »

Dans un autre registre, un vétéran ayant passé douze ans au sein de la Direction du renseignement militaire syrien a affirmé au même quotidien que l'amnistie générale en 2011 était destinée à semer le terrorisme en Syrie pour des raisons de propagande. « Le régime n'a pas seulement ouvert la porte des prisons et mis dehors ces extrémistes, il leur a facilité le travail, quand ils ont créé des brigades armées », a déclaré au *National* cet officier du renseignement qui a fait défection de son unité du nord de la Syrie à l'été 2011. « Il ne s'agit pas de rumeurs, j'ai réellement entendu les ordres, je l'ai vu se passer. Ces ordres venaient du siège [du renseignement militaire] à Damas. » « Le régime a mis à la disposition de ces extrémistes à Idleb et à Deraa des armes en abondance », a ajouté l'officier.

Naouaz Fares a été ambassadeur syrien en Irak, un pays que, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Al-Assad a cherché à déstabiliser par le terrorisme depuis la fin 2009. Fares a fait défection en

juillet 2012 et a déclaré à la presse que Damas avait toujours joué avec le feu djihadiste contre la révolution. Fares a été en mesure de savoir directement comment fonctionnait cette collaboration ; avant de partir en poste à l'ambassade de Syrie à Bagdad, et après la chute de Saddam, il a officié comme chef de la sécurité du régime et également comme gouverneur de la province près de la frontière syro-irakienne. Il a raconté au *Sunday Telegraph* que « des ordres verbaux avaient été donnés pour que tout fonctionnaire qui souhaitait se rendre [en Irak] [ait] son voyage facilité, et que son absence ne [soit] pas notifiée ». Il a également déclaré qu'il savait que plusieurs « officiers de liaison » du régime géraient encore la coordination avec des membres d'Al-Qaïda au moment de sa défection – l'été 2012. Plus surprenant, Fares a prétendu que toutes les attaques terroristes de grande ampleur qui ont frappé la Syrie, à partir de la fin 2011, avaient été « perpétrées par Al-Qaïda à travers la coopération avec les forces de sécurité », y compris l'une d'entre elles particulièrement dévastatrice qui avait frappé un bâtiment du renseignement militaire dans la banlieue de Damas en mai 2012. S'agit-il d'accusations fabriquées ou alors motivées politiquement ? Peut-être, bien que dans le cas de cet officier alaouite du renseignement, il faut préciser qu'il a déclaré au *National* qu'il préférait encore la gouvernance d'Al-Assad plutôt que la victoire d'une opposition radicalisée. Quelle que soit la vérité, ces accusations sont fondées sur une hypothèse plausible d'une collusion éprouvée dans le passé entre Damas et AQI, et qui s'est prolongée jusqu'au moins 2010. Aussi, si le régime avait définitivement mis fin aux relations avec les djihadistes pendant l'année entre les attaques à Bagdad et le déclenchement des troubles à Deraa, il serait alors le destinataire de l'un des retours de flamme les plus conséquents de l'histoire moderne.

# COMMENT L'EII EST ARRIVÉ EN SYRIE

Quelques mois avant le départ du dernier GI américain d'Irak, Abou Bakr al-Baghdadi a envoyé une poignée de ses hommes en Syrie. D'après la journaliste Rania Abouzeid, qui a été embarquée avec des djihadistes en Syrie, huit hommes ont ainsi traversé la frontière par la province de Hassaké, au nord-est du pays, en août 2011, pendant le ramadan. Parmi ceux qui ont fait partie du voyage, il y avait Abou Mohammed al-Jolani, un Syrien de Damas qui avait combattu aux côtés de l'EII et s'apprêtait à rediriger son attention sur le régime qui avait probablement déjà facilité son passage dans la direction inverse.

Bien que la rumeur ait prétendu qu'Al-Jolani, âgé d'une petite trentaine, avait été aussi libéré de Sednaya à la faveur de l'amnistie générale, il n'existe pas de preuves concrètes pour l'étayer. Le major général Douairi a déclaré au *National* qu'Al-Jolani a été retenu dans les prisons du régime à un moment donné, mais sans préciser la date, ni la prison. Le premier point de contact d'Al-Jolani à Hassaké, selon Abouzeid, était un ancien détenu de Sednaya qui a accueilli la délégation de l'EII, composée de « plusieurs Syriens, un Saoudien et un Jordanien », pour leur première nuit en Syrie. (Ce qui a pu être établi avec certitude, c'est qu'Al-Jolani a été détenu au

camp Bucca, où il avait été identifié par erreur par les forces américaines comme un Kurde irakien de Mossoul.)

La cellule d'Al-Jolani serait responsable d'une série d'attaques à la voiture piégée à Damas contre les services de sécurité et l'armée à la fin 2011, mais elle ne les a revendiquées que le 23 janvier 2012, quand Jabhat al-Nosra a annoncé la formation de son groupe.

Al-Jolani avait aussi pris soin de dissimuler ses liens organisationnels avec l'EII et AQI, au point que même les membres de sa propre cellule n'étaient pas vraiment sûrs de quoi Jabhat al-Nosra était capable et comment il avait pu mener ces audacieuses attaques. Christoph Reuter, un des correspondants de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* qui a mené de nombreux reportages en Syrie, nous a expliqué que « les premiers vrais groupes Al-Nosra ont émergé en juillet 2012 à Alep. Lorsqu'en discutant avec l'un d'eux, nous leur avons demandé "Ah, donc, vous êtes Al-Nosra ?", ils ont répondu "Oui, oui, oui !". "Alors, comment avez-vous fait sauter le bâtiment de la sécurité à Damas ?" "Aucune idée", ont-ils concédé après un temps. "Nous avons pris le nom, parce que c'est un nom important, et nous touchons l'argent du Golfe avec ce nom". »

En d'autres termes, Al-Jolani a passé près de six mois à construire – ou reconstituer – un réseau clandestin de djihadistes en Syrie jusqu'à ce qu'il existe comme un groupe aux objectifs strictement intérieurs. Cela s'est avéré être incroyablement ingénieux, car Al-Nosra n'a pas seulement été l'une des insurrections anti-Assad parmi les plus redoutables dans la guerre civile, mais la relative « modération » dont il a fait usage dans ses relations avec les communautés locales lui a valu le respect et l'approbation même de celles qui n'étaient pas islamistes. Par exemple, Al-Nosra n'a pas déclaré la guerre aux minorités sunnites, contrairement à l'EIIL plus tard. Dans certains cas, le groupe a même protégé des églises, pour montrer aux chrétiens qu'il était partie intégrante de la mosaïque sociale et religieuse de la Syrie, et non pas un groupe takfiri étranger. En cela, affirment les

analystes, Al-Jolani s'est conformé au plan d'action d'Al-Zawahiri après l'assassinat de Ben Laden en mai 2011. « Zawahiri était totalement opposé à ce que les autres groupes religieux et sectes, tels que les chiites, les yazidis, les hindous, les chrétiens et les bouddhistes soient pris pour cibles, sauf si ceux-là s'attaquaient aux sunnites en premier, affirme Laith Alkhouri. Cela s'explique par les réactions particulièrement négatives à l'encontre d'Al-Qaïda en Irak depuis l'époque Zarqaoui, Masri et Baghdadi. Zawahiri a également exhorté les groupes djihadistes à s'adresser au public musulman, une population qui selon lui avait été écartée du vrai enseignement islamique en Syrie, au Liban et en Afrique du Nord. Le but était d'unifier les populations autour du concept de *tawhid*, ou monothéisme. »

Le takfirisme comme contrat social contraignant, voulu par Al-Qaïda, a échoué en Irak, grâce aux États-Unis et aux efforts des tribus. Al-Nosra a donc été le moyen par lequel Zawahiri espérait redorer en Syrie la réputation de son organisation que sa franchise avait dégradée de l'autre côté de la frontière. Al-Jolani a plus tard expliqué à Al-Jazira la genèse d'Al-Nosra, comme la réalisation tardive d'une ambition ancienne d'Al-Qaïda, celle d'aider à libérer le peuple syrien d'un régime tyrannique : « Personne ne peut ignorer l'importance du Levant, dit-il. C'est la terre de conflits, d'hier à aujourd'hui […] Quand le soulèvement [syrien] a démarré, l'un des chefs de l'État islamique en Irak nous a demandé ce qu'il fallait faire. Nous avons dit, commençons par travailler là-bas […] L'oppression exercée par le régime était telle, et les gens étaient bien loin de penser à prendre les armes contre lui ou même à accepter la voie que nous empruntons, et incapables de tirer les conséquences d'une quelconque confrontation avec ce régime. Ce soulèvement a donc écarté la plupart des obstacles et a préparé la voie pour que nous entrions sur cette terre bénie […] Nous avons demandé [l'autorisation de créer Jabhat al-Nosra] mais

cette idée existait déjà dans l'esprit des dirigeants d'Al-Qaïda depuis un moment. »

En tant que chef d'Al-Nosra, Al-Jolani a personnellement supervisé les opérations du groupe dans l'ensemble du pays, en se faisant parfois passer pour un émissaire du vrai Al-Jolani, histoire d'évaluer ce que ses soldats avaient dans le ventre. (Comme au camp Bucca, où AQI utilisait des leurres de contre-espionnage non seulement pour tromper ses ennemis mais aussi pour piéger ses propres recrues.)

Al-Zawahiri a publié deux communiqués début 2012, dans lesquels il valide implicitement l'initiative d'Al-Jolani, sans jamais le citer. Dans le second communiqué, diffusé le 11 février, l'Égyptien « appelle chaque musulman et chaque homme noble et libre de Turquie, d'Irak, de Jordanie et du Liban à venir soutenir ses frères en Syrie en emportant tout ce qu'il possède, ses richesses, son savoir-faire et ses connaissances ». Al-Zawahiri accuse le régime Al-Assad de maintenir « la magnifique jeunesse de la Oumma dans ses prisons, en les torturant et en les tuant. Il a protégé les frontières israéliennes [pendant] près de quarante ans, et a coopéré avec les États-Unis dans la guerre contre l'islam au nom du terrorisme, fait couler le sang des musulmans dans de terribles massacres à Hama, Homs, Jisr-al-Choughour et Deraa depuis des décennies, et réuni un groupe de voleurs criminels, qui pille les richesses et les ressources de la Syrie à l'aide du fer et du feu. » N'étant pas prêt à voir une autre bonne guerre se perdre, Al-Zawahiri a renoué avec l'ère du Bureau des Services, et de feu son patron, en lançant de nouveau un appel mondial aux volontaires moudjahidin.

10

# CONVERTIS ET « DJIHADISTES CINQ ÉTOILES »

# PROFILS DE COMBATTANTS DE L'EIIL

Pour ce livre, nous avons mené des entretiens avec des dizaines de membres de l'EIIL opérant en Syrie et en Irak, et qui appartiennent à différentes catégories – figures religieuses, combattants, émirs provinciaux, responsables de la sécurité, sympathisants. Nous avons pu constater que ce qui les a poussés vers l'EIIL aurait pu facilement les conduire vers d'autres sectes et mouvements totalitaires, y compris ceux étant en opposition idéologique avec le djihadisme salafiste. Loin d'être homogène, l'organisation couvre un large spectre d'origines et de croyances, des opportunistes non religieux et autres profiteurs de guerre aux bédouins pragmatiques et takfiristes engagés.

# LE POUVOIR DE PERSUASION

En octobre 2014, une équipe de sécurité de l'EIIL arrêtait Mothanna Abdoul Sattar, un journaliste militant de 19 ans, qui travaillait pour l'Armée syrienne libre (ASL), environ deux mois après que le groupe eut pris le contrôle de sa région dans l'est de la Syrie. Il a été emmené pour être interrogé près d'une base djihadiste, sous la menace ; son sort dépendait, comme il l'a compris, de son affiliation professionnelle. Travailler pour le bras médiatique de l'opposition syrienne ou de l'Arabie Saoudite signifiait la mort. « Si tu travailles pour l'Orient ou Al-Arabiya, nous te coupons la tête », l'ont-ils menacé. Travailler pour la chaîne Al-Jazira du Qatar, d'après la conversation qu'Abdoul Sattar a eue avec les membres de l'EIIL, était clairement moins problématique. Abdoul Sattar nous a dit qu'il avait été relâché après qu'un djihadiste plus âgé, tout sourire et respectueux, est intervenu pour lui éviter le long interrogatoire du commissaire de l'EIIL.

« Abou Hamza était calme et respectueux », se souvient Abdoul Sattar, en évoquant Abou Hamza al-Shami, un haut responsable religieux de l'EIIL originaire de la commune de Minbij à l'est d'Alep. « Même son visage vous mettait à l'aise. Il a commencé à parler de l'ASL et de pourquoi l'EIIL la combattait. Il a dit que c'était parce qu'ils acceptent des lois impies et reçoivent de l'argent des États-Unis, et Dieu a dit : "Quiconque les prend comme amis est l'un des leurs." Il a ensuite parlé d'Al-Daoula. Il m'a

demandé : “Pourquoi n’avez-vous pas prêté allégeance ? Le Prophète a dit que ceux qui meurent sans avoir contracté une *bayat* mourront de la mort [non islamique] de la *Jahiliya*.” Franchement, quand j’ai entendu cela, j’ai été ébranlé. Pour la première fois, j’ai réalisé que le hadith était vrai. »

Mais Abdoul Sattar n’était pas encore prêt à prêter allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi. Abou Hamza a alors souri, et lui a dit de prendre son temps. Environ une semaine plus tard, Abdoul Sattar a décidé de s’engager.

Il a parlé avec enthousiasme de son séjour au sein de l’EIIL, préférant présenter la séquence des huit heures passées dans l’une de ses prisons comme un rite de passage plutôt qu’une expérience de vie ou de mort. Abdoul Sattar a dit qu’il avait été influencé par « la dimension intellectuelle [de l’EIIL] et la façon dont il propage la foi et combat l’injustice ».

Un grand nombre de membres de l’EIIL que nous avons rencontrés pour ce livre ont témoigné de sentiments similaires – et d’appréciations exagérées – sur l’armée de la terreur, passée maître dans l’art de briser le psychisme de ceux qu’il cherche à recruter, et les reconstruire ensuite à sa propre image. La dimension « intellectuelle » évoquée par Abdoul Sattar peut sembler étrange, voire grotesque, à un observateur occidental, mais elle fait référence à une lecture idéologique soigneusement élaborée, bâtie sur un savant dosage d’herméneutique islamique, d’histoire et de politique.

Ce qu’il décrit n’est pas différent de l’immersion morale et intellectuelle expliquée par des communistes qui ont ensuite perdu leur foi dans le marxisme-léninisme. « Nous avons jeté par-dessus bord toutes les conventions, notre seul principe directeur est celui de la conséquence logique ; nous naviguons sans lest moral », rappelle Roubachof dans le livre d’Arthur Koestler *Le Zéro et l’Infini*, face aux commissaires du Parti qui l’interrogent. Quelques minutes plus tard, Roubachof était abattu par la dictature pour laquelle il avait donné quarante ans de sa vie.

« Quand vous écoutez les religieux d’Al-Daoula, dit Abdoul Sattar, vous êtes bouleversés en réalisant que la plupart de nos sociétés islamiques

ont ainsi dévié de la vraie religion. Ils suivent une religion qui a été inventée il y a moins de deux décennies. Nos sociétés qui se prétendent musulmanes, leur religion est pleine d'impuretés, 90 % est de la *bid'a* [innovation religieuse]. Prenez le *chirk* par exemple : nous associons dans notre adoration d'autres choses que Dieu, et nous ne nous en rendons même pas compte. Les présages, par exemple. Quand nous ajustons notre posture devant les autres à la mosquée, c'est de la *riya'* [l'ostentation]. » L'EIIL a offert à Abdoul Sattar quelque chose qu'il ne pouvait pas trouver dans l'assadisme ni dans l'Armée syrienne libre. Il lui a offert un islam « purifié ».

« Quand vous rencontrez un religieux ou un étranger apparte- nant à l'EIIL, et qu'il reste assis avec vous pendant deux heures, croyez-moi, vous êtes convaincus, poursuit-il. Je ne sais pas, mais ils ont une façon incroyable de persuader les gens. Quand ils contrôlent une zone, ils imposent la religion par la force, et vous devez prier que cela vous plaise ou non. Nous n'avions pas conscience que l'obligation la plus importante en islam, c'est le djihad. Ils portent la lumière sur le djihad. Chaque fois que vous visionnez une de leurs vidéos, vous avez un sentiment étrange qui vous pousse vers le djihad. » Même ceux qui ont été victimes de l'EIIL ou persécutés par eux témoignent du « pouvoir de persuasion » du groupe.

Abou Bilal al-Layli a été responsable du financement de l'ASL dans sa ville d'Albou Layl, à Deir Ezzor. Quand l'EIIL est arrivé, il a fui vers la Turquie. Les djihadistes ont brûlé sa maison et l'ont inscrit sur leur liste des personnes recherchées. Il les voit comme une bande de voyous analphabètes ayant une interprétation déformée de la religion, mais il n'en admire pas moins leur capacité à persuader les jeunes comme les vieux, particulièrement ceux qui ne sont pas très religieux. « L'EIIL utilise l'argent, et parle de justice et de guerre contre les voleurs pour tromper les gens. Pour certains, cela a marché. Dans notre région, vous en voyez qui adorent l'islam et veulent combattre […] *haramiya* [les voleurs]. Ils ont

accepté le projet de “l’État islamique” en pensant que les djihadistes étaient honnêtes. Ceux qui ont rejoint Da’ech ont à peine mémorisé quelques versets coraniques. Ils n’ont aucune base religieuse. Ils ont été simplement dupés par son pouvoir de persuasion. »

# LE NOVICE

Hamza Mahmoud est un adolescent de 15 ans, issu d'une famille aisée de Qamichli dans le nord de la Syrie. Les parents de Hamza ont réalisé qu'il avait rejoint l'EIIL quand il a commencé à disparaître de la maison pendant de longues périodes au cours de l'été 2014. Après avoir tenté à plusieurs reprises de l'empêcher de retourner vers le groupe, selon un de ses frères, le père de Hamza lui a volontairement cassé une jambe. Une fois rétabli, Hamza a de nouveau quitté la maison familiale et a coupé la communication avec ses parents. D'après son frère, Omar, Hamza refusait de parler à sa famille de peur que les pleurs de sa mère et les réprimandes de son père n'influencent sa décision de rester avec l'EIIL. Il n'acceptait de ne communiquer qu'avec ses frères, qui ne vivaient pas dans le pays. Au cours d'une conversation par Skype organisée par les auteurs, Omar a tenté en vain de persuader Hamza de quitter l'EIIL et de rentrer à la maison. « Hamza, tu as tort, tu es encore jeune, c'est un groupe dévoyé, lui a dit Omar. Rien dans l'islam n'appelle au massacre et à la violence. » Hamza a répondu, mécaniquement, mais en arabe classique, par des hadiths et des versets pour démontrer la justesse des actes accomplis par ses nouveaux maîtres. Aussi, a-t-il soutenu, la façon dont est généralement présenté l'EIIL est biaisée et fausse. « Ne crois pas tout ce qui disent les médias, lui a-t-il répondu. Les frères sont de vrais musulmans. Ils ne font rien d'autre

que ce qui est juste. Si tu voyais ce que je vois et entendais ce que j’entends, tu le saurais. »

Omar a ensuite dit à Hamza que la Syrie était composée de plusieurs sectes et religions qui vivent côte à côte depuis des siècles. Hamza a été particulièrement choqué quand son frère a ajouté que parmi ses amis, qui vivaient dans la même résidence que lui, il y avait des alaouites et des yazidis. « Tu as des yazidis proches de toi ? s’est exclamé Hamza. Tue-les et rapproche-toi de Dieu. »

# LE KURDE

L’idée qu’un Kurde puisse rejoindre l’EIIL semble contraire à toute logique, sachant que les hauts cadres de l’organisation sont essentiellement des anciens saddamistes du régime baathiste, responsable d’une campagne génocidaire contre les kurdes. Plus récemment, l’EIIL avait attaqué des villages et des villes kurdes, comme Kobané à la frontière syro-turque, et assiégé Erbil, la capitale du gouvernement régional du Kurdistan en Irak, avant que son avancée ne soit stoppée par des frappes aériennes américaines en août 2014. Les milices kurdes en Syrie et en Irak dont les peshmergas irakiens et les Unités de protection du peuple (YPG) sont considérés respectivement comme des laïques et des marxistes, et par conséquent désignés pour mourir. Et là où d’autres groupes d’insurgés, composés d’un grand nombre de baathistes – en particulier l’armée Naqshbandi d’Al-Douri –, avaient tenté et pour la plupart échoué à recruter des Kurdes, l’EIIL non seulement avait réussi, mais avait rencontré un succès notoire sur un des lieux du massacre de Saddam, la ville irakienne de Halabja. Le porte-parole de l’EIIL, Abou Mohammed al-Adnani a justifié la campagne contre le groupe de population apatride le plus important au Moyen-Orient en ces termes : « Notre guerre contre les Kurdes est une guerre de religion. Ce n’est pas une guerre nationaliste – nous cherchons refuge auprès d’Allah. Nous ne combattons pas les Kurdes parce qu’ils sont kurdes. Nous

combattons plus exactement les mécréants parmi eux, les alliés des croisés et des juifs dans leur guerre contre les musulmans… Les Kurdes musulmans dans les rangs de l'État islamique sont nombreux. Ce sont les combattants les plus féroces contre les mécréants au sein de leur peuple. » Histoire de bien insister sur ce point, et aussi de diviser plus encore les Kurdes, l'un des « musulmans kurdes » de l'EIIL, Abou Khattab al-Kurdi a, dit-on, mené en octobre 2014 les combats djihadistes contre le YPG à Kobané. D'autres Kurdes de Hassaké, d'Alep et de la région nord de Raqqa l'ont rejoint. Pourquoi les Kurdes se rallient-ils à l'EIIL ? Hussein Joumma, le rédacteur en chef politique du quotidien *Al-Bayan* basé à Dubaï, et éminent analyste de la politique kurde, fournit l'explication la plus plausible. Après le massacre de Halabja par Saddam, de nombreuses familles de la ville sont restées appauvries, pendant que d'autres ont construit de nouveaux logements et ont continué à vivre comme avant. Les associations caritatives qui se sont mobilisées pour venir en aide aux victimes des attaques chimiques étaient essentiellement d'obédience salafiste, organisées et financées par des sponsors des États du Golfe, dont l'association koweïtienne pour le renouveau du patrimoine islamique, qui a été accusée par les États-Unis de financer Al-Qaïda. Aussi, après des décennies de prosélytisme dans les régions kurdes du Moyen-Orient, Halabja est devenue l'épicentre de l'islamisme kurde. (On se souvient également que le premier point d'ancrage d'Al-Zarqaoui en Irak a été chez Ansar al-Islam, affiliée à Al-Qaïda, dans les montagnes du nord du Kurdistan.)

En Syrie, même si moins de Kurdes se sont tournés vers l'EIIL, le phénomène a également existé. Les Kurdes syriens sont principalement des laïques ou des soufis de l'ordre Khaznaoui, du nom de la famille qui l'a créé. Pourtant, deux Kurdes d'Alep et de Hassaké avec qui nous avons parlé nous ont expliqué que l'EIIL les avait attirés pour sa philosophie pansunnite, plutôt que panarabe. Un membre kurde de l'EIIL originaire de

Hassaké a rapporté aux auteurs une conversation qu'il avait eue avec un recruteur de l'EIIL peu avant qu'il ne rejoigne le groupe. Le recruteur lui avait dit que Jabhat al-Nosra, qui a depuis fait scission d'avec l'EIIL, était d'abord une organisation « arabe », avant d'être islamique. L'EIIL ne prenait pas en compte l'ethnie, disait-il, mais la réalité de la foi.

Dans la même veine, l'EIIL a également attiré un grand nombre de membres de la minorité turkmène, qui a subi sa part de discrimination et de répression exercées sous le règne des régimes arabes despotiques. Les éléments turkmènes de l'EIIL ont été un facteur clé de la montée en puissance de l'organisation à Mossoul et dans ses régions périphériques. L'adjoint d'Al-Baghdadi, Abou Mouslim al-Turkmani, qui aurait été tué en décembre 2014, était turkmène.

# LES ULTRAS DE SEDNAYA

Une catégorie de takfiristes dominent les échelons moyens et supérieurs de l'EIIL. Ceux-là adhèrent à un ensemble étroit de principes doctrinaux, qui divergent avec l'idéologie plus large et plus accueillante décrite précédemment. Abou al-Athir al-Absi, l'ancien prisonnier de Sednaya qui a été libéré dans le cadre de l'amnistie générale d'Al-Assad, est un parfait cas d'étude de cette catégorie.

Peu de temps après avoir été relâché, Al-Absi a formé un groupe, Oussoud al-Sunna (Lions de la Sunna) dans la région d'Alep ; il a par la suite joué un rôle déterminant dans le ralliement des soutiens à l'EIIL après sa scission d'avec Al-Nosra en 2013. Al-Absi a adopté une ligne dure à l'encontre des autres groupes islamistes et djihadistes plusieurs mois avant la création de l'EIIL – une position que beaucoup disent avoir vue comme la prolongation du conflit idéologique qui existait entre les djihadistes dans la prison de Sednaya (bien que cela puisse aussi être lié au fait qu'Al-Absi ait accusé un bon nombre de ces groupes d'être responsables de la mort de son frère Firas).

Selon Wael Essam, qui a rencontré Al-Absi après le déclenchement du soulèvement, le djihadiste considérait la plupart de ses anciens codétenus à Sednaya comme des *kouffar* (mécréants), dont ceux qui dirigent aujourd'hui des brigades et des bataillons islamistes rivaux en Syrie. Pourquoi ? Parce

qu'ils ont refusé de qualifier d'infidèles les dirigeants musulmans *taghout* (tyranniques) et avec, la majorité des musulmans dans la région. De plus, a expliqué Al-Absi, ces islamistes ont accepté de rendre Sednaya aux autorités syriennes après la mutinerie sanglante de 2008.

Al-Absi et ses acolytes étaient des cas isolés au sein des salafistes à Sednaya. Peu des codétenus partageaient leur idéologie extrémiste et se sont ralliés à eux pour défier le régime, même après que Damas a amassé les soldats de la 4$^{e}$ division blindée à l'extérieur de leurs quartiers.

Les tensions entre l'EIIL et les autres groupes djihadistes et islamistes dans le contexte de la guerre civile syrienne peuvent être vues comme la poursuite d'une dispute qui s'est jouée derrière les barreaux au cours des précédentes années. Abou Adnan, un responsable de la sécurité de l'EIIL, nous a dit que la plupart des rebelles des brigades et des bataillons islamistes se sont formés à l'image des regroupements d'insurgés dans les différents quartiers de la prison. « Ils ne sont pas juste mis ensemble, nous a-t-il précisé, ces hommes se connaissaient entre eux, et les factions qui ont ensuite été formées avaient déjà le personnel et l'infrastructure idéologique en place. Les conflits de personnes et les divergences politiques ont continué. »

Abou Bakr al-Baghdadi s'est rendu en Syrie fin 2012. Al-Absi a été l'un de ses plus ardents partisans et l'un des promoteurs les plus offensifs de la déclaration d'un califat islamique, en aidant Al- Baghdadi à sécuriser l'allégeance de divers combattants d'Al-Nosra et d'autres djihadistes et militants qui faisaient alors partie des insurrections rivales en Syrie.

## LES FLUCTUANTS

Une autre catégorie de recrues de l'EIIL est composée de ceux qui avaient déjà des conceptions islamistes ou djihadistes mais qui se sont limités à la seule orbite idéologique du takfirisme. L'attraction gravitationnelle finale, si l'on peut dire, évoluait en fonction des circonstances. Certains ont rejoint l'EIIL pour la simple raison que l'organisation contrôlait leurs territoires et était devenue la seule faction possible à laquelle se rallier. D'autres ont été simplement impressionnés par les prouesses militaires de l'EIIL au cours des combats contre les factions rebelles rivales. D'autres encore se sont brouillés avec leur groupe originel et ont trouvé l'EIIL plus organisé, discipliné et physiquement performant.

Pour ceux qui pourraient être appelés « les extrémistes *extra- mille* » (zélés), l'expérience de la conversion n'est pas toujours aussi bouleversante et totale qu'elle ne l'a été pour des hommes comme Abdoul Sattar. En général, ils intégraient l'EIIL petit à petit, en venant de la base du Front islamique et de groupes islamiques sympathisants en Irak et en Syrie, à la suite des différends au sein des commandements ou du *Sahwa* syrien avorté, qui a surgi fin décembre 2013.

Le taux de défection en faveur de l'EIIL a été le plus remarquable en septembre 2014. C'est au cours de ce mois qu'une douzaine de factions islamistes, dont Al-Nosra, ont diffusé un communiqué conjoint dans lequel

ils ont désavoué la Coalition nationale syrienne soutenue par les pays occidentaux, le bras politique de l'opposition, et appelé à l'unité dans « un cadre islamique ». En octobre, sept groupes islamistes constituaient le Front islamique et diffusaient un communiqué rejetant la démocratie au profit d'un système fondé sur la charia islamique.

Durant cette période, l'EIIL a gagné des points décisifs sur le plan idéologique. De nombreux islamistes ont bataillé pour mettre un terme aux conflits avec leurs coreligionnaires salafistes – une position partagée par beaucoup de Syriens ordinaires, qui considéraient que toute diversion au combat principal contre le régime d'Al-Assad relevait de la trahison. Les plus jeunes membres du Front islamique, en particulier, avaient des croyances plus réactionnaires religieusement et ont adhéré avec plus de ferveur au discours djihadiste sur l'instauration d'un État islamique. Certains commandants du Front islamique ont en fait assuré la protection des convois de l'EIIL et refusé de retourner leurs armes contre eux. Les divisions ont seulement bénéficié à l'EIIL.

Liwa Daoud, qui a été un temps l'unité la plus puissante au sein de la brigade du Front islamique appelée Souqour al-Sham (Faucons du Levant), a vu environ mille d'entre eux quitter le navire pour l'EIIL en juillet 2104.

De plus en plus, les combattants du Front islamique et d'Al- Nosra ont migré vers l'EIIL alors que la franchise avait encore étendue sa présence à l'intérieur de la Syrie comme de l'Irak.

L'EIIL a tiré profit de l'absence d'un discours djihadiste « syrien » qui s'inscrit en phase avec l'intensification des violences dans une nation ravagée par la guerre, et qui, en août 2014, comptabilisait près de 200 000 morts. Les islamistes syriens établis, en particulier les Frères musulmans, se sont abstenus d'adopter un tel discours et se sont au contraire présentés comme faisant partie de l'ensemble du mouvement prodémocratique, même s'ils ont soutenu financièrement et politiquement les factions islamistes rebelles. Même Al-Nosra, jusqu'à un certain point,

s’est positionné lui-même comme une expression « nationaliste » sans ambitions internationales. Cette hypocrisie a permis à l’EIIL de s’arroger plus ou moins le monopole du récit salafiste- djihadiste global, et de sa vision enivrante de la conquête du monde.

# LES POLITICIENS

En réalité, plus l'EIIL se rapproche de la réalisation de ses ambitions territoriales, moins la religion joue un rôle dans les motivations pour rejoindre l'organisation. Ceux qui disent adhérer à l'EIIL pour son projet strictement *politique* représentent un pourcentage important des cadres inférieurs et de la base.

Pour ceux appartenant à cette catégorie, l'EIIL est la seule offre disponible pour des musulmans sunnites qui ont été bien mal servis au cours de la dernière décennie, perdant d'abord le contrôle de l'Irak puis subissant maintenant des atrocités à l'échelle d'un pays, que beaucoup assimilent à un génocide, en Syrie. Ils voient le conflit au Moyen-Orient comme une lutte opposant les sunnites à une coalition conduite par l'Iran, et il justifie le recours à l'ultraviolence comme un moyen nécessaire pour contrebalancer ou dissuader l'hégémonie chiite. Cette catégorie inclut souvent les plus instruits. Il y a par exemple Saleh al-Aouad, un avocat laïque de Jarablus, dans la province de Hassaké, qui a d'abord été un farouche détracteur de l'EIIL avant de décider que l'organisation était le seul rempart contre l'expansionnisme kurde dans sa région. Saleh a pris part au mouvement pacifique contre Al-Assad et a été un partisan du changement démocratique en Syrie. « Nous sommes fatigués, chaque jour, ils [l'EIIL] coupent quatre ou cinq têtes dans notre ville », nous a-t-il dit

avant sa conversion. Quelques mois après cet échange – à peu près au moment où l'EIIL a commencé à assiéger Kobané –, Saleh a déclaré qu'il rejoignait les coupeurs de têtes.

Beaucoup, à Hassaké, partagent un point de vue similaire. Un résident influent de la province a affirmé que « des milliers » se rallieraient demain à l'EIIL s'il envahissait la ville et la capitale de la province de Hassaké, de peur de ce qui pourrait leur arriver en cas de domination kurde.

Une dynamique similaire existe dans les communautés mixtes près de Bagdad, comme à Baqoubah, ou à Homs et à Hama, où les tensions sectaires ont modelé les orientations politiques.

Une douzaine d'Arabes affiliés à l'EIIL qui appartiennent à cette catégorie politique pourraient même être décrits comme laïques ou agnostiques (beaucoup disent qu'ils ne prient pas ou qu'ils ne se rendent pas à la mosquée) et nous ont exprimé leur profond rejet des atrocités commises par l'EIIL. Pour autant, ils le voient comme le seul groupe armé capable de s'en prendre aux régimes et aux milices « antisunnites » en Syrie, en Irak, et au-delà. En guise de justification, Salim nous a dit que la violence a toujours fait partie de l'histoire islamique et précède toujours l'instauration d'empires islamiques forts, comme les Omeyyades, les Abbassides et le second royaume omeyyade dans l'Espagne moderne.

Ce sentiment d'abattement, ou d'injustice, ressenti par un grand nombre de sunnites qui s'identifient désormais comme une communauté persécutée et assiégée, est connue en arabe sous le terme de *madhloumiya*, un concept historiquement associé aux chiites, pour qui la souffrance fait partie intégrante de leur discours religieux. Tout aussi paradoxal est le fait que, même en étant majoritaires, les sunnites se sont mis à adopter le comportement d'une minorité menacée. Les chiites dans ces régions, en revanche, apparaissent plus déterminés, confiants et mieux organisés, sans aucun doute grâce au soutien iranien et à la miliciarisation de leurs communautés par la force Al-Qods de Qassem Soleimani. Les militants

chiites, comme nous l’avons vu, traversent autant les frontières nationales que leurs homologues sunnites pour participer à une guerre sainte. Les sunnites se sentent attaqués – par Al-Assad, Khamenei, et jusqu’à récemment, Al-Maliki – et dépourvus de toute représentation politique engagée et crédible pour les défendre. Leurs puissances religieuses et politiques, quant à elles, sont perçues comme complices, politiquement impuissantes, discréditées ou silencieuses : les États arabes du Golfe, qui sont majoritairement sunnites et dirigés par un pouvoir sunnite, ont été réduits à implorer l’intervention des États-Unis.

L’EIIL a exploité ce mécontentement et ce sentiment de vulnérabilité sectaire avec un sang-froid vicieux. Comme Al-Zarqaoui pouvait montrer du doigt la brigade Badr en 2004, Al-Baghdadi peut maintenant dénoncer les atrocités antisunnites commises par la force de défense nationale, Asaïb Ahal al-Haq, le Hezbollah libanais, Kataïb Hezbollah, ou en effet, la brigade Badr en Syrie et/ou en Irak, et ainsi les leur offrir comme autant de preuves que les sunnites n’ont pas d’autres espoirs que le califat.

# LES PRAGMATIQUES

Dans les régions sous contrôle total de l'EIIL, les pragmatiques soutiennent le groupe parce qu'il est efficace en termes de gouvernance et de fourniture des services de base, comme l'approvisionnement en nourriture et les services d'assainissement (bien que cela puisse à terme s'arrêter). L'EIIL a établi un semblant d'ordre dans ces territoires « gouvernés », et les populations considèrent les autres alternatives – Al-Assad, le gouvernement irakien et d'autres milices – comme pires encore. Pour ceux-là, épuisés par des années de guerre civile, la possibilité de vivre dans une société sans criminalité ni anarchie prend le pas sur les lois, aussi draconiennes soient-elles, que l'EIIL a instaurées. Les membres de cette catégorie gardent parfois leurs distances avec l'EIIL, pour s'éviter des ennuis, pendant que d'autres tentent en fait de rejoindre les zones où l'EIIL n'est pas connu pour y commettre des atrocités.

Abou Jassem, un religieux qui s'est rallié à l'EIIL après que celui-ci a pris le contrôle de sa ville dans l'est de la Syrie au cours de l'été 2014, a affirmé qu'il ne donnerait volontairement aucun détail sur ce que l'EIIL fait ou ne fait pas. « Je vois qu'ils laissent les gens tranquilles tant qu'on ne vient pas les chercher, nous a dit Abou Jassem. Je me contente d'enseigner aux gens leur religion, et j'espère être récompensé par Dieu pour ce que je fais. »

# LES OPPORTUNISTES

Il y aussi ceux pour qui l'attrait de l'EIIL rejoint leurs ambitions personnelles. Les opportunistes évoluent en général au niveau de la base et des structures de commandement inférieures du groupe. Ils se rallient à lui pour affaiblir un groupe rival, pour monter dans la hiérarchie d'une force politique et militaire dominante ou simplement pour se prémunir d'actions brutales de représailles de l'EIIL pour des délits et des crimes qu'ils ont pu avoir commis contre le groupe.

Saddam al-Jamal, par exemple, a été l'un des plus puissants commandants de l'ASL dans l'est de la Syrie. Après avoir formé son premier groupe rebelle, la brigade Allahou Akbar, écrasé par Al- Nosra qui a tué deux de ses frères, Al-Jamal a prêté allégeance à l'EIIL. Le fait qu'il ait la réputation d'être un trafiquant de drogue n'a apparemment pas posé problème.

Amer al-Rafdan a rejoint l'EIIL après avoir rompu avec Al-Nosra, principalement en raison d'un conflit l'opposant à ce dernier concernant des revenus pétroliers – mais aussi d'une rivalité persistance entre sa tribu et celle qui a été dominée par Al-Nosra à Deir Ezzor. Al-Rafdan a été plus tard accusé par l'organisation d'Al-Jolani d'avoir volé pour une valeur de 4,5 millions d'euros de coton.

# LES COMBATTANTS ÉTRANGERS

En dehors de l'Irak et de la Syrie, les motivations pour rejoindre l'EIIL sont bien sûr totalement différentes et sont le plus souvent alimentées par de sérieux malentendus sur ce qui se passe dans chacun de ces pays.

Spécialiste de la radicalisation, Shiraz Maher, explique que les applications numériques et les réseaux sociaux, comme Twitter, Facebook et, dans l'environnement postsoviétique, VKontakte (le Facebook russe), ont révolutionné l'agit-prop djihadiste. Les chats en ligne des recrues de l'EIIL originaires des pays occidentaux ressemblent le plus souvent à une satire du groupe plutôt qu'à l'expression d'un engagement sincère : « Est-ce que l'État islamique vend du gel pour cheveux et du Nutella à Raqqa ? », « Devrais-je emporter un iPad pour pouvoir prévenir maman et papa que je suis bien arrivé au califat ? », « On m'a dit qu'on peut trouver "Grand Theft Auto V[1]" ? ».

Dans un article publié dans le *New Statesman*, Maher observe que « pendant la guerre en Irak, les sympathisants d'Al-Qaïda devaient se connecter à des forums de discussion protégés par des mots de passe pour s'informer de ce qui se passait sur le terrain. Ces forums n'étaient pas faciles à trouver et leur accès difficile à obtenir. Mais surtout, la plupart des échanges étaient en arabe, une langue totalement étrangère à la majorité des musulmans britanniques. » Aujourd'hui tout musulman britannique qui part

combattre en Syrie ou en Irak est un cow-boy ou un officier de recrutement en puissance pour enrôler ses semblables. Il y a par exemple le cas de Mehdi Hassan, un jeune âgé de 20 ans et originaire de Portsmouth, qui a rejoint l'EIIL et a trouvé la mort lors de la bataille de Kobané en novembre 2014. Hassan s'était en fait engagé avec plusieurs amis de Portsmouth, tous attirés par les époustouflantes images des triomphes de guerre de l'EIIL et sa représentation magnifiée de la vie sous la loi takfiriste. Ils étaient connus sous le nom de « Pompey lads » (« la bande de Pompey », du surnom donné à l'équipe de football de Portsmouth), et comme l'a écrit Maher, « de tous ceux avec qui il a voyagé, un seul combat encore : trois ont été tués et un autre est en prison au Royaume-Uni ».

En décembre 2013, le centre de Maher (*International Centre for the Study of Radicalisation*, CSR, Centre international pour l'étude de la radicalisation et la violence politique) a établi que le nombre de combattants étrangers présents dans les rangs de l'opposition syrienne avait atteint le nombre de « 11 000 individus […] originaires de 74 pays ». La plupart d'entre eux se sont engagés auprès de l'EIIL ou d'autres groupes djihadistes, quelques-uns seulement ont choisi les principales factions de l'ASL. Selon cette étude, les pays de l'Europe de l'Ouest représentent 18 % du total, la France figurant en tête des pays exportateurs de djihadistes, suivie de près par la Grande-Bretagne. Ces chiffres n'ont fait qu'augmenter, en particulier en raison de la guerre de la coalition américaine contre l'EIIL ; en septembre 2014, la CIA a comptabilisé 15 000 combattants étrangers en Syrie, dont 2 000 Occidentaux. La tendance migratoire dominante a néanmoins toujours été celle en provenance du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, l'Arabie Saoudite, la Libye et la Tunisie étant les premiers pays fournisseurs de militants sunnites étrangers.

Les djihadistes missionnaires, motivés par la souffrance des civils, selon Maher, sont représentés par une diversité de Britanniques ayant rejoint

l’EIIL. Ils voient le djihad comme une obligation pour défendre les femmes et les enfants alors que la guerre en Syrie se prolonge, nous a-t-il expliqué.

À l’intérieur de la Syrie, une tendance similaire – des combattants s’orientant vers les groupes extrémistes – existe depuis mi-2012, depuis que les informations faisant état de massacres de civils par les milices pro-Assad ont fait partie de l’actualité internationale.

L’impact de ces massacres sur le psychisme des Syriens opposés au régime a également été immense. Ceux qui sont conscients de leur propre radicalisation désignent Houla, Al-Baïda et d’autres massacres similaires encore pour expliquer pourquoi ils se sont tournés vers les factions rebelles islamistes et djihadistes à l’approche de la fin de l’année 2012. Les ressortissants syriens, néanmoins, ont surtout intégré des factions extrémistes locales plutôt que l’EIIL plus accueillant pour les étrangers. Malgré cela, l’EIIL a tiré profit des massacres assadistes sur un autre plan : la manière horrible avec laquelle ils ont été commis a créé un certain niveau de tolérance pour les décapitations, qui ont été acceptées par de nombreux Syriens au titre de représailles contre le régime et ses milices pro-iraniennes.

Les pires massacres du régime se sont typiquement produits dans des régions où les villages et les hameaux alaouites, sunnites et ismaélites (une autre branche du chiisme) sont adjacents les uns des autres, de quoi favoriser des représailles sectaires sanglantes. Ils sont par ailleurs menés suivant un mode d’attaque défini : un village est bombardé la nuit par l’armée syrienne arabe, et, le lendemain, les miliciens qui sont à proximité vont le prendre d’assaut. Munis de couteaux et d’armes légères, ils se livrent au massacre, tuant hommes, femmes et enfants. La tuerie est décrite comme systématique et motivée par l’autodéfense sectaire. Les vidéos de torture montrent également des *chabiha* ou des comités populaires, les précurseurs de la force de défense nationale, tourner en dérision des

symboles sunnites et forcer leurs victimes à reconnaître le caractère divin d'Al-Assad, et faire ainsi d'autres déclarations sacrilèges.

Maher distingue une seconde catégorie de combattants étrangers : les aspirants kamikazes, qui ne veulent rien d'autre que commettre une opération suicide et se voir célébrés dans les annales du djihadisme. Pour beaucoup de combattants étrangers des États du Golfe, la glorification des kamikazes a été une constante sur les forums et les sites djihadistes depuis qu'AQI a été créé. Les Saoudiens pointent souvent le fait qu'un grand nombre de Saoudiens commettent ces suicides, pour démontrer que les responsables de l'EIIL exercent une discrimination à l'encontre de leurs compatriotes en les envoyant à leur propre mort, quand les Irakiens se gardent pour eux-mêmes les positions hiérarchiques dans les organisations.

Le dernier facteur conduisant les combattants étrangers vers l'EIIL, selon Maher, est le pur aventurisme. Les accros à l'adrénaline sont surtout des musulmans non pratiquants, souvent des usagers de drogue ou des toxicomanes, mêlés à des activités criminelles et à la violence des gangs chez eux – tout comme l'a été Al-Zarqaoui en Jordanie, avant de découvrir la mosquée. Pour eux, partir combattre en Syrie est juste l'occasion d'avoir un puissant « flash ».

# APRÈS MOSSOUL

Un grand nombre de ceux, originaires des autres pays arabes, que nous avons interrogés ont admis qu'ils ne suivaient pas vraiment les événements en Irak et en Syrie avant de commencer à soutenir l'EIIL. Cela a changé après la chute de Mossoul. Un islamiste égyptien, par exemple, nous a dit qu'il ne savait pas lesquelles des factions en Syrie et en Irak étaient bonnes ou mauvaises, mais après l'assaut mené par l'EIIL à travers Ninive, il a commencé à faire des « recherches » et en a conclu que l'instauration du califat était « cohérente » avec les événements annoncés par le prophète Mahomet. Scott Atran, l'anthropologiste de l'université de Michigan, raconte une anecdote similaire. « Je me souviens avoir parlé à un imam en Espagne, il disait : "Nous avons toujours rejeté la violence, mais Abou Bakr al- Baghdadi nous fait exister sur une carte. Le califat n'a pas besoin d'être violent. Il peut être exactement comme l'Union européenne !" »

Le détachement de l'EIIL des réalités du quotidien a eu pour effet de rendre beaucoup d'Arabes réceptifs à l'autoportrait surdimensionné d'un mouvement sunnite de résistance béni par Dieu et inspiré par les fondements anciens de l'histoire islamique. Pour contrôler son image, l'EIIL a eu recours à une gamme d'outils sophistiqués au service de sa propagande et de la désinformation.

1. Jeu vidéo d’action-aventure au succès planétaire, la série des *GTA* est souvent controversée du fait de sa nature violente.

11

# DE TWITTER À *DABIQ*

# LE RECRUTEMENT DE NOUVEAUX MOUDJAHIDIN

« N’écoutez pas ce qu’on dit de nous, écoutez ce que nous avons à vous dire. »

Un des thèmes récurrents dans nos échanges avec les membres de l’EIIL porte sur la façon dont l’organisation est parvenue, contrairement aux erreurs des djihadistes qui l’ont précédée, à empêcher ses détracteurs dans la presse étrangère de façonner une opinion à son sujet. « N’écoutez pas ce qu’on dit de nous, écoutez ce que nous avons à vous dire » est une formule qui est régulièrement sortie au cours de nos entretiens avec les recrues de l’EIIL.

L’ancien conseiller de la sécurité nationale de l’Irak, Mouaffaq al-Rubaie, avait quelque peu exagéré le rôle des réseaux sociaux dans la montée en puissance de la terreur au sein de l’armée, lorsqu’il avait déclaré à Al-Jazira que c’était *grosso modo* Twitter et Facebook qui avaient poussé 30 000 soldats des forces de sécurité irakiennes à déposer leurs armes, fuir les uniformes et laisser les djihadistes libres de s’emparer de Mossoul.

Même s’il a pu avoir exagéré, Al-Rubaie avait raison. Deux semaines après la chute de la ville, l’EIIL a diffusé l’une de ses vidéos les plus populaires à ce jour, intitulée « Salil al-Sawarim » (« Le choc des épées »). Exemple caractéristique de la « pornographie djihadiste », elle démontre la capacité inégalable de l’EIIL à produire un film de propagande et de

recrutement de qualité, sur un format d'une heure, et à développer un contenu n'entachant pas – au grand dam de ce que les hommes politiques et les diplomates occidentaux avaient pourtant espéré – son pouvoir d'attraction.

Un prédicateur brandissant une machette proclame l'État islamique et avertit les *kouffar* et les juifs de Jérusalem que les djihadistes vont venir pour eux. Il se met ensuite à déchirer des passeports.

Dans plusieurs scènes, on voit ceux appelés les « chasseurs de Rafidah » sur la route, tirer sur d'autres véhicules transportant ce qu'ils disent être des soldats chiites partant rejoindre leurs unités « safavides » irakiennes. À l'intérieur des véhicules criblés, gisent des corps ensanglantés de jeunes hommes, en tenue civile ; quiconque remue se fait abattre. Dans une autre séquence, l'EIIL tire sur un homme qui s'enfuit en courant. Il est blessé mais encore en vie, et leur dit « je suis chauffeur ». Le film juxtapose ensuite l'image de l'homme allongé sur le sol avec celle de sa photo officielle de l'armée irakienne. Il est exécuté.

Une mosquée à Anbar montre l'EIIL prendre ce qui ressemble à des formulaires de candidature de civils non armés. Le narrateur explique que si vous avez été précédemment un membre des Conseils du Réveil d'Anbar – ou des hommes politiques sunnites liés au gouvernement irakien –, vous êtes autorisé à vous « repentir et à cesser la guerre contre les moudjahidin ». Si vous le faites, alors, ils vous accorderont « la clémence » et tous vos crimes commis contre l'EIIL seront oubliés – mais cela doit être fait avant que « l'État » ne « vous trouve ». De même, chaque soldat sunnite, policier et agent des *moukhabarat* est encouragé à quitter son poste et à rendre les armes. « Vous avez porté des armes et vous avez été du côté de ces *rafida*, qui combattent vos fils », harangue un combattant masqué de l'EIIL devant une assemblée réunie dans la mosquée. « Nous sommes vos fils, nous sommes vos frères. Nous pouvons protéger votre religion et votre honneur. »

« Le choc des épées » montre également la supposée omniprésence de l'EIIL et ses techniques d'espionnage pour mettre la main sur ses ennemis.

Des agents de l'EIIL, qui portent l'uniforme des forces de sécurité irakiennes, font une descente au domicile d'un commandant du Réveil. Ce sont des « chasseurs de *Sahwa* ». Lorsqu'il est attrapé, le commandant dit qu'il doit appeler l'armée pour vérifier l'identité de ces hommes parce qu'il craint qu'ils soient vraiment de l'EIIL. Dans la scène qui suit, deux jeunes garçons, les fils du commandant *Sahwa*, sont en train de creuser une large fosse dans la terre. Ils expliquent que leur père les a convaincus de travailler avec le gouvernement irakien. Puis c'est au tour du père de creuser. Quand il faiblit, le moudjahid le raille : « Tu n'étais pas fatigué quand il s'agissait de te préparer à devenir un commandant dans les *Sahwa* et que tu étais affecté aux check-points. » Le commandant s'adresse à la caméra, conseillant à tous ceux qui font partie du Réveil de se repentir. « Je suis en train de creuser ma propre tombe », dit-il.

Un responsable de la lutte contre le terrorisme est interrogé dans son salon. Puis il est conduit dans sa chambre pendant qu'un combattant de l'EIIL, également vêtu comme un soldat irakien, sort ses uniformes d'officier de sa garde-robe. L'homme a les yeux bandés avec un foulard. Il est ensuite décapité.

S'il ne se situe certes pas au même niveau que le travail de Leni Riefenstahl (artiste allemande qui a réalisé des films de propagande nazi), « Le choc des épées » porte un message en adéquation avec l'audience qu'il cible. La vidéo est sortie juste au moment où des groupes rebelles de l'est de la Syrie et d'Alep – des *Sahwa* d'un cru plus récent – combattaient l'EIIL. Aucune de ces factions n'avait quelque chose de comparable à présenter à leurs militants ni à quiconque de l'extérieur pouvant suggérer des prouesses et une unité d'objectifs similaires. Pour les Irakiens, si vous étiez chiite dans une région infiltrée par l'EIIL, vous étiez forcément terrifié. Si vous étiez sunnite, pourquoi prendre la peine de retourner

travailler comme soldat, policier ou élu municipal si un simple serment d’allégeance vous permettait de garder votre tête dans un futur prévisible ? L’EIIL a prétendu être irrésistible et invincible. Beaucoup l’ont cru.

# TWEETER LE CALIFAT

« Le choc des épées » a été posté plusieurs fois sur YouTube (bien qu'il en ait été retiré, comme souvent) ainsi que sur des sites de partage come archive.org et justpaste.it, et a été fortement soutenu sur Twitter et Facebook par les membres de l'EIIL et les « fans » (groupies ou partisans non affiliés). Non seulement cela a permis de maximiser son audience *via* le « crowd-sourcing » (approvisionnement par la foule), mais cela a aussi contribué à noyer les adversaires et les critiques. « Tout le monde devrait savoir que nous ne sommes pas ceux qu'ils pensent que nous sommes », nous a dit un militant de l'EIIL en charge de la production médiatique à Alep, reprenant ce qui est devenu une antienne. « Nous avons des ingénieurs, nous avons des médecins, nous avons d'excellents média-activistes. Nous ne sommes pas *tanzim* [une organisation], nous sommes un État. »

Triomphalisme mis à part, la propagande de l'EIIL a souffert du même défaut inhérent à tout message sectaire et messianique : celui de créer de fausses attentes, ce qui conduit inévitablement à la déception et au désenchantement. Comme Chiraz Maher l'a souligné, en décrivant les conditions générales de la guerre lors des phases moins fanatiques, « beaucoup de djihadistes étrangers se sont rendus en Syrie et, quelques

jours ou semaines après, ont commencé à se plaindre des temps morts et de l'ennui. Pour eux, les vidéos exagèrent largement cette expérience. »

Nous avons pu établir que l'outil médiatique le moins contrôlé que l'EIIL utilise est Zello, une application cryptée pour smartphones et ordinateurs qui permet aux utilisateurs de partager des messages audio. Souvent utilisé par les militants prodémocratiques au Moyen-Orient pour échapper à la surveillance des gouvernements autoritaires, Zello a été par la suite récupéré par l'EIIL pour servir de guide pratique dédié au serment d'allégeance à Al-Baghdadi, grâce à un de ses importants utilisateurs pro-EIIL, Ansar al-Dawla al-Islamiya. Cette application transforme les téléphones portables en talkie-walkie, à travers lesquels quiconque s'intéressant à l'EIIL ou cherchant à les joindre peut écouter les prêches des religieux qui lui sont affiliés, en diffusion simultanée.

Incroyablement convivial, Zello est très populaire auprès du jeune public de l'EIIL. Selon Ahmed Ahmed, journaliste syrien de Sahl-al-Ghab, à Hama, deux jeunes de son village ont rejoint l'EIIL après avoir écouté des prêches *via* Zello. Mohammed, un adolescent de 14 ans qui travaillait dans le sud de la Turquie, a disparu à la ville frontière de Bab-al-Hawa en octobre 2014. Répondant à un appel à l'aide du père de Mohammed, Ahmed a posté un message sur Facebook en demandant à ses amis et à ceux qui le suivent des informations sur le garçon. Une heure plus tard, nous a dit Ahmed, Mohammed appelait ses parents de la frontière irakienne, et leur a dit « je suis avec les frères ».

Le père de Mohammed a été choqué par la nouvelle et a ensuite dit à Ahmed que son fils écoutait régulièrement les prêches de l'EIIL *via* Zello. « Son père l'a averti à leur sujet, et lui a dit qu'ils étaient des menteurs. Mais le garçon répondait qu'il voulait juste entendre ce qu'ils disaient. La majorité des jeunes rejoignent l'EIIL après avoir écouté les prêches. »

L'EIIL a également des moyens hors connexion pour laver le cerveau des jeunes. En mai 2014, le groupe a enlevé environ 153 élèves, âgés entre

13 et 14 ans, à Minjib, sur leur chemin de retour d'Alep, où ils avaient passé des examens, vers leur ville de Kobané. L'EIIL a placé les enfants dans un camp d'entraînement à la charia et les a gardés comme otages pendant des mois, avant de les relâcher le mois de septembre suivant. Selon deux journalistes de Hama proches d'une des familles victimes de rapt, quelques enfants ont choisi de rester et sont devenus des membres de l'EIIL avant même que leur soit proposée la possibilité de retourner dans leurs familles.

Un proche de l'un d'entre eux a expliqué que son cousin avait refusé de retourner chez sa mère malgré l'avis contraire de l'émir local de l'EIIL. La mère a dit à l'émir que le garçon, Ahmed Hemak, était son seul fils et que son mari était décédé, ce qui, conformément aux enseignements islamiques, aurait dû obliger le garçon à rester auprès de sa mère. Mais l'enfant s'était transformé en converti acharné, et n'avait aucune envie de renoncer au mouvement.

# LA FIN DES TEMPS

Le discours public de l'EIIL s'appuie en grande partie sur l'eschatologie islamique pour légitimer et mobiliser. Le hadith attribué au prophète Mahomet qui évoque la bataille de la fin des temps entre les musulmans et les chrétiens à Dabiq, une ville dans la campagne d'Alep, est un point de référence fréquemment repris – tellement omniprésent que le magazine de propagande de l'EIIL en porte le nom. Dans les vidéos, ce hadith est récité par Al-Zarqaoui, sur l'image d'un djihadiste de l'EIIL marchant au ralenti et brandissant un drapeau noir. « L'étincelle a été allumée en Irak et est devenue un feu qui brûlera, par la volonté d'Allah, jusqu'à ce qu'il ait consumé les armées de la Croix à Dabiq. » Il figure en ouverture de chaque numéro de *Dabiq*, comme un équivalent à la devise « Toutes les nouvelles qui méritent d'être imprimées » (la devise du *New York Times*, qui figure en une de toutes ses éditions).

Tout comme ses prédécesseurs baathistes, l'EIIL a réussi à manipuler l'opinion de ceux qui lui sont étrangers et de ses ennemis pour servir sa lutte historique mondiale. Par exemple, l'annonce en août 2014 de la création d'une coalition internationale pour lutter contre l'EIIL en Syrie a été saluée comme le signe que la réalisation de la prophétie islamique était proche, d'autant plus qu'elle suivait la proclamation d'un califat, autre événement prédit par le Prophète. Selon un hadith célèbre, Mahomet a

expliqué à ses partisans qu'après lui un califat sur le modèle de la Prophétie serait instauré, auquel succéderait un Royaume coercitif et tyrannique. Puis un autre califat sur le modèle de la Prophétie serait finalement instauré. Les organisations autant islamistes que djihadistes utilisent souvent ce hadith pour expliquer que le califat va remplacer les régimes tyranniques dans le monde arabe.

L'EIIL se sert du symbolisme islamique pour motiver ses combattants et s'attirer la sympathie des musulmans en dehors de sa zone d'influence. Al-Baghdadi a affirmé être un descendant de Hussein, le petit-fils du Prophète, un préalable requis pour un grand nombre de savants islamiques lorsqu'il s'agit de prétendre avoir la légitimité de gouverner les musulmans. Les différents récits sur la descendance sont particulièrement importants dans le cadre de son argumentation en direction des autres djihadistes, pour qui ces aspects généalogiques sont profondément évocateurs et peuvent mobiliser la jeunesse musulmane autour d'un projet commun. La frustration à l'égard d'une approche plus progressive dans l'édification d'un État islamique, soutenue, disons par les Frères musulmans, conduit parfois les islamistes à appréhender l'EIIL comme une alternative. Le fait qu'il ait *déjà* proclamé le califat signifie que le plus dur a été fait ; les musulmans peuvent s'y rallier et combattre pour sa survie et son expansion, même sans avoir à se rendre en Irak et en Syrie.

Ensuite, il y a la terre même sur laquelle le supposé califat a été instauré. Al-Cham se réfère à la fois à Damas et à la Grande Syrie (un territoire ancien qui englobe la presque totalité du nord du Levant contemporain, y compris la ville turque d'Antakya) qui a été qualifiée par le prophète Mahomet de « bénie » et de « terre de résurrection ». L'Irak et la Syrie ont été les berceaux des premiers empires musulmans, les lieux de naissance d'un grand nombre de prophètes de Dieu, et les lieux de sépulture d'un grand nombre de compagnons du Prophète. Il y a aussi des sites que Mahomet a prédits comme étant ceux de la fin des temps. Ces symboles

sont utilisés comme autant de munitions par l’EIIL pour promouvoir son idéologie et gagner sa légitimité auprès des musulmans conservateurs, et sont exploités avec plus de succès encore en direction des publics coupés de la réalité quotidienne du contrôle exercé par l’EIIL.

# LE DJIHAD SUR PAPIER GLACÉ

Le contenu de *Dabiq*, que nous avons cité tout au long de ce livre, explique la mission essentielle de l'EIIL et ses agissements à travers un prisme eschatologique. L'introduction du thème de l'esclavage sexuel, par exemple, a été défendue par ses chefs éditoriaux comme l'un des signes de « l'Heure », c'est-à-dire le jour du Jugement dernier. Selon un hadith, l'apocalypse viendra le jour où « une esclave donnera naissance à son maître ».

Abolir l'esclavage reviendrait donc à empêcher que la prophétie ne se réalise. *Dabiq* conclut donc : « Après cela, il devient clair d'où Al-Adnani [le porte-parole de l'EIIL] tire son inspiration en disant "Et ainsi nous vous promettons [ô croisés] avec la permission d'Allah que cette campagne sera votre dernière campagne. Elle sera brisée et vaincue, tout comme toutes vos campagnes précédentes ont été brisées et vaincues, sauf que cette fois nous vous attaquerons ensuite, et vous ne nous attaquerez jamais. Nous conquerrons votre Rome, briserons vos croix et asservirons vos femmes, avec la permission d'Allah, le Très-Haut." C'est la promesse qu'Il nous a faite. »

Bon nombre des pratiques ressuscitées par l'EIIIL sont destinées à sonner comme des tocsins annonciateurs de la prophétie islamique, comme la destruction des mausolées et la condamnation à mort des homosexuels,

jetés du haut des toits. L'un des gouverneurs de l'EIIL, Hussam Naji Alami, qui a été capturé par les forces de sécurité irakiennes en 2014, avait émis une fatwa ordonnant la démolition des mausolées à Mossoul sur la base d'un hadith qui aurait préconisé cela. Dans une interview avec le quotidien *Al-Sabah*, Allami a dit qu'il avait lancé cette fatwa en réponse aux critiques, en l'occurrence d'Al-Qaïda, sur l'absence de légitimité de l'EIIL quant à son statut de « califat conçu selon la méthodologie du Prophète ».

Quelles que soient sa perversion ou sa barbarie, l'EIIL a une justification toute trouvée. La valeur marchande de sa vision morbide ne peut pas être sous-estimée. Récemment, le département d'État américain a créé un compte Twitter appelé *Think Again Turn Away* (Repensez-y et faites demi-tour). Il retweete les images des atrocités et des victimes de l'EIIL avec des liens sur des reportages qui en parlent. Il rentre aussi en communication avec les comptes pro-EIIL, pour en fait les « troller ». Donc, à l'inverse de @OperationJihad, qui ne s'adressait à personne en particulier, en citant les paroles d'un hymne djihadiste, « nous n'avons rien d'autre à réaliser dans ce monde que le martyr, dans les montages nous serons enterrés et la neige couvrira notre linceul », le département d'État a répliqué : « Il y a de loin plus d'honneur à donner une paire de bottes à un enfant syrien que de le conduire hors de chez lui, pour rejoindre dans la neige votre quête de la mort. » @OperationJihad n'a pas pris la peine de répondre.

Trois jours plus tôt, alors que le monde commençait à se remettre de l'attentat contre *Charlie Hebdo* à Paris, l'EIIL ou des contingents parmi ses supporteurs ont, semble-t-il, hacké les comptes Twitter et YouTube du Centcom, sur lesquels ils ont posté des documents militaires et des menaces djihadistes, dont un tweet menaçant : « Soldats américains, nous arrivons, regardez derrière vous. » Même si la Maison-Blanche a minimisé l'incident en le présentant comme un acte de « cybervandalisme », l'un des documents publiés par les hackers du « CyberCalifat » s'est avéré moins

anodin : un document intitulé « Registre des généraux de l’armée à la retraite », avec leurs noms, les dates de leur retraite, et les adresses e-mail des généraux de l’armée américaine. Le fait de poster des informations personnelles sur des plateformes publiques est connu sous le néologisme de « doxxing » (de « documenter », le fait de révéler les informations personnelles d’une personne).

Scot Atran est l’un des nombreux analystes à considérer que le gouvernement américain n’a pas pris la mesure de l’attraction exercée par l’EIIL sur ceux qui y sont le plus réceptifs. « On continue à nous dire que l’antidote est de prêcher pour un islam modéré. Je dis aux membres du Conseil national de sécurité : “Vous n’avez pas de gamins ? Est-ce qu’ils écoutent les propos modérés qu’on leur tient ?” »

12

# DIVORCE

# AL-QAÏDA SE SÉPARE DE L’EIIL

Fin décembre 2014, l’EIIL publie le sixième numéro de *Dabiq*. La Une annonce « un témoignage de l’intérieur » de la base des opérations d’Al-Qaïda, dans la région du Waziristan au nord-ouest du Pakistan. L’auteur de l’article, un homme appelé Abou Jarir al- Chamali, un ancien associé d’Al-Zarqaoui, porte un regard plus empreint de nostalgie que de colère sur la dégénérescence de ce qui fut au départ un noble projet djihadiste. Al-Chamali raconte qu’il a voyagé au Waziristan après avoir été libéré d’une prison iranienne en 2010. Il s’attendait à trouver un émirat islamique fier : « Je pensais que les décideurs étaient là-bas et qu’ils avaient appliqué les lois de la charia. Mais malheureusement la seule loi en vigueur était la loi tribale. » Les enfants fréquentaient des écoles « publiques laïques » ; les routes pavées indiquaient qu’Islamabad avait toujours le contrôle du territoire ; les femmes se mélangeaient aux hommes, « ce qui compliquait les mouvements des frères moudjahidin en cas d’action militaire soudaine ». En résumé, l’émirat d’Al-Qaïda était un rêve brisé. De plus, poursuit Al-Chamali, la tricherie des moudjahidin au Pakistan, en particulier d’Ayman al-Zawahiri et de « ses petits copains qui ont quitté le théâtre du Waziristan en emportant des messages secrets et privés », a créé des dissensions au sein de l’EII, ce qui a conduit à « une guerre civile dans la guerre civile en Syrie ». Jabhat al-Nosra combattait soudainement l’EIIL.

# AL-NOSTRA EN GUERRE EN SYRIE

En août 2012, les renseignements américains évaluaient à environ deux cents le nombre des membres d'Al-Qaïda en Syrie – une minorité sur l'ensemble des formations rebelles combattant le régime. Mais, selon l'agence de presse Associated Press, leurs « unités se [déployaient] de ville en ville, avec des vétérans de l'insurrection irakienne qui utilis[ai]ent leur expérience dans la fabrication des bombes pour mener au moins une vingtaine d'attaques ». Et l'appel d'Al-Zawahiri s'était révélé payant, car, comme Daniel Benjamin, le responsable de la lutte contre le terrorisme au département d'État, l'a affirmé, « il y a[vait] un groupe plus important de combattants étrangers […] ils [étaient] déjà soit en Syrie, soit en chemin, » tout en affirmant que les groupes rebelles soutenus par les pays occidentaux « nous [avaient] assuré qu'ils rest[ai]ent vigilants et ne [voulaient] pas avoir affaire à Al-Qaïda et à des extrémistes violents ».

Cette vigilance a été fortement mise à l'épreuve car les brigades et les bataillons de l'ASL ont continué à se plaindre de leur manque de moyens par rapport aux djihadistes. À ce moment-là, les États-Unis n'envoyaient que de l'« aide non létale » à l'opposition, sous la forme de talkie-walkies, de lunettes de vision nocturne, et des rations K (MRE, *Meals Ready to Eat*). Les combattants de l'ASL devaient se contenter des armes que les militaires de l'armée syrienne qui avaient fait défection avaient emportées, des stocks

réquisitionnés sur des installations du régime qu'ils avaient attaquées, et des achats sur le marché noir où les prix, même des armes « légères » comme les kalachnikovs, les lance-grenades RPG et les munitions, avaient explosé du fait de la forte demande. Les rebelles sont également devenus de plus en plus dépendants des armes que leur achetaient l'Arabie Saoudite et le Qatar, deux États du Golfe aux agendas antagonistes mais ayant la même volonté de travailler avec des combattants islamistes considérés comme infréquentables pour les pays occidentaux.

Un aspect de la guerre civile syrienne a été peu exploré : la surenchère sur le marché fortement concurrentiel des armes chez des combattants à l'origine de tendance nationaliste ou laïque a accéléré leur radicalisation, ou du moins leur façon de montrer qu'ils *ont été* radicalisés. Dans une étude sur l'opposition réalisée par l'*International Republican Institute* (IRI) et PechterPolls de Princeton en juin 2012, les rebelles ont formulé clairement leur projet pour la Syrie de l'après-Assad. L'enquête avait établi que 40 % souhaitaient un gouvernement de transition à Damas conduisant à des élections ; 36 % étaient pour une Assemblée constituante comme en Tunisie après la révolution, qui conduise également à des élections. Mais cela a progressivement changé, ou du moins en apparence. À Antakya – devenue à partir de l'été 2011 une plaque tournante, un centre de tri de réfugiés et un baraquement secondaire pour les rebelles –, nous avons rencontré un combattant de l'ASL, qui se remettait d'une blessure causée par un éclat d'obus. Il buvait de l'alcool, fumait de la marijuana et prétendait qu'il voulait voir émerger un État démocratique après Assad. Pourtant, une photo de lui prise sur le champ de bataille le montre en militant islamiste portant une longue barbe, à l'image du chef de guerre séparatiste tchétchène, Chamil Bassaïev (sanglant commandant des indépendantistes, tué en 2006). Sa brigade, nous a-t-il expliqué, étant financée par les Frères musulmans, il s'est donc senti obligé d'afficher une certaine religiosité, histoire de garantir le subventionnement de ses hommes. Un autre commandant rebelle s'est

quant à lui plaint d'avoir dû tout vendre, de son affaire minière familiale à Hama jusqu'aux bijoux de sa femme, pour pouvoir maintenir à flot son jeune bataillon de quelques centaines d'hommes, pendant que les chefs djihadistes retournaient dans leurs refuges à travers la Syrie avec des sacs remplis d'argent liquide qu'ils distribuaient à leurs camarades afin qu'ils achètent des armes, des balles et des bombes. Le trafic de djihadistes et d'armes qui fonctionnait depuis huit ans de l'est de la Syrie vers l'ouest de l'Irak avait pris la direction inverse.

Le 11 décembre 2012, le Trésor américain a désigné Al-Nosra « bras syrien » d'Al-Qaïda, et l'a accusé de chercher à « exploiter l'instabilité en Syrie pour ses propres ambitions, en utilisant des tactiques et en épousant une idéologie inspirées d'[Al-Qaïda en Irak] que le peuple syrien rejet[ait] largement ».

La sanction n'a pas réussi à marginaliser la cellule djihadiste. À l'inverse, elle a eu pour effet de rassembler l'opposition derrière Al-Nosra, pas nécessairement par sympathie idéologique, mais par nécessité, dictée par les conditions de guerre. Le professeur Radouane Ziadeh, un opposant syrien basé à Washington qui a fait partie du Conseil national syrien, le premier cadre politique de l'opposition, a qualifié cette décision d'erreur, précisément parce qu'elle venait confirmer la présentation du conflit par le régime Al-Assad – une guerre contre le terrorisme. Les opposants en Syrie l'ont généralement perçue ainsi.

N'ayant eu de cesse de réclamer depuis un an une intervention militaire des États-Unis sous la forme d'une zone d'exclusion aérienne, et des armes pour l'ASL, les militants ont été très remontés par l'inscription sur la liste noire américaine de l'un des groupes qui était engagé les plus assidûment dans la lutte contre leur ennemi. En décembre 2012, des Syriens ont organisé dans l'ensemble du pays une de leurs manifestations du vendredi. Celle-ci avait pour slogan : « Nous sommes tous Al-Nosra. »

# L’EII POSSÈDE AL-NOSRA

Comme par hasard, le premier agent d’Al-Qaïda à confirmer la sagacité du département du Trésor n’a été autre qu’Abou Bakr al-Baghdadi, dans un message audio diffusé le 8 avril 2013, plus d’un an après qu’Al-Nosra se fut lui-même établi comme l’une des forces combattantes de l’avant-garde. C’était aussi un mois après qu’un ensemble de factions rebelles, conduit par Ahrar al-Sham et Al-Nosra, s’empare de sa première (et jusqu’ici, seule) capitale provinciale hors de portée des militaires syriens à Raqqa, à l’est du pays, qui a été surnommé « l’hôtel de la révolution » à cause du triplement de sa population dû aux personnes déplacées de l’intérieur.

La chute de la ville a presque coïncidé avec l’anniversaire d’un autre événement charnière de l’histoire moderne du Moyen-Orient. Celui des dix ans presque jour pour jour de l’invasion de l’Irak par les forces américaines de l’opération Enduring Freedom (Liberté Immuable). Il y avait là un sombre effet de symétrie. Les marines américains avaient alors aidé les Irakiens à renverser l’imposante statue de Saddam sur la place du Paradis, et l’un d’entre eux avait même, brièvement mais non sans lancer la controverse, couvert le monument du drapeau étoilé des États-Unis. Voilà que des islamistes venaient renverser une statue en bronze de Hafez al-Assad, et de hisser sur un mât le drapeau noir de la *chahada* musulmane, portant l’inscription en arabe « Il n’y a de Dieu que Dieu et Mahomet est

son messager », dans une autre métropole arabe gouvernée par des baathistes. En quelques jours, des graffitis, attribués à Al-Nosra, sont apparus sur les murs de Raqqa, avertissant que la punition pour les voleurs serait de perdre la main. Des brochures avec des images ont été distribuées pour instruire les femmes de l'exigence de modestie dans leur tenue vestimentaire. Et tandis que la plupart des habitants avaient applaudi l'expulsion du régime, ils n'ont pas tous bien accueilli leurs nouveaux maîtres et l'iconographie clivante qu'ils avaient apportée avec eux.

Dans le *New Yorker*, Rania Abouzeid a reconstitué un débat très mouvementé qui a eu lieu entre des habitants de Raqqa de toutes générations et un membre d'Al-Nosra, qui distribuait un tract expliquant la nécessité de remplacer le drapeau de la république syrienne indépendante – celui, tricolore, de la période prébaathiste que l'opposition avait adopté les premiers mois du mouvement de protestation – par un drapeau islamique. Abou Nour, un homme d'une vingtaine d'années, craignait que la *chahada* ne constitue une invitation permanente à une « mauvaise » intervention américaine en Syrie. « Nous allons devenir la cible des attaques de drones américains à cause de ce drapeau – il est immense ! a-t-il dit. Ils vont penser que nous sommes des musulmans extrémistes ! » Abou Moayad, un homme plus âgé qui avait participé à la contrebande de munitions pour les rebelles d'Irak, a lancé à Al-Nosra que le drapeau dénaturait les premiers principes de la révolution : « Nous ne sommes pas un émirat islamique ; nous faisons partie de la Syrie. Ça, c'est une bannière religieuse, pas le drapeau d'un pays. »

La prise de Raqqa par l'EII s'est déroulée furtivement, apparemment pendant la nuit, tout comme l'implantation d'Al-Nosra dans l'ensemble de la Syrie. « Quand la situation en Syrie a atteint un tel niveau d'effusion de sang et d'atteinte à son honneur, a ainsi déclaré Al-Baghdadi le 8 avril 2013, et quand le peuple de Syrie a appelé à l'aide et que tous l'ont abandonné, nous ne pouvions que lui venir en aide, nous avons donc

désigné Al-Jolani, qui est un de nos soldats, ainsi que d'autres combattants, pour se rendre d'Irak en Syrie et rencontrer nos cellules en Syrie. Nous avons préparé des plans et des politiques de travail. Nous leur avons donné la moitié de notre trésorerie chaque mois. Nous leur avons aussi fourni des hommes d'expérience, étrangers et nationaux. […] Nous ne l'avons pas annoncé pour des raisons de sécurité et pour permettre au peuple de connaître la vérité sur [l'EII] contrairement à la déformation et au mensonge des médias. »

Al-Baghdadi ne s'est pas contenté de confirmer ce qui était déjà largement acquis, il est allé plus loin, en annonçant l'unification d'Al-Nosra et de l'EII au sein d'un ensemble régional djihadiste appelé l'État islamique en Irak et Al-Cham – ou au Levant (EIIL/S).

« Non merci », a répondu Al-Jolani, deux jours plus tard.

Bien que respectueux de son supérieur hiérarchique basé en Irak, qu'il qualifiait d'« honorable cheikh », Al-Jolani a fait savoir qu'il n'approuvait pas la fusion, et encore moins de ne pas en avoir été informé au préalable. Il a remercié l'EII d'avoir partagé son budget, serré, de fonctionnement avec la franchise syrienne et a confirmé la délégation de pouvoir à son effet que lui a confiée Al-Baghdadi pour diriger Al-Nosra. Pourtant, Al-Jolani n'a laissé aucun doute quant à sa profonde loyauté à l'égard d'Ayman al-Zawahiri, le « cheikh du djihad » en faveur de qui il a publiquement renouvelé sa *bayat* et celle d'Al-Nosra.

Par la suite, Al-Nosra a fait une brève pause médiatique, à l'inverse de l'emballement multimédiatique concomitant de l'EIIL. La plate-forme médiatique officielle d'Al-Nosra, Al-Manara al-Baïda (le Phare blanc) a interrompu ses productions, pendant que les vidéos de l'EIIL commençaient à envahir la Toile, alimentant les spéculations qu'Al-Baghdadi l'avait emporté sur Al-Jolani. Ce n'est seulement qu'à la fin mai, début juin 2013, qu'Al-Zawahiri, tel un père las des vains efforts déployés pour séparer deux fils ingérables qui se chamaillent, est intervenu publiquement. Dans un

communiqué diffusé par Al-Jazira, il a fait de son mieux pour paraître le moins partial possible dans son jugement. Al-Baghdadi a « commis une erreur quand il a annoncé la création de l'État islamique en Irak et au Levant sans nous demander la permission, ou prendre notre avis, et sans même nous en avoir informé », a déclaré Al-Zawahiri. Il a ensuite « dissous » l'EIIL et ordonné à l'EII et à Al-Nosra de regagner leurs quartiers respectifs, l'un contrôlant l'Irak, l'autre la Syrie.

Sans doute conscient que sa déclaration n'empêcherait pas ses deux subordonnés de reprendre leur dispute, Al-Zawahiri a couvert ses arrières. Il a désigné Abou Khaled al-Souri, « délégué » d'Al- Qaïda en Syrie, pour arbitrer sur le terrain tout différend lié à sa décision. Aussi, si d'aventure Al-Nosra s'en prenait à l'EII ou le contraire, Al-Souri, habilité par Al-Zawahiri, pourrait « mettre en place un tribunal de la charia pour statuer sur l'affaire ».

Al-Souri, qui a été tué dans un attentat-suicide à Alep en février 2014 (probablement par l'EIIL), était un membre de longue date d'Al-Qaïda, et accessoirement un des bénéficiaires de l'amnistie générale d'Al-Assad en 2011. Il a contribué à la création du Harakat Ahrar al-Sham al-islamiya (Mouvement islamique des hommes libres du Levant), l'un des groupes rebelles les plus puissants aujourd'hui en Syrie. Avant sa mort, Al-Souri avait été la cheville ouvrière de la solide alliance opérationnelle entre Al-Nosra et Ahrar al-Sham.

# AL-ZAWAHIRI, DÉFENSEUR DE SKYES-PICOT

Les craintes d'Al-Zawahiri sur le fait que la crise entre ses deux commandants opérationnels pourrait survivre à son intervention paternelle se sont avérées justes. Al-Baghdadi a refusé de se plier à son ordre et a justifié sa défiance en rétorquant qu'Al-Zawahiri, en faisant la distinction entre les territoires syriens et irakiens, validait de fait des frontières artificielles tracées par les puissances impérialistes occidentales à la fin de la Première Guerre mondiale, en particulier avec l'accord de Sykes-Picot. Ce n'était pas une attaque anodine pour un cheikh du djihad…

Le projet phare conçu, au cours du XX$^{e}$ siècle par sir Mark Sykes, d'un accord secret entre Londres et Paris a divisé les restes de l'Empire ottoman. « Je voudrais tracer une ligne droite qui va du "e" de Acre au dernier "k" de Kirkouk », avait dit Sykes au gouvernement britannique en décembre 1915. En réalité, l'accord de Sykes-Picot n'a jamais été mis en œuvre comme il avait été initialement conçu : Mossoul, par exemple, devait tomber dans la sphère d'influence française mais a finalement fait partie du mandat britannique. Mais en dépit d'avoir défini un tracé qui suivait celui des frontières ottomanes datant de plus de cent ans, ce pacte est devenu un sujet de grief leitmotiv dans l'argumentaire des générations qui se sont succédé de baathistes, communistes, nationalistes panarabes et islamistes. Cet

accord a été, et est encore, une synecdoque de la conception occidentale, faite de connivence et de duplicité, du Moyen-Orient, à tel point que lorsque l'EIIL a pris d'assaut Mossoul en juin 2014, il a présenté son action comme la répudiation à la fois physique et symbolique de Sykes-Picot. C'était aussi, implicitement, la marque d'un rejet à l'ordre donné par Al-Zawahiri pour la guerre sainte. La rupture d'Al-Baghdadi avec son aîné égyptien était plus qu'une simple mutinerie d'un lieutenant contre un général. L'émir de l'EIIL traitait son patron de « has been » et de traître.

La rupture entre Al-Nosra et l'EIIL a directement conduit à une nouvelle transformation dans la sphère djihadiste régionale, si ce n'est mondiale. La majorité des combattants étrangers dans les rangs d'Al-Nosra se sont tournés vers l'EIIL, laissant derrière eux une organisation croupion essentiellement constituée de Syriens.

En Irak, la nature et la dynamique de l'EIIL ont également évolué. Al-Baghdadi avait pris au sérieux la stratégie de relations publiques inaugurée par Al-Zarqaoui, puis développée par Al- Masri et le premier Al-Baghdadi, qui avait davantage irakisé l'EII et placé à ses échelons supérieurs d'anciens saddamistes. En incorporant les cadres inférieurs et moyens d'Al-Nosra, Al-Baghdadi s'est retrouvé de nouveau à la tête d'une armée de la terreur plus internationalisée, embrassant le Levant et la Mésopotamie. Ainsi, en reniant Al-Qaïda, l'EIIL d'Al-Baghdadi est revenu à sa première forme en Irak.

# L’INSTITUTRICE DE RAQQA

Souad Naoufal se souvient du moment où les manifestations anti-Assad ont gagné du terrain à Raqqa. C’était le 15 mars 2012, peu après la mort d’Ali Babinsky, le premier habitant de la province de l’est de la Syrie à avoir été tué par les forces du régime. Il avait 17 ans. « Nous l’avons enterré et nous avons ensuite organisé des funérailles et une manifestation en sa mémoire, ils nous ont tiré dessus et tué seize personnes parmi nous. »

Elle se souvient aussi du moment où elle a commencé à manifester contre l’EIIL. « J’ai commencé quand ils ont pris le frère Paolo », dit-elle, en référence au prêtre jésuite italien qui a dirigé pendant des décennies une paroisse au nord de Damas et a soutenu la révolution syrienne dès ses débuts. Après avoir participé aux manifestations à Raqqa à la fin du mois de juillet, il a été ensuite enlevé par l’EIIL, et n’a plus donné de nouvelles de lui depuis. « Paolo était mon invité », a dit à l’un des auteurs Naoufal, une petite femme de 40 ans portant le hijab et ancienne institutrice, au cours d’un entretien en novembre 2013. « Il était venu comme souvent à la maison pour partager la rupture du jeûne pendant le ramadan. Il venait de dénoncer l’EIIL. Il voulait mettre un terme aux tueries et au secret, toutes ces choses que pratique le régime. Il est allé en parler avec l’EIIL, mais il n’est jamais revenu. »

Naoufal est devenue une héroïne pour les militants syriens modérés, et a aussi eu son moment de célébrité sur Internet avec une vidéo de quatre minutes qu'elle a réalisée, dans laquelle elle fustige les lois draconiennes et l'obscurantisme religieux de l'EIIL. La vidéo est intitulée « La femme en pantalon » pour illustrer son refus de se conformer au code vestimentaire imposé aux femmes par l'EIIL. Naoufal dit qu'elle a passé les deux derniers mois à manifester contre les nouveaux idéologues de sa province, qui non seulement salissent l'islam, mais sont le miroir des mêmes dictateurs dont elle comme ses camarades militants voulaient au départ être débarrassés. « Ils traitent les gens de façon horrible. Ils sont exactement comme le régime d'Al-Assad. Ils terrifient les gens pour les forcer à se soumettre. »

Tout comme les *moukhabarat* aux premiers jours du mouvement de protestation, l'EIIL a également interdit aux civils de photographier et de filmer tout comportement provocateur à Raqqa. « L'EIIL frappait les gens dans la rue avec du cuir. Celui qui s'aventurait à prendre des images "illégales" était jeté en prison. J'ai manifesté pendant un mois et demi devant leur siège, mais personne n'a pris d'images parce qu'ils étaient terrorisés. »

Selon Naoufal, le mouvement djihadiste a réussi à s'attirer les faveurs de la population dans cette province en exploitant la pauvreté, l'illettrisme et les difficultés liées à la situation de guerre. Une technique particulièrement efficace consiste à laver le cerveau des enfants. « Ceux qui sont pauvres et sans instruction ne se rendent pas compte de ce que font leurs enfants. Ainsi leurs gamins de dix ans vont finir par leur échapper pour l'EIIL, qui promettra en retour à la famille de la nourriture et de l'argent. Ils élèvent ces enfants, qu'ils appellent "cheikhs", leur donnent des armes et du pouvoir pour les transformer en enfants-soldats. Ils ont 10 ans, n'ont jamais étudié la théologie, et les voilà cheikhs ! J'ai peur que tout cela ne ruine l'idée de ce que sont les musulmans et de ce qu'est l'islam. »

Naoufal est venue tous les jours devant le siège de l'EIIL, où elle se faisait maudire, cracher dessus, malmener et même rouler dessus. « Je me trouvais en face des bâtiments, et il y avait un homme de l'EIIL avec une longue barbe blanche qui voulait garer sa voiture au même endroit. Il y avait largement la place. Il m'a dit de partir. Je lui ai dit non. Il a commencé à m'insulter et à me réprimander, mais je ne bougeais pas. Alors il m'a cognée deux fois avec sa voiture. Cela n'a pas été si dur que ça, sauf pour lui de se faire remarquer. »

« Chaque jour, poursuit-elle, ils pointaient une kalachnikov sur ma tête et menaçaient de me tuer. Je leur ai dit : "Faites-le. Si vous me tuez en premier, alors la seconde balle doit aller dans la tête de Bachar." Ça les a énervés. » Outre son insolence qui a pu les gêner, le fait qu'elle soit une femme menue et d'âge moyen, et que son acte soit relativement isolé, a probablement, jusqu'aujourd'hui, plaidé en faveur de sa survie et de sa liberté précaire. Elle fait néanmoins remarquer qu'elle a plus d'une fois échappé de peu à la justice sociale façon EIIL – la dernière fois, c'était pour avoir pris la défense des droits de la communauté chrétienne de Raqqa.

Fin septembre, l'EIIL a attaqué et brûlé deux églises dans la province, puis décroché les croix de leurs clochers pour les remplacer par les drapeaux noirs du djihad mondial. Le 25 septembre, la même chose s'est produit à l'église catholique de Sayedat-al-Bichara, conduisant à la mobilisation d'une vingtaine de personnes autour du site en signe de protestation. « J'ai dit aux gens de l'EIIL "Que faites-vous ici ? Retournez dans vos quartiers généraux"», a dit Naoufal. Elle conduisait une marche et plusieurs manifestants l'ont suivie, mais le temps d'atteindre le siège, elle a constaté qu'il n'y avait plus qu'elle. Tout le monde avait abandonné le cortège par peur. Le jour suivant, une autre église était prise d'assaut ; Naoufal a de nouveau manifesté après avoir appris que des personnes avaient été arrêtées. Cette fois-ci, elle portait une pancarte sur laquelle était écrit : « Pardonnez-moi. » Le message était adressé à sa famille, parce

qu’elle était sûre que ce jour-là elle serait soit tuée, soit enlevée. « Au début, ils ont essayé de me faire détaler. Ils ont déclenché une bombe près de moi. J’étais là depuis dix minutes, quand un membre de l’EIIL âgé de 16 ans est venu vers moi et a dit : “Pourquoi la laissez-vous en vie ?” Il était sur le point de me tuer, mais il a apparemment reçu des ordres pour que personne ne me parle. » « Cinq minutes plus tard, une voiture est arrivée avec des fusils et des armes. Quelqu’un en est sorti et s’est mis à prendre mon bras et à me frapper sur l’épaule. Un autre m’a craché dessus et m’a insultée. J’ai pensé que c’en était fini. J’ai commencé à appeler autour de moi. Je criais : “Êtes-vous contents, Syriens ? Regardez ce qu’ils sont en train de me faire. Regardez vos femmes, qui se font violer, attaquer et vous restez assis là sans rien faire, à regarder.” »

Naoufal ne sortait pour manifester que si personne ne la reconnaissait dans la rue. Si un militant de l’EIIL la voyait, alors elle s’en allait. Elle n’est plus restée au même endroit, elle passait de maison en maison, fugitive dans son propre pays. Elle ne pense pas que la situation telle qu’elle est aujourd’hui changera dans le futur proche. « Si les gens ont peur, Raqqa ne sera pas libérée de l’EIIL. Tant que l’EIIL continuera à pratiquer les tactiques du régime, il n’y aura pas de liberté. »

Naoufal a depuis fui en Turquie.

## LE *SAHWA* SYRIEN

Des milliers comme Naoufal ont résisté à l'EIIL, à Raqqa ou ailleurs. Les critiques d'Abou Jarir al-Chamali concernant la gestion d'Al-Qaïda au Waziristan – aboutissant à un territoire davantage sous contrôle des tribus pachtounes que des moudjahidin – sont à mettre en relation avec l'obsession de l'EIIL à l'égard des *Sahwa*, en Irak comme en Syrie. Paradoxalement, en tentant d'empêcher l'émergence d'un Réveil, l'EIIL a fini par un déclencher un.

Le 11 juillet 2013, Kamal Hamami, un commandant du Conseil supérieur militaire de l'ASL, a été abattu par un homme armé de l'EIIL à un check-point de Lattaquié. Bien que cet incident ait provoqué de vives tensions – « Nous allons les écraser », a déclaré un commandant de l'ASL à Reuters –, l'affaire a été étouffée et l'assassinat de Hamami renvoyé devant un tribunal de la charia pour « instruction ». De même, quand l'EIIL a « accidentellement » décapité Mohammed Farès, un commandant d'Ahrar al-Sham, en le prenant pour un milicien chiite irakien (il aurait marmonné des mantras chiites pendant son sommeil), l'EIIL a appelé à « la compréhension et au pardon » pour empêcher une guerre intestine. Ni l'EIIL ni les groupes rebelles islamistes ne voulaient déclencher une guerre civile dans la guerre civile. Et bien que les rebelles de l'ASL aient vu la gouvernance draconienne de l'EIIL comme un danger à long terme pour la

Syrie, ils ont également compris que l'arrivée prochaine d'un *Sahwa* ne profiterait qu'à un seul homme : Bachar al-Assad, qui pourrait ainsi regarder tranquillement l'opposition s'entredévorer, voire contribuer à cette autocannibalisation en aidant l'EIIL à faire la guerre à l'ASL. Cela dit, l'EIIL semblait résolu à engager la riposte. Il s'est mis à enlever des militants respectés de l'opposition, à terroriser des civils sous sa domination, à installer des check-points monopolistiques, qui fonctionnaient surtout comme des « points d'étranglement » pour les factions rivales. Et à faire la guerre aux rebelles syriens. Le 1er août 2013, par exemple, l'EIIL a lancé une voiture piégée contre la base d'Ahfad al-Rassoul (Petits-fils du Prophète) à Raqqa, tuant trente d'entre eux. L'EIIL a ensuite chassé la brigade de la ville.

Fin décembre 2013, les habitants de la ville de Maarat al-No'man, dans la province syrienne d'Idleb, ont organisé une manifestation en faveur de l'unification des rebelles contre le régime d'Al-Assad – et la libération d'un responsable de l'ASL, le lieutenant colonel Ahmad Saoud, qui avait été enlevé quelques jours plus tôt par l'EIIL à un check-point. Aussi curieux que cela puisse paraître, Saoud, un militaire qui avait fait défection de l'armée syrienne, s'était rendu avec une délégation à la base aérienne de Taftanaz à Idleb pour négocier avec l'EIIL et obtenir la restitution des équipements militaires – dont des missiles antiaériens – que ce dernier avait volés à Forsan al-Haqq, une faction de l'ASL. Saoud représentait également le Conseil militaire d'Idleb – une assemblée régionale représentant l'ensemble des groupes rebelles de la province – qui avait officiellement exigé que l'EIIL libère tous les civils qu'il avait enlevés, et porte devant les tribunaux compétents de la charia toutes ses réclamations d'ordre civil ou pénal concernant les rebelles. Le propre enlèvement de Saoud s'est produit au cours de sa tentative de parvenir à un compromis avec l'EIIL. La mobilisation de Maarat al-No'man en sa faveur a produit l'effet escompté : quelques heures de manifestation plus tard, l'EIIL a relâché Saoud, faisant

de lui le premier responsable de l'ASL à sortir vivant d'une détention de l'EIIL.

Puis le 29 décembre, l'EIIL a attaqué plusieurs organes de presse à Kafranbel, une ville située dans le nord-ouest de la province d'Idleb, qui avait tant bien que mal réussi, malgré deux ans de bombardement par le régime et d'endémie djihadiste, à maintenir intacts les principes démocratiques du soulèvement syrien originel. Le centre de la presse de Kafranbel faisait partie des bâtiments ciblés. Ce centre est dirigé par Raed Farès, un artiste de 41 ans, dont les affiches et les slogans soutenant la révolution – tous rédigés dans un anglais familier, avec de fréquentes allusions à des références humoristiques de la culture populaire occidentale – ont permis aux publics non arabes dans le monde entier de mieux comprendre le sens d'une révolution arabe. Une de ses célèbres affiches reproduit la fameuse scène culte « je suis le roi du monde » du film *Titanic*, avec Vladimir Poutine en Leonardo DiCaprio et Bachar al-Assad en Kate Winslet. Farès s'est ensuite employé à comparer la perversion de l'EIIL et celle du régime, faisant d'eux des ennemis jumeaux du peuple syrien.

Quelques heures avant l'attaque de l'EIIL, le centre de presse de Farès avait diffusé une émission de radio dans laquelle des femmes syriennes discutaient de leur récent divorce. C'en était trop pour les takfiristes, qui ont enlevé six employés de Farès (relâchés deux heures plus tard), volé et détruit les ordinateurs et les équipements de diffusion du centre.

« Kafranbel est devenue importante parce que c'est une ville qui n'a jamais cessé de soutenir la révolution sous tous ses formes – qu'elle soit pacifiste, armée, et à travers l'action humanitaire et le travail en direction de la société civile, nous a dit Farès. Le régime, quand nous disons quelque chose contre eux, ils nous bombardent. L'EIIL, comme nous avions fait des croquis contre eux – le premier en juin de cette année – ils voulaient nous attaquer, alors ils sont venus et ont fait une descente au centre de presse. Au final, ce sont les mêmes. Ils sont tous les deux des dictateurs. » (Peu de

temps après cet entretien, qui s'est déroulé au cours d'un déplacement de Farès aux États-Unis, l'EIIL a tenté de l'assassiner à Idleb. Il a reçu plusieurs balles, mais s'en est tiré.)

Au cours du Nouvel An 2014, l'EIIL a finalement surestimé ses forces en Syrie, en tuant Hussein al-Soleiman ou Abou Rayan, un des commandants d'Ahrar al-Sham et médecin respecté. Comme Saoud, Abou Rayan a été enlevé alors qu'il se rendait à une rencontre pour négocier avec l'EIIL. Abou Rayan a été enfermé pendant vingt jours et horriblement torturé avant d'être exécuté. Les images de son corps mutilé ont ensuite circulé sur les réseaux sociaux, et provoqué l'indignation même parmi les partisans d'Ahrar al-Sham qui avaient jusque-là appelé à la patience et à la réconciliation avec l'EIIL. La brigade l'a accusé d'avoir même surpassé la barbarie des *moukhabarat* d'Al-Assad. Elle l'a aussi averti que « si l'EIIL continu[ait] à éviter méthodiquement de recourir à une institution judiciaire indépendante, à retarder et ignorer le réglement de ses injustices, la révolution et le djihad [iraient] droit dans un bourbier de lutte internes, dans lequel la révolution syrienne sera[it] la première perdante ».

Le 2 janvier, l'EIIL frappe un autre site de l'ASL, cette fois à Atareb, dans la province d'Alep, conduisant même des combattants islamistes à faire alliance avec l'ASL. Le Front islamique, qui moins d'un mois plus tôt avait réquisitionné un entrepôt de l'ASL rempli d'armes et de provisions à Atmeh, un village à Idleb, est venu affirmer sa solidarité avec une des victimes de l'ASL des fanatiques djihadistes. « Nous exigeons de l'EIIL qu'il se retire immédiatement de la ville d'Atareb », déclare alors le Front islamique dans un communiqué, « qu'il mette fin à l'assassinat des combattants sur la base d'excuses fallacieuses et qu'il restitue les biens injustement confisqués, armes et bases, à leurs propriétaires légitimes. Il doit aussi se soumettre à la loi de Dieu en acceptant le jugement des tribunaux religieux indépendants pour résoudre les conflits les opposant aux autres factions. Nous rappelons à l'EIIL que ceux qui sont à l'origine de la

libération d'Atareb, et des banlieues d'Alep en général, sont ceux que vous combattez aujourd'hui. »

À cette période, le lieutenant-colonel Ahmad Saoud avait rallié une nouvelle formation appelée le Front révolutionnaire syrien, qui revendiquait avoir rassemblé vingt factions distinctes appartenant au Conseil militaire d'Idleb. Comme nous l'a expliqué Saoud, ce nouveau front dominant a été créé avec un objectif : « combattre [l'EIIL] ». Le dernier groupe à rejoindre ce *Sahwa* naissant au nord de la Syrie a été l'Armée des moudjahidin, une alliance de huit brigades rebelles, toutes basées à Alep. « Nous, l'Armée des moudjahidin, a-t-il déclaré, nous engageons à nous défendre et à défendre notre honneur, nos richesses et nos terres et à combattre [l'EIIL] qui a violé les lois de Dieu, jusqu'à ce qu'il annonce sa dissolution. » L'Armée des moudjahidin mettait l'EIIL face à ce choix difficile : soit faire défection en faveur de la rébellion dominante, soit rendre les armes et quitter le pays.

Ce qui avait démarré en conflits locaux s'est transformé en une campagne massive contre l'EIIL, conduite par le Front islamique, le Front révolutionnaire syrien et l'Armée des moudjahidin, qui a chassé l'EIIL hors de ses repaires dans une grande partie du nord de la Syrie. Cette campagne a coïncidé avec une recrudescence des manifestations hostiles à l'EIIL à Idleb et à Alep, que l'EIIL a tenté de réprimer en tirant sur les manifestants.

Comme l'ASL l'avait redouté, le régime d'Al-Assad n'allait pas rester neutre dans cette lutte intestine et s'est rangé du côté de l'EIIL. Alors que les combats se poursuivaient sur le terrain, l'armée de l'air syrienne s'est mise à bombarder les régions d'où l'EIIL venait d'être chassé, frappant l'ASL et le Front islamique, quand elle ne ciblait pas des civils, confortant les allégations d'une opposition déjà convaincue que l'EIIL était au service du régime.

Le 4 janvier, à la suite d'un ultimatum de 24 heures de l'ASL pour que l'EIIL se rende et abandonne la Syrie, deux cents djihadistes sont arrêtés. L'EIIL avait exécuté des civils et des rebelles, en recourant aux voitures

piégées et au pilonnage des territoires tenus par les rebelles. Dans un communiqué désespéré appelant apparemment à faire la paix, l'EIIL pose trois conditions. Tous les barrages routiers dans les villes et les villages devront être levés ; aucun combattant de l'EIIL ne sera capturé, ni insulté, ni blessé ; tous les détenus de l'EIIL et des combattants étrangers appartenant à d'autres groupes devront être libérés sur-le-champ. Si ces demandes ne sont pas satisfaites, alors l'EIIL donnera l'ordre de se retirer de toutes les postes de première ligne contre le régime – ce qui impliquait clairement que le groupe allait livrer le pays à Al-Assad.

Le 5 janvier, le Front islamique a annoncé qu'il n'avait pas d'autre choix que de se retourner contre son ancien allié ; il avait été « contraint » à la bataille, et alors que sa charte initialement accueillait les combattants étrangers qui offraient leur assistance pour combattre Al-Assad, il n'« accepte[ra] aucun groupe qui se revendique un État ». Atareb a été reprise par les rebelles, et le drapeau noir de l'EIIL remplacé par celui, tricolore, des Syriens libres. Un militant du réseau d'informations Al-Cham à Raqqa a affirmé que les rebelles avaient « libéré plus de 80 % des zones rurales d'Idleb et 65 % d'Alep et de ses zones rurales ». Un autre a déclaré que « la présence de l'État d'Al-Baghdadi est terminée », ce qui s'avérera quelque peu optimiste.

À la fin de la première semaine de janvier, Al-Nosra était aux premiers rangs de la bataille contre l'EIIL dans ses quartiers généraux à Raqqa, rejoint par Ahrar al-Sham. Une cinquantaine d'otages syriens retenus par l'EIIL ont été relâchés par Raqqa en réponse à la demande du DMV (*Department of Motor Vehicles*, Autorité douanière chargée de l'enregistrement des véhicules et des permis de conduire)– qui avait été transformée en prison de fortune – dont, parmi les nombreux journalistes étrangers détenus par le groupe, le photographe turc, Bunyamin Aygun, capturé un mois auparavant. Deux églises, qui avaient été brûlées et

confisquées par l'EIIL ont également été « libérées » par Al-Nosra, qui a annoncé son intention de les restaurer pour permettre le service chrétien.

Un semblant de trêve, négociée entre l'EIIL d'un côté et Al-Nosra et Ahrar al-Sham de l'autre, a fait légèrement baisser la température dans les banlieues d'Alep, ajoutée au retrait de l'EIIL des zones stratégiques près de la frontière turque, dont Atmeh et Al-Dana.

Al-Jolani a tenu l'EIIL responsable de la semaine de *fitna* (guerre civile) qui avait secoué le nord de la Syrie, mais a appelé à la formation de conseils indépendants en charge des questions juridiques pour résoudre les conflits, en accompagnement du cessez-le-feu. Il a ajouté que « les détenus ser[aient] échangés entre toutes les parties […] et les routes ouvertes pour tout le monde ».

Tout au long de ce bref *Sahwa* syrien – un Réveil qui brutalement plaçait la franchise officielle d'Al-Qaïda du côté des *Sahwa* –, l'EIIL a fait émerger un mot d'ordre en forme de défi : « *baqiya wa tatamadad* » (durer et s'étendre), promettant de vaincre ce retournement populaire et de s'étendre jusqu'à la péninsule arabe. L'EIIL a en outre bombardé la base d'Ahrar al-Sham à Mayadin, dans la province de Deir Ezzor, près de la frontière irakienne, et Al-Adnani, son porte-parole, a déclaré la guerre aux rebelles, menaçant de commettre des attentats-suicides et d'envoyer des voitures piégées contre les Syriens. Au milieu de la *fitna*, les tensions et des divisions ont commencé à apparaître entre les groupes islamistes en guerre contre l'EIIL. Abou Omar al-Chichani, alors chef de l'EIIL pour Alep, a signé un accord de trêve avec Abou Khalid al-Souri, le représentant d'Al-Zawahiri en Syrie, qui agissait pour le compte d'Ahrar al-Sham et Al-Nosra. Pour le moment, une forme de sérénité a été rétablie entre les deux camps djihadistes.

# AL-NOSRA ET L'EIIL : LA SÉPARATION

Mais les dégâts causés sur les relations entre Al-Nosra et l'EIIL étaient irréparables. Le 2 février 2014, Al-Qaïda central a officiellement mis un terme à son association avec l'EIIL, en diffusant une déclaration publique : « L'EIIL n'est pas une branche d'Al-Qaïda al-djihad [le nom historique du groupe], nous n'avons aucun lien organisationnel avec ce groupe, qui n'est pas responsable de ses actes. »

Abou Maria al-Qahtani a été l'un des djihadistes ayant traversé clandestinement la frontière irako-syrienne avec Al-Jolani pendant le ramadan en 2011. De son vrai nom Maysara al-Jobouri, Al- Qahtani est une figure centrale de la vision du monde d'Al- Nosra sur Twitter, particulièrement à propos de la querelle de famille avec l'EIIL, qu'Al-Qahtani avait quitté après en avoir été l'un des commandants en chef. « La rumeur dit qu'il a été agent de la circulation avant de devenir un opérationnel d'Al-Nosra à Deir Ezzor, nous a dit Laith al-Khouri. Il a accusé l'EIIL de réduire à néant le djihad en Irak et en Syrie, et a qualifié ses membres de "déviants." » Le ver du divorce était déjà dans le fruit du mariage. Il était déjà visible dans le malaise qui avait prévalu entre Ben Laden et Al-Zarqaoui en 1999, et dans l'histoire agitée de onze ans d'AQI. Et bien qu'Al-Nosra et l'EIIL aient coopéré sur le plan tactique jusqu'à la

scission, et auraient même envisagé une forme de réconciliation pour faire face aux frappes aériennes de coalition ciblant les deux organisations, il y avait peu de chances pour qu'un rapprochement puisse aboutir. Le dernier numéro de *Dabiq* montre clairement que pour l'EIIL, Al-Qaïda appartient au passé, et que c'est lui-même qui est le dépositaire de l'héritage de Ben Laden. Les divergences sont désormais trop profondes et trop nombreuses, selon Al-Khouri. « L'EIIL a pris une orientation super droitiste et ultraconservatrice. C'est légitime de tuer même ceux dont vous ne pouvez pas autrement repousser l'agression. Al-Jolani correspond à l'un de ces cas. Baghdadi aurait même juré de le tuer. L'EIIL décrète apostats les musulmans qui ne savent même pas qu'ils ont commis un délit. Donc si vous insultez le Divin en utilisant une expression argotique, ils vont vous décapiter même si vous ne savez pas que vous avez insulté le Divin. »

Un autre différend majeur porte sur la question de l'œuf et de la poule concernant la création d'un État islamique. Pour l'EIIL, la légitimité théocratique *suit* la prise du terrain et son administration. D'abord, vous « libérez » le peuple, ensuite vous créez un gouvernement. Pour Al-Qaïda, c'est dans l'autre sens : les lois de la charia sont appliquées avant que la guerre sainte ne renverse le régime *taghut* (tyrannique). L'EIIL affirme par ailleurs qu'Al-Zawahiri avait élaboré un processus en cinq phases pour instaurer un califat, et qu'il en avait déjà réalisé trois au moment où Al-Baghdadi est entré en scène : l'immigration de combattants étrangers (*hijrah*), leur enrôlement dans les rangs du militantisme (*jama'ah*) et l'affaiblissement des idolâtres (soit à peu près tout le monde sauf les zarqaouistes et leurs alliés).

# LES RÉCRIMINATIONS DES DJIHADISTES

Un des plus curieux épiphénomènes de cette rupture est quand les loyalistes d'Al-Jolani ont accusé les baghdadistes de travailler pour l'autre camp. Un grand nombre de partisans d'Al-Nosra ont fait remarquer que l'armée de l'air syrienne s'était largement abstenue pendant près d'un an (2013-2014) de bombarder les installations, pourtant facilement repérables, de l'EIIL à Raqqa. Al-Nosra n'a pas tort. Une étude récente menée par la Fondation Carter a établi que, avant les avancées militaires de l'EIIL à travers la Syrie et l'Irak en juillet et août 2014, le régime s'était « largement abstenu d'engager le combat avec [l'EIIL] sauf quand il était directement menacé… Avant l'offensive [de l'EIIL], le gouvernement syrien avait dirigé plus de 90 % de ses raids aériens contre les positions de l'opposition. »

De l'aveu même de Damas, le régime a passé la majeure partie de 2013 et 2014 à laisser l'EIIL tranquille pour mieux concentrer sa campagne aérienne contre l'ASL et les autres groupes rebelles – pour la simple raison que laisser des terroristes vêtus de noir se déployer dans une capitale provinciale, crucifiant et décapitant sa population, constituait une excellente propagande. Un conseiller du régime a déclaré au *New York Times* que le fait de ne pas frapper l'EIIL permettait de « dénigrer tous les insurgés » en les désignant comme des terroristes. Nous avons également vu comment le

régime a choisi de gérer le terrorisme par l'infiltration. Un transfuge précoce de l'EIIL, Abou Ammara, a déclaré en février 2012 à Arwa Daman, de la chaîne CNN, qu'il avait été témoin d'une scène où des émirs, sur le champ de bataille, avaient dit à des volontaires au martyr qu'ils partaient attaquer des installations du régime. En réalité, ils ont été envoyés pour des missions suicides contre d'autres rebelles. « Il y avait beaucoup de sites du régime que nous aurions pu prendre sans subir les pertes de nos combattants, a affirmé Abou Ammara, mais nous recevions l'ordre de nous retirer. » Une même logique est à l'œuvre concernant la dépendance financière de l'EIIL dans la revente du pétrole syrien au régime. Comme une source de renseignement occidental l'a déclaré au *Daily Telegraph* en janvier 2014, à peine un mois avant qu'Al-Qaïda ne rompe ses liens avec l'EIIL, « le régime paie Al-Nosra pour protéger les pipelines pétroliers et gaziers que le groupe contrôle au nord et à l'est du pays, et autorise le transport du pétrole vers les zones tenues par le régime. Nous commençons aussi à constater l'existence d'installations de gaz et de pétrole contrôlées par l'EIIL. » Quelle que soit l'appréciation personnelle que Bachar al-Assad et Abou Bakr al-Baghdadi puissent avoir l'un de l'autre, note Frederic Hof, l'ancien conseiller pour la Syrie au département d'État, « leur première priorité tactique en Syrie est identique : réduire à néant l'opposition nationaliste syrienne au régime d'Al-Assad ».

Al-Khouri affirme que l'accusation de collusion conspirationniste entre l'EIIL et le régime est largement répandue dans les milieux d'Al-Qaïda. « Il y a cinq ou six semaines, je suis tombé sur un document – la personne qui l'a transmis a indiqué qu'il émanait des services de renseignement de l'armée de l'air – qui disait que le renseignement syrien comptait environ 250 informateurs dans les rangs de l'EIIL. Je n'ai pas été du tout surpris. Prenons le procédé de la rétro-ingénierie. Comment puis-je prouver cela en éliminant le bruit ? Voilà ce qu'on peut voir : pendant plusieurs mois, l'EIIL avait largement la capacité de s'en prendre aux soldats du régime, mais a

décidé de ne pas le faire, préférant en revanche littéralement transférer des centaines de combattants vers d'autres régions syriennes qui avaient été libérées par l'ASL, Al-Nosra et d'autres brigades islamistes. Pourquoi l'EIIL fait-il cela ? Al-Nosra affirme que c'est pour étendre son pouvoir : "Laissons les autres combattants repousser ou chasser le régime, nous entrons sur ce territoire, nous le gouvernons, après tout, le plus gros du travail a été fait." »

Sur Twitter, un compte très suivi appelé « Baghdadi leaks » prétend faire fuiter ce qu'il dit est au cœur du renseignement de l'EIIL, et révéler les origines de son émir. Personne ne sait qui gère ce compte, mais il y a une forte probabilité pour que ce soit un membre d'Al-Qaïda ou affilié, ou alors un transfuge de l'EIIL cherchant à embarrasser ses alliés d'autrefois en lavant son linge sale en public. Sur ce compte, Al-Baghdadi est décrit comme un membre de rang moyen de l'EII, entre 2006 et 2010, qui est monté en grade parce que son domicile avait été utilisé comme point d'échanges des communications secrètes entre les combattants et leurs chefs. « Son boulot apparemment était celui d'un intermédiaire, affirme Al-Khouri. Si c'est vrai, alors il a clairement eu accès aux communications secrètes – dates des opérations, revendications d'actions, organes supérieurs du Conseil consultatif de l'EII, savait qui était puissant et qui ne l'était pas. Et ça, ça veut dire qu'il avait aussi connaissance de la façon dont le renseignement militaire syrien gérait les filières vers l'Irak. C'est comme cela qu'Al-Nosra veut le salir, l'affecter. "Baghdadi appelle Zawahiri un traître, un défenseur de Sykes-Picot ? Ouais, mais regardez qui parle." »

13

# LE RACKET DES CHEIKS

# L’EIIL COOPTE LES TRIBUS

« Le terrain est maître dans les opérations de combat au sol », selon Jim Hickey, le colonel de l’armée américaine qui a contribué à la capture de Saddam en 2003. « L’Irak est une société tribale et les familles au sein de ces tribus sont liées par des parcelles de terrain. Cette donnée détermine de façon décisive la forme que prend le conflit. Cela a déterminé le combat des Britanniques quand ils y étaient pendant la Première et la Seconde Guerre mondiales. Cela a aussi déterminé le nôtre quand nous y étions. »

La même chose pourrait être dite à propos de la province d’Al-Jazira, qui a servi au cours des deux dernières années de cœur stratégique de l’EIIL, et explique son lien inextricable à la Syrie. C’était là, après tout, qu’Abou Ghadiyah avait conservé son refuge et autres innombrables filières et « émirs des frontières » comme bases d’opérations avancées pour AQI.

Les régimes baathistes en Syrie et en Irak ont considéré et traité les tribus différemment. Les chaînes de télévision d’État, avant la guerre en Irak, montraient surtout leurs traditions et leur folklore. Saddam était personnellement lié aux cheikhs, sunnites comme chiites, et leur accordait divers avantages – comme des droits pour la contrebande et le marché gris – pour entretenir leur fidélité sans faille. C’est ce système de patronage bien établi qu’Al-Qaïda a vainement tenté de déstabiliser au milieu des années 2000, et qui a précipité le déclenchement des *Sahwa* en Irak.

En Syrie, en revanche, les régimes Assad ont été généralement ambivalents vis-à-vis des tribus et incapables de les coopter. Certes, le régime a opportunément exploité les tribus pour créer des divisions en fonction des besoins, comme lorsqu'il a arabisé les régions dominées par les Kurdes au nord du pays afin de mieux contenir le bouillonnant nationalisme kurde. Mais les Assad n'ont jamais considéré les anciennes confédérations ancestrales, retranchées dans l'arrière-pays désertique, comme aussi importantes qu'elles ont pu l'être pour Saddam.

Dès son avènement dans les années 1960, la branche syrienne du parti Baath a perçu dans le tribalisme un double danger : en premier lieu, les liens tribaux entre les clans à l'est de la Syrie et au nord-ouest de l'Irak ont été vus comme un potentiel avantage en faveur de sa branche rivale irakienne ; ensuite, pour le parti Baath, en particulier dans les premières années de son accession au pouvoir, le tribalisme « rétrograde » représentait l'antithèse de l'idéologie « progressiste » du parti. La gestion maladroite du régime avec ses tribus est revenue le hanter quand le soulèvement syrien a démarré. Un grand nombre des premières manifestations à Deraa, par exemple, ont été mobilisées *via* les réseaux tribaux et se sont appuyées sur une rhétorique tribale. Les manifestants ont fait référence à « fazaat houran », un collectif de soutien du peuple de la vallée de Houran, dont fait partie Deraa. Quand les forces de sécurité syriennes ont violemment réprimé ces manifestations, les habitants de Deraa ont demandé à leurs « cousins » dans le Golfe de venir les aider.

Les réseaux tribaux ont joué un rôle encore plus marqué quand la rébellion s'est militarisée début 2012. La levée de fonds, réalisée grâce aux appels lancés à leurs semblables à l'étranger, en particulier en Arabie Saoudite, au Koweït et à Bahreïn, a permis aux groupes rebelles de s'armer. Des coalitions rebelles pansyriennes ont aussi été en partie formées grâce aux liens tribaux. La brigade Ahfad al-Rasoul a été conduite par Maher al-Noeimi, originaire de Homs, et Saddam al-Jamal, de Deir Ezzor ; tous deux

étaient issus de la même tribu. « Les habitants d'Al-Wa'ar al-Qadim et Al-Dar al-Kabira à Homs, et d'autres encore des villages de Hama et de Damas, nous ont contactés, nous a témoigné un financier de l'ASL. Nous nous sommes connus à travers des connexions tribales. »

Ce qui a constitué au départ un atout pour la révolution est rapidement devenu celui de sa transformation en monstre djihadiste. Plusieurs facteurs expliquent l'emprise d'Al-Qaïda et de l'EIIL dans les régions tribales syriennes.

Le premier concerne la relation entre la densité de la population et la géographie. Les tribus sont surtout concentrées à Deir Ezzor, à Hassaké, à Raqqa et à Deraa ; elles représentent 90 % de la population dans chacune de ces quatre provinces. Elles comptabilisent deux millions d'individus dans les zones rurales d'Alep. En totalité, les tribus constituent 30 % de l'ensemble de la population, mais vivent sur environ 60 % du territoire. Ce qui signifie que les tribus sont rattachées aux campagnes, là où les insurgés peuvent facilement se mouvoir et camper. Comme en Irak, c'est dans ces espaces que les zarqaouistes se sont regroupés quand ils ont été chassés des villes pour préparer une offensive massive contre les groupes rivaux.

# LA REVANCHE D’AL-RAFDAN

En 2012, le tribalisme syrien a été exploité de la façon la plus efficace par Jabhat al-Nosra, qui faisait alors encore partie de l’EIIL. L’une des premières cellules d’Al-Nosra en Syrie était basée dans une petite ville de Deir Ezzor, Al-Ghariba, où la presque totalité des habitants appartenait à la même famille. Parce que Deir Ezzor relie la Syrie à l’Irak, les habitants d’Al-Ghariba n’ont pas eu de difficulté à rejoindre l’insurrection irakienne de 2003 et 2004 et à se familiariser avec la propagande zarqaouiste.

Le régime d’Al-Assad a découvert la cellule d’Al-Nosra à Al-Ghariba en janvier 2012 et l’a presque totalement décimée, tuant des dizaines de ses membres. Al-Nosra s’est ensuite relocalisée dans une ville voisine, Al-Chouheil, qui avait été longtemps une plaque tournante de la contrebande d’armes entre l’Irak et la Syrie. La ville porte le nom de la tribu qui y vit, et la plupart des familles qui y habitent avaient des liens profondément enracinés avec le salafisme. Les membres de la famille Hajr, par exemple, s’étaient ralliés à l’Avant-garde combattante, un groupe qui avait combattu le régime à Hama lors du soulèvement des Frères musulmans dans les années 1970 et 1980. Après l’invasion américaine en Irak, plusieurs des membres de la famille Hajr ont rejoint l’insurrection sunnite. Et après le soulèvement syrien, quand Al-Nosra s’est relocalisée, les hommes de Hajr ont rejoint par dizaines la franchise AQI alors embryonnaire. Au cours de

l’été 2012, la ville a été dirigée par Al-Nosra, ce qui lui a valu le surnom de Chouheilistan.

« Si vous disiez du mal de Jabhat al-Nosra, vous insultiez en fait les Chouheil », explique Amir al-Dandal, un membre d’une tribu dominante à Deir Ezzor et un des organisateurs de l’ASL. Même la guerre intestine entre Al-Nosra et l’EIIL a pris une inflexion tribale. En avril 2013, Al-Nosra et Jaïch Mouta, un autre groupe rebelle à Chouheil, ont combattu les membres du clan Abou Assaf, qui fait partie de la tribu Abou Saraya, l’une des trois plus importantes de Deir Ezzor. Les membres d’Abou Assaf ont ensuite soutenu l’EIIL dans ce conflit. De même, lorsque Amer al-Rafdan, un haut responsable d’Al-Nosra, a quitté l’EIIL après la rupture, c’était moins par choix idéologique que par allégeance patriarcale. Al-Rafdan appartenait à Al-Bekayir, une tribu basée à Jedid Ugaidat, qui était brouillée depuis des décennies avec les Chouheil. Le départ d’Al-Rafdan a permis à l’EIIL de reprendre le contrôle de la raffinerie de gaz de Conoco à Mayadin, dans la province de Deir Ezzor, apportant aux baghdadistes de précieuses ressources, et exacerbant dans le même temps un conflit territorial qui existait depuis longtemps entre les Al-Bekayir et les Chouheil. « Les combats étaient de nature tribale, et n’avaient rien à voir avec la politique des djihadistes, et ils ont été réglés sur une base tribale, affirme Al-Dandal. Les tensions sont finalement retombées parce que les Al-Bekayir et les Chouheil ont chacun compris que tout conflit conduirait à créer davantage de problèmes dans le futur. L’affaire a été réglée hors de toute intervention de l’EIIL ou d’Al-Nosra. » La trêve cependant n’a pas duré. Les Chouheil ont chassé Al-Rafdan et l’EIIL de Jedid Ugaidat. Puis, en juillet 2014, l’EIIL a pris le contrôle de Chouheil, un événement qui a eu un large retentissement à travers Deir Ezzor.

Une série de villes et de villages ont rapidement succombé à l’attaque des djihadistes. Fayad al-Tayih, un ancien membre d’Al-Nosra qui a rejoint l’EIIL en décembre 2013, nous a dit que « dès le début, [ils pensaient]

qu’Al-Chouheil était le cœur du problème. [S’ils] la pren[aient], alors tout le monde se rendait. »

Triomphant, Al-Rafdan a pris sa revanche. Il a imposé de conditions draconiennes aux Chouheil, dont l’exil forcé de plusieurs de ses membres pendant trois mois. (Même si cette punition relevait typiquement des pratiques tribales.) La chute de la ville et de sa tribu a mis un terme de façon décisive à l’emprise d’Al-Nosra dans l’est de la Syrie, octroyant à l’EIIL le contrôle quasi total de la province de Deir Ezzor.

Le pillage de Deir Ezzor a été remarquable, du fait que Jedid Ugaidat a été le seul endroit où l’EIIL s’était bâti une présence véritable ; et même là, le groupe s’est tellement aliéné la population locale qu’il a en été temporairement chassé.

# L’ARGENT FAIT LOI

La déroute d’Al-Nosra à Deir Ezzor était aussi liée à certaines contingences matérielles, en l’occurrence au contrôle des ressources énergétiques de la province. La tribu Albou Ezzedine a demandé à un autre clan, les Al-Dhaher, fidèles à Al-Nosra, de partager les revenus de la contrebande du pétrole du champ d’Al-Omar, situé dans une zone désertique près de Chouheil. Quand Al-Nosra a refusé et revendiqué l’intégralité des revenus, les membres d’Albou Ezzedine ont rejoint l’EIIL.

De façon prévisible, le *Sahwa* a pris ses racines là où l’EIIL avait peu ou pas de soutien organique au sein des populations. La prise en bloc de Raqqa est largement due au fait que cette province, plus que toute autre, ait été essentiellement occupée par des combattants non locaux, qui ont combattu et repoussé des forces du régime a minima en 2013. Il n’y avait pas d’infrastructures rebelles locales à l’origine, et le seul défi militaire auquel l’EIIL ait eu à faire face à Raqqa provenait d’Ahrar al-Sham et d’Al-Nosra, tous deux laminés par les défections en masse dans leurs rangs en faveur de l’EIIL après le divorce avec Al-Qaïda.

En revanche, les rebelles à Idleb, à Alep, dans les zones rurales de Damas et Deir Ezzor avaient combattu les forces du régime et gouvernaient tant bien que mal leurs zones libérées depuis environ un an avant la création de l’EIIL – qui n’avait plus qu’à venir vaincre les vainqueurs. Le règne de

l’EIIL en Irak a été caractérisé par cette même dichotomie « local-étranger ». Les habitants de Mossoul ont été aliénés par des djihadistes venant de Tal Afar, la ville frontalière où AQI avait résisté aux forces américaines en 2005, et envoyé à la mort des enfants-kamikazes. Les Mossoulois regardent de haut les Talafariens, une population constituée essentiellement de Turkmènes, qu’ils jugent pauvre, inculte et indisciplinée.

Des plaintes similaires ont été souvent entendues dans d’autres territoires contrôlés par l’EIIL, où les descentes de membres d’une ville ou d’un village sur des boutiques ou des résidents d’une autre sont souvent attribuées à des tensions socio-économiques préexistantes.

# DIVISER POUR RÉGNER

L’EIIL est la première et la seule franchise djihadiste dans l’histoire à avoir réussi à dresser les membres d’une même tribu les uns contre les autres. Cela s’est produit d’une sombre façon en août 2014, quand les membres des Cheitat à Deir Ezzor ont participé à l’assassinat de centaines de leurs semblables, sur l’ordre de l’EIIL. Un même fratricide forcé s’est reproduit dans la ville irakienne de Hit, où des membres de la tribu Albou Nimr ont pris part à l’exécution de dizaines de leurs semblables en octobre 2014. Cette tactique de la division pour mieux régner permet à l’EIIL de garantir que tout soulèvement tribal contre lui sera nécessairement fratricide.

À Qaïm, l’autre ville frontalière où les premiers grondements de *Sahwa* ont été entendus en 2005, la division qui prévalait déjà entre deux tribus, les Kerbala et les Mihlaouïne, s’est réactivée à propos de la position à adopter à l’égard d’AQI. Les membres de Karbala ont rejoint les zarqaouistes, et la tribu a perdu plusieurs dizaines de ses membres dans un raid américain contre Rawa, où soixante-dix insurgés ont été tués. Al-Mihlaouïne, cependant, était opposée à AQI et a ensuite rejoint les conseils du Réveil.

Sans surprise, la corruption a pris toute sa part dans le déchirement des tribus. En avril 2013, après la rupture d’avec Al-Nosra, l’EIIL a secrètement travaillé à la cooptation de jeunes leaders tribaux, en leur

promettant des positions d'autorité tenues alors par leurs aînés. Les plus jeunes membres étaient perçus comme plus crédibles, et plus populaires, du fait de leur participation à la rébellion contre Al-Assad, alors que leurs aînés s'étaient majoritairement rangés du côté du régime ou étaient restés neutres. Une des figures tribales d'Albou Kamal a expliqué comment l'EIIL a habilement exploité cette fracture politico-générationnelle au sein d'une famille importante, des mois avant même de s'être établi dans la région. « Ils [EIIL] lui distribuent des parts d'un puits de pétrole dans la région, nous a expliqué cette personnalité tribale en décembre 2013. Ils savent que s'ils doivent être décimés dans notre région, le cas échéant, qui serait en mesure de rallier des gens autour de lui ? La plupart des autres tribus dans notre région n'ont pas de gouvernance; nous l'avons, nous avons à la fois le leadership et l'influence. Ils lui donnent de l'argent, ils la protègent et la consultent sur tout. L'autre option étant de l'assassiner. »

Cette capacité à la planification stratégique prospective est ce qui a aidé l'EIIL à s'emparer pendant l'été 2014 de villes autrement plus réfractaires à Deir Ezzor, dont Al-Mouhassan, Cheitat et Albou Kamal. À Al-Mouhassan, la prise de la ville a été vécue comme un choc par la majorité des rebelles, car la ville était réputée pour être hostile à l'EIIL. Sa population est connue pour son sécularisme et a fourni un grand nombre de soldats et d'officiers de carrière à l'armée arabe syrienne. Mais l'idéologie n'a joué aucun rôle. L'EIIL a simplement manœuvré pour se frayer un chemin, en s'appuyant sur l'énorme stock d'armes de fabrication américaine et saoudienne saisi sur les forces de sécurité irakiennes à Mossoul, en juin 2014.

# L’EIIL EN MÉDIATEUR

L’EIIL a également démontré sa remarquable capacité à arbitrer des conflits dans les zones tribales. Il a été le médiateur de la réconciliation historique en novembre 2014 de deux tribus en guerre à la ville frontière d’Abou Kamal, ce qui a mis à terme à une sorte de « guerre des Deux-Roses » (guerre civile qui opposa de 1450 à 1485 deux branches des Plantagenêts prétendant à la couronne), longue de trente ans, entre les Al-Hassoun et les Al-Rehabiyin qui parfois se combattaient entre eux. « Nous savions qu’il y avait des tensions, alors nous les avons réunis pour qu’ils se réconcilient, nous a affirmé un membre de l’EIIL qui a été impliqué dans le processus de réconciliation. Ils se sont mis d’accord et ils étaient satisfaits. »

Dans le cadre de son administration des territoires gouvernés, l’EIIL a nommé un émir en charge des « affaires tribales », un Saoudien appelé Dhaigham Abou Abdallah, basé à Qaïm. Il reçoit des émissaires pour traiter les litiges locaux et les plaintes – dans la plupart des cas, les habitants des villes de l’Est syrien récemment capturées traversent la « frontière » artificielle pour rencontrer Abou Abdallah comme ils le feraient pour un juge de la cour fédérale. « Les gens rivalisent pour gagner la confiance de l’État », nous a affirmé un membre de l’EIIL de Deir Ezzor, qui a fait partie d’un de ces convois à la recherche d’un d’arbitrage à Anbar. « L’EIIL est

une nouvelle autorité dans notre région et les gens se précipitent pour se présenter à eux comme des décideurs, histoire de promouvoir leurs intérêts personnels, et le tribalisme est au-dessus de tout pour ces gens-là. Nos responsables le savent, nous ne sommes pas idiots. »

Dans les zones où des massacres ont été perpétrés par d'autres membres d'une tribu ou par une tribu d'une ville voisine, l'EIIL utilise des djihadistes étrangers ou des responsables d'autres régions pour maintenir la paix. Ici, l'importation de non-nationaux semble bien vue. Saddam al-Jamal, qui a été responsable de la mort de soixante-dix habitants de sa propre ville, Albou Kamal, ne s'est pas vu confier un rôle d'autorité quand l'EIIL est revenu dans la région. Au lieu de cela, il a été chargé de diriger un camp de réfugiés près de l'Irak. Al-Rafdan, celui qui avait pris sa revanche sur les Chouheil, a été réaffecté à Raqqa.

Contrairement à Al-Assad, mais plutôt comme Saddam, l'EIIL a fait de l'engagement tribal une partie intégrante de sa stratégie pour gouverner et ainsi mieux prévenir l'émergence d'un autre Réveil – partie intégrante de sa stratégie de guerre. Lorsqu'il n'a pas convaincu ou forcé les membres des tribus à se soumettre par une propagande de « repentance », et les conséquences qui vont avec de ne pas la rechercher, il s'est placé en tampon entre des clans rivaux, en s'appuyant sans aucun doute sur l'expérience et la connaissance durement gagnée de son commandement constitué d'anciens baathistes. Ce n'est pas anodin si Al-Baghdadi, en annonçant la création de l'EIIL en avril 2013, a fait explicitement référence à deux catégories de groupes : les musulmans et les tribus de Syrie.

La réussite de l'EIIL à manœuvrer les tribus, et à dresser les membres d'un même clan les uns contre les autres, est le fruit des politiques qu'il a adoptées depuis sa réapparition sur le champ de bataille en 2011. Le groupe a pratiqué la politique du « diviser pour mieux régner » pour veiller à ce que les rivalités et les hostilités sociales et tribales restent plus fortes qu'un front uni contre l'EIIL. Ce qui, forcément, complique l'éventualité d'un soutien

des tribus pour vaincre l'EIIL militairement, parce que même si des membres d'une tribu décidaient d'intégrer les *Sahwa*, il y a de grandes risques qu'ils aient à combattre leur propre famille.

C'est une peur qui est souvent exprimée par les cheikhs en Irak comme en Syrie. Comme Frederic Wehrey, analyste au *Carnegie Endowment for International Centre* (Fondation Carnegie pour la paix internationale), l'a écrit, l'EIIL « s'avère être un opposant plus adaptable et mieux organisé aujourd'hui que ne l'étaient ses prédécesseurs dans les années 2000, en employant un savant mélange fait d'extrême violence et de persuasion, à la fois pour contraindre et coopter les tribus. À cela s'ajoutent les truismes que les inconditionnels des tribus ont tendance à oublier : l'autorité tribale est inconstante, très localisée, souvent organisée de façon artificielle et donc impossible à maîtriser totalement. »

Le volte-face des sunnites irakiens n'a été que le résultat des politiques menées par Nouri al-Maliki – et plus directement de sa campagne militaire à Anbar début 2014. Les manifestations antigouvernementales dans cette province à la suite du retrait américain ont fait émerger des figures sunnites et tribales, politiquement dans les camps de protestation, et militairement dans le désert d'Anbar – même si l'EII était présent dans le paysage. Au lieu de prendre au sérieux les préoccupations de ces personnalités, Al-Maliki a présenté sa campagne militaire à Anbar en termes clairement sectaires. Dans un discours prononcé le jour de Noël 2013, il l'a décrite comme une guerre ancienne entre les partisans de Hussein, le petit-fils du Prophète et de Yazid, fils du premier gouverneur des Omeyyades, au VII$^{e}$ siècle.

Cette désastreuse erreur de calcul a probablement coûté à Al- Maliki son poste de Premier ministre. Elle a certainement contribué au retour de l'EIIL à Anbar. « Une fois les problèmes réglés, les tribus vont se rendre compte que les régimes [Al-Assad et Al-Maliki] les ont marginalisés et vont

reprendre leurs esprits, nous a affirmé un des médiateurs de l'EIIL. Ils sont des nôtres, mais ils doivent savoir qu'ils ne peuvent pas obtenir ce qu'ils veulent. Ils doivent comprendre que nous sommes les seuls à pouvoir les aider et les protéger. »

La stratégie tribale de l'EIIL a pourtant ses limites, dont la plus importante est qu'il reste considéré comme une force dirigeante temporaire, devenu un allié par défaut imposé par les circonstances. Les tribus acceptent cette situation temporaire parce qu'elle est le meilleur des mondes possibles, et parce qu'elles ne veulent pas que leurs territoires se transforment en zones de combat. Mais elles n'adhèrent pas à son idéologie, et se sont ralliées en masse parce qu'elles font le calcul que son règne ne sera pas éternel. La plupart des tribus de moindre importance rejoignent l'EIIL pour servir davantage leur politique de pouvoir que le takfirisme ou le califat.

14

# « AL-DAOULA »

# LES CELLULES DORMANTES DE L'« ÉTAT » ISLAMIQUE

Abou Adnan est arrivé tôt pour nous rencontrer dans un hôtel cinq étoiles dans la ville de Sanliurfa, appelée aussi Urfa, au sud de la Turquie près de la frontière syrienne. Abou Adnan est un homme qui approche la quarantaine. Il nous avait été recommandé par un contact comme quelqu'un connaissant l'EIIL de l'intérieur. Il s'est présenté lui-même comme un médecin travaillant dans les hôpitaux de fortune dans les territoires contrôlés par l'EIIL. Il a d'abord voulu savoir ce que nous pensions de l'« État », pour lequel il fournit des services de santé, ainsi que notre sentiment sur la façon dont il était perçu au Moyen-Orient et à l'international. Il nous a écouté attentivement, tout comme la personne plus jeune qui l'accompagnait, assise à côté de lui.

Ensuite Abou Adnan a été franc, et a révélé qu'il n'était pas seulement médecin mais aussi un *amni*, un représentant des services de sécurité de l'EIIL. Il a refusé de répondre à des questions précises sur son travail, et en a esquivé d'autres, mais il était fier d'expliquer qu'ils étaient des dizaines comme lui à travailler pour l'organisation en dehors de la Syrie, surtout dans les pays voisins. « Le croyant ne doit pas se laisser piquer deux fois [par un animal] sortant d'un même trou », a dit Abou Adnan, en se référant à un hadith attribué au prophète Mahomet, qui est à peu près l'équivalent

islamique du vieil adage « Dupe-moi une fois… (honte à toi, dupe-moi deux fois, honte à moi).

« Nous n'allons pas attendre que d'autres nous espionnent, a-t-il dit. L'information est la base et le pilier pour tout. Nous avons besoin de savoir s'il y a des activités hors des frontières qui pourraient nous affecter dans l'avenir. Nous avons besoin d'être présents en dehors de nos frontières. Nous avons besoin de faire tout cela sans compromettre l'État, il est donc important d'avoir des gens de confiance, efficaces et fiables pour cela. » *Amniyat*, les unités de sécurité, sont l'un des organes vitaux des services de renseignement et de contre-espionnage de l'EIIL qui a été élaboré par les anciens agents des *moukhabarat* irakiens dans leurs rangs. *Amniyat* est en fait dirigé par Abou Ali al-Anbari, un ancien agent des renseignements du régime de Saddam. Dans les territoires de l'EIIL, ces unités sont connues pour mener des opérations coup de poing pour procéder à des arrestations et enquêter sur des affaires liées aux questions de sécurité. Peu d'autres choses ont été rendues publiques sur les activités d'*Amniyat*. Même au sein d'une structure locale de l'EIIL, ils doivent opérer séparément des autres secteurs, comme l'autorité religieuse, les affaires militaires et *khidmat al-mouslimin* (affaires musulmanes.)

Un autre membre de l'EIIL, Abou Moyaouia al-Char'i, qui occupe la fonction de *char'i* (savant religieux) pour l'organisation, a confirmé que des murs de séparation existent entre et au sein des filiales de l'EIIL. « Chacun a sa spécialité, dit Abou Moyaouia. Je ne sais pas ce que les commandants militaires font ou savent, et ils ne savent pas ce qu'un *amni* sait. » Une telle séparation des pouvoirs sert aux prétentions d'État de l'EIIL, rappelant le cloisonnement des bureaucraties et des ministères comme dans tout gouvernement. Mais elle permet surtout de prévenir des actions d'infiltration et d'espionnage – l'obsession des hauts dirigeants de l'EIIL, sans aucun doute encore héritée de leurs origines baathistes. Si l'EIIL se montre plus souple sur ses exigences en matière de recrutement et

d’appartenance qu’Al-Nosra, il n’en a pas moins établi un appareil sécuritaire interne sophistiqué, en différentes strates, pour isoler son commandement central des différents responsables des provinces, et vice versa. « Nos ennemis sont intelligents et déterminés, dit Abou Adnan. Ce que nous faisons, c’est de nous assurer que le corps de l’État est fort, et qu’il peut se rétablir quoiqu’on ait fait pour l’affaiblir. Même s’ils nous détruisent dans une zone, vous pouvez être sûrs que nous sommes toujours là. Nous ne devons pas être exposés et visibles. »

À l’hôtel de Sanliurfa, Abou Abnan ne portait aucun signe extérieur d’appartenance à une organisation takfiriste, reconnaissable à la tenue noire et aux barbes de ses militants, situés à quelques kilomètres de là vers le sud. Il était rasé de près et vêtu de façon moderne – plus genre Mohammed Atta (coordonnateur des attentats du 11-Septembre et pilote du premier avion à s›écraser contre le World Trade Center) qu’Abou Bakr al-Baghdadi. Au cours de l’entretien, il a fait défiler des photos de son téléphone portable, qui le montraient au milieu de responsables de l’EIIL en train de poser avec eux, à Raqqa, au nord de Hassaké et à Alep. Il affirme que les membres du service, en fonction de leur ancienneté à leur poste, doivent apprendre toute une série de compétences, de l’instruction militaire à l’initiation à la politique en passant par l’apprentissage des techniques de communication en opération clandestine. Selon Abou Adnan, un réseau de trafiquants est basé à la frontière syro-turque et sert à faire rentrer les combattants en Syrie pour rejoindre l’EIIL. Ils opèrent au vu des autorités turques, et, comme Abou Adnan, ils n’auraient pas l’air de ne pas être à leur place dans n’importe quelle ville occidentale. « L’EIIL agit incroyablement rapidement », selon Chris Harmer, l’analyste de l’*Institute for the Study of War,* expliquant comment l’armée de la terreur peut non seulement mobiliser des forces mais aussi soudainement apparaître là où elle n’avait précédemment aucune présence visible. « Ils ont des cellules dormantes infiltrées qui abattent des gens. On l’a vu en juin à Mossoul. Ils avaient de

toute évidence une liste de personnes à tuer dans les premières soixante-douze heures de la prise de la ville. »

Mayser Hussein, un ambulancier de Sahl-al-Ghab à Hama explique comment l'EIIL s'est montré plus rusé que l'ASL. « Nous avons un groupe de 580 combattants de Sahl-al-Ghab et Mount Chachabou ; un certain nombre ont secrètement prêté allégeance à l'EIIL, comme cellule dormante. Ils sont prêts à se battre. Ils l'ont dissimulé parce c'est le groupe de l'ASL, les brigades Souqour al-Ghab, qui domine dans la zone. Souqour al-Ghab a environ 4 000 combattants, ils ne peuvent pas faire face. »

Hussein dit que le groupe qui a prêté allégeance à l'EIIL portait le nom d'Al-Farouq ; il s'appelle aujourd'hui Jabhat Cham. « Je travaillais souvent avec eux quand ils étaient Al-Farouq. Ils m'ont récemment proposé de les rejoindre comme ambulancier. Ils m'ont dit que c'était parce que je les avais défendus en public et sur Internet, parce que je me suis laissé pousser une barbe et que ma moustache est bien taillée […] Nous sommes prêts, et nous nous préparons à prendre toute la région. »

D'après Hussein, l'EIIL est expérimenté dans le recrutement de cadres de l'ASL et il sait motiver les rebelles dominants pour les pousser à le rejoindre. Selon un principe en cours, quiconque a combattu auprès de l'ASL, Ahrar al-Sham ou Al-Nosra contre l'EIIL et les quitte pour rejoindre l'armée d'Al-Baghdadi a plus de chance d'être promu au sein du groupe. Abou Bilal, le financier de l'ASL dont le domicile a été incendié par l'EIIL, nous a raconté l'histoire d'Obeida al-Hindaoui, un ancien combattant de l'ASL qui avait travaillé en secret pour l'EIIL pendant trois à six mois avant de déclarer son appartenance. Durant cette période, Al-Hindaoui a reçu des fonds *via* des canaux locaux, qui étaient tous liés à des donateurs étrangers de l'ASL. Il était en contact régulier avec un émir tunisien à Al-Mouhassan, d'où la famille de sa mère était originaire et où, comme nous l'avons vu dans un chapitre précédent, l'EIIL a recruté des membres de tribus.

« Pendant sa période d'allégeance secrète, Obeida s'est opposé à notre projet de nous engager dans la lutte contre l'EIIL, et affirmait que nous devions nous en écarter. Il a lui-même recruté des membres de l'ASL et a convaincu ses anciens collègues de rejoindre le groupe. Deux de ses frères qui avaient dirigé la brigade dans sa ville ont été tués. Il en est ensuite devenu le commandant. Puis brusquement il a arrêté de combattre en prétextant qu'il n'avait plus d'argent et que ses voitures ne fonctionnaient plus. C'était une ruse : il était déjà avec l'EIIL depuis un moment. » Le seul groupe au courant de la vraie affiliation d'Al-Hindaoui était Al-Nosra, qui était doté du meilleur renseignement dans la région. « Al-Nosra a pris d'assaut le domicile d'Obeida en avril ou mai. Tout le monde s'est demandé pourquoi. Al-Nosra a dit qu'il était un agent de l'EIIL qui payait des gens pour rejoindre le groupe. Il s'est enfui à Raqqa. Il a annoncé son allégeance quand il est reparti de Raqqa pour Al-Mouhassan en juin, alors que l'EIIL s'emparait de Buseira, une ville de Deir Ezzor, et deux jours avant son avancée sur la forteresse d'Al-Nosra dans la ville de Chouheil. Il a hissé le drapeau de l'EIIL, installé un check-point et activé toutes les cellules dormantes. » Al-Hindaoui a ensuite été impliqué dans l'exécution des hommes de la tribu Cheitat dans les villages environnants.

Zakarai Zakaria, un journaliste de Hassaké, affirme que l'infiltration par l'EIIL d'Al-Nosra a été tout aussi impressionnante. Quand un grand nombre de djihadistes d'Al-Nosra ont voulu faire défection pour l'EIIL début 2012, l'EIIL leur a dit de ne pas bouger pour le moment. « Quand l'EIIL l'a ensuite rendu public, la moitié des membres étaient déjà avec eux, et l'autre moitié a, soit fui vers la Turquie, soit s'est ralliée à eux. »

# L’EIIL PREND LE DESSUS SUR L’ASL

Localisé à quelque 40 kilomètres au nord d’Alep, Al-Bab est tombée aux mains de l’ASL au cours de l’été précédent et a servi de base de repli aux bataillons qui assiégeaient Alep, dont certaines sections avaient progressivement fait défection au régime.

L’un des auteurs a rencontré Barry Abdoul Latif qui faisait un reportage sur Al-Bab et le quartier Bab-al-Hadid d’Alep fin juillet 2012, en plein ramadan. Très tôt engagé dans le militantisme médiatique, Latif a acquis la réputation parmi les correspondants étrangers d’être un accro à l’adrénaline plutôt charismatique, mais assez déroutant. Il adorait pourchasser les avions de combat et les hélicoptères d’attaque Sukhoi du régime, autant qu’emmener des journalistes occidentaux écœurés (comme nous) dans les zones de guerre les plus inhospitalières de Syrie. Un jour avant notre visite, il avait été légèrement blessé par un éclat, résultant, a-t-on appris, de balles de sniper ricochant sur le sol de Salaheddine – qui était alors la très disputée « Stalingrad d’Alep », une ville dévastée par les bombardements et le pilonnage 24 heures sur vingt-quatre.

Pendant le ramadân 2012, Al-Bab avait donné à voir l’un des signes les plus encourageants de la révolution contre Al-Assad. La présence de l’ASL pour garder la ville avait été essentiellement financée par des commerçants

locaux, et non par des donateurs étrangers. C'est sans doute parce que la municipalité était rémunérée par la communauté qui la protégait qu'elle n'a pas succombé à la corruption et la vénalité qui caractériseront par la suite le plus large camp rebelle. Les combattants, stationnés au centre-ville dans les baraquements abritant la brigade Al-Khatib (l'une des nombreuses unités portant le nom d'un garçon de 13 ans tué par les forces d'Al-Assad en 2011), faisaient le signe de la paix et insistaient pour poser pour la photo.

Mais c'était surtout la société civile qui semblait porteuse de promesses. Le régime Assad avait presque détruit l'hôpital municipal d'Al-Bab. Afin de pouvoir s'occuper des blessés, des bénévoles et des médecins professionnels locaux ont monté un hôpital de fortune dans le sous-sol d'une mosquée. Ils ont tenu avec soin un registre de ceux qu'ils soignaient, qui, selon eux, comprenaient des civils, des combattants de l'ASL, mais aussi des soldats d'Al-Assad et même quelques *chabiha*. À la nuit tombée, les rues de ce bucolique hameau levantin se transformaient en scènes extatiques mêlant acte de protestation et action municipale. Parce que tous les services de l'État étaient interrompus depuis qu'Al-Bab était tombée aux mains de l'opposition, les habitants de la ville ont dû s'occuper d'eux-mêmes. Les combattants de l'ASL ont donc dû mettre de côté leurs kalachnikovs et ramasser des balais et des sacs-poubelles, rejoints par des bénévoles en gants blancs, au volant de motos qui ressemblaient à de gros séchoirs à cheveux.

« Où sont les terroristes ici ? » demandait Latif cet été-là, en se moquant de la propagande du régime prétendant que quiconque se dressait contre lui était d'Al-Qaïda.

Les terroristes sont arrivés un an plus tard.

Vivant aujourd'hui en Turquie, où il travaille pour RMTeam, une organisation syrienne de recherche et d'aide humanitaire, Latif explique comment l'EIIL est entré à Al-Bab et a finalement pris le contrôle de la totalité de la ville. « Après avoir annoncé la création de leur "État" et avoir

rompu avec Al-Qaïda, ils ont commencé à arrêter des militants autour des zones libérées. Pour la première fois, je l'ai vu – c'était en août 2013 –, ils sont venus à Al-Bab et ils ont capturé ces mauvais bataillons de l'ASL. »

En quoi les bataillons étaient-ils « mauvais » ? « C'étaient des voleurs. Ils ont enlevé des civils et demandé de l'argent pour leur libération », dit Latif. « Alors Da'ech a arrêté les bataillons. Les premiers jours, les civils ont aimé Da'ech ; ils ne savaient pas qu'il avait son agenda à lui et son propre projet pour Al-Bab. »

Le régime n'a jamais cessé de bombarder Al-Bab. D'après Latif, il a visé une école près de l'hôpital, qui a ensuite été partiellement restaurée pour pouvoir fonctionner. Douze médecins ont été tués dans cette attaque, affirme Latif. Convaincus que la présence de takfiristes ne pourrait qu'encourager encore une punition collective sur la ville, les habitants ont commencé à manifester contre l'EIIL. « Cela a duré trois ou quatre jours. Après cela, des brigades de l'ASL ont discuté avec Da'ech pour que Da'ech quitte la ville. Alors, ils se sont repliés vers les terres agricoles autour d'Al-Bab. Mais ils sont restés là, juste au-dessus de la ville, tout près, à roder. Et chaque jour, ils capturaient d'autres gens, plus des combattants des mauvais bataillons de l'ASL. Ils n'avaient pas encore arrêté de militants, ils les ont juste menacés – moi, en particulier. Tous les jours, presque tout le monde en ville me demandait si j'étais encore libre. Ils m'ont averti que j'étais en danger, que Da'ech allait venir me chercher. »

Selon Latif, c'est après que l'EIIL s'est emparé de la quasi- totalité de Raqqa que l'organisation est revenue en force à Al-Bab, et a mis en place un « siège » tout autour de la ville. Ils ont commencé à affronter les bataillons de l'ASL ainsi que les combattants d'Ahrar al-Sham et Al-Nosra. « Ces deux groupes n'avaient que peu d'hommes à Al-Bab à ce moment-là », selon Latif. L'ASL restait le groupe d'insurgés dominant, avec environ 1 500 combattants à Al-Bab (beaucoup d'entre eux provenaient des régions

voisines, notamment de Minbij et d'Alep), suivi de loin par Ahrar al-Sham et Al-Nosra.

Pour obliger Al-Bab à se rendre, l'EIIL a utilisé une des tactiques favorites du régime : la famine. Ils volaient le blé des silos juste à la sortie de la ville, et l'ALS a été enrôlé pour arrêter le pillage, de peur que les habitants, qui souffraient déjà, ne soient à cours de pain. L'EIIL s'est attaqué au siège principal d'Al-Bab de Liwa al-Tawhid, la brigade la plus importante à Alep, et tué vingt et un de leurs hommes, d'après Latif. Puis « le régime a bombardé la ville avec ses hélicoptères. Il ne visait que les civils au centre de la ville. Alors Da'ech a profité de cette attaque pour rentrer dans la ville. Il a saisi l'opportunité que lui offrait le régime. »

Pour Latif, Al-Assad a été très rusé. « Il voulait donner l'impression aux civils que Da'ech et le régime ne faisaient qu'un. Son objectif était de déclencher une guerre civile avec l'ASL. »

En janvier 2014 – le mois du début du modeste *Sahwa* syrien –, l'EIIL avait placé des snipers dans tous les endroits stratégiques d'Al-Bab, et il a commencé à abattre des civils et des rebelles. « Ils tiraient sur tout le monde, dit Latif. J'étais dans le bureau des médias d'Al-Bab quand Da'ech s'est emparé d'un quart de la ville, dans les quartiers sud. Le silence s'est abattu sur le bureau. Il n'y avait pas un bruit. Tous les combats s'étaient arrêtés. Nous avons fermé nos bureaux et nous sommes rentrés chez nous. À 23 heures, je suis sorti pour faire un tour pour voir ce qui se passait. J'ai vu Liwa al-Tawhid qui partait. Il n'y avait plus de combattants armés à Al-Bab. Je ne sais pas où ils étaient passés. » Ahrar al-Sham, selon lui, a maintenu une présence dans les environs, mais pas dans la ville. « Je suis resté avec eux jusqu'au matin. C'était un vendredi soir. Vers 4 heures du matin, des combattants d'Ahrar al-Sham en nombre sont entrés dans la ville à bord de véhicules équipés de mitrailleuses. Environ une heure et demie plus tard, trois camions, remplis de munitions et de roquettes, appartenant toutes à Al-Ahrar al-Sham sont partis d'Al-Bab. Un émir d'Ahrar al-Sham

est venu nous voir et a demandé aux combattants avec qui j'étais de quitter notre check-point, parce nous occupions le dernier de la ville. Il nous a dit que tout le monde était parti pour Alep. »

Ce matin-là, l'EIIL avait pris le contrôle exclusif d'Al-Bab. Le refuge où l'un des auteurs était hébergé appartenait à un combattant appelé Abou Ali, un ami personnel de Latif. « Il a confié à ma famille sa femme et ses enfants. L'EIIL a pris le contrôle de son domicile. La famille d'Abou Ali est restée pendant quatre, peut-être cinq mois. Aujourd'hui, ils sont avec lui à Alep. » La famille de Latif, quant à elle, est toujours à Al-Bab.

## SOUS LA GOUVERNANCE DE L’EIIL

Dans un premier temps, comme Latif le décrit, l’EIIL a traité les civils « avec ménagement », et a même participé à des tâches administratives gérées par les bénévoles et l’ASL. Ils ont réparé les routes endommagées, planté des fleurs dans la rue, entretenu les jardins et nettoyé les écoles. Mais par la suite, raconte-t-il, l’EIIL a instauré les lois de la charia, obligeant les femmes à porter ce qu’il appelle les « tenues de Da’ech » – le niqab qui couvre entièrement la tête et le visage. « Ils ont interdit les coiffures. Raser sa barbe est aussi interdit. Les femmes aujourd’hui ne peuvent plus sortir de chez elles sans être accompagnées par un homme. On ne fume plus, on ne se fait plus de chicha [narguilé], plus de jeux de cartes. Ils nous font la misère maintenant. Ils obligent les gens à aller à la mosquée pour assister aux prières, et ainsi, à fermer boutique. Personne ne peut être dans la rue pendant les prières. Ils ont retiré presque tous ceux qui travaillaient dans les centres de secours. Il y a un mois [novembre 2014], ils ont fermé l’école. Si vous voulez étudier aujourd’hui, vous devez aller à l’école de Da’ech à la mosquée. »

La torture est courante, aussi. L’EIIL s’est mis à arrêter des membres de l’ASL, accusés d’être des agents des services de renseignement étrangers. Aussi les décisions du tribunal de la charia sont rendues publiquement sur la place centrale d’Al-Bab. Cela va du démembrement à la décapitation, en

fonction du délit commis. « Ils coupent les têtes et les mains sur la place centrale. Vous vous souvenez de l'endroit de la chicha ? [Latif fait référence au café au centre d'Al-Bab, où, en 2012, il avait élaboré les grandes lignes de sa vision d'une Syrie libre et démocratique.] Les décapitations se produisent juste en face aujourd'hui. Ils ont fermé le café, bien sûr. »

Dans les premiers mois qui ont suivi la prise de contrôle d'Al-Bab par l'EIIL, le régime s'est abstenu de bombarder la ville. Puis, en novembre 2014, l'armée de l'air syrienne a repris ses raids et largué des bombes à baril de TNT chargés de morceaux de métal, parmi les pires armes utilisées par le régime dans cette guerre. Ils ont tué soixante-deux civils en une seule frappe aérienne. Selon Latif, l'armée de l'air a largué une bombe à baril sur la rue principale d'Al-Bab, loin de toute installation de l'EIIL.

Cela s'est inscrit à la suite de l'offensive de l'EIIL à l'est du pays contre des installations militaires du régime, dont la base aérienne de Tabqa à Deir Ezzor, la base de la division 17 à Raqqa et celle du régiment 121 à Hassaké – soit une légère augmentation notable des sorties du groupe contre le régime, dans la continuité directe de ses attaques sur le centre et le nord de l'Irak. « Le régime veut qu'Al-Bab reste sous le contrôle de Da'ech, affirme Latif. Assad a posté ses soldats à environ 15 kilomètres à l'ouest d'Al-Bab, mais ils n'ont jamais essayé de reprendre la ville. Aujourd'hui, chaque fois que le régime envoie ses forces vers les régions nord d'Alep, l'EIIL attaque aussi des positions au nord. Le régime et l'EIIL attaquent l'ASL en même temps, mais séparément. Le régime voit dans le contrôle par l'EIIL d'Al-Bab et de Raqqa de nombreux avantages – sans eux, les forces alliées ne frapperaient pas la Syrie. Le régime a perdu son autorité au début de la révolution. Pour la recouvrer, il a besoin des terroristes en Syrie. On voit se développer aujourd'hui dans les pays occidentaux un discours affirmant qu'Al-Assad est le seul rempart face aux terroristes au Moyen-Orient.

Aujourd’hui, les principaux acteurs en Syrie sont les terroristes, Da’ech, Jabhat al-Nosra et le régime. »

## L’EIIL *VERSUS* ASSAD

Le récit de Latif ne fait pas seulement écho à ce que l’opposition syrienne n’a cessé de proclamer depuis des années – qu’Al-Assad et l’EIIL sont, au minimum, des alliés tacites dans une guerre commune contre l’ASL et les rebelles islamistes – mais aussi à ce que les fidèles du régime ont commencé à exprimer par la suite. Pour mettre à sac Tabqa, la division 17 et le régiment 121, l’EIIL s’est appuyé sur des armes récupérées sur les bases des forces de sécurité irakiennes, vaincues à Ninive et à Anbar. Comme nous l’avons vu, avant juin 2014, quand Mossoul est tombée sous la coupe de l’EIIL, les forces d’Al-Assad se sont largement abstenues de combattre les takfiristes en Syrie, pendant que sa propagande affirmait que ceux-ci étaient ceux-là qu’ils avaient toujours combattus. Cependant, après la chute de Mossoul, le régime a vu une nouvelle opportunité de partenariat avec les pays occidentaux en se positionnant comme un acteur de la lutte contre le terrorisme. Les avions de combat syriens ont alors entrepris de bombarder des dizaines de cibles de l’EIIL à Raqqa, ou ont fait en sorte en tout cas de l’afficher comme tel. « Ils n’ont pas bombardé les quartiers généraux [de l’EIIL] depuis juin, et même lorsqu’ils l’ont fait, les sites avaient déjà été évacués », selon les affirmations de Masrour Barzani, le chef des services de renseignement du Kurdistan irakien au *Guardian* fin août 2014. « Nous en payons tous le prix aujourd’hui. »

Après s’est emparé de la division 17, l’EIIL a exécuté plus de cinquante soldats syriens à Raqqa, en a décapité quelques-uns et a photographié les têtes coupées, selon Rami Abdel Rahman de l’Observatoire syrien des droits de l’homme basé à Londres. « Il y a un changement clair dans la stratégie de l’EIIL. Il a commencé par consolider son contrôle dans les zones sous son emprise. Il s’étend maintenant. Pour l’EIIL, la lutte contre le régime n’est pas de faire tomber Assad, mais d’étendre son contrôle. »

Pour beaucoup de fidèles à Assad, la coupe était pleine. À l’été 2014, après avoir constaté le peu de résistance rencontrée par l’EIIL dans son offensive à l’est, des militants prorégime ont commencé à dénoncer leur propre camp. Dans une vidéo mise en ligne sur Internet, ils ont accusé le régime ni plus ni moins de trahison à Tabqa, et justifié leur attaque en citant des paroles de Hafez al-Assad : « Personne ne peut rester silencieux devant une erreur. » La vidéo montre des officiers syriens qui parlent avec assurance de leur combat contre l’EIIL, mais le narrateur explique qu’ils ont été trompés en croyant que des hélicoptères transportant cinquante tonnes de munitions et de ravitaillement étaient en chemin. Dans les faits, les seuls hélicoptères à arriver à Tabqa ne venaient pas pour livrer mais pour charger : en l’occurrence, le chef de la base aérienne, Adel Issa, avec trois de ses généraux. C’était dix-huit heures avant que la base ne soit prise d’assaut par les militants de l’EIIL. Dans la vidéo, le ministre syrien de l’Information, Omran al-Zoubi, est accusé d’avoir couvert cette trahison et d’avoir menti sur ses conséquences macabres. Le propre cousin d’Assad, Douraid al-Assad, a demandé « la démission du ministre de la Défense, du chef d’état-major, du commandant des forces aériennes, du ministre de l’Information et de quiconque responsable de la chute de l’aéroport militaire de Tabqa et de ses conséquences ». La vidéo s’achève sur des déclarations de ce type : « Quant à nos balles, neuf d’entre elles sont pour les traîtres et une est pour l’ennemi. »

Elia Samaan, un représentant du ministère de la Réconciliation, avait ouvertement demandé des comptes sur l'absence de l'armée de l'air syrienne dans la guerre contre l'EIIL en juin 2014, quand les hommes d'Al-Baghdadi se sont précipités sur la Syrie en provenance d'Irak avec plus de vigueur encore et d'équipements volés. S'il a rejeté les accusations portant sur une quelconque forme de collusion ou de coopération entre le régime et l'EIIL, Samaan a néanmoins admis dans un entretien avec Anne Barnard du *New York Times* que combattre le groupe terroriste n'était pas « la première priorité » de Damas. En revanche, Al-Assad n'avait pas caché sa « satisfaction de voir l'EIIL tuer » les membres de l'ASL et du Front islamique plutôt que ses propres troupes. Quand l'armée de l'air syrienne a finalement augmenté sa campagne aérienne contre l'EIIL, elle a fini par tuer, selon le témoignage de Latif, plus d'innocents que de militants. Khaled, un combattant de l'EIIL, avait du reste déclaré à Barnard que « les frappes aériennes [avaient] surtout visé les civils et pas les installations de l'EIIL. Dieu merci. »

# MINBIJ

Si l'EIIL a pu prospérer en partie grâce à la négligence calculée du régime, il a aussi su tirer profit d'une politique politicienne bien avisée contre ce que Latif appelle les « mauvais bataillons de l'ASL ».

Au cours des premières années d'AQI, Ayman al-Zawahiri n'avait pas seulement dispensé ses conseils à Al-Zarqaoui à propos de la folie de massacrer les chiites d'Irak, mais aussi à propos de la nécessité d'une gouvernance islamique efficace dans les régions contrôlées par Al-Qaïda en Irak. « Il est impératif qu'en plus de la force, les musulmans puissent connaître l'apaisement et se partager la gouvernance », écrivait Al-Zawahiri à son commandant en 2005. Ce qu'il avait préconisé se rapproche d'une application constante d'une « puissance douce » – un pouvoir de persuasion – djihadiste. Tout en ayant clairement éludé l'injonction d'Al-Zawahiri à propos des chiites, l'EIIL a plus ou moins suivi son conseil sur la création d'incitations populaires pour la mise en œuvre d'une gouvernance islamique. Minbij en est un bon exemple.

Minbij est une ville d'environ 200 000 habitants, stratégiquement située entre Alep, Raqqa et la frontière turque, qui a été abandonnée par les forces syriennes du régime en novembre 2012. Les habitants ont alors mis en place une administration municipale autogérée. La ville est rapidement devenue un important mais éphémère symbole pour la révolution syrienne, qui

démontrait qu'un État post-Assad pouvait ne pas nécessairement être un cauchemar à la Thomas Hobbes. Cette idylle a duré environ un an.

Les accusations selon lesquelles les nationalistes et les groupes rebelles laïques se comportaient comme des bandits et des gangsters étaient répandues dans la Syrie, ce qui faisait souvent apparaître les factions islamistes les plus radicales, y compris Al-Nosra, en comparaison, comme des modèles de discipline et d'équité. Fort de son nouveau contingent composé de la quasi totalité des anciens combattants étrangers affiliés à Al-Nosra, l'EIIL a établi une base dans la ville en avril 2013, opérant en coordination avec les autres factions armées, tout en continuant à occuper la fonction de gendarmerie, petite, mais crainte, d'une cinquantaine hommes.

L'EIIL a utilisé sa base pour se rapprocher tranquillement de la population, invitant les gens à ses *madhafa* (salons) à socialiser et aussi à mieux connaître le vaste projet islamique d'Al-Baghdadi pour la région. L'EIIL a arbitré les différends entre habitants et traité leurs plaintes, agissant de fait comme des *mokhtar* dans une ville dépourvue de toute autorité étatique. La présence de l'EIIL à Minbij s'est ainsi progressivement et tranquillement développée ; les logements loués servaient de caches secrètes pour stocker des armes et des munitions, ce qui permettait de mesurer clairement l'ampleur réelle de la présence djihadiste. Sa conduite des arbitrages est aussi devenue moins transparente et plus sévère. L'EIIL a arrêté des combattants de l'ASL sans faire appel aux comités de la charia institués par les rebelles ; il a menacé des militants laïques et s'est emparé de toutes les ressources dont il pouvait disposer pour s'acheter les faveurs du reste de la population à travers la prestation de services sociaux. Il a maintenu ses combattants hors des lignes de front et a conclu quelques marchés tactiques avec l'ASL et d'autres groupes islamistes : en échange de kamikazes, qui pouvaient être utilisés pour déclencher des VBIED à des check-points du régime et pour faire exploser des installations de l'armée avec du matériel en surplus, les rebelles qui combattaient les forces d'Al-

Assad partageraient leur butin de guerre avec l'EIIL. En septembre 2013, le pouvoir arbitraire de l'EIIL et ses manœuvres pour obtenir le monopole du contrôle des services de la ville ont dégénéré en une confrontation pure et simple avec les groupes rivaux.

Il a déclaré la guerre aux Kurdes à Minbij, en promettant de « nettoyer » la région du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dont la branche syrienne, le Parti de l'union démocratique (PYD), représentait la faction armée la plus puissante au sein de la minorité kurde de Syrie.

En octobre, les forces rebelles à Minbij ont saisi les meuneries de l'EIIL et demandé aux djihadistes qu'ils s'abstiennent dorénavant de contourner les conseils militaires et de la charia pour le règlement des différends publics. Quand les rebelles d'Alep et d'Idleb ont déclaré la guerre contre l'EIIL en janvier 2014, les forces locales de Minbij ont envahi la base de l'EIIL, et tué ou capturé l'ensemble de ses combattants.

Pourtant, d'après les nombreux résidents de Minbij avec qui les auteurs se sont entretenus, des habitants ont *compati* au sort fait à l'EIIL et se sont plaints de son expulsion de la ville. « Certains n'ont vu en eux que du bien, même s'ils n'aimaient pas leur vision religieuse, affirme un résident appelé Chadi al-Hassan. Ils savent que ceux qui le combattent sont les pires individus dans la zone. » La retraite de l'EIIL d'Idleb et du nord d'Alep a contribué à le faire revenir à Minbij, avec la soif de revanche. Il a pris le contrôle de la ville après avoir envoyé des renforts de Raqqa et du nord-est d'Alep. Il a rapidement mis en place un système de gouvernance à part entière, impressionnant autant les résidents de la ville que les réfugiés déplacés. C'est difficile à croire, mais compte tenu de l'horreur des atrocités de l'EIIL, des Syriens ont afflué en grand nombre pour rejoindre le groupe et travailler avec lui au niveau local. Les membres de l'EIIL avaient différentes fonctions : certains ont été désignés pour combattre, pendant que d'autres ont investi la sécurité, géré les services de santé, exploité des boulangeries, dirigé des tribunaux de la charia, etc. Pour la communauté

locale, la différence s'est fait vite sentir : l'EIIL fournissait sûreté et sécurité. Ses méthodes en matière de justice conduisaient au règlement rapide des affaires, et personne n'était exempté de sanctions, y compris ses propres combattants lorsqu'ils déviaient du code moral strict qu'il avait établi. Du coup, les enlèvements, vols et autres actes d'extorsion ont presque tous disparu.

Ayman al-Mit'ib, un déplacé interne à Minbij depuis novembre 2013, explique qu'« il n'y a pas de soutien absolu à ses actions, mais il n'y a pas non plus d'opposition absolue contre elles. Les gens soutiennent l'État islamique pour son honnêteté et ses pratiques, à l'inverse de la corruption de la plupart des groupes de l'Armée syrienne libre. Certains groupes de l'ASL l'ont rejoint, aussi. »

L'histoire de Minjib, et comment l'EIIL a pu s'y implanter, s'avère être similaire dans d'autres régions qu'il contrôle, en particulier là où les factions de l'ASL n'ont pas réussi à contenir la corruption ou les violations des droits de l'homme. Un militaire de l'armée syrienne qui a fait défection, par exemple, a affirmé au *Guardian* en novembre 2013 que l'EIIL agissait comme un virus en Syrie dans sa façon de s'emparer des bataillons et des territoires qu'il contrôle. « Leur méthode consiste à s'attaquer aux unités les plus faibles au prétexte que leur chef est un bandit ou un voleur – ils ne s'en prennent qu'à une force à la fois », dit-il, ajoutant qu'une fois que l'EIIL s'installait dans une ville, il s'étendait vers l'extérieur, en s'emparant des banlieues et des villages autour de la communauté urbaine. L'un des premiers chefs rebelles à avoir été exécuté par l'EIIL était Hassan Jazra de Ghuraba al-Sham. Jazra a été marchand de pastèques avant la révolution, puis un manifestant pacifiste contre Al-Assad, et finalement un rebelle qui volait pour financer ses activités militaires. Dans sa nécrologie de Jazra, le journaliste Orwa Moqdad a écrit ceci : « Alep connaissait Hassan Jazra comme un voleur. Pourtant, il n'a pas quitté son poste au front pendant un an et demi face aux attaques de l'armée régulière. C'était un fils du

mouvement de protestation qui a été poussé par la détérioration de la situation à devenir un chef militaire… comme tant d'autres tout au long de cette guerre. » L'EIIL l'a exécuté, ainsi que six de ses combattants en novembre 2013. Cette exécution a permis à l'organisation de légitimer un argument : ceux qui recherchent un profit personnel dans la guerre, et qui s'écartent du chemin de la révolution, sont aussi mauvais que le régime. Après sa mort, la réputation de Jasza pouvait varier. Quoi qu'il en soit, son exécution fut pour l'EIIL une forme de justice rendue nécessaire. Et la popularité du groupe a augmenté en conséquence. Après cela, il s'est affirmé plus encore dans les zones tenues par les rebelles. Gouverner a été une stratégie gagnante pour l'EIIL. Son modèle de gouvernance a convaincu un grand nombre à le rejoindre, à travailler avec lui, ou au moins à ne pas s'opposer à sa présence dans leurs régions. Cet aspect étant essentiel à son existence et à sa survie, il est important de comprendre comment le groupe a entrepris de gagner les cœurs et les esprits malgré sa brutalité pathologique.

Quand les rebelles syriens ont commencé à contrôler des régions à travers le pays, l'absence de loi a été d'une certaine façon tolérée par les communautés locales comme le prix à payer pour le changement de régime à venir. Comme cela a été ensuite démontré, des groupes affiliés à l'ASL étaient liés à des affaires de vols et ont prétendu que c'étaient les forces d'Al-Assad qui en étaient responsables. Au fur et à mesure, l'anarchie s'est aggravée et est devenue le principal sujet de plaintes pour les communautés locales. Des factions de l'ASL ont choisi de quitter le front et se sont consacrées à des activités plus lucratives dans leurs régions. Le factionnalisme, la recherche du profit et l'incompétence ont progressivement aliéné les populations.

Vers la fin 2012, les factions islamistes indépendantes ont réussi à s'imposer en se montrant plus efficaces, en termes de gouvernance et de combat, que les milices hétéroclites et désorganisées de l'ASL. Dans

l’ensemble du pays, les islamistes ont commencé à prendre l’ascendant dans les zones tenues par les rebelles. Ils ont mis en place des comités de la charia, ont géré les ressources et dirigé des services gouvernementaux. Dans certaines régions, Al-Nosra a travaillé avec les islamistes de façon à renforcer le mécanisme d’application des tribunaux de la charia. Mais le modèle ne s’est pas avéré durable pour plusieurs raisons.

À partir du moment où les insurgés islamistes recevaient le sou-tien financier de plusieurs donateurs qui demandaient un droit de regard sur la façon de dépenser l’argent, les divisions étaient inévitables. Les différences idéologiques ont aussi joué de leur incapacité à établir des tribunaux forts et des forces de sécurité puissantes. Les islamistes ont également été plus en phase avec les communautés locales et pouvaient faire appliquer la loi de la charia seulement à travers la médiation ou le consentement public, en particulier quand l’affaire impliquait un autre groupe armé ou une famille puissante. Même Al-Nosra, qui était alors beaucoup plus puissant et organisé que les autres forces avant la montée en puissance de l’EIIL, a dû revenir sur certaines de ses décisions pour éviter les conflits avec des familles locales. Al-Nosra, comme les islamistes, s’est abstenu d’appliquer ses lois pour éviter de s’aliéner la population.

Le modèle de l’EIIL était à haut risque. Le groupe était cohérent et déterminé à faire appliquer ses lois, au risque parfois de voir des forces locales puissantes se retourner contre lui. Même dans les périodes où il semblait sûr que l’EIIL n’aurait pas d’avenir en Syrie (autour de février 2014, par exemple), il restait droit dans ses bottes. Le groupe ne tolérait aucune concurrence et ne reconnaissait aucun autre comité de la charia que les siens. Il exigeait l’uniformité à tout prix. « Si vous êtes un commandant de l’ASL et que vous avez un proche qui est un civil, [l’ASL et les autres groupes rebelles] vont accepter la médiation », affirme Hassan al-Salloum, un ancien commandant rebelle d’Idleb résidant à Antakya en Turquie, en se référant à la période où l’EIIL était encore un acteur

marginal en Syrie. « Mais avec l'EIIL, si je me plaignais d'un membre de l'ASL, ils allaient le chercher et l'interroger. Ils n'acceptaient aucune médiation. Les gens ont commencé à aller les voir avec leurs réclamations. Les gens les ont fait intervenir. Quelqu'un vient les voir et demande de l'aide. L'ASL ne fera rien. L'EIIL vous donnera ce que vous voulez, et ensuite vous commencez à parler du sujet. Si je frappe un de mes soldats, il ira à l'EIIL. Ils vont lui donner des armes, un salaire et de l'argent de poche. »

Lorsque l'EIIL contrôle une zone, il rétablit un semblant d'ordre et affiche la tolérance zéro à l'égard des rivalités et de l'étalage des armes en public. Il désarme immédiatement les communautés locales, principalement les armes lourdes. Pour les Syriens qui ont vécu sous le contrôle des milices de l'ASL, le changement était bienvenu. « Vous pouvez conduire d'Alep à Raqqa, à Deir Ezzor et jusqu'à l'Irak, personne ne vous embête, affirme un résident de Deir Ezzor. Avant, vous deviez vous arrêter à chaque check-point, payer les pots-de-vin et le tolérer. »

L'anarchie est encore plus pénible pour ceux qui travaillent dans le transport et le commerce, ou qui vivent dans des régions ayant des champs pétroliers. Des groupes armés entiers ont été formés pour contrôler les champs pétroliers, imposer des taxes routières, escorter les négociants en pétrole, faire de la contrebande et accumuler des richesses par tous les moyens possibles. Tirs constants, tueries à l'aveugle, enlèvements et extorsions étaient courants et répandus. Il est souvent arrivé que quand quelqu'un ayant des proches lourdement armés tuait quelqu'un d'autre, la famille de la victime désespérait de la justice, à moins d'avoir des alliés dans une milice capable de demander réparation pour elle, à travers un comité de la charia. La situation a changé à 180 degrés avec l'arrivée de l'EIIL. Au début, les gens ont été agréablement surpris, au point parfois d'exagérer leur sentiment de soulagement. « On ne s'est jamais autant sentis en sécurité en vingt ans, déclare un résident plus âgé de Deir Ezzor.

Nous n’entendons plus de tirs. Nous n’entendons plus qu’untel ou untel a été tué ou autre. On peut voyager sans problèmes. » Ensuite, les mêmes ont exprimé leur satisfaction à l’égard de la situation actuelle mais ont montré moins d’ardeur à louer la gouvernance de l’EIIL.

L’une des louanges les plus entendues sur l’EIIL dans ses territoires est qu’avec lui le travail est fait. Contrairement à l’ASL et aux groupes islamistes, l’EIIL va envoyer une patrouille pour aller chercher quelqu’un si un autre dépose plainte contre lui. Même si la plainte en question remonte à quelques années, avant même le soulèvement, comme l’explique un résident qui a été dans ce cas, l’EIIL va régler le contentieux si la personne dispose des documents pertinents. Rifaat al-Hassan, originaire d’Albou Kamal, raconte l’histoire d’un de ses oncles qui a perdu des centaines de milliers de livres syriennes, avant le soulèvement, dans une opération frauduleuse avec un homme d’affaires local. Quand l’EIIL a pris le contrôle d’Albou Kamal, le fraudeur a été arrêté et obligé par l’EIIL de restituer l’intégralité du montant pris illégalement.

Plus important, les lois s’appliquent aussi aux membres de l’EIIL et à ses commandants ; l’EIIL en a exécuté par dizaines pour profits illégaux ou abus de pouvoir. En novembre 2014, l’EIIL a exécuté l’un de ses dirigeants à Deir Ezzor, accusé de détournement de fonds et de vol qualifié. Selon le groupe, le commandant avait volé des résidents qu’il avait accusés d’apostasie. Des histoires similaires sont couramment rapportées par les membres des communautés qui sont sous contrôle. Imad al-Rawi, originaire de la ville frontalière irakienne de Qaïm, a prêté allégeance en août 2014. Il a parlé de dix membres de l’EIIL exécutés parce qu’ils vendaient du tabac qu’ils avaient saisi sur des contrebandiers. « Quand ils font des descentes dans les magasins qui vendent du tabac, ils ne brûlent pas le tabac, explique Al-Arawi. Quand c’est dans une maison, ils en volent aussi. L’État les a exécutés quand il les a découverts. Aucun de ces membres ne fumaient, ils vendaient du tabac. »

Avec ce genre de tactiques, l'EIIL s'est imposé comme représentant de l'ordre et a gagné le crédit de deux importants segments sociétaux : les déçus de la révolution syrienne, qui ont commencé à se remémorer la sûreté et la sécurité du temps du régime, et ceux qui ont été aliénés par l'ASL et les factions islamistes. Pour ces catégories, parmi d'autres, l'EIIL a joué un rôle temporaire acceptable. « Le régime a fait des erreurs et les a répétées, affirme Ghassan al-Juma, de Hassaké. L'ASL aussi a fait des erreurs et personne ne pouvait les arrêter. Mais quand l'EIIL fait des erreurs, il ne les répète pas. Vous y allez et vous vous plaignez. Si personne ne traite votre réclamation, vous allez voir le responsable de celui dont vous vous plaignez, et vous obtenez ce que vous voulez si vous êtes dans votre droit. »

En Irak aussi, l'EIIL a cherché à éviter les erreurs qu'il avait commises dans les années antérieures aux conseils du Réveil. Gagner les cœurs et les esprits et se rallier les dirigeants des communautés locales s'inscrivaient dans sa stratégie pour les régions sous son contrôle. Après la prise de Mossoul, les membres de l'EIIL ont évité d'arborer une trop forte présence dans les rues. Les résidents de Mossoul ont affirmé qu'au cours des premières semaines qui ont suivi le départ des forces de sécurité irakiennes la plupart des combattants qui parcouraient les rues étaient des gens du quartier.

À Mossoul et ailleurs, l'EIIL a permis aux forces locales de gérer leurs propres affaires, en particulier dans les régions où il se sentait relativement bien ancré ou lorsqu'il manquait de main-d'œuvre. La visibilité ainsi réduite de l'EIIL a contribué à établir la confiance dans le nouvel ordre, notamment dans les villes irakiennes. Dans les régions syriennes, avant qu'il n'en ait pris le contrôle, l'EIIL disposait de moins de marge de manœuvre pour le faire, étant donné la prédominance de groupes rebelles qui lui étaient hostiles. À la place, il s'est appuyé sur des cellules dormantes et des fidèles à l'intérieur de ces communautés pour progressivement s'implanter. La brutalité notoire du groupe lui a permis de créer dans les

premiers jours un environnement de calme pour commencer à se rapprocher de la population. « Les gens étaient terrifiés par l'EIIL à cause de la réputation qui le précédait, dit Al-Rawi, de Qaïm. Au début, les gens les ont évités, mais quand [l'EIIL a] commencé à rencontrer les gens dans les mosquées et à les impliquer, les gens sont devenus à l'aise avec eux. Ils aimaient leur dévouement et se sont mis progressivement à travailler avec eux même s'ils n'étaient pas encore avec eux. [L'EIIL] intervenait quand il le fallait. Et les populations locales étaient plus présentes. »

C'est particulièrement le cas dans les régions où l'EIIL a besoin de main-d'œuvre. Après la prise de Mossoul, l'EIIL est arrivé avec un nouveau système d'adhésion pour les forces locales existantes en qui il n'avait pas encore confiance. Il les a appelés les *mounassir* (partisans) – à distinguer de *ansar*, un terme que les djihadistes utilisent pour désigner les membres locaux d'un groupe en opposition aux *mouhajirin*, ou combattants étrangers. Un *mounassir* doit prêter allégeance à l'EIIL mais sans avoir accès à la structure. Ces membres de second rang reçoivent un salaire et occupent essentiellement des fonctions de niveau inférieur pour la municipalité ou la police de leur région, des tâches qui renvoient à ce que l'EIIL appelle *khidmat al-mouslimin*. Cette stratégie permet à l'EIIL à la fois d'être moins visible et ainsi de mieux se décharger de ses responsabilités, et d'accroître les rivalités au sein de la communauté locale sur les questions de gouvernance. L'EIIL peut faire appel à ces forces pour servir de renfort à ses troupes sur le front, comme à Kobané, selon des résidents de Raqqa. Malgré la marge de manœuvre qu'il autorise pour les forces locales, l'EIIL conserve la totalité du contrôle militaire, religieux et politique.

Cette combinaison de force brutale et de gouvernance efficace produit un puissant effet dissuasif sur les motivations de la population locale à se lever contre l'EIIL, particulièrement en l'absence d'une alternative viable et acceptable. Ses méthodes compliquent par ailleurs les efforts déployés par

des forces à l’extérieur des régions de l’EIIL, pour les reprendre, en raison de la difficulté à combler le vide et à former de nouvelles alliances avec les communautés locales.

# PARTOUT ET NULLE PART

Alors qu'il a tendance à afficher le moins possible sa force militaire, l'EIIL s'abstient autant que possible de micro-gérer la ville. Les forces locales et leurs familles conduisent souvent les affaires administratives quotidiennes. Comme toujours, quand l'EIIL s'empare d'une nouvelle ville, la première installation dont il dote sa population est d'une « place Houdoud », comme on l'appelle, pour y exécuter les châtiments de la charia, tels que les crucifixions, les pendaisons, les flagellations et le tranchage des mains. (C'est l'endroit à Al-Bab que Barry Abdoul Lattif a évoqué comme étant la place centrale, juste en face de l'ancien bar à narguilé.) Il installe ensuite un tribunal de la charia, une force de police, et un poste de sécurité. La mission de la police de la charia, appelée *hisbah*, ne se limite pas au seul contrôle de la bonne application de la charia, mais s'étend à la régulation des marchés, et ces forces de police sont plus actives dans les centres urbains. L'EIIL divise les régions en *wilayat* (provinces, qui en comptent à peu près seize en Irak et en Syrie) et en *qawati'* (cantons) plus petits. Chaque canton se voit attribuer un commandant militaire, un ou plusieurs commandants en charge de la sécurité, et un émir général. Tous dépendent d'un *wali* (gouverneur).

Les hauts dirigeants ne vivent pas dans la province qu'ils gouvernent. Par exemple, les gouverneurs de Minbij, Al-Bab et des zones de Deir Ezzor

que l’EIIL a désignées comme *wilayat al-khair* (de la ville de Deir Ezzor aux frontières d’Albou Kamal) vivent plutôt à Raqqa ou à Chaddadi, dans Hassaké. Le gouverneur de *wilayat al-furat* (Albou Kamal et Qaïm) vit en Irak et ne se rend que rarement en Syrie. Le même système s’applique pour les gouverneurs des provinces irakiennes.

Raqqa et Mossoul servent de capitales *de facto* de l’EIIL, et les « ambassadeurs » de ses territoires se rencontrent souvent dans des palaces occupés par le groupe. Les membres de l’EIIL ont reçu l’ordre de n’exhiber qu’une quantité minimale de leur armement en public ; comme à Minbij, ils cachent leur arsenal dans des logements qui ont été confisqués.

Les check-points sont également tenus par un petit nombre de combattants, dans certains cas par ceux qui ont récemment rejoint l’EIIL et sont encore en formation de base.

Quand les unités de sécurité de l’EIIL mènent une opération, les combattants locaux et étrangers de la ville et de ses environs arrivent en renfort. La démesure dans la démonstration de force en cas d’opérations de sécurité est la marque distinctive de la stratégie de dissuasion de l’EIIL.

Cette stratégie qui consiste à être partout et nulle part sert au moins deux objectifs pour l’EIIL. Premièrement, elle dissuade les forces locales de se rebeller contre lui, parce qu’elle permet la flexibilité pour les habitants de gérer leurs propres affaires, avec des limites. Deuxièmement, elle place l’EIIL en seul maître dans la résolution des conflits. Il est très courant pour les résidents d’exprimer leur colère contre un autre plutôt que contre l’EIIL comme organisation, certains allant jusqu’à affirmer que les combattants étrangers font preuve de plus de discipline et de retenue que les résidents de souche.

Après avoir envahi une région, l’EIIL permet aux combattants des autres groupes de conserver leurs armes, à condition qu’ils continuent de se battre exclusivement sur le front. Quiconque reçoit des armes, des munitions et de la nourriture de l’EIIL doit en faire rapport à un émir de

l’EIIL et servir un nombre déterminé d’heures par semaine. S’absenter du champ de bataille impose le renoncement à l’usage des armes. Les membres des autres groupes doivent suivre des dispositions similaires s’ils souhaitent gouverner dans leurs zones. À Falloujah et dans les régions nouvellement conquises en Syrie, l’EIIL impose une alternative claire : faire allégeance ou partir. « Au départ, l’EIIL fixe des conditions très dures pour leur mettre la pression », explique un combattant de l’ASL de Deir Ezzor en parlant de l’administration djihadiste de la province pendant l’été 2013. « L’EIIL leur dit : “Si vous ne vous présentez pas régulièrement à l’aéroport de [Deir Ezzor], vous devrez rendre vos armes.” »

Désarmer les communautés locales est aussi un élément clé pour se faire accepter par les habitants. Sous la gouvernance de l’ASL, acheter et transporter des armes était nécessaire à sa protection pour se déplacer d’un endroit à l’autre face à l’anarchie endémique et le vol. Comme l’a dit un résident de Hassaké : « Tout le monde portait des armes, des enfants jusqu’aux plus grands. Si vous n’aviez pas d’armes à feu, vous sortiez au marché avec la peur au ventre. Et si vous vous retrouviez pris dans une dispute, vous étiez foutu. » L’EIIL répond ainsi aux inquiétudes populaires face à l’absence de loi et d’ordre en se présentant comme la seule alternative à l’effondrement de la société. Comme tout gouvernement, il cherche à conserver le monopole de la violence.

# TAKFIRINOMIE

L’EIIL a associé sa gouvernance autoritaire à une économie de guerre remarquablement rentable. L’ASL et les groupes islamistes qui contrôlaient les champs pétroliers dans l’est de la Syrie, par exemple, ont consacré une partie des revenus à l’administration des écoles et à la fourniture en électricité, télécommunications, eau, nourriture, et à d’autres services encore. Quelques villages et villes ont connu une diminution de ces services parce que l’EIIL distribuait les revenus pétroliers à d’autres villes sous son contrôle en Syrie et en Irak, mettant en place son propre système de patronage panterritorial. De ce fait, dans les régions riches en pétrole, le règne des seigneurs de guerre – un effet secondaire de la gouvernance strictement localisée des rebelles – a progressivement décliné.

L’EIIL a aussi obligé le personnel municipal à travailler, contrairement aux précédents groupes qui avaient autorisé les fonctionnaires syriens à continuer à recevoir leurs salaires (la plupart du temps du régime) tout en restant à la maison sans rien faire, sûrement grâce aux dessous-de-table qui allaient avec. « Les rues sont plus propres aujourd’hui ; 70 % des employés ne travaillaient pas, même ceux qui recevaient un salaire, affirme un ancien militant pour les médias de Deir Ezzor, affilié à l’ASL. Ils ont annulé le samedi comme jour férié ; ils sont censés le remplacer par le jeudi. »

La réglementation et le contrôle des prix sont un autre domaine de réussite à l'actif de l'EIIL. Il a interdit les pêcheurs de recourir à la dynamite et à l'électricité pour attraper les poissons. Il a aussi interdit aux habitants dans la province de Jazira d'exploiter le chaos de la guerre pour faire valoir de nouveaux droits sur des terres, principalement dans le désert syrien, où ils avaient tenté de construire de nouveaux logements et d'installer des commerces, au grand dam de leurs voisins. L'EIIL a aussi limité les marges de profit sur les produits dérivés du pétrole, la glace, le blé, et d'autres produits de base. Avant que l'EIIL ne contrôle l'est de la Syrie, un puits de pétrole produisait environ 30 000 barils par jour, et chaque baril était vendu 2000 livres syriennes – environ 10 euros au taux de change actuel. Les familles locales qui travaillaient dans les raffineries se faisaient 200 livres (un peu moins de un euro) sur chaque baril qu'ils avaient raffiné primitivement. Quand l'EIIL a pris la suite, le baril est devenu moins cher parce qu'il avait fixé le prix du litre de pétrole à cinquante livres (25 centimes).

L'EIIL a également interdit à des familles d'installer des raffineries près des résidences sous la menace de confiscation, une politique qui a conduit quelques familles à quitter définitivement ce secteur d'activité. Au total, le contrôle des prix et la réglementation ont réussi à compenser la diminution des ressources et des services.

Les subventions des pays du Golfe, où travaillent un grand nombre de ceux qui vivent dans les régions contrôlées par l'EIIL, ont également aidé quelques familles à acheter des générateurs électriques et des produits dérivés du pétrole. « Ceux du Golfe, qui envoyaient habituellement des fonds une fois par mois, envoient aujourd'hui deux fois par mois parce qu'ils prennent la mesure de la situation », selon l'ancien militant pour les médias de l'ASL. Mais cela ne fait pas vraiment de différence en valeur. En 2010, un kilogramme de poulet coûtait 190 livres [moins de un euro] et en coûte aujourd'hui 470 [2,30 *e*]. »

Le pétrole a été la principale source de revenus de l'EIIL avant le début des frappes aériennes de la coalition. Avant cela, selon les estimations, l'EIIL aurait gagné des millions d'euros par mois grâce au pétrole en Syrie et en Irak – un à deux millions d'euros par jour. Les revenus ont diminué de façon significative après les frappes aériennes. Mais la contrebande du pétrole vers les pays voisins, dont la Turquie et la Jordanie, et vers d'autres régions en Syrie et en Irak, représentent encore des revenus stratégiques pour l'EIIL. La forte baisse de la production pétrolière a davantage affecté les civils que l'EIIL, qui peut encore générer de la richesse à partir d'autres sources, mais elle a impacté sur la capacité de l'EIIL à équiper les collectivités locales, notamment en matériels très convoités comme les bonbonnes de gaz. « J'évalue l'impact des frappes aériennes à 5 % », affirme le militant des médias, qui vit toujours à Deir Ezzor. Ils ont surtout affecté l'activité pétrolière. Il y a largement ce qu'il faut en nourriture, qui arrive surtout de Turquie et d'Irak. Les frontières sont ouvertes ; si les prix ne vous vont pas ici, vous allez à Anbar. Pour moi, la situation est plutôt normale. »

La maîtrise du secteur pétrolier dont a fait preuve l'EIIL a impressionné et frappé bon nombre d'observateurs, bien que Derek Harvey n'en fasse pas partie. « C'est évident que les saddamistes qui géraient la contrebande du pétrole dans les années 1990 pour contourner les sanctions des Nations Unies le font aujourd'hui pour l'EIIL, affirme-t-il. On dit qu'ils le vendent au prix d'environ 30 euros le baril. Des raffineries locales ont été récemment bombardées. Si vous le vendez à ce prix, cela revient à 50-55 euros de différence sur le prix du marché actuel. Voilà ce qui se passe : ces intermédiaires le vendent, et une commission revient aux principaux dirigeants de l'EIIL. Ils prennent encore 20 à 25 euros en pots-de-vin, mais cela ne doit pas figurer sur un registre, ni être connu de tous. Cela va directement dans la cagnotte des financiers au sommet de la pyramide. Les combattants de l'EIIL à Deir Ezzor ne sont pas au courant de cela. »

Les habitants de l'est de la Syrie ont appris à survivre grâce aux fonds en provenance du Golfe et des économies locales avant même le soulèvement. La hausse des prix du pétrole a conduit un grand nombre à moins dépendre de la production agricole puisque l'énergie devait être dépensée à pomper l'eau du Tigre et de l'Euphrate pour des terres agricoles situées à des kilomètres de là. Après le déclenchement de la guerre, le pétrole est devenu moins cher, ce qui a relancé l'agro-industrie syrienne – et redynamisé la contrebande et le marché du commerce de bétail. Quand l'EIIL a pris le contrôle de Jazira, les gens achetaient déjà leur propre pétrole pour l'irrigation et pour l'électricité, et ne dépendaient pas de services subventionnés.

Le service de renseignement extérieur allemand, le Bundesnachrichtendienst (BND), a mis en garde contre les évaluations « exagérées » des revenus pétroliers de l'EIIL qui ne prennent pas en compte l'importance des frais généraux et le poids des dépenses dédiés à la gestion interne de ses territoires. Mais selon Harvey, l'EIIL empoche l'essentiel de ce revenu, et taxe parfois les résidents sur les services fournis par le régime, comme l'électricité et les télécommunications. Contrairement aux groupes islamistes qui ont opéré les services mis en place par le régime pour les communautés locales à titre gracieux, l'EIIL a imposé une surtaxe sur l'économie pour renflouer ses coffres.

L'EIIL a également récupéré des millions avec la *zakat* (différentes formes d'aumônes islamiques versés à l'État). La *zakat* est prélevée sur des économies annuelles ou d'immobilisations (2,5 %), sur l'or (pour des valeurs supérieures à 4000 euros), sur l'élevage (deux têtes sur cent appartenant à l'agriculteur), les dattes, les récoltes (10 % si irriguées par la pluie, par un ruisseau voisin ou par une rivière, et 5 % si l'irrigation coûte de l'argent) et sur les bénéfices (2,5 %).

L'« État » islamique impose également des taxes annuelles aux non-musulmans qui vivent sur ses territoires, en particulier les chrétiens

(4,25 grammes d’or pour les riches et la moitié de cette part pour les personnes à revenus modiques). Il s’enrichit aussi en volant ce qui est déguisé en sanctions civiles : il confisque les propriétés des déplacés ou celles des personnes recherchées, ou encore l’applique comme une punition à ceux qui combattent l’EIIL. Cela inclut, évidemment, les stocks énormes d’armes et de munitions, conformément à sa politique de désarmement des communautés.

Bien que les donations en provenance des sponsors étrangers ne constituent qu’une part congrue de sa trésorerie, les généreux contributeurs, qu’ils soient étrangers ou membres du groupe, continuent à le financer.

Plus important encore, *ghanima* (le butin de guerre, ce qui englobe dans la définition de l’EIIL le vol sous toutes ses formes) représente l’une des sources de revenus les plus importantes pour le groupe. L’EIIL a saisi l’équivalent de millions d’euros en équipements militaires américains et étrangers qu’il a saisis après avoir obligé trois divisions irakiennes à fuir en juin 2014, et il a également saisi d’importants stocks d’armes ainsi que des équipements, des installations et de la trésorerie du régime syrien et des groupes rebelles.

Les artefacts sont également lucratifs pour l’EIIL – un homme avec lequel nous sous sommes entretenus en Turquie nous a affirmé que le commerce des antiquités s’était développé sous le règne de l’EIIL, et que l’un de ses cousins avait fait de la contrebande vers la Turquie de statues en or et de pièces trouvées dans les ruines de Mari, à 11 kilomètres d’Albou Kamal.

# ÉPILOGUE

Quelques jours avant la diffusion sur les écrans du monde de la vidéo montrant la décapitation de James Foley, l'autoritaire Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki a démissionné sous la pression conjointe des États-Unis et de l'Iran, en apparence pour sortir de l'impasse politique créée par la montée en puissance de l'EIIL. Son successeur est un de ses collègues du parti Dawa, Haider al-Abadi, âgé de 62 ans, qui a vécu des années en exil à Londres. Les nombreux sunnites irakiens avec qui nous nous sommes entretenus à ce moment-là ont salué l'arrivée d'Al-Abadi, comme une amélioration par rapport à Al-Maliki, mais personne n'a pensé qu'il pourrait apporter un changement significatif dans la façon de gouverner l'Irak. Pour eux, cela est dû aux dimensions sectaires endémiques des politiques de l'État et à l'influence démesurée de Téhéran sur Bagdad.

Le mandat du nouveau Premier ministre ne présageait rien de bon, quand au cours de sa première conférence de presse il a préconisé un partenariat stratégique entre les États-Unis et l'Iran pour combattre l'EIIL – un partenariat qui pour beaucoup de sunnites a démarré en 2003. « L'approche américaine est de laisser l'Irak aux Irakiens », a déclaré Sami al-Askari, ancien député irakien qui a été un important conseiller de l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki. « Les Iraniens ne disent pas qu'ils vont laisser l'Irak aux Irakiens. Ils disent que c'est nous qui leur laisserons l'Irak. »

L’un des principaux États du monde à soutenir le terrorisme se présente désormais comme la dernière ligne de défense contre le terrorisme. Le commandant de la force Al-Qods, Qassem Soleimani, a supervisé la création d’une armée de l’ombre multidimensionnelle composée des mêmes groupes spéciaux responsables de la mort de soldats américains et d’un nombre incalculable de civils sunnites en Irak, et qui est aujourd’hui engagé de la même manière à soutenir le régime meurtrier à Damas. Selon Phillip Smyth, il y a actuellement plus de cinquante milices chiites « très idéologiques, antiaméricaines, et fanatiquement sectaires » qui opèrent et recrutent en Irak. Les conditions ont été recréées, en d’autres termes, pour exactement la même guerre sainte sectaire envisagée par Al-Zarqaoui en 2004 – à la différence près que, cette fois, elle se joue dans deux pays à la fois. Comme un ancien responsable irakien l’a affirmé : « Je ne suis pas très optimiste. Cela ressemble presque à une dernière chance pour l’Irak de rester un État unifié. »

Malgré les appels d’Al-Abadi à l’unité nationale, le carnage sectaire continue. Selon *Human Rights Watch*, les forces de sécurité irakiennes (FSI) et les milices chiites ont exécuté 255 prisonniers dans six villes et villages depuis le 9 juin 2014, la veille de la chute de Mossoul. Huit des victimes étaient des adolescents de moins de 18 ans. Le 22 août 2014, la mosquée de Moussab-ben-Omeir de Diyala – où l’EIIL attendait ses batailles les plus féroces – a été attaquée par des hommes des FSI et des militants d’Asaïb Ahl al-Haq habillés en civil. Plusieurs dizaines de fidèles ont été massacrés.

Le ministre de l’Intérieur d’Al-Abadi, Mohammed Al-Ghabban, est également un haut responsable de la brigade Badr, ce qui signifie qu’un notoire escadron de la mort s’est vu encore une fois vu accorder des prérogatives sur la police irakienne. Badr a été récemment accusée d’avoir « enlevé et exécuté sommairement des personnes, [ainsi que d’avoir] expulsé des sunnites de leurs domiciles, qu’ils ont ensuite pillés et brûlés, et [ont] dans certains cas rasé des villages entiers », selon le chercheur en

charge de l'Irak pour *Human Rights Watch*, Erin Evers. Les [États-Unis] ont en fait ouvert la voie à ces individus pour prendre le contrôle du pays, plus encore que celui qu'ils ont déjà. »

La grande majorité des offensives majeures irakiennes contre l'EIIL portent l'empreinte de Soleimani. Fin octobre, quand l'EIIL a été chassé de Jourf-al-Sakher, une ville à environ 50 kilomètres au sud-ouest de Bagdad le long de la vallée de l'Euphrate, des membres d'Al-Qods et du Hezbollah libanais ont été embarqués avec quelque 7000 soldats des FSI et des miliciens, pour les entraîner et distribuer des armes. L'ensemble de l'opération a été élaboré par Soleimani.

Soutenus indirectement par les avions de combat américains, Asaïb Ahl al-Haq et Kataeb Hezbollah, une organisation qualifiée de terroriste par les États-Unis, ont été à la tête des opérations de combat pour mettre un terme en novembre 2014 au siège de l'EIIL imposé depuis plusieurs mois sur Amerli, une ville composée de Turkmènes chiites abritant environ 15 000 âmes. Soleimani a été photographié tout sourire à Amerli peu après qu'elle a été reprise.

Kataeb Hezbollah a été photographié en possession de chars américains Abrams, ce qui est venu rompre le monopole détenu par l'EIIL comme organisation terroriste ayant réquisitionné des équipements américains destinés aux FSI. Quels sont les résultats d'une année de frappes aériennes conduites par les États-Unis en Syrie et en Irak ? Le Pentagone a annoncé que seize sur les vingt raffineries de pétrole utilisées par l'EIIL pour financer ses activités ont été rendues inutilisables. Selon le docteur Hicham al-Hachimi, à la fin de l'année 2014, l'EIIL avait perdu 90 % de ses revenus issus du pétrole, neuf de ses onze entrepôts d'armes en Irak et trois de ses dix entrepôts en Syrie. S'ajoute à cette liste apparemment impressionnante l'élimination de trente dirigeants de l'EIIL par des frappes aériennes. Ce bilan comprend une douzaine de hauts dirigeants comme Abou Mouslim al-Turkmani, l'adjoint d'Al-Baghdadi, Redouan Taleb al-Hamdouni, le

« gouverneur » de Mossoul, et les commandants militaires de Ramadi, Salaheddine, Falloujah et Ninive. Al-Abadi a affirmé qu'Al-Baghdadi lui-même avait été blessé dans une sortie à Al-Qaïm. Washington indique que l'EIIL a perdu environ 700 kilomètres carrés de terrain.

Bien qu'ils soit certainement vrai que le momentum du *blitzkrieg* de l'EIIL en Irak ait été considérablement grippé – il ne menace plus de prendre Erbil, encore moins Bagdad –, ses défaites ont été jusqu'ici tactiques. « D'un point de vue strictement militaire, le seul élément qui attire le plus mon attention est que l'EIIL a toujours eu l'initiative stratégique », déclare Chris Harmer. « Il y a eu des moments où ils ont été plus actifs à certains endroits qu'ailleurs. Mais ils n'ont jamais été sur la défensive stratégique. Tactiquement, ils ont pu être sur la défensive : ils ont pris le barrage de Mossoul, puis ils l'ont perdu. Ils ont pris la raffinerie de pétrole de Baiji, puis ils l'ont perdue. Mais est-ce que l'EIIL est en train de "perdre" ? Non. »

L'EIIL a essentiellement souffert à l'intérieur des lignes ennemies plutôt que dans ses fiefs géostratégiques à travers la Syrie et l'Irak. Sinjar et Baiji, par exemple, sont cruciales pour les Kurdes. Baqoubah et Dhoulouiyah représentent des portes d'entrée vers Bagdad, et à ce titre importent grandement aux FSI et aux milices chiites, qui leur ont fait subir un nettoyage ethnique, selon Ayad Allaoui, aujourd'hui vice-président pour la réconciliation nationale. Malgré quelque 1 700 frappes aériennes, l'EIIL est parvenu à avancer là où il dispose déjà une base de soutien naturelle et là où il peut soumettre une population sunnite trop effrayée ou trop indifférente pour se dresser contre lui. Deux mois après le début de l'opération « Détermination absolue », les djihadistes ont mis à sac Hit, la ville où Adam Such avait vu un *Sawha* localisé émerger en 2005. Les autres villages et hameaux d'Anbar sont ensuite tombés.

Comme Derek Harvey l'a démontré il y a dix ans, que des djihadistes soient chassés d'un territoire ethniquement mixte, tel que Bagdad, ne veut

pas dire qu'ils soient vaincus ou moins aptes à mener des opérations. L'EIIL continue de gouverner sans être significativement contesté à Al-Bab, à Minbij, à Jarablous, à Raqqa, dans le sud de Hassaké, à Tal Afar, à Qaïm et à l'extérieur du centre-ville de Ramadi. Le risque de rébellion venant de l'intérieur de ces régions est hautement improbable à court terme. À Haditha et à Amiria Falloujah, les tribus sunnites sont divisées sur l'action à mener à propos de l'EIIL – avec pour conséquence des querelles intestines qui ne peuvent qu'exclure la possibilité d'un autre Réveil.

Selon Al-Hachimi, l'EIIL a compensé la perte de 10 % de ses territoires en Irak en en *gagnant* 4 % en Syrie, ce que vous n'auriez pas vraiment appris en écoutant les responsables américains. « La stratégie à l'égard de la Syrie n'a pas changé », a déclaré Alistair Baskey, le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, aux journalistes en novembre 2014. « Pendant que la priorité immédiate reste de chasser [l'EIIL] d'Irak, nous et nos alliés de la coalition allons poursuivre les frappes contre [l'EIIL] en Syrie pour les priver de tout refuge et entraver leur capacité de projection de puissance. »

Sauf que l'EIIL a plus d'un « refuge » en Syrie, et qu'il continue de s'étendre davantage depuis l'opération « Détermination absolue ». Aujourd'hui, il contrôle à peu près un tiers de la géographie du pays. Même dans la bataille la plus farouchement disputée de Kobané, il continue à conserver des portions de la ville frontalière entre la Syrie et la Turquie, que même la Maison-Blanche considère plus « symboliquement » que stratégiquement essentielle – et cela, après trois mois de sorties aériennes américaines les plus intenses menées sur toute la Syrie.

Ceux qui avaient compris les défis à long terme représentés par l'EIIL n'ont pas été récompensés. En octobre 2014, le secrétaire à la Défense, Chuck Hagel, a envoyé une note de deux pages au Conseil de la sécurité nationale, dans laquelle il exprimait ses préoccupations au sujet de la stratégie américaine en Syrie. Il a été limogé de son poste de secrétaire à la Défense à la fin du mois qui a suivi, en partie parce qu'il a averti que

persister à ne pas se confronter au régime d'Al-Assad – que des membres de l'administration Obama ont appelé à juste titre un « aimant » pour le terrorisme – ne pouvait que bénéficier à Al-Baghdadi. Cela a également bénéficié à Al- Assad. « Ce qui est incroyable, c'est notre capacité à refaire, encore et toujours, les mêmes erreurs, en Irak mais aussi dans l'ensemble du Moyen-Orient, nous a déclaré Ali Khedery. J'ai vu des hauts responsables américains perdre leur temps à tweeter au sujet du nombre de frappes aériennes. Qui se soucie de ces développements tactiques ? Les sunnites sont en train de se radicaliser à des proportions record. Une approche antiterroriste ne marchera pas pour l'EIIL. Nous l'avons vu en Irak, et nous le verrons en Syrie. »

La loi des conséquences inattendues règne en maître. Alors que les avions de guerre américains venaient juste de commencer à frapper des sites de l'EIIL en Syrie, les rebelles qui avaient reçu des armes américaines se sont mis à critiquer l'opération pour son caractère unilatéral. « L'unique bénéficiaire de cette ingérence étrangère en Syrie est le régime Assad, en particulier en l'absence de toute véritable stratégie pour le renverser », a déclaré Harakat Hazm (Mouvement de la Fermeté) sur son compte Twitter fin septembre 2014. « Vendredi dernier, pour la première fois autant qu'il m'en souvienne, les opposants au gouvernement du président Bachar al-Assad ont brûlé un drapeau américain », écrit alors dans le *New York Times* Robert Ford, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Syrie, qui a démissionné pour protester contre la politique syrienne de l'administration Obama. C'était au début du mois d'octobre 2014.

Bien sûr, les États-Unis ne prennent pas seulement l'EIIL comme cible en Syrie – ils visent aussi Jabhat al-Nosra. Dans la ville de Kafr Daryan, à Idleb, un refuge *ad hoc* pour déplacés de l'intérieur syriens a été bombardé par une frappe qui à l'origine aurait dû viser des installations appartenant à Al-Nosra, spécifiquement une de ses unités, le groupe Khorassan, qui selon la Maison-Blanche préméditait des actions violentes contre les

Occidentaux. Cet événement n'a fait qu'aggraver les griefs des Syriens contre les États-Unis ; comme un média-activiste l'a formulé, si « les attaques avaient ciblé le régime et qu'elles avaient fait par erreur des morts dans la population, nous aurions dit que c'était un sacrifice pour notre salut ». Il a également renforcé Al-Nosra, qui a été rejoint par l'EIIL pour mener des campagnes localisées d'opportunité contre des groupes rebelles soutenus par les États-Unis, désormais relégués au statut de mercenaires chasseurs de moudjahidin du Pentagone. Le programme annoncé par la Maison-Blanche prévoyant la formation de 500 rebelles par an pour le seul objectif de combattre l'EIIL n'était pas conçu pour commencer avant l'été 2015, mais il avait déjà eu des conséquences très négatives sur le champ de bataille.

Certes, l'éventualité qu'Al-Nosra puisse formellement se réconcilier avec l'EIIL est peu probable. Ils n'ont cependant pas besoin d'une guerre civile djihadiste – ni même d'une guerre froide djihadiste pour impacter sur les desseins occidentaux dans la région, et chez eux. L'EIIL a fait le serment rhétorique de solidarité avec Al-Nosra contre un ennemi « croisé » commun en Syrie. Il a chaleureusement félicité Al-Qaïda dans la péninsule Arabique pour son œuvre récente en Occident.

Le 7 janvier 2015, Chérif et Saïd Kouachi, deux frères français, ont abattu onze personnes dans les locaux du magazine satirique *Charlie Hebdo* à Paris, dont huit membres de la rédaction, journalistes et caricaturistes. Le bilan final est de douze personnes assassinées et de onze blessés. Deux jours plus tard, l'un des complices des deux frères, Amedy Coulibaly, s'est emparé d'un magasin cacher, Hyper Cacher, dans la même ville, et tué quatre de ses clients avant d'être abattu par la police française.

Les frères Kouachi faisaient partie d'une cellule française qui avait envoyé des hommes rejoindre AQI aux premiers jours de l'insurrection. Comme Al-Zarqaoui, ils se sont d'abord radicalisés dans une mosquée, puis en prison. Ils ont lu Al-Maqdissi. Chérif avait été arrêté avant de pouvoir

rejoindre le Cheikh des Assassins. Coulibaly avait revendiqué sa source d'inspiration et prêté allégeance au successeur d'Al-Zarqaoui, Al-Baghdadi.

Beaucoup se demandent aujourd'hui si les rues d'Europe, et, finalement, des États-Unis, sont vouées à servir d'arènes sanglantes à un jeu de surenchère opposant une société mère djihadiste et son ancienne filiale. C'est une bonne question.

Plus de onze ans après l'invasion américaine de l'Irak, une insurrection meurtrière capable d'user de multiples moyens de faire la guerre s'est montrée résiliente, adaptable et résolue à continuer à se battre. Héritier à la fois de Saddam et d'Al-Zarqaoui, l'EIIL a excellé dans la formulation d'un combat qui aurait été écrit dans l'histoire du monde. Il a promis à la fois la mort et le retour aux anciennes gloires de l'islam. Des milliers se sont mis en rangs pour le rejoindre et plus encore en sont déjà les victimes.

L'armée de la terreur sera avec nous indéfiniment.

# REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à exprimer leur profonde gratitude à tout ceux dont le savoir et l'expérience ont permis de donner naissance à cet ouvrage.

Si nos conversations à propos des premières années de l'insur- rection de l'Irak, puis du *Sahwa*, se sont révélées être aussi enri- chissantes, c'est grâce à nos chers Derek Harvey, Rick Welch, Jim Hickey et Joel Rayburn dont l'amitié nous a été précieuse. Tous nous ont accordé quelques heures précieuses de leur temps afin de répondre à nos sollicitations, et parfois accepté de contribuer à des échanges frénétiques de mails à 3h du matin.

Le Major-général Doug Stone, qui a vu juste en soupçonnant des djihadistes de tenter de s'introduire dans le camp Bucca. Ali Khedery et Emma Sky nous ont expliqué comment les décisions étaient prises à Washington, surtout vers la fin de la guerre d'Irak. Laith Al-Khouri, dont le métier est d'espionner les échanges des terroristes, s'est révélé être un excellent guide-interprète doté d'un sens de l'humour incroyable. Shiraz Maher, qui a interrompu la rédaction de ses projets sur le djihadisme pour prendre le temps de nous expliquer les différentes catégories des combattants étrangers affluant pour rejoindre l'EIIL. Martin Chulov et Christoph Reuter, parmi les meilleurs correspondants au Moyen-Orient, ont généreusement partagé leurs propres enquêtes de terrain avec nous afin de nous aider à dénicher les détails les plus obscurs du confit de Syrie. Hanin Ghaddar, rédactrice en chef de *Now Lebanon* et rédactrice la plus

courageuse et la plus intègre que nous connaissons. Elle a permis la publication de cette enquête à l'origine prévue pour son journal. Alex Rowell a lu nos premiers jets et nous a fait part de ses conseils avisés pour nous aider à améliorer le manuscrit. Tony Badran, qui a fait un travail incroyable sur Assad. Paul Webster du *Guardian's*, David Mikhail et Kathryn Allawala du *Foreign Affair* et David Kenner du *Foreign Policy*. Ben Pauker de *Foreign Policy*, qui nous a généreusement accordé un congé exceptionnel. Lidiya Dukhovich, Olga Khvostunova, Boris Bruk, Grace Lee, Dmitry Pospelov, James Miller, Catherine Fitzpatrick et Pierre Vaux de l'Institut de la Russie Moderne et de *The Interpreter.*

Nous tenons également à remercier nos collègues, nos amis et nos familles qui ont été indulgents, patients et d'une aide précieuse pour cet ambitieux projet. Linda Weiss, Leslie Wilson, Augie Weiss, Michael Pregent, Chris Harmer, Jessica Lewis McFate, Farha Barazi, Mariam Hamou, Bayan Khatib, Nada Kiwan, Qusai Zakarya, Ammar Abdulhamid, Lina Sergie, Phillip Smyth, Mubin Shaikh, Mike Giglio, Borzou Daragahi, Hamdi Rifai, Mishaal al-Gergawi, Mahmoud Habboush, Craig Larkin, Abdulsalam Haykal, Ahmed Hassan et Abdulhamid Hassan, Kareem Shaheen, Sultan Al Qassemi, Iyad al-Baghdadi, Abdullah al-Ghadawi, Elizabeth Dickinson, Faisal al-Yafai, Nick March, Hussain Abdullatif, Ghazi Jeiroudi, Abdulnaser Ayd, Abdulrahman Aljamous, Mousab al-Hammadi, et tous ceux du *National* et de l'Institut Delma.

Sans oublier l'équipe de Regan Arts, qui a réalisé ce livre en un temps record : Lucas Wittmann, Lynne Ciccaglione et Michael Moynihan, en collaboration avec Laine Morreau et Danielle Dowling.

Et pour finir, Mustafa L. et John Bundock, qui ont commencé comme « fact-checkers » dans notre ouvrage, avant de devenir progressivement nos assistants de recherche. Toute erreur d'information, donnée erronnée ou mauvaise interprétation qui subsisterait engage notre responsabilité.